

Sébastien FAURE



LA DOULEUR UNIVERSELLE

Philosophie libertaire

(1895)



La douleur universelle

Albert Savine, éditeur — 1895

LES ÉDITIONS INVISIBLES, le vendredi 8 mai 2009.

SOMMAIRE

PRÉFACE D'ÉMILE GAUTIER	11
-------------------------	----

Chapitre Premier LA QUESTION SOCIALE	17
---	----

I — *Diverses façons de la poser.* — Il est nécessaire d'en préciser les termes. — Diverses manières fausses ou incomplètes de poser la question.

II. — *Le problème à résoudre.* — Commentaire détaillé de chacun de ces termes : Instaurer — un milieu social — qui assure à chaque individu — toute la somme de bonheur — adéquate, à toute époque, au développement progressif de l'humanité.

III. — *Conséquences à tirer de ce qui précède.* — Justice, République, Égalité, Fraternité. La *Question sociale* est née avec la première forme de société et ne disparaîtra qu'avec la dernière. La Question sociale sera toujours pendante. Défauts, en sociologie, de toute systématisation.

Chapitre Second LA DOULEUR UNIVERSELLE	47
---	----

I. — *Prolétariat manuel.* — Labeur excessif ; privations ; salaire insuffisant ; vieillesse indigente ; sans-travail ; épouvantable détresse ; mendiants ; vagabonds ; voleurs ; prostituées ; morts par la faim ; suicides.

II. — *Prolétariat intellectuel.* — Employés d'administrations publiques et privées ; monotonie de leurs occupations ; difficultés de l'avancement ; absence d'idéal ; sujétion ; routine ; honoraires dérisoires ; médiocrité ; misère en redingote. Employés de commerce et d'industrie ; pris entre le patron et la clientèle ; insécurité du lendemain ; sans place.

III. — *Classe moyenne.* — Petit commerce : souci perpétuel ; lutte concurrentielle ; menaces de faillite ; ruine totale. Petite industrie : infériorité résultant de l'outillage ; écrasement certain. Petite propriété : impôt ; usure ; hypothèque ; mauvaises récoltes ; anxiété constante ; ruine.

IV. — *Classe élevée.* — Souffrance d'une autre nature mais très réelle.

Bonheur impossible au littérateur, à l'artiste, au savant, au riche. Cœurs broyés. Douleur partout en haut comme en bas. Pessimisme universel.

Chapitre Troisième
CAUSE DE LA DOULEUR UNIVERSELLE
Causes fausses :
LA NATURE. — L'INDIVIDU.

83

I.— La nature. — Langage de ceux qui accusent la nature d'insuffisance. Insuffisance incontestable aux époques primitives, au temps des civilisations gréco-romaines, et même aux siècles derniers. Mais aujourd'hui, il y a suffisance.

A. *Nos richesses matérielles.* — Développement agricole : provisions alimentaires considérables ; outillage industriel formidable ; puissance de production énorme ; nombre, sécurité et rapidité des communications mondiales.

B. *Nos richesses intellectuelles.* — Progrès scientifiques : astronomie, mathématiques, physique, chimie, histoire naturelle, physiologie, anatomie, médecine, philosophie, sociologie, langage, poésie, littérature, théâtre, musique, peinture, sculpture, architecture.

C. *Quelques chiffres.* — Production agricole, excédent de cette production sur les besoins nutritifs ; production industrielle, excédent des produits industriels sur les besoins à satisfaire.

D. *Conclusion.* — La cause de la douleur universelle n'est pas dans la Nature ; considérations très importantes : pourquoi jamais été aussi urgent de résoudre le problème social.

II.— L'individu. — Acte d'accusation contre l'individu.

A.— *Questions préjudicielles.* — En quoi consiste le vice et la vertu : Réponses contradictoires des moralistes. Ce qu'est la conscience. Libre arbitre et déterminisme. Moralistes pris dans leur propre piège. Dieu, loi, conscience ne sont que des abstractions. Définition exacte du bien et du mal. Autorités à l'appui de cette définition. L'homme, être social et sociable, n'est qu'un produit du milieu. Par nature il n'est ni bon ni mauvais, il est neutre. Mais il devient bon ou méchant en raison du nombre et de la puissance des motifs qui le portent à être ceci ou cela. Voyons donc pourquoi il est :

B. —

— (1) Paresseux.

- (2) Égoïste.
- (3) Violent.
- (4) Menteur.
- (5) Cupide.
- (6) Dominateur.

C. — *Conclusion.* — L'être social est le produit nécessaire des trois facteurs suivants : hérédité, éducation, milieu. S'il est mauvais c'est qu'il a intérêt à l'être. Nombreuses citations à l'appui de cette opinion. Inutilité de la répression et des prédications moralistes. Constatation rassurante pour l'avenir.

Chapitre Quatrième
CAUSE DE LA DOULEUR UNIVERSELLE.
Causes secondes et diverses :
LES INSTITUTIONS SOCIALES. —
L'INIQUITÉ ÉCONOMIQUE

157

Les institutions sociales se divisent en : économiques, politiques, morales.

L'iniquité économique. — « Tout appartient à quelques-uns »

I. — *Appropriation individuelle du sol et du sous-sol.* — C'est le point de départ de toutes les spoliations. La légende révolutionnaire de 1789. Dangers de la fausse liberté alors proclamée. Servitude et misère du prolétariat agricole. Épouvantable existence des ouvriers mineurs. Richesse des sociétés houillères.

II. — *Appropriation individuelle des instruments de travail.* — Tout progrès augmente la misère du peuple. La division du travail : ses origines, ses tendances, ses résultats. Loi des salaires. Abaissement graduel du taux des salaires. Origine des grèves. La surproduction : comment elle se produit, ses conséquences.

111 — *Appropriation individuelle des produits.* — Dépendance absolue du consommateur pour la satisfaction de n'importe quel besoin, circulation inutile et coûteuse d'une foule de produits. Chantage commercial. Intervention de la concurrence ; ses avantages, ses dangers ; sophistication des produits ; invraisemblable gaspillage, voyages, publicité, réclame.

IV. — *La Concentration capitaliste.* — Conséquence grave de la concurrence : (a) sur l'industrie : exemple de concentration industrielle. — (b) sur le commerce : ruine de la boutique ; triomphe des grands

magasins — (c) sur la propriété terrienne : quelques chiffres concluants.

Rôle de la haute finance : Condensation des capitaux. Drainage de l'épargne, accaparement de la fortune publique, statistiques probantes. Conséquence sociale de la concentration capitaliste.

V. — *Quelques autorités.* — Marmontel, Smith, Pecqueur, Stuart Mill, Adolphe Blanqui, Lamennais, Proudhon, Engels, Büchner.

Chapitre Cinquième
CAUSES DE LA DOULEUR UNIVERSELLE
Causes secondes et diverses :
LES INSTITUTIONS SOCIALES (suite) —
L'INIQUITÉ POLITIQUE

217

I. — *Considérations générales.* — L'iniquité politique se résume dans le mot « Gouvernement » et la formule : « tous obéissent à quelques uns ». Rapports chronologiques de la propriété et du pouvoir. Origines de celui-ci. Son histoire en France.

II. — *Le mécanisme gouvernemental.* — L'idée de Gouvernement implique l'idée de Droit et de Force. Lien nécessaire et constant de ces trois idées. Aperçu historique : Droit de la force brutale ; Droit divin ; Droit humain.

III. — *Le Droit contemporain. A. Théorie.* — Les diverses formes de Gouvernement se résument en deux types : monarchie et république. Fausseté de la liberté politique. Cette liberté est annulée en même temps que la souveraineté populaire par le système de la délégation ou représentation. Déléguer son pouvoir c'est le perdre. Réponse aux divers sophismes ayant pour objet de faire croire que la délégation n'est pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté individuelle. Identification irréalisable entre les sentiments et les idées du mandataire et des mandants. Cet accord idéal ne peut exister que sur le terrain des sciences exactes et positives. L'unanimité des convictions ne peut pas se produire sur les questions qu'un député est appelé à résoudre. Le Droit contemporain n'est donc qu'une odieuse tromperie. Le Droit actuel ne pouvant émaner de tous est censé reposer sur le plus grand nombre. Le plus grand nombre ne représente ni la science ni la vérité. L'histoire démontre la certitude du contraire. Le Droit et la justice se trouvent presque toujours du côté de la minorité. Ce qu'il faut penser de l'égalité devant la loi. Toutes les lois sont faites au bénéfice exclusif d'une collectivité restreinte. Elles ont pour objet la sauvegarde du capital et du gouvernement. En tous cas ce serait l'Égalité dans la servitude. Toute loi a un caractère nécessairement oppressif. Incompatibilité de la loi et du

Droit naturel. Différence essentielle entre les lois naturelles et les lois codifiées toutes artificielles. Nécessité de l'ignorance dans les masses populaires.

B. *Pratique*. — La loi des majorités aboutit en pratique, à la loi des minorités. chiffres probants à l'appui de cette vérité. Le système parlementaire amène fatalement le retour au Césarisme, au pouvoir personnel. Spectacle d'un pays « en mal d'élections » : Comités, agents, courtiers électoraux, manifestes et professions de foi, courbettes au suffrage universel, tournées, promesses, flagorneries du candidat, campagne odieuse de manœuvres et calomnies contre les adversaires. Après les élections : le système représentatif a pour traits distinctifs : l'absolutisme, l'irresponsabilité, l'incompétence, la stérilité, la corruption. Monographie de l'électeur. La scrutomanie.

IV. — *La Force*. — Nécessité de la force pour réprimer la révolte. Deux sortes de révolte : la révolte individuelle et la révolte collective. Contre la première : magistrature, police, gendarmerie, système pénitentiaire. Psychologie du magistrat. Le droit de juger et de condamner. Contre la seconde : l'armée. Le patriotisme n'est qu'un masque. Discipline abrutissante. Véritable rôle du soldat. Impuissance des armées permanente à sauvegarder l'intégrité des frontières. Supériorité sur ce point de la nation armée. Comment on éduque les jeunes générations dans la religion de la patrie et la haine de l'étranger. Les horreurs de la guerre. Le coût de la gloire. La politique n'est qu'une série de mensonges et d'hypocrisies.

Chapitre Sixième
CAUSES DE LA DOULEUR UNIVERSELLE
Causes secondes et diverses :
LES INSTITUTIONS SOCIALES (suite) —
L'INIQUITÉ MORALE

313

I. — *Introduction à la morale sociale contemporaine* : école religieuse ; école métaphysique ; école altruiste ; école utilitaire. Leurs caractères communs et respectifs.

II. — *La morale sociale contemporaine. A. Ses affinités avec les morales précitées.* — Elle n'émane directement d'aucune des écoles précédentes ; elle a des points de contact avec chacune — Ses rapports avec la morale religieuse — Ses affinités avec l'école métaphysique. — Conséquences de la morale altruiste à notre époque ; sa fausseté ; son impuissance en face de l'antagonisme des intérêts individuels — Ce qu'il faut penser de la charité. Exposé, justification et historique de la morale utilitaire. — Soit

point de jonction avec la morale altruiste. — Sa philosophie. — Son idéal.

B. — *État chaotique de la morale contemporaine.* — État d'âme de la foule. — Désorientation des consciences. — Affaiblissement, découragement, lassitude générale.

C. — *Intrusion de la loi* — La loi, base d'appréciation de la moralité des actions. — Prolongement de la législation dans la domaine psychique. — La délation érigée en vertu publique. — Servitude morale. — Type qu'engendre ce système.

D. — *Méthode de moralisation sociale.*

(1) *La religion.* — Prédilection de l'enfance à la tendance religieuse. — Premières impressions ; leur ténacité. — Compression de la chair et de l'esprit. — Résignation et docilité aux vues insondables de la Providence.

(2) *La famille.* — Ce qu'est la famille juridique. — Vénéralité matrimoniale. — Les mariages de convenance et d'inclination. — La vie commune tue la passion — Servitude, jalousie et hypocrisie dans le mariage — Souffrance des enfants, leur dépendance absolue — Devoirs, responsabilités, charges et sujétions dans la famille.

(3) *L'éducation.* — Critique de notre système éducatif : il aboutit à former d'une part des tyrans, d'autre part des esclaves. — Faussetés et erreurs de notre méthode pédagogique. — Résultats déplorables de ces procédés d'enseignement.

(4) *L'opinion publique.* — Omnipotence du « qu'en dira-t-on ». — Tyrannie et cruauté de l'opinion publique. — Rôle néfaste de la Presse au service des politiciens et des agioteurs financiers.

III. — *Conséquence de l'iniquité morale.* — Écrasement complet de l'individu et de la collectivité. — Compression douloureuse — guerre inique aux passions. — Causes de cette guerre. — Souffrance universelle.

Chapitre Septième
CAUSE DE LA DOULEUR UNIVERSELLE
Cause unique et première :
LE PRINCIPE D'AUTORITÉ

379

I. — *Il y a une cause unique.* — Coup d'œil récapitulatif. — Ce que j'ai appelé l'iniquité économique, politique, morale. — Rapport de cause à

La douleur universelle

effet entre les institutions et la douleur universelle. — Illogisme de ceux qui rattachent la souffrance sociale aux institutions et ne veulent pas qu'on touche à celles-ci autrement que pour y apporter d'insignifiantes modifications. — Erreur des moralistes, des politiciens, des économistes. — D'où vient cette erreur. — Une transformation sociale est nécessaire, les institutions ne sont que les causes dérivées d'un principe unique cause première. — Accord du monde socialiste sur ce point et sur la nécessité d'en finir avec l'organisation actuelle.

II. — *Quelle est cette cause unique ?* — Division au sein du socialisme. — Deux courants absolument opposés : le courant autoritaire ou étatiste et le courant libertaire. — Origine véritable de cette division fatale et insuppressible. — Désaccord sur la cause unique de la douleur universelle. — Le socialisme étatiste prétend que c'est la propriété individuelle. — Le socialisme libertaire affirme que c'est le principe d'autorité. — Les Étatistes sont dans l'erreur : comment et pourquoi. — Les libertaires ont pleinement raison. — Démonstration en allant des effets à la cause et de la cause aux effets. — Épreuve concluante, décisive.

III. *Le principe d'Autorité.* — Tableau allégorique. — Tant que subsistera un seul article de loi, la douleur ne sera pas supprimée. — Objection et dernier argument : bonheur et autorité sont deux termes qui s'excluent. — Il faut opter. — Philosophie de l'histoire : l'évolution se produit dans le sens de la liberté contre l'autorité. — L'homme s'est affranchi du joug de la nature et de l'ignorance. — Ne saura-t-il pas s'émanciper socialement ? — Le vent est à la liberté. — Accord entre la théorie et les faits. — Le principe d'Autorité doit totalement disparaître de la société. — Avec lui s'évanouira la douleur universelle.

La douleur universelle

PRÉFACE D'ÉMILE GAUTIER

Mon cher confrère,

Vous voyez en moi un homme fort embarrassé.

Vous m'avez fait l'honneur de me demander — et je vous ai promis — d'expliquer, en toute franchise, au grand public, ce que je pense de votre formidable livre, de son fond et de sa forme, de son esprit, de ses tendances, de sa portée sociale et de sa moralité.

L'heure est venue, paraît-il, où il faut que, sans délai, je m'exécute... Je ne demande pas mieux — car, observateur respectueux des lois que je me suis volontairement imposées, j'ai l'intransigeante religion de la parole donnée. Mais, en vérité, vous me prenez de bien court et le protêt dont est menacée, par ministère d'ami, ma signature, tombe inopinément tout de même à trop brève échéance...

Comment ! Vous ne vous êtes proposé rien de moins — après avoir refait une fois de plus, à un point de vue nouveau, la critique facile de la civilisation d'hier et d'aujourd'hui — que d'instituer la philosophie, en quelque sorte, et la morale de la civilisation de demain ! Et pour juger cette œuvre, où vous avez dû mettre, non seulement toute la flamme de votre votre foi courageuse, toute votre patience documentée, toute votre âme d'apôtre, mais encore cette merveilleuse éloquence à laquelle naguère, dans des circonstances particulièrement tragiques, vos

plus irréconciliables adversaires étaient obligés de rendre hommage ; pour juger, dis-je, cette œuvre, qui mériterait d'être épluchée ligne par ligne et mot par mot, vous ne m'accorderez pas huit jours de délai ! À peine le temps de lire, de digérer et de comprendre !...

Dans ces conditions, pris comme je le suis à l'improviste, au milieu du tumulte des affaires, dans la fièvre absorbante d'un travail enragé, j'aurais peut-être le droit de me dérober par la tangente.

J'aurais même beau jeu, pour excuser et couvrir ma retraite, me retrancher derrière la thèse qui vous est chère, en accusant l'ordre social et les fatalités économiques. N'est-ce pas en effet parce que, condamné à tourner sans merci la roue du labeur professionnel, je suis pris dans l'implacable engrenage du *struggle for life*, parce que, manquant du loisir qu'une civilisation équitable devrait assurer aux philosophes et aux artistes, je ne suis le maître ni de mon temps ni de ma besogne, tandis que vous-même, tyrannisé par les nécessités commerciales, vous ne pouvez pas vous payer le luxe d'attendre indéfiniment, n'est-ce pas parce que tous deux nous courbons le dos sous le joug du Capital et de l'Autorité, que j'ai tant de peine à tenir les engagements dont vous venez de me rappeler l'échéance, vos « bonnes feuilles » sous la gorge ?

Mais à quoi bon rapetisser, en essayant de l'adapter à un cas particulier, le plaidoyer magistral dont vous avez si puissamment établi l'universelle portée ?

Je préfère m'exécuter de mon mieux, sûr d'avance que vous ne m'en voulez pas de ce que cette préface (puisque préface il y a), improvisée en toute hâte sur un coin de table, pourra avoir de tronqué, d'insuffisant et de superficiel. La plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a...

Un point m'a particulièrement frappé en feuilletant d'une main rapide les épreuves de votre livre, dont, entre tant de publications révolutionnaires ou prétendues telles, il constitue l'originalité. C'est que, rompant avec la mesquine tradition des sectaires, systématiquement confinés sur le terrain de la guerre des classes, qui m'a toujours fait l'effet d'un champ de bataille pour micrographes, vous savez su élargir le problème social au point de l'étendre à l'humanité tout entière. Vous avez su comprendre et poser en fait que ce n'est pas seulement une question prolétarienne, une question ouvrière, mais une question humaine, que les heureux de la terre, les riches, les puissants, jusque et y compris ceux qu'on flétrit du nom d'exploiteurs, sont aussi intéressés à résoudre que les pauvres, les humbles, les salariés et les parias. Peut-être fallait-il une certaine audace — plus précieuse et plus rare que la bravoure de la barricade ou du pré — pour oser écrire, dans un livre qui, dans une certaine mesure, paraît s'intéresser de préférence aux révoltés d'en bas, que personne n'échappe au mal de vivre et que ceux-là même qui semblent bénéficier exclusivement de l'iniquité des lois, peuvent être les premiers à en souffrir.

Ce courage civique, supérieur aux vaines querelles des « petits-boutiens » et des « gros-boutiens » du socialisme banal, vous l'avez au plus haut degré, et, sans souci d'une popularité d'équivoque aloi, vous en fournissez la preuve.

Telle est pour moi l'impression maîtresse qui se dégage, de prime vue, de la lecture de votre livre.

Je ne vous suivrai pas — vous savez pourquoi — dans le développement des variations si suggestives que vous avez, avec un art infini, brodées sur ce thème, qui semblera peut-être paradoxal à certains fanatiques irréconciliables, mais qui n'en est pas moins l'expression strictement exacte et fidèle de la

vérité scientifique. Peut-être est-il une foule de menus détails sur lesquels nous aurions à nous mettre d'accord. Mais, c'est sans réserves, en revanche, que je me rallie — et tous les hommes de bons sens et de bonne foi qui voudront prendre la peine d'y réfléchir sans parti pris se rallieront avec moi — à votre conclusion, d'une philosophie si profonde, à savoir que le mal social ne résulte pas autant de la mauvaise distribution de la richesse que de la mauvaise distribution de la liberté.

Le capital, en effet, dans la plus large acception du mot, le capital n'est qu'un instrument, qui ne fait pas le bonheur. L'important pour l'individu, c'est d'être libre, c'est de pouvoir s'épanouir dans la plénitude de sa personnalité, sans autres limites que la personnalité du voisin. Il n'est pas, au surplus, un seul des progrès relatifs enregistrés par l'histoire, qui ne se traduise par la suppression d'une gêne, par la conquête d'une liberté : c'est donc logiquement que l'aboutissant idéal de cette évolution indéfectible et constante, c'est la liberté absolue, dont le « Fays ce que veux » de ce vieil anarchiste de Rabelais reste le dernier mot.

La revendication du capital à laquelle s'acoquinent les socialistes spécialisés peut être une étape nécessaire ; mais, au point de vue hautement philosophique, qui est le vôtre comme il est le mien, ce n'est qu'un tout petit côté du grand œuvre, un incident épisodique de l'éternelle bataille entre l'avenir et le passé.

Il ne faut pas qu'on m'em...bête ! Voilà l'alpha et l'oméga de l'évangile des âges nouveaux. Plus de fils — pas même de fils d'or — à la patte ! Il ne faut pas qu'on m'em...bête !

Le jour où tous ceux qui pensent, tous ceux qu'une séculaire discipline n'a pas irrémédiablement domestiqués au point d'étouffer toute volonté, tous ceux qui, de toute classe et

de tout rang, ne sont pas un simple bétail, auront pénétré le sortilège de ce cri du cœur du père Duchêne, ce jour-là, les temps seront proches, et la Révolution (qui doit s'accomplir dans les consciences avant de s'accomplir dans les faits) sera à nos portes.

Je ne sais pas si les émancipés en seront plus riches ; mais ce que je sais, c'est qu'ils pourront être plus heureux. Et comme vous aurez été des précurseurs qui leur aurez montré la route, vous aurez le droit d'entonner le cantique de Siméon...

Cordialement

ÉMILE GAUTIER

La douleur universelle

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION SOCIALE

I — *Diverses façons de la poser.* — Il est nécessaire d'en préciser les termes. — Diverses manières fausses ou incomplètes de poser la question.

II. — *Le problème à résoudre.* — Commentaire détaillé de chacun de ces termes : Instaurer — un milieu social — qui assure à chaque individu — toute la somme de bonheur — adéquate, à toute époque, au développement progressif de l'humanité.

III. — *Conséquences à tirer de ce qui précède.* — Justice, République, Égalité, Fraternité. La *Question sociale* est née avec la première forme de société et ne disparaîtra qu'avec la dernière. La Question sociale sera toujours pendante. Défauts, en sociologie, de toute systématisation.

I.— DIVERSES FAÇONS DE LA POSER.

Il y a quelque quinze ans, un tribun, fameux par la rapidité foudroyante de son extraordinaire fortune politique, osait dire : « Il n'y a pas de question sociale » et cette parole trouvait de l'écho dans presque tous les rangs de la société.

Les temps sont bien changés ! De nos jours, il n'est pas un personnage politique, pas un ministre, pas un homme d'État qui ne se croie tenu de parler peu ou prou de cette importante question. Il convient de dire que tous ces « honorables » se bornent à affirmer que le gouvernement et les chambres rivalisent de zèle en vue d'arriver à la solution la plus prompte et la meilleure des problèmes complexes que soulève cette

formidable question ; et qu'ils se gardent bien de sortir de cette formule vague, aussi bien faite pour dissiper les craintes des uns que pour entretenir les espérances des autres.

Il n'empêche que l'existence d'une « question sociale » s'est, depuis peu, si impérieusement affirmée que nul n'aurait l'audace de la nier aujourd'hui. Inutile d'insister.

Il convient toutefois de se demander d'abord en quoi consiste cette question, et, laissant de côté toute phraséologie imprécise, d'établir nettement la position de la question.

Tout le monde sait qu'une foule de discussions seraient évitées ou abrégées si l'on avait soin, au préalable, de se mettre d'accord sur la signification des mots, sur les termes du litige. Sur ce point — une fois n'est pas coutume — je pense comme « *tout le monde* ».

Donc, il y a une question sociale ;

En quoi consiste-t-elle ? Quel est le problème qu'elle soulève et doit élucider ?

Il est de toute nécessité d'en préciser catégoriquement les termes, si l'on veut éviter toute logomachie.

* * *

S'agit-il d'améliorer le sort des classes laborieuses ? d'établir ou de rétablir la bonne intelligence entre patrons et ouvriers ? d'instaurer un équitable « *modus vivendi* » entre le Capital et le Travail ? d'assurer au prolétaire le droit au travail quand il est valide, le droit à l'assistance lorsqu'il est vieux, malade ou infirme ? d'empêcher qu'on meure de faim ou qu'on cherche dans le suicide un refuge contre la misère ? d'appeler le

producteur à participer aux bénéfices de l'entreprise à laquelle il est attaché ? de répandre l'instruction à tous les degrés avec tant de largesse, que la « libre concurrence » mette en présence des adversaires munis, sous ce rapport du moins, d'armes égales ? d'ouvrir réellement l'accès de toutes les carrières à tous les citoyens et même au sexe dont la faiblesse fait parfois la force ?

S'agit-il de fournir à chaque individu, par une sorte de crédit populaire, les moyens de se soustraire aux exigences draconiennes du capitaliste ? de mettre à la disposition des syndicats agricoles et industriels, ruraux et urbains, les ressources et l'outillage qui leur permettront de se passer du patron et du propriétaire ?

Ou bien encore, le suffrage universel étant devenu la clef de voûte de la société, s'agit-il d'en assurer le libre exercice, tant et si bien que la vie politique et économique devienne véritablement l'expression des besoins, des aspirations, des tendances du peuple tout entier et réalise pratiquement ces tendances, ces aspirations, ces besoins ?...

Au cours de cet ouvrage, et en examinant en détail ces diverses façons de *poser la question* et de la résoudre, j'aurai l'occasion de démontrer ce que valent ces plans de réforme.

Au point où nous en sommes, il me suffira de dire que, tous, outre qu'ils rapetissent singulièrement la question, ont, à mes yeux, le tort impardonnable de consacrer implicitement les bases de l'organisation sociale moderne, de les placer en dehors de toute discussion, et d'écarter par une sorte de *question préalable* toute controverse sur ce point.

Parler de « classes laborieuses » c'est laisser entendre qu'il doit en subsister d'autres, lesquelles ne sont pas

« *laborieuses* ». Les mots « patrons » et « ouvriers », « capitalistes et prolétaires », impliquent logiquement le concept d'une société divisée en ceux-ci et ceux-là. Les expressions « libre concurrence », « crédit », « carrières », « suffrage universel », comportent nécessairement l'antagonisme des intérêts, le facteur « propriété individuelle », l'idée d'une position sociale plus ou moins lucrative, libérale ou élevée, du système parlementaire.

Il faut en convenir : procéder de la sorte, c'est refuser par avance d'aller au delà des limites étroites tracées par l'organisation moderne, c'est emprisonner la question sociale dans ce cadre mesquin, c'est se condamner à évoluer au sein d'un nombre restreint d'idées *à-prioriques* ; c'est borner l'horizon ; c'est s'interdire l'exploration des espaces « *au-delà* » ; pour tout dire, c'est procéder de façon irrationnelle et anti-scientifique.

Mais il en est qui ont la vue moins courte et ne craignent pas de soumettre à l'examen les bases mêmes de l'organisme social. Pour ces derniers, *assurer à chacun le développement intégral de ses facultés, le produit entier de son travail*, — et, pour cela, exproprier, avec ou sans indemnité, la classe possédante et remettre aux soins des organisations corporatives tous les instruments de production : sol, sous-sol, outillage, immeubles, etc., avec mission pour celles-ci, de distribuer le travail à ses membres et de répartir la valeur des produits obtenus, au prorata du nombre d'heures de travail exécutées par chacun ; convertir en services publics toutes les manifestations collectives de la vie sociale ; enfin rendre électives toutes les fonctions depuis les plus modestes jusqu'aux plus élevées, — *le tout sous le contrôle, la surveillance, la direction de l'État, IV^e du nom ; bref, fonder l'égalité économique*, — c'est solutionner la question sociale.

Je me livrerai plus loin à une étude aussi impartiale et aussi approfondie que possible du socialisme étatiste, et de ses divers courants ; pour le moment, je dois me borner à repousser, pour les mêmes motifs que précédemment, cette façon de poser la question.

Sans doute en mettant en jeu la forme de la propriété, les « étatistes » évitent une partie des cercles vicieux dans lesquels sont condamnés à tourner ceux dont j'ai donné tout d'abord la méthode inadmissible ; mais, parce que les iniquités économiques sont les plus tangibles et les besoins purement physiques les premiers à satisfaire, ils ont eu le tort grave de faire de la question sociale une question purement économique et de ne voir en l'homme qu'un appareil digestif.

Réduire la question sociale à une simple affaire de ventre, comme on l'a fait en Allemagne, c'est la rétrécir considérablement. Là encore, c'est élever des murs au-delà desquels l'œil ne pourra librement scruter les régions infinies ; une fois de plus, c'est irrationnel et anti-scientifique.

« L'iniquité économique, dit le savant auteur du « Socialisme intégral ¹ » est la plus criante ; mais elle n'est pas la seule iniquité à combattre. Or le socialisme doit attaquer tous les maux sociaux et moraux et mettre fin, non seulement à l'exploitation de l'homme par l'homme, à toutes les oppressions et iniquités religieuses, familiales et politiques, mais encore à tous les égoïsmes, toutes les duretés nuisibles, par suite, à toutes les souffrances évitables. »

La question sociale n'est pas seulement une question politique comme le prétendent les hommes d'État, elle n'est pas seulement une question économique ainsi que l'affirment certaines écoles socialistes ; elle n'est pas seulement une

¹ Benoît Malon, *Précis du Socialisme*, page 49.

question morale, comme ne cessent de le répéter les prêtres et certains spécialistes de la psychologie ; elle est à la fois politique, économique et morale, parce qu'elle embrasse l'homme tout entier ; touche aux rapports de toute nature qui le mettent en contact avec ses semblables, et comprend ses besoins moraux aussi bien que les intellectuels et au même titre que les physiques ; parce que, comme le dit Guillaume de Greef dans son *Introduction à la sociologie* : « la science sociale a pour objet l'étude des phénomènes *de toute nature* qui concernent l'organisme individuel et le superorganisme social. »

Incontestablement tous ceux qui ont étudié la question ont reconnu que le problème consistait à diminuer la somme des souffrances humaines et à augmenter le total des satisfactions.

Sur ce point, pas de divergence possible ; mais, tandis que les uns, négligeant de rechercher si le bonheur universel est compatible avec la structure sociale existante, le plus souvent même se refusant de parti pris à l'examen de cette question préjudicielle, ont, cette structure admise comme immuable, étudié le moyen de sécher quelques larmes, au lieu de s'efforcer à tarir la source de tous les pleurs ; les autres, frappés d'un accroissement de paupérisme ici, correspondant à une accumulation de richesses là ; en face des effets terribles d'une concurrence meurtrière, appelés à constater que plus se développent le nombre, la puissance, le perfectionnement de l'ouvrier en fer et en fonte, plus s'intensifie la détresse de l'ouvrier en chair et en os, enregistrant scrupuleusement le *processus* capitaliste qui aboutit à une formidable concentration, mis en présence d'une élimination graduelle et fatale de la classe bourgeoise rejetée dans la prolétarienne, sous l'inspiration enfin d'un livre magistral « le Capital », de Marx, interprété par des écrivains de talent et de puissants orateurs,

ont adopté ce qu'ils appellent les « données du fatalisme économique » et se sont jetés dans une lutte ardente mais exclusive contre la propriété capitaliste.

Les premiers ont fermé les yeux ; aussi n'ont-ils rien vu ; les seconds les ont ouverts ; ils ont bien aperçu quelque chose, mais fascinés par le spectacle qui se présentait au premier plan, ils n'ont pas tout distingué.

L'étude de la question sociale demande une largeur d'idées, une tendance synthétique, une indépendance et une impartialité que rendent radicalement impossibles et l'aveuglement volontaire ou inconscient des uns et l'esprit de classe ou d'école des autres.

II. — LE PROBLÈME À RÉSOUDRE.

Instaurer un milieu social qui assure à chaque individu toute la somme de bonheur adéquate, à toute époque, au développement progressif de l'humanité.

Voilà le problème à résoudre. Quel devra être ce milieu ? Quel sera son degré de plasticité ? À quelle organisation donnera-t-il naissance ? De quels événements sortira-t-il ?

Toutes ces questions seront examinées et résolues dans l'ordre qui leur convient.

Il suffit, présentement, qu'il soit bien entendu que : la science sociale a pour but la recherche du bonheur de *tous* les êtres humains, sans exception aucune ; que la condition indispensable à l'obtention de ce but, c'est l'instauration d'un milieu social favorable.

Mais comme on pourrait objecter que les termes du

problème manquant de clarté ou de précision, je vais, sans plus tarder, les définir, les expliquer en les commentant pour ainsi dire *un par un* et en indiquant pourquoi je les ai préférés à tous autres.

INSTAURER. — Tout, dans la nature, évolue sans cesse, rien n'est fixe ; l'individu, comme le reste, se transforme perpétuellement ; il ne demeure pas un instant identique à lui-même ; son *aujourd'hui* est fait nécessairement de tous ses *hier*s et contient à l'état potentiel tous ses *demains*. L'agrégat humain n'est donc qu'une forme passagère de l'éternelle matière et cet agrégat lui-même subit chaque jour, à toute seconde, les modifications les plus diverses.

Or, dit Spencer (*L'individu contre l'État*) : « La nature des agrégats est nécessairement fixée par la nature des unités composantes. »

D'où il résulte que pour être moins visibles, les incessantes modifications de l'agrégat collectif, n'en sont pas moins tout aussi réelles que les modifications des individuels. Composé d'éléments constamment mouvementés, le corps social se transforme sans aucun repos. Son *présent* est fait de tous les matériaux de son *passé* et contient en germe toutes les évolutions *futures*.

La nature ne procède pas par bonds, mais chaque phénomène est amené par un travail lent, graduel, imperceptible souvent, parfois mystérieux. L'évolution sociale ne saurait procéder différemment.

« Chaque individu, chaque peuple, chaque science et l'humanité même, passent par toutes les phases », dit A. Comte ; et ailleurs : « La Sociologie est la recherche des lois de la société dans les phénomènes sociaux eux-mêmes. »

« Les idées qui caractérisent une seule période naissent des idées de périodes précédentes, se développent et grandissent insensiblement aux dépens de ces idées et puis, à leur tour, décroissent insensiblement après avoir donné naissance aux idées de la période suivante ² ».

Quelqu'un a prétendu que les idées gouvernent le monde. Je ne saurais admettre cette opinion, bien qu'elle contienne une part notable de vérité ; mais si les idées ne gouvernent pas le monde, elles n'en sont pas moins partie intégrante ; elles ne peuvent en être séparées ; il existe, de fait, entre une phase historique quelconque et les idées qui germent, se développent et dépérissent parallèlement à cette phase, un indéniable rapport d'actions et de réactions incessantes.

Les paroles de Comte qui précèdent, s'appliquent donc bien à la pensée que j'exprime.

« La vie sociale, dit G. de Greef, c'est-à-dire la correspondance toujours complète et parfaite de ses organes et de ses fonctions à des conditions de plus en plus nombreuses et particulières, est un éternel devenir ; en cela, elle ne fait que se conformer aux lois universelles de la matière et de la force ³ ».

Et encore : « La société est un organisme dont l'équilibre, toujours instable, comporte des organes et des fonctions qui la rattachent au passé et d'autres qui la relieront à l'avenir ⁴ ».

Étrangeté remarquable de l'optique humaine ! Deux phénomènes qui, rapprochés, font naître tout d'abord dans l'intellect une sorte de contradiction par leur allure

² Comte, *Introduction à la Métaphysique*, page 156.

³ G. de Greef, *Introduction à la Sociologie*, tome I, page 157.

⁴ *Ibid.*, page 169.

antithétique, voilent à nos yeux l'indissoluble enchaînement des faits qui relie toutes les pages de l'histoire humaine : c'est l'immensité du chemin parcouru, comparé à la lenteur de l'évolution sociale.

Si brève est la vie de chacun de nous et si faible est notre vue, que nous n'apercevons pas les éléments innombrables qui se meuvent autour de nous, tuant ceci et donnant naissance à cela. Nous croyons avoir sous les yeux le spectacle de l'immobilité. C'est cette sensation inconsiderée de la stagnation sociale ou tout au moins de la lenteur évolutionnelle qui, par un effet en quelque sorte réflexe, contribue à cette lenteur même.

« *Cela ne changera jamais ; en tous cas, si ça change, nous ne le verrons pas.* » Voilà ce que disent une foule de gens. Et les déshérités se résignent, prennent leur mal en patience, acceptent ce qu'ils regardent comme une sorte de fatalité : « *Il n'y a rien à faire !* » et les privilégiés se rassurent, s'aveuglent et se cuirassent d'indifférence : « *après nous le déluge !* »

Et pourtant, quelle incalculable série de transformations, depuis les ébauches grossières des premières agglomérations humaines jusqu'à l'organisation si complexe, si merveilleusement agencée des sociétés modernes !

L'esprit reste stupéfait et les yeux éblouis devant le spectacle grandiose d'un développement aussi admirable.

Un des hommes qui, à notre époque, ont le plus contribué à la vulgarisation de l'idée matérialiste, L. Büchner, s'exprime ainsi :

« Il viendra un temps où la distance entre le point de départ et le point d'arrivée s'élargira tellement que les savants de l'avenir eux-mêmes se refuseraient à admettre la possibilité

d'un lien entre eux, si les écrits et les vestiges du passé ne leur fournissaient les matériaux nécessaires pour les guider dans leur jugement ⁵ ».

Il m'a paru nécessaire d'insister sur les considérations qui m'ont amené à me servir de l'expression « *instaurer* » de préférence à celle de *créer* par exemple, et ce, non seulement parce que le terme est infiniment plus exact, mais encore et surtout parce que je me propose d'indiquer les phénomènes qui poussent triomphalement les présentes générations vers cette instauration et les moyens qu'il convient d'employer pour hâter celle-ci ⁶.

UN MILIEU SOCIAL. — Ces mots demandent à peine une explication, tellement ils sont clairs par eux-mêmes.

Le milieu social est comme la synthèse des innombrables rapports des individus, des sexes, des groupes entre eux. Il est la résultante de toutes les organisations, institutions et coutumes. C'est une sorte d'être impersonnel — comme la société elle-même — constitué par les relations de toute nature : physiques, intellectuelles, morales, qu'engendre la pratique de la sociabilité.

S'il est une théorie aujourd'hui hors de conteste et splendidement mise en lumière par les naturalistes, c'est assurément celle de « *l'adaptation de l'être au milieu* ».

Il est constant que dans le monde physique, le milieu exerce sur tout et sur tous une influence décisive ; qui oserait prétendre que dans le monde psychique, il n'en est pas ainsi ?

⁵ *Lumière et vie*, page 326.

⁶ On verra par là qu'il ne faut pas confondre cette étude avec les « *utopies* » construites le plus souvent par des hommes qui *pressentaient remarquablement* l'avenir, mais ne tenaient aucun compte, dans leurs conceptions respectables, des matériaux à leur disposition.

D'aucuns affirment que si le milieu social agit sur l'individu celui-ci est capable de réagir. Cette opinion est juste dans une certaine mesure. Soutenir le contraire, ce serait reconnaître à la fois, d'une façon implicite, que le milieu social est en quelque sorte indépendant des personnalités qui le composent, ce qui serait une absurdité, et que, l'individu ne pouvant rien sur le milieu, tout effort étant vain, il n'a qu'à se croiser les bras.

Nulle doctrine ne serait plus dangereuse, et il convient de la combattre avec la dernière énergie, non point tant parce qu'elle est dangereuse que parce qu'elle est contraire à la vérité, à l'observation.

Mais, il n'en est pas moins vrai que, tout comme la faune et la flore emprunte à l'ambiance cosmique les éléments de leur vie, et qu'un observateur attentif et clairvoyant pourrait en examinant un animal ou une plante, en déterminer les conditions d'époque, de climat, d'atmosphère et de topographie, de même l'individu emprunte à la structure sociale ses idées, ses sentiments, ses aspirations, ses coutumes.

On comprend par là de quelle importance est ce milieu social dont il est question d'amener l'établissement, puisqu'il devra pour ainsi dire poser sa griffe sur toutes les manifestations de la vie sociale et privée ; puisque tant vaut le milieu, tant vaut l'homme ; puisque l'un est l'arbre et l'autre le fruit ; puisqu'enfin il serait aussi illogique de songer à transformer l'individu sans toucher au milieu, qu'il est rationnel de prévoir avec certitude, sans qu'il soit besoin d'être prophète, que, modifié le milieu, modifiés aussi seront les hommes,

QUI ASSURE À CHAQUE INDIVIDU. — Les formes

sociales qui se sont succédées jusqu'à ce jour, ont eu pour invariable conséquence, en hiérarchisant les fonctions et les êtres, d'assurer tous les avantages à un nombre plus ou moins restreint de ceux-ci, au détriment de tous les autres.

Or, convient-il de chercher à renverser l'ordre des facteurs dans le but de favoriser *le plus grand nombre* ? La question sociale s'applique-t-elle à quelques-uns, à la majorité ou à l'universalité des êtres humains ?

Il suffit de poser la question : chacun peut répondre.

J'aurais pu, à la place de ces trois mots : « *à chaque individu* », écrire ceux-ci : « *au peuple* » ; ou encore ceux-là : « *l'humanité* » ; ou même ces derniers : « *tous* ». Mais je me méfie de ces expressions par trop générales et qui caractérisent des entités. L'expérience m'a enseigné qu'elles cachent presque toujours un piège, qu'elles en sont tout au moins capables.

Pauvre « peuple, » pauvre « humanité, » pauvre « tout le monde, » a-t-on assez usé et abusé de vous, pour mieux dissimuler les honteuses combinaisons des gouvernements et des classes !

Il existe d'ores et déjà une foule de fictions qui, par un jeu de glaces savamment disposées, donnent l'illusion de la réalité : telle, par exemple, l'égalité de tous devant la loi. Il suffit de passer derrière les glaces pour découvrir le « *truc* ».

L'expression « *à chaque individu* », a l'avantage de couper court à toute interprétation ambiguë et de bien établir que le problème social n'a pas seulement pour but cette formule tant soit peu vague : « *le bonheur commun* », mais celle-ci bien autrement significative et exacte : « *le bonheur de chaque individu.* »

Oui, que pas un enfant, pas un adulte, pas un vieillard, pas un homme, pas une femme, pas un invalide, pas un être humain, pas un seul ne puisse être frustré de la plus minime part de jouissances que comporte le droit à l'existence dans son intégralité. Tel est le problème que scrute et doit résoudre le penseur tourmenté par la question sociale.

Pas un, ai-je dit, parce qu'il suffirait que le droit d'un seul fût méconnu pour que le droit de tous fût menacé ; parce qu'il existe, quoiqu'en pensent certains, une telle solidarité entre toutes les parties du corps social, que si un organe, un seul, ne reçoit pas sa part de vie, le mal gagne de proche en proche et l'organisme tout entier lentement s'en ressent, s'affaisse et dépérit.

Résolu pour tous excepté pour un seul, le problème social se réfugierait en ce dernier, lequel, protestation vivante, se dresserait contre tous les autres, et sa voix, ne tardant pas à être entendue, s'élèverait discordante au sein de l'harmonieux concert que doit former une société vraiment heureuse.

Il faut que cela soit évité, et j'ajoute qu'il faut que cela ne puisse pas se produire, car si l'axiome de l'école est vrai : *ab actu ad posse valet consecutio*, du fait à la possibilité la conséquence est bonne, on peut hardiment avancer que de la possibilité au fait, la conséquence n'est pas moins bonne, et l'on peut être certain qu'il suffirait que la chose fût possible pour qu'elle se réalisât.

Aussi, n'ai-je pas employé à la légère le mot *assurer* et c'est pour être ainsi compris que j'en ai fait usage.

TOUTE LA SOMME DE BONHEUR. — C'est toujours le spectacle des infortunes plus ou moins imméritées, des

misères plus ou moins injustifiées qui a incité les philosophes, les penseurs et les moralistes à rechercher les causes de ces souffrances pour en combattre les effets.

Abaissier le taux des douleurs sociales, atténuer les inégalités choquantes, améliorer les conditions de la vie, en d'autres termes rechercher le bonheur universel, tel a été, de tout temps, le but de tous les plans, de tous les systèmes de rénovation sociale.

Sur ce point, tout ceux qui se sont occupés de la question se montrent unanimes. Je pourrais en citer des centaines, je me bornerai à quelques-uns.

Je laisse de côté tous les auteurs anciens, pour faire aux modernes une place plus grande dans ces citations que je ne veux pas multiplier afin de ne pas fatiguer le lecteur :

« Le but de la Société, est le bien de ses membres. »
GROTIUS.

« La société est tenue de rendre la vie commode à tous. »
BOSSUET.

« Mably⁷ considère la communauté des biens comme le seul ordre conforme au vrai but de la société *qui est le bonheur durable de tous ses membres*. Selon lui tous les maux qui affligent la société humaine étant des effets de l'avarice et de l'ambition, la politique se réduit à l'art de comprimer efficacement ses passions ; l'avarice ne peut être étouffée que par la communauté des biens » VILLEGARDELLE⁸.

« Quel est l'objet de la science de la morale ? ce ne peut

⁷ Mably est le frère de Condillac.

⁸ *Histoire des idées sociales*.

être que le bonheur général. Si l'on exige des vertus dans les particuliers, c'est que les vertus des membres font la félicité du tout ». HELVÉTIUS ⁹.

« Rechercher le bonheur en faisant le bien, en s'exerçant à la connaissance du vrai, en ayant toujours devant les yeux qu'il n'y a qu'une seule vertu : la justice, un seul devoir : se rendre heureux. » DIDEROT.

« Le but de la société est le bonheur commun. »
Déclaration des droits de l'Homme, art. Ier.

« Le but de la révolution est de détruire l'inégalité et d'établir le bonheur commun. » Conspiration Babouviste ¹⁰.

« Que la variété infinie de désirs, de sentiments et d'inclinations se réunisse en une seule volonté ; qu'elle ne meuve les hommes que vers un unique but : le bonheur commun. » MORELLY ¹¹.

« Le plaisir sans égal, serait de fonder la félicité publique.... Je ne sais si je me trompe dans mes vœux ; mais je pense que la chimie pourra trouver un jour de tous les corps un principe nutritif, et alors, il sera aussi facile à l'homme de se nourrir que de se désaltérer à l'eau d'un fleuve ; que deviendront alors les combats de l'orgueil, de l'ambition, de l'avarice, toutes les cruelles institutions des grands empires ? Un aliment facile, abondant, à la disposition de l'homme, sera le gage de sa tranquillité et de sa vertu. » MERCIER ¹².

« Si la première voix de la nature, c'est de désirer notre

⁹ *De l'homme*. Son éducation. Sect. I, chapitre 12.

¹⁰ *Bases de la République des Égaux*, art 10.

¹¹ *La Basiliade*.

¹² *Le tableau de Paris*.

propre bonheur, les voix réunies de la prudence et de la bienveillance se font entendre et nous disent : cherchez votre bonheur dans le bonheur d'autrui. Si chaque homme, agissant avec connaissance de cause dans son intérêt individuel, obtenait la plus grande somme de bonheur possible, alors l'humanité arriverait à la suprême félicité et le but de toute morale, le *bonheur universel*, serait atteint » BENTHAM.

« Le principe général auquel toutes les règles de la pratique devraient être conformes, n'est autre que le bonheur du genre humain et de tous les êtres sensibles » J. S. MILL.

« La société doit être organisée de telle sorte (et ce n'est pas souvent le cas aujourd'hui, malheureusement) que le bonheur des uns ne prenne pas sa source dans la ruine des autres, mais que chaque individu trouve son bien dans celui de la collectivité, le bien de la collectivité résultant uniquement, *vice versa*, de l'individu. » L. BÜCHNER ¹³.

« Le problème du bonheur universel, par l'effet de la solidarité toujours plus grande, est dominé plus que jamais aujourd'hui par le problème du bonheur social. Ce ne sont plus seulement nos douleurs présentes et personnelles, mais celles de l'humanité à venir qui deviennent pour nous un sujet de troubles. » MARC GUYAU ¹⁴.

« Le pur idéal, ce serait que la totalité universelle des êtres devint une société consciente, unie, heureuse. » ALFRED FOUILLÉE ¹⁵.

« Le plus grand bonheur du plus grand nombre par la science, la justice, la bonté, le perfectionnement moral, on ne

¹³ *Force et Matière*, page 514.

¹⁴ *Irréligion de l'avenir*, page 411.

¹⁵ *Critique des Systèmes de morale contemporaine*.

saurait trouver plus vaste et plus humain motif éthique. »
BENOÎT MALON ¹⁶.

Pardon, mon cher Malon, il y a un motif éthique plus puissant et plus humain que le bonheur du plus grand nombre ou de presque tous, c'est le bonheur de tous absolument. N'est-ce pas vrai ?

Ici se pose un formidable point d'interrogation. Qu'est-ce que le bonheur ? En quoi consiste-t-il ? De quels éléments est-il fait ? Quelle en est la base ? Où en est la mesure ?

Car si tous les sociologues reconnaissent que le but à atteindre, c'est le bonheur universel, bien peu sont d'accord sur la façon de comprendre cette expression. C'est cependant de ce concept que dépendent forcément et l'aboutissement des efforts à faire, c'est-à-dire l'objectif véritable, et la direction à donner à ces efforts, c'est-à-dire la tactique à suivre.

Aussi, persuadé de l'importance décisive de ce point, je vais y insister.

Tous ceux qui ont observé avec persévérance cet être qu'est l'homme, être éminemment complexe et capricieux, ont acquis la conviction absolue que le mobile unique de toutes ses actions, des moindres comme des plus importantes, c'est la recherche du plaisir ou la fuite de la souffrance, c'est, entre deux plaisirs, la recherche du plus grand ; entre deux souffrances, la fuite de la plus vive.

Cette constatation serait on ne peut plus facile à faire s'il n'existait forcément dans la manière d'être de l'individu social une série d'actions qui, à première vue, semblent contredire ce fait : services rendus, actes de générosité, de dévouement, de

¹⁶ *Socialisme intégral*, Tome premier, page 245.

sacrifice, allant parfois jusqu'au sacrifice le plus grand et le seul définitif : celui de la vie.

De là, la querelle, querelle de mots le plus souvent, entre « Égoïstes » et « Altruistes ».

Dans cette dernière catégorie d'actes, le sentiment du « moi », l'égoïsme au sens vulgaire du mot, est peut-être bien un peu difficile à déchiffrer ; mais, en fin de compte, on y arrive, pour peu qu'on veuille se souvenir que l'*ego* a des besoins intellectuels et moraux, non moins que des besoins physiques

Je néglige une foule d'actions de minime importance : prévenances, démarches, petits services que nécessite la vie en société et qui, bien loin de la rendre désagréable, contribuent à l'embellir, et par leur caractère de réciprocité, forment un des côtés les plus séduisants de l'existence.

Qui n'a goûté le charme de ces mille riens, que l'habitude rend quasi spontanés, riens insignifiants s'ils sont pris isolément, et qui, additionnés les uns aux autres, forment comme le tissu de la vie sociale et, sur le fond trop souvent sombre de cette vie, jettent la note claire et gaie ?

Il est vrai, que parallèlement à ces « petites choses » se déroulent des faits plus notables, et dans lesquels il semble difficile de surprendre le souci du « moi ». Ici le problème se complique.

Je vais pourtant essayer de montrer que si, dans cette série d'actions, le sentiment personnel s'efface en apparence, il s'affirme en réalité.

Les lauriers de MM. Barrès et Bourget ne troublent point mon sommeil ; aussi ne *psychologuer*ai-je pas à perte de vue. Il

me suffira de faire remarquer :

Qu'en pareille matière, nous réussissons bien rarement à discerner le « pourquoi » véritable de nos propres actions, et plus rarement encore à glisser un œil sûr dans le sanctuaire voisin ; ce qui explique la difficulté de résoudre le point dont il s'agit ;

Que ce qui vient ajouter à cette première difficulté, c'est que nous avons peine, en vertu d'une petite vanité, après tout bien humaine, à ne pas nous donner le change à nos propres yeux, sur les véritables mobiles d'un acte de ce genre ;

Que, néanmoins, rationnellement, le philosophe ne saurait admettre que l'individu, surtout quand il s'agit d'une action destinée à laisser une page dans sa vie, puisse s'oublier complètement ;

Qu'à l'individu vivant au sein de l'agglomération humaine il est absolument impossible, et cela chaque jour davantage, d'échapper aux idées et aux sentiments que lui inspire le contact permanent de ses semblables ; que l'être humain est un composé de besoins, d'appétits, de tendances extraordinairement divers et parfois même opposés, en sorte qu'il est emporté dans tel sens ou dans tel autre, suivant qu'il est, dans le moment, dominé par les uns ou par les autres ;

Que les besoins affectifs qui forment tout le courant sentimental proprement dit, depuis l'originelle tendance à la sociabilité qui en est la source, jusqu'à l'altruisme le plus élevé qui en est l'embouchure, sont, chez certaines natures plus nerveuses, plus délicates, plus affinées, beaucoup plus impérieux que les autres et que, conséquemment, celui qui en ressent l'aiguillon a autant de joie à les satisfaire, même au péril de ses jours, que de peine il aurait à les contenir ;

Que l'humanité ou le « moi général » n'est qu'une sorte de prolongement de chaque « moi particulier » et que si chacun peut, en ce qui le concerne, se considérer à juste titre comme le centre de l'univers, ce moi individuel ne peut pas plus s'abstraire du moi collectif que le centre de la circonférence ;

Que, par conséquent, quiconque sert autrui se sert soi-même, quiconque rend service à autrui se rend service à soi-même ;

Qu'il se passe dans le monde moral un fait analogue à celui que les biologistes signalent dans le monde physique : les corps organisés ne cessent de prendre et de restituer au tout *ambiant* : *c'est l'assimilation et la désassimilation*. L'intelligence et le cœur — et j'entends par là les facultés intellectuelles et affectives — ne procèdent pas différemment ; c'est un échange perpétuel entre l'individu et le grand tout : l'humanité ;

Qu'enfin la vie, la vraie vie, comporte une certaine part de fécondité pour être véritablement heureuse ; que cette fécondité n'est autre chose qu'une exubérance nous poussant irrésistiblement à nous répandre, à nous dépenser, à nous donner même, en totalité ou en partie, à quelqu'un ou à quelque chose. C'est le trop plein qu'il faut déverser ; c'est la sève généreuse et abondante qui monte en nous, en certaines circonstances particulièrement favorables, pour fleurir en sentiments élevés et mûrir en sublimes actions.

Voilà ce « je ne sais quoi » autour duquel ont longtemps tourné sans le découvrir — parce que les éléments d'investigation leur manquaient — tous les grands esprits qui, au cours des âges, depuis les civilisations fort anciennes jusqu'aux siècles récents, ont recherché cette pierre

philosophale des moralistes : l'union de l'égoïsme et de l'altruisme.

Ils n'ont pas compris, ils ne pouvaient pas comprendre que les sentiments égoïstes et altruistes se combinent harmoniquement dans la même individualité arrivée à un certain degré de développement ; que, dès lors, il n'y a pas lieu de les opposer les uns aux autres ; qu'ils constituent simplement deux séries de phénomènes se rattachant à des organes différents.

C'est un point que n'a pas manqué d'éclaircir, dans une œuvre justement remarquée ¹⁷, un jeune philosophe de large envergure, Marc Guyau :

« Il faut que la vie individuelle se répande pour autrui, en autrui et au besoin se donne. Eh bien ! cette expansion n'est pas contre sa nature ; elle est, au contraire, selon sa nature ; bien plus, elle est la condition même de la vraie vie. »

De ce qui précède, il appert qu'égoïsme et altruisme représentent deux choses qui, bien loin de s'exclure, se concilient sans effort ; que l'altruisme n'est en réalité que de l'égoïsme bien compris et, quoique, dans l'état actuel de la société, il semble difficile de les harmoniser, je ne suis pas du tout éloigné de penser avec Bernardin de Saint-Pierre qu'« on ne fait son bonheur qu'en s'occupant de celui des autres » et avec H. Spencer, qu'« un jour viendra où l'instinct altruiste sera si puissant que les hommes se disputeront les occasions de l'exercer, les occasions de sacrifice et de mort. »

Il appert en outre que tous ceux qui placent le bonheur dans les seules satisfactions égoïstes, aussi bien que ceux qui le placent dans les seuls contentements altruistes, se trompent ou

¹⁷ *Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction*, page 246.

sont incomplets parce qu'ils n'aperçoivent dans l'individu, qu'une partie de lui même, soit que, croyant mieux l'étudier, ils commettent la faute de le séparer du milieu social et de l'isoler, soit qu'ils n'envisagent qu'une partie de la machine humaine, celle qui boit, mangé, dort, travaille et procrée, négligeant celle qui pense et qui aime.

Celle-ci a ses besoins comme celle-là ; d'une façon générale. les premiers ne sont ni plus ni moins impérieux que les derniers, plus forts chez les uns, ils sont plus faibles chez les autres. Seul, l'individu qui les ressent en connaît l'étendue, en mesure la robustesse, sait à quel moment et dans quel ordre ils se présentent, et peut ainsi calculer la somme de bonheur à laquelle correspond leur satisfaction.

C'est donc à l'individu qu'il faut revenir pour estimer le bonheur, à lui qu'il faut laisser le soin de chercher et de trouver le sien propre. La mesure et la base de ce dernier se trouvent en lui. Tout autre *substratum* serait erroné, toute autre mesure arbitraire.

Je puis donc, maintenant, définir le bonheur par ces mots :

« C'est, pour chaque individu, la faculté de satisfaire librement tous ses besoins ; physiques, intellectuels, moraux. »

Plus cette faculté s'étendra, plus diminueront le nombre et la puissance des obstacles *naturels et artificiels* qui entravent son libre exercice, et plus la somme de bonheur réalisé s'accroîtra.

Mais, entendez-moi bien : pour chaque individu, la *faculté*, c'est-à-dire tout ensemble, non pas seulement le droit — ce qui pourrait être tout platonique et qui existe déjà — mais

la *possibilité* de satisfaire tous ses besoins et la certitude que cette possibilité ne lui sera jamais ravie par une contrainte.

Car, c'est une souffrance pour l'être humain, non seulement d'éprouver un besoin et de n'avoir pas les moyens de l'assouvir, mais encore de prévoir qu'en un jour plus ou moins rapproché une force extérieure pourra le priver de ces moyens. La sécurité du contraire donne à l'esprit cette tranquille sérénité qui, à elle seule, constitue déjà un bonheur très appréciable.

Il importe de tourner nettement le dos à ceux qui nous présentent un plan social qui confierait à quelques-uns, fussent-ils les meilleurs — et qui donc les garantirait tels ? — la mission d'assurer le bonheur de chacun.

Ce bonheur prévu, uniforme, réglementé, mesuré, ce serait tout de suite la contrainte pour tous et promptement l'ennui pour le plus grand nombre.

« Chacun prend son plaisir où il le trouve, » dit un vieux dicton populaire. Cet « on-dit » est parfaitement juste, et comme les goûts, les sentiments, les besoins forment un tout d'une variété quasi-infinie, non-seulement en ce qui concerne la multitude des êtres, mais encore en ce qui touche le même individu, doué d'une extrême mobilité, comme la nature est essentiellement spontanée et capricieuse, le seul moyen qui soit de garantir à chacun toute la somme de bonheur réalisable, c'est de ne tolérer aucune institution sociale à même de mutiler chez qui que ce soit, cette adorable fantaisie des aspirations et cette merveilleuse diversité des goûts.

N'obligez personne à boire à la même coupe que vous ; vos lèvres y puisent un délicieux nectar ; les lèvres d'un autre pourraient y trouver du fiel.

Que chacun puisse en toute indépendance plonger ses mains avides dans le colossal trésor de jouissances que nous ont légué les générations passées. Les présentes et les futures sont et seront outillées de manière à l'alimenter et à le grossir toujours. Il y en a, il y en aura pour tous, pour les grandes mains comme pour les petites ; mais de grâce, si vous voulez voir tous les visages s'épanouir dans la radieuse joie de vivre, si vous ne voulez plus entendre les humains pousser des cris de haine, proférer des menaces, si vous ne voulez plus les voir batailler féroce­ment entre-eux, n'entourez cet inépuisable trésor d'aucun mur prohibitif, pas même de la plus frêle barrière, laissez-en le libre accès à tous, pour que chacun y puisse trouver *toute la somme de bonheur* que sollicitent ses désirs.

* * *

Une seule barrière est là, limitant les satisfactions. C'est celle qui sépare les biens acquis de ceux à conquérir, les jouissances *vivables* par les générations actuelles de celles que pourront goûter nos descendants. Mais cette barrière n'est pas pour contenir ou refréner les appétits ; elle est au contraire pour les exciter, elle n'est pas de ce côté-ci, par devant nos richesses, mais derrière. Sous le coup d'aile puissant du désir insatiable, qui nous élève toujours plus loin, elle s'éloigne et s'abaisse insensiblement, laissant découvrir à nos regards, chaque jour, de nouvelles sources de plaisir et des perspectives de plus en plus éblouissantes.

Cette limite, c'est celle qui marque le point auquel, dans leur cause vertigineuse, en sont arrivées les irrésistibles phalanges humaines en marche vers les régions toujours plus vastes et plus fécondes de la félicité.

Voilà la justification de ces dernières paroles :
« *adéquates à toute époque, au développement progressif de l'humanité.* »

Il est dans la nature des individus et des sociétés, sortis depuis des milliers d'années des organismes les plus rudimentaires de s'acheminer vers des formes de plus en plus perfectionnées. Longtemps, bien longtemps enténébrés, hommes et choses se dessinent sur un fond dont les teintes passent insensiblement du sombre au clair, de l'obscur au lumineux.

L'obscurité, c'est le passé, l'ignorance, le malheur ; la lumière, c'est l'avenir, le savoir, le bonheur. On ne retourne pas au passé ; on va, irrésistible, vers l'avenir.

Fou serait celui qui voudrait prévoir ou assigner une borne à ce « demain » aux espaces incommensurables.

L'âge d'or n'est pas derrière nous ; il est devant : radieux et accessible !

III. — CONSÉQUENCES À TIRER DE CE QUI PRÉCÈDE.

Ainsi : Instaurer un milieu social qui assure à chaque individu toute la somme de bonheur adéquate, à toute époque, au développement progressif de l'humanité.

Tel est le but que doit poursuivre sans relâche quiconque est bien résolu à étudier le problème social, sans se laisser arrêter par des conceptions « à-prioriques », ni enfermer dans

un « credo » d'école.

Je crois devoir en tirer sur le champ les conclusions suivantes, qui ne pourront manquer de frapper le lecteur.

1° — Laissons à leurs travaux souvent très sincères, mais le plus fréquemment inutiles à ce qui nous occupe, ceux qui donnent pour but à leurs efforts le triomphe de la Justice sociale ; l'éclosion d'une République du travail ou des travailleurs ; l'établissement de l'égalité sociale ; le règne de la fraternité humaine.

Verba ! Verba ! Verba ! Mots que tout cela ! mots d'autant plus dangereux qu'ils représentent des choses plus désirables, mais prêtent à mille interprétations contradictoires.

Ô incontestable magie du Verbe ! À quels admirables élans, Justice, tu as donné naissance ! De quelles sublimes actions tu as été le levier, Égalité ! Que de héros, République, ont versé pour toi leur sang généreux ! Fraternité, Fraternité ! que de grandioses choses tes fidèles ont faites !

Mais aussi, Fraternité, que de coquins se sont réclamés de toi, que d'exploitations tu favorises ! Ils sont « millions » ceux qu'on a mitraillés et ceux qu'on affame en ton nom, République ! Quelles iniquités ont été sanctionnées par toi, Égalité, et par toi consacrées ! Justice, Justice que de crimes on a commis et on perpètre sous ton égide !

Eh oui ! la Justice, la République, l'Égalité, la Fraternité deviendront chez les peuples futurs autant de réalités ; mais ce sera comme par surcroît, par voie de conséquence, et pour ainsi dire sans qu'on les ait cherchées. Le bonheur, le bonheur de tous et de chacun les fera naître sans effort ; tel le rosier se couvre de roses.

2° — L'homme portant nécessairement en soi l'instinct de la conservation et la tendance au bonheur, la question sociale n'est pas, comme le croient nombre de personnes, née d'hier. Elle a comme toutes choses traversé une série de stades qui sans cesse l'ont modifiée ; mais elle est née avec la première forme de société et ne disparaîtra qu'avec la dernière.

3° — L'humanité se développant d'une façon continue, la question sociale suit fatalement une ligne parallèle et indéfinie. C'est dire qu'elle a connu et connaîtra des phases multiples ; qu'elle est douée de l'élasticité des formes sociales auxquelles elle s'adapte ; mais qu'en réalité elle sera toujours pendante et que l'expression : *solution de la question sociale* ne peut avoir qu'une valeur essentiellement contingente à l'époque.

4° — Logiquement, en sociologie, toute systématisation, si parfaite qu'elle paraisse, est le résultat d'une méthode fausse et, à ce titre, doit être impitoyablement répudiée, parce que TOUTE systématisation sociale comporte, de toute nécessité, un certain nombre d'institutions concordantes qui, ayant pour mission de prévoir, de réglementer, de mesurer, de répartir, de prohiber, d'ordonner, d'uniformiser, bref de comprimer peu ou prou les individus ne sauraient avoir la souplesse désirable ; parce que ces règlements, défenses et prescriptions constituent fatalement un empiétement sur le bonheur individuel ; parce qu'enfin, bien loin de favoriser le développement des initiatives personnelles et leur marche parallèle au développement des sciences et des arts, elles sont un obstacle aussi bien à cette initiative qu'au développement scientifique et artistique.

Et maintenant, ami lecteur, que ce premier chapitre soit le flambeau qui, placé dans ta main, éclaire ta marche jusqu'au bout de ce livre.

Rappelle-toi bien ces quatre lignes dont les pages qui vont suivre ne seront que la paraphrase aussi simple et aussi lumineuse que me la permettront mes modestes forces :

« Instaurer un milieu social qui assure à chaque individu toute la somme de bonheur adéquate, à toute époque, au développement progressif de l'humanité. »

« TOUTE LA QUESTION EST LÀ, PAS AILLEURS !

La douleur universelle

CHAPITRE SECOND

LA DOULEUR UNIVERSELLE

I. — *Prolétariat manuel*. — Labeur excessif ; privations ; salaire insuffisant ; vieillesse indigente ; sans-travail ; épouvantable détresse ; mendiants ; vagabonds ; voleurs ; prostituées ; morts par la faim ; suicides.

II. — *Prolétariat intellectuel*. — Employés d'administrations publiques et privées ; monotonie de leurs occupations ; difficultés de l'avancement ; absence d'idéal ; sujétion ; routine ; honoraires dérisoires ; médiocrité ; misère en redingote. Employés de commerce et d'industrie ; pris entre le patron et la clientèle ; insécurité du lendemain ; sans place.

III. — *Classe moyenne*. — Petit commerce : souci perpétuel ; lutte concurrentielle ; menaces de faillite ; ruine totale. Petite industrie : infériorité résultant de l'outillage ; écrasement certain. Petite propriété : impôt ; usure ; hypothèque ; mauvaises récoltes ; anxiété constante ; ruine.

IV.— *Classe élevée*. — Souffrance d'une autre nature mais très réelle. Bonheur impossible au littérateur, à l'artiste, au savant, au riche. Cœurs broyés. Douleur partout en haut comme en bas. Pessimisme universel.

I. — PROLÉTARIAT MANUEL.

Nous avons vu que le but à atteindre, c'est le bonheur. Eh bien ! ce siècle a quatre-vingt-quinze ans ; voyons si nous sommes loin du but.

À ceux qui, nés dans la classe aisée, n'ont jamais fait

personnellement la triste expérience de la misère ; à ceux qui, vivant dans un milieu élégant, parfumé, lumineux, ne peuvent s'imaginer qu'il en existe un autre où l'on ne connaît, ni le luxe, ni le confort ; à ceux si nombreux qui voient dans le travail moins une nécessité qu'un moyen d'occuper leurs loisirs, un champ ouvert à leur activité naturelle, ou la probabilité d'accroître leur fortune ; je dédie la première partie de ce chapitre.

Les autres, ceux dont la vie, depuis la plus tendre adolescence jusqu'à la vieillesse, n'est qu'une sorte de condamnation au travail forcé, ceux-là, peuvent passer ces quelques feuilles ; elles ont pour objet de chanter la complainte de leurs souffrances, de leurs misères. — C'est assez qu'ils les vivent, ils ne les connaissent que trop.

Jusqu'à l'âge de 25 ans, bourgeoisement élevé, dans une brillante situation, dépensant sans compter parce que je gagnais vite et beaucoup, j'avais peine à croire, moi aussi, qu'il y eût des créatures ne connaissant de la vie que les âpretés, les grimaces, les contradictions, et je disais volontiers avec tant d'autres : « qui cherche résolument une occupation la trouve ; qui travaille peut — et doit — mettre de côté pour ses vieux jours ; à notre époque, il n'y a de dénués que les paresseux et les prodigues. »

Depuis, mes yeux se sont ouverts à la réalité.

Ce dont je vais parler, je l'ai vu ; Je l'ai presque vécu moi-même. Mon cœur s'est ému des plaies dont mes yeux ont sondé la profondeur et l'étendue ; mon cerveau s'est révolté au spectacle de tant de tortures et d'humiliations — et j'ai pleuré avec ceux qui pleurent.

À vous qui blasphémez comme je blasphémiais, parce

que, comme vous, je pensais et parlais sans savoir,

Je dédie ces quelques feuillets.

Je vous en prie : lisez-les.

S. Faure.

« Allons, allons, prolétaire, les gens qui peuvent s’amuser vont se mettre au lit, il est temps que ceux qui doivent travailler sortent du leur ; les mondaines quittent leur toilette de bal ; il est l’heure de t’habiller ; les restaurants de nuit se vident et les usines vont s’emplir. Lève-toi, hâte-toi. »

Et, par les nuits les plus glaciales du plus rigoureux hiver, dès cinq heures du matin, le salarié procède à sa toilette sommaire, dégringole ses six étages, se hâte vers son atelier souvent éloigné et s’attelle à un labeur qui, commencé avant le jour, ne prendra fin qu’après lui.

Et quel labeur ! Il faut pour s’en faire une approximative idée avoir pénétré dans une de ces gigantesques fournaies qu’on a justement flétries du nom de « bagnes capitalistes », où des êtres humains de tout âge, de tout sexe s’engloutissent en avalanches compactes et restent sous l’effort pendant des 10, 12 et 14 heures par jour.

Sous l’œil d’un contre-mâitre appliquant avec sévérité un règlement barbare, les esclaves modernes trient, nettoient, rasent, allongent, raccourcissent, taillent, ploient, cassent, filent, tissent, chauffent ou glacent la matière transformable en produits qui enrichissent tous les marchés du globe. Tantôt debout, tantôt accroupi, tour à tour exposé au froid, au chaud, à l’humidité, au courant d’air, ici seul et là avec cent autres, combinant ses efforts soit avec la machine qu’il dirige et

surveillance, soit avec ceux de ses compagnons de travail, l'ouvrier, d'un bout de l'année à l'autre, sue ou grelotte. Ses « hans » pénibles alternent avec le bruit des tenailles, le heurt des marteaux, le glissement des courroies, le grincement des roues, la stridence des scies, le râlement de la vapeur.

Sa respiration se confond avec le halètement de la machine. Les cris, les appels, les avertissements se croisent dans l'air qui charrie une poussière sale et viciée.

Que pas une seconde l'attention ne soit en défaut ; la vie de tous peut en dépendre, l'ouvrage en souffrir et le travail être refusé.

La journée longue, bien longue, est pourtant terminée. Les avez-vous vues, dites, vous dont la vie est faite d'opulence et d'oisiveté, les avez-vous vues ces files interminables dévalant sur la route boueuse, défoncée par les lourds camions qui apportent la matière et emportent le produit ? Que de souffrances sur la rude physionomie des compagnons, que de lassitude sur la figure des compagnes, que de résignation sur le visage des enfants !

Car il y a des enfants ; oui, des fillettes de dix ans et des gamins de douze, dont les membres frêles et délicats achetés au rabais, font à ceux de leurs parents une désastreuse concurrence.

Et ces flots de chair meurtrie par un labeur exténuant, roulent vers les quartiers lointains, pour y chercher quelques heures de repos.

Autant est vaste l'atelier, autant est exigü le logement du travailleur ¹⁸. On y accède par un escalier sombre et gluant ; à la

¹⁸ Quiconque habite un quartier tant soit peu central d'une de nos villes a peine à

lueur indécise d'une petite lampe ou d'une chandelle qui pue, il faut manger une pitance rarement appétissante, souvent insuffisante et, la dernière bouchée avalée, bue la dernière goutte de vin, s'affaler, les membres gourds de fatigue, sur une pauvre couchette, y goûter un sommeil de brute esquinée pour, le lendemain, recommencer la même vie, se mettre à la besogne, toujours la même — quel supplice ! — courir les mêmes dangers, subir la rigueur des mêmes règlements.

Mais quelle est donc cette folie de labeur, obstiné, de servitude incessante ? Quelle force mystérieuse pousse ces gens à s'éternuer ainsi ?

Consentent-ils de telles privations ¹⁹ dans le but de servir une noble cause ou de faire la vie douce à des êtres chéris ?

Non ! la plupart produisent pour le compte de gens qu'ils

croire que l'habitat de plusieurs millions de personnes soit si misérable. Voici des témoignages : « Il existe en France 350.000 maisons qui pour échapper à l'impôt sur l'air et la lumière n'ont qu'une ouverture, c'est-à-dire *pas de fenêtre* et près de deux millions qui n'ont *qu'une porte et une fenêtre* ». (De Chabrol, Rapport en 1830, comme ministre des finances).

« Vingt-six millions trois cents trente neuf mille citoyens en France logent dans des cabanes, des huttes, ou des mansardes et dans ce nombre 214.000 se réfugient dans les terriers (Peyrremond) ».

Voici des chiffres plus récents cités par la *Question Sociale* : « Il y a encore en France 300.000 chaumières couvertes de paille, qui n'ont pas de fenêtre ; 800.000 maisons avec une fenêtre unique, et 1.800.000 maisons avec une fenêtre unique et 1.500.000 qui n'en ont que deux. Sur les 7.500.000 maisons qu'on compte en France, il y en a 4.500.000 qui ont moins de cinq ouvertures sans compter la porte ; deux tiers de la population de la France y habitent. »

On voit par ces chiffres que la situation ne s'est pas sensiblement modifiée depuis 1830.

- 19** « Je pose en fait qu'il y a une moitié du peuple français dont l'alimentation n'est pas suffisante au gré de l'hygiène » (Michel Chevalier) — « Dans un état comme la France où l'on suppose douze millions de familles, en comptant trois individus par famille on sait qu'il existe deux millions de familles qui ont à peine le nécessaire ; trois millions qui ont l'aisance ; près d'un million qui ont un commencement d'opulence et tout au plus deux ou trois centaines qui ont l'opulence elle-même » (A. Thiers).

ne connaissent pas, qu'ils n'ont jamais vus, qu'ils n'apercevront jamais ; les autres pour le compte d'un patron qui se montre à peine et qui passe auprès de leur misère avec la plus entière indifférence.

Mais peut-être ont-ils en vue d'acquérir en peu d'années, par un travail assidu et au prix d'incessantes privations, des épargnes qui assureront à leurs vieux jours le repos et le bien-être ?

Cette espérance même leur est interdite. Ils savent, bien qu'ils ne connaissent pas Jean-Baptiste Say, que « ce ne sont pas les misérables qui font des épargnes ; car qui n'a de quoi vivre ne met guère de côté : c'est à leurs dépens que les épargnes sont faites ²⁰ » et qu'ainsi, ces derniers ne sauraient mettre quoi que ce fût de côté. Ils n'ignorent pas, quoiqu'ils n'aient vraisemblablement jamais lu la *Philosophie de l'avenir*, que « celui qui ne possède pas, quelle que soit d'ailleurs son intelligence, ne peut arriver à rien, si ce n'est exceptionnellement ²¹.

Ils en ont tant vu qui, après avoir peiné des 20, 30 et 40 ans, vieux, usés, mis à la porte, n'avaient pour toute ressource que l'hospice et la mendicité !

Autrefois, au temps jadis, oui, encore pouvait-on, quand la chance s'en mêlait, trouver à épargner quelque argent, travailler pour soi et mettre ses cheveux blancs à l'abri du besoin ; mais aujourd'hui, impossible : les loyers sont trop élevés, le matériel trop coûteux et la concurrence écrasante !

Pauvres, pauvres gens !

²⁰ J B Say - *Traité d'Économie politique*, Première Édition page 117.

²¹ Numéro de décembre 1890, page 172. Article M. Frédéric Borde.

Mais pendant qu'ils travaillent, le prix de leur journée est-il suffisamment élevé ? Des valeurs sorties de leurs mains, leur est-il laissé une part raisonnable ? Reste-t-il entre leurs doigts une équitable partie des richesses dont ils inondent les marchés ?

Non, ces producteurs sont tenus, en échange d'un salaire dérisoire, d'abdiquer tous leurs droits sur les produits dont ils sont les facteurs indispensables.

Il n'est pas en leur pouvoir de débattre normalement le taux de leur salaire. L'employeur peut attendre et avoir raison à son gré de l'obstination de l'ouvrier qui, lui ne peut attendre, car il faut qu'il mange, qu'il vive.

Ce taux ne dépend pas non plus du caprice ou de la volonté du salariant. Il est déterminé par un concours de constances que tout le monde connaît : nécessités de la concurrence, loi de l'offre et de la demande, etc., circonstances qui ont amené quelques économistes officiels eux-mêmes à reconnaître l'existence d'une *loi dite des salaires* qui se formule ainsi : « Le salaire de l'ouvrier ne saurait normalement dépasser, dans un temps et un milieu donnés, le *tantum* de subsistance strictement nécessaire pour qu'il vive et se reproduise. »

À la ville, ils sont des centaines de milliers, des millions appartenant à la multitude considérable de corporations que comportent les diverses branches de l'activité industrielle.

Bâtis comme vous et moi, faits comme tous pour la culture intellectuelle, l'activité normale, les joies de la vie, le bien-être suffisant, ces millions d'être naissent, grandissent, vivent et meurent sans autre horizon que la pauvreté, sans autre perspective qu'une mort prématurée ou une vieillesse

indigente. Ils ne connaissent rien des contentements de l'esprit, des satisfactions du cerveau ; leur passé s'appelle déception, leur présent douleur, leur avenir désespérance ²².

* * *

Que si nous fuyons l'atmosphère empestée des grandes cités ouvrières et nous dirigeons, à travers plaines et monts, vers les régions rurales, nos regards s'arrêtent sur un spectacle qui n'est pas moins lamentable.

Avec ce coup de pinceau merveilleux qui fait l'artiste, Zola a admirablement tracé le portrait du travailleur des champs, depuis le possesseur cupide et jaloux de quelques arpents jusqu'au simple journalier louant ses bras à d'autres.

Celui-ci, traité plus durement que les bêtes auxquelles il doit donner ses soins, courbé sous les plus dures besognes, geignant sous les plus lourds fardeaux, levé le premier à la ferme et couché le dernier, arrosant de ses sueurs ce sol qui n'est pas, qui ne sera jamais sien, fauchant cette herbe et ces épis qui sont la propriété d'un autre, conduisant au marché ce bétail dont un autre touchera le prix, se contentant de la soupe et des croûtes dont personne ne veut, parfois même obligé de disputer en cachette aux bêtes de la porcherie les mauvaises pommes de terre qui doivent engraisser ceux-ci, partageant la litière des animaux à l'écurie, en but à toutes les risées, aux tracasseries, aux méchancetés ; sans famille, sans ami, sans soutien, ce paria traîne lamentablement sa carcasse amaigrie de ferme en ferme, d'étable en étable, vivant de cette épouvantable

22 « J'ai voté avec la Chambre des Députés, un crédit pour l'émancipation des noirs ; mais ne savez-vous pas que nos ouvriers blancs sont beaucoup moins heureux que les noirs dont on règle l'émancipation ? » (Berryer)

« La misère publique est un grand fait social particulier aux temps modernes et qui se manifeste *de plus en plus* à mesure que la civilisation se répand. » (A. Blanqui, *Histoire de l'Économie politique*).

existence jusqu'à ce que, sur le tard, on le ramasse un jour comme un chien dans un sillon ou dans une ornière.

Ce personnage, c'est, comme son frère de la ville, le type synthétique de toute une classe d'individus qui en comprend aussi des millions et des millions.

Souvent, bien souvent, ces maudits ont pris en haine leur esclavage et, révoltés, ils ont songé à se rapprocher de leurs frères de misère, de tous ceux qui, courbés sous le même joug, endurant les mêmes privations, doivent souffrir de mêmes douleurs et éprouver des indignations identiques. On refuserait de se soumettre plus longtemps à de telles abominations ; on revendiquerait son dû ; on réclamerait son droit. On était, après tout, le nombre, la force. On les verrait bien les maîtres, s'il fallait qu'ils fissent l'ouvrage sans les ouvriers.

Et après une journée plus accablante que les autres, on se couche ayant pris de suprêmes résolutions.

Mais le lendemain, plus triste, mais plus résigné que jamais, on retourne au champ ou à l'atelier, un peu par habitude, sorte de vitesse acquise, et, beaucoup par réflexion !

On a pensé qu'il existe une masse de « sans travail », en quête de salaire et qu'ainsi la place qu'on abandonnerait ne resterait pas inoccupée ; cette place, c'est le pain assuré, un pain bien amer et chèrement payé ; mais enfin il en faut pour soi, pour la femme, pour les enfants. Et, rien qu'à penser qu'on a failli en manquer et en priver ces pauvres chers petits, on est presque disposé à se croire un privilégié.

Privilégiés ! mais sans doute ils le sont — ô monstrueuse ironie ! — ceux dont je viens de crayonner l'existence, et je me souviendrai toute ma vie de ce camarade qui, après un chômage

forcé de plusieurs semaines, m'annonça, tout joyeux, qu'il venait de trouver de l'embauche et s'écria : « J'ai enfin rencontré un patron *consentant à m'exploiter* ! »

Sans travail, comme ces deux mots changent de signification avec l'état de fortune de ceux auxquels on les applique ! Il y a des personnes qui, depuis le berceau jusqu'à la tombe, sont sans travail et n'en cherchent pas. Le travail des autres suffit à leur opulente oisiveté.

Ce n'est pas de ces personnes qu'il est ici question ; il s'agit de celles qui, sans travail, sont sans salaire et, par conséquent sans pain.

Quelle horrible situation !

Jusqu'ici nous sommes restés aux portes de l'enfer social ; il faut les franchir.

Que n'ai-je pour décrire cette géhenne, la langue magique de l'immortel auteur de la *Divine Comédie* !

* * *

Ici, c'est la sombre demeure du dénuement et de la faim. On y voit errer, sans trêve ni repos, les yeux suppliants ou courroucés, ceux et celles que l'atelier semble ne plus vouloir.

Ceux-ci ont des bras solides, pourtant ! et ils ne demandent qu'à les employer au service de quelqu'un. On ne serait pas mécontent d'eux, allez !

Les doigts de celles-là sont habiles ; ils vont vite ; ils courraient si agiles sur le travail et ils coûteraient si peu à qui les utiliserait !

Depuis des semaines, ces malheureuses créatures vont de porte en porte offrir leurs services. Les premiers jours, soutenu par l'espoir, ayant dans la poche ce qui restait de la dernière paie, escomptant le crédit que le boulanger et l'épicier ne refuseront pas, on a fait, sans trop se plaindre, le tour des ateliers et des usines.

Mais on a reçu partout la même agaçante réponse : « pas aujourd'hui, nous n'avons besoin de personne : dans quelques jours revenez et nous verrons ! »

Le *sans-travail* est revenu et la réponse a été celle-ci : « pas encore, attendez ! »

Cette parole résonne lugubrement. Attendre, attendre encore ! tandis que un à un, ces chers petits riens qu'il regardait comme toute sa fortune et qu'il avait si péniblement achetés s'en sont allés au Mont-de-Piété ! Attendre ! et demain, il faudra y porter ses dernières ressources ! Attendre ! et le boulanger réclame ce qui lui est dû et refuse le crédit !

Attendre ! et voici le terme et Monsieur Vautour a parlé de vente et d'expulsion !

Peu à peu la confiance des premiers jours a fait place au découragement ; le sans-travail a comme le pressentiment qu'il n'en trouvera pas.

Il recommence néanmoins, voulant lutter jusqu'au bout son suppliciant chemin de croix.

Aussi longtemps qu'il l'a pu, il a gardé le front haut, regard fier, la voix ferme. Il n'est pas fait pour mendier même du travail. Mais à mesure qu'il a avancé sur la route de son

épouvantable calvaire, la croix a déprimé ses épaules et ses forces se sont épuisées ²³.

Aujourd'hui, son front est baissé, ses yeux sont suppliants, sa voix tremble, Oh ! du travail, du travail ! Ne serait-ce qu'une semaine, une journée, une heure ! n'importe quelle besogne, à n'importe quel prix ! Il ne craint plus qu'on lui demande un labeur trop pénible ou qu'on lui offre un salaire dérisoire ; il tremble seulement qu'on ne lui refuse tout travail ; et conséquemment, tout salaire.

La crise de chômage se prolonge et s'intensifie. Il rencontre à la porte des ateliers des centaines de pauvres diables comme lui en quête d'une tâche quelconque ²⁴. Les yeux caves, la peau jaunâtre, les corps efflanqués, les souliers éculés, les vêtements en loques, les coiffures crasseuses, le linge sordide de ces lamentables parlent brutalement de leur noire détresse

Chaque jour amène de nouvelles privations et ajoute au dégoût, au désespoir.

Que faire ?

Ils n'ont pas lu Mirabeau, ces ventre-creux ; ils ne savent pas qu'il y a plus d'un siècle ce tribun a dit : « il n'y a pour le prolétaire que trois moyens de vivre : *travailler, mendier ou voler.* »

Mais ils ont cherché et ils n'en ont pas trouvé un quatrième.

²³ La misère du chasseur sauvage qui périt si souvent de faim n'égale point celle de ces milliers de familles que renvoie une manufacture (De Sismondi).

²⁴ « Dans les années de crise, le chiffre des ouvriers sans travail s'élève jusqu'à 45 % de la population ouvrière. Rien qu'à Paris, 300.000 familles sont dépourvues de ressources. » Victor Jaclard, *La Justice* 23 novembre 1890.

Décidément le travail ne veut plus d'eux.

Eh bien ! ils se feront mendiants ou voleurs, peut-être les deux.

Mendier, voler ! Ces seuls mots font monter à leur front le peu de sang que charrient leurs veines anémiées. Tendre cette main qui maniait naguère si vaillamment l'outil ou la charrue ! Implorer une aumône, de cette voix qui jusqu'alors n'a jamais demandé que du travail !

Saisir d'une main furtive ces mille objets qu'on faisait peser ou compter devant soi par le détaillant et qu'on rapportait, presque joyeux, au foyer !

Non, non, le sans-travail ne pourra s'y résoudre. Le voudrait-il qu'il ne le pourrait pas...

Mais cette idée, qu'il a d'abord repoussée, l'obsède sans cesse ; elle se présente à lui sous le jour d'une fatalité de plus en plus inéluctable ; elle prend possession de son cerveau, s'y installe en souveraine.

Le sans-travail s'habitue à l'envisager avec moins d'horreur ; peu à peu, sa prime répugnance disparaît ; il fait presque bon ménage avec elle et il suffira, pour qu'il y obéisse, d'une circonstance qui, tôt ou tard, se présentera.

Il suffira qu'un soir il retourne à son taudis et qu'il entende la voix des bébés lui demander à manger, qu'il contemple la face hâve et pâle de sa compagne, pour qu'il devienne mendiant ou voleur.

Étrange filiation de toutes choses en ce monde : le vol d'en

haut enfante le vol d'en bas ; la richesse des uns fatalise la mendicité des autres. Ne faut-il pas qu'il y ait des mains pleines de louis pour qu'il y en ait d'autres implorant un sou ? Les premières se tendent pour donner, les autres pour recevoir.

Pourra-t-il au moins voler et mendier en paix, ce paria ?

Non ! La loi qui consacrant et sanctionnant l'organisation sociale fait infailliblement des vagabonds, des mendiants et des voleurs, la loi dispose de gendarmes et de policiers pour arrêter ces hommes *dangereux*, de magistrats qui les condamnent, de prisons qui les enferment ²⁵.

Et quand une fois, une seule, la dure main des premiers s'est abattue sur le collet du délinquant, quand une seule fois, la voix blanche du président a prononcé l'arrêt de condamnation ; quand, une seule fois, les portes de la prison se sont fermées sur ce *criminel*, tout retour en arrière lui est interdit, tout relèvement rendu impossible ²⁶. Les Jésus modernes ne

²⁵ Le vol simple, la mendicité et le vagabondage sont des délits relevant de la juridiction des tribunaux correctionnels. Voici une statistique qui permettra d'évaluer le nombre (et beaucoup ne sont pas pris) de ceux qui sont poussés, par la misère le plus souvent, au vol, au vagabondage, à la mendicité.

Année 1888 :

— Nombre de prévenus : 228.214

— Nombre de condamnés : 199.469

Pour 100 affaires :

— Vagabondage, mendicité : 15,90

— Rébellion, outrage : 8,20

— Délits contre les mœurs : 1,90

— Vols, fraudes, escroqueries : 33,00

— Coups et blessures : 11,50

— Autres délits : 29,50

Pour 100 affaires on rencontre 86 hommes et 14 femmes ; celles-ci recourent à la prostitution.

On voit qu'ainsi il y a chaque année, une moyenne de cent mille individus jetés en prison par la faim.

²⁶ La statistique démontre que sur cent condamnés il y a : en cour d'assises 37 récidivistes et en correctionnelle 48. Tout le monde sait en outre que la prison, bien loin d'être une école de relèvement et d'amendement est au contraire celle de

ressuscitent pas les *Lazare* de la pauvreté, pas plus qu'ils ne réhabilitent les *Magdeleine* de la prostitution.

Car si deux alternatives seulement se présentent à l'homme sans-travail, il s'en présente une troisième à la femme : c'est la prostitution.

Celles qu'on nomme les filles de joie, sans doute parce qu'elles sont faites pour vendre de la joie aux autres tandis que leur vie n'est, le plus souvent, que douloureuse, ont déjà trouvé d'éloquents défenseurs.

Il s'est élevé des voix attendries en faveur de ces jeunes filles jetées par la misère sur le pavé des grandes villes : fillettes flétries à seize ans, filles obligées pour manger de supporter les caresses avinées des noctambules attardés chez quelque mastroquet ou de se prêter aux caprices lubriques des vieux Messieurs ; femmes inscrites sur les honteux registres qui témoignent de leur épouvantable métier.

Pauvre chair tarifée comme celle qu'on dirige sur les abattoirs, visitée et inspectée comme la viande, le poisson, le fruit des marchés et des halles, pour qu'elle n'empoisonne pas l'acheteur ! Chair que la main des agents « *rafle* » pour peupler les violons et les cachots comme les accapareurs raflent les sucres et les cafés pour en emplir leurs comptoirs ; chair qui te vends pour la pitance du soir et le gîte de la nuit ; chair que mord la faim plus souvent que la passion ; chair qui habites les galetas, les garnis et les maisons fermées ; chair qui n'as la possibilité de te donner à personne librement, spontanément, parce que tu as l'obligation de te prostituer à quiconque te marchande, t'achète et te paie comptant — c'est de toi que je parle.

la démoralisation et de la dégradation.

Les « Nana » et les « Sapho » qui ont des chevaux et des domestiques, des hôtels ou des villas, ont eu leur peintre.

Irma de la maison publique, Titine du boulevard, Margot de la rue, c'est vous que j'interroge.

N'êtes-vous pas filles de pauvres gens ? n'avez-vous pas, à douze ans, été mises en apprentissage, à l'atelier ou en condition ? N'est-ce pas l'exemple, l'entraînement, le manque de travail et enfin la misère qui vous ont poussées à vendre ces baisers que vous auriez été si joyeuses de donner ?.....

Sans doute, telle n'est pas l'histoire de tous les mendiants, de tous les vagabonds, de tous les voleurs, de toutes les prostituées ! mais il n'empêche que ce ne soit la genèse historique de la prostitution, du vol, du vagabondage, de la mendicité.

Toutefois, il est des femmes qui, malgré tout, refusent de se prostituer ; il est des hommes qui reculent devant le vol et la mendicité.

La troisième page des journaux nous initie presque chaque jour à la vie ou plutôt à la mort de ces malheureux.

Ce sont des vieillards qui, après avoir travaillé pendant plus d'un demi-siècle et contribué à faire la fortune de plusieurs patrons, sont dénués de toutes ressources et, dans une lutte atroce contre l'inanition, perdent le peu de vie qui leur reste ; ce sont des hommes et des femmes en pleine maturité tombant de froid et de faim dans la rue, sans gîte et sans vivres depuis plusieurs jours ; ce sont des jeunes garçons et jeunes filles que fauchent au printemps de la vie la phtisie résultant d'un travail prématuré et excessif ainsi que des privations ; ce sont de pauvres innocents que la tendresse d'une mère au sein tari, à la

huche vide ne peut arracher à la mort ²⁷.

D'autres n'attendent pas que celle-ci arrive ; ils la trouvent trop lente ; ils vont au devant d'elle. Dans quel abîme de désespérance faut-il qu'insensiblement aient roulé ces infortunés pour qu'ils ne voient d'autre issue à leurs angoisses que l'inexorable fin de tout : des tristesses comme des joies ?

Ne doivent-elles pas avoir bu jusqu'à la dernière goutte le fiel de toutes les déceptions, l'amertume de toutes les misères, le venin de toutes les humiliations, celles qui cherchent un refuge dans le suicide et y précipitent avec elles les fruits de leurs entrailles ²⁸.

²⁷ « Il est affligeant de penser, mais il est vrai de dire que, même chez les nations les plus prospères, une partie de la population périt tous les ans de besoin. » (J.-B. Say). *Traité d'économie politique*. Première Édition. p. 421.

Michel Chevalier reconnaît que « la mort que la *misère amène* par la main est active à repousser des bras qui voudraient faire concurrence à ceux de leurs pères et à fermer pour toujours ces bouches qui demandent du pain que leurs parents ne peuvent leur donner. »

Le docteur Villermé déclare que « chez les enfants des pauvres la mortalité est sept fois plus grande que chez les enfants des riches. »

Et le docteur Gosselet, médecin des hôpitaux de Lille, (reproduit par Blanqui dans un rapport fait par ordre du gouvernement) fait la déclaration suivante : « Il meurt, avant la cinquième année, un enfant sur trois naissances dans la rue Roy le (beau quartier) sept sur dix dans les rues réunies (quartier bourgeois), et dans la rue des Etaques considérée seule (quartier des pauvres) c'est sur quarante huit naissances quarante-six décès que nous trouvons. A ce fléau il faut une barrière ; il faut qu'en France on ne puisse pas dire un jour comme à Manchester que sur 21.000 enfants il en est mort 20.700 avant l'âge de cinq ans. En attendant nous ne cessons pas de le répéter : là, à deux pas de vous, dans la demeure de l'ouvrier sur vingt-cinq enfants *un seul peut atteindre sa cinquième année*.

En 1867 le docteur Bertillon membre de l'Académie de médecine disait : « Cent trente mille personnes, en France, succombent chaque année à des maladies qui s'appellent : barbarie, misère, ignorance »

Et le 26 avril 1892, M. Aurélien Scholl ému d'une statistique parue la veille, écrit dans *Le Matin* : « Est-ce possible. ce que nous avons lu : quatre vingt dix mille personnes seraient mortes de faim en France ! En France, le pays le plus riche de l'Europe. celui qui, entouré une muraille de Chine, a de quoi nourrir tous ses habitants ! »

²⁸ Le fait paraîtrait incroyable si tout le monde n'avait encore présente à la mémoire la navrante odyssée des familles Hayem (Paris, d'Avron) et Souhain (Limoges).

Ceux que les hasards de la vie n'ont jamais mis en présence d'aussi lugubres tragédies ; ceux qui n'ont jamais connu de près cette horrible odyssée que détermine la détresse, ceux que leur éducation, leur milieu spécial, leur situation tiennent toujours éloignés des loqueteux, des sans-travail et même de la population ouvrière crieront peut être à l'exagération.

Eh bien ! non. Je suis forcément resté en deçà de la réalité parce que, quelque riche que puisse être notre langue, il est des maux qu'elle est impuissante à dépeindre et même à exprimer ²⁹.

II. — PROLÉTARIAT INTELLECTUEL.

Il ne faudrait pas croire que nous eussions parcouru tout le pays du malheur et qu'en dehors de cette région où tout est labeur excessif, privations et dénuement, l'œil de l'observateur

En l'année 1892, pour ne citer que les exemples les plus terribles, se sont soustraits à la misère par une mort violente :

20 janvier : Clémence Burdet, infirme, 50 ans et son fils Henry, 15 ans.

14 février : rue de Meaux, 86, une femme de 23 ans, avec ses deux bébés, l'un de 3 ans, l'autre de 6 mois.

2 août : au village d'Aÿ, madame Villote se jette dans le canal avec ses trois enfants, 4 ans, 3 ans, 7 mois.

12 septembre : l'ouvrier Johallier et sa sœur.

13 octobre : Marguerite Guillaume, 62 ans, et son fils François.

20 octobre : à Saint-Cyr-sur-Morin, la famille Montpert : le père, la mère et quatre enfants.

6 novembre : à Crepy-en-Vallois, madame Carrier, 28 ans, avec ses deux enfants, 2 et 6 ans.

Il ne se passe guère de jour qu'un drame de la misère ne soit signalé. Combien d'ignorés ! Longue serait la liste de ces victimes d'une mauvaise organisation sociale où le droit est inconnu et où seul règne le chacun pour soi.

²⁹ Pour qu'on ne n'accuse pas d'avoir, à dessein ou involontairement forcé la note, j'engage le lecteur à méditer sur les citations et les chiffres que, pour ne pas obscurcir le texte, j'ai cru mieux de mettre en note de ces sombres pages.

n'eût plus qu'à se reposer sur le spectacle consolant d'une activité raisonnable, d'une confortable existence.

Parallèlement à cette catégorie fort nombreuse d'êtres humains qui constituent le prolétariat manuel, il existe une classe d'individus qui peuplent les bureaux, les magasins, les comptoirs, les administrations et qui forment le prolétariat intellectuel.

Cette classe comprend tous ceux qui, à un titre quelconque, autre que celui d'ouvrier manuel, appartiennent au monde du travail salarié : tels les employés de l'industrie et du commerce attachés aux écritures, à la vente, à la réception ou à l'expédition des marchandises ; tels ceux qui, dans les grandes administrations publiques ou privées : banques, sociétés d'assurances, compagnies de chemin de fer, ministères, petit fonctionnariat, n'occupent que des places secondaires ou inférieures.

Il faut reconnaître que la situation de ces derniers présente plus de stabilité, qu'ils ont moins à redouter que leurs frères manuels, l'insécurité du lendemain, qu'enfin par une retenue sur leurs émoluments, une retraite leur est assurée pour leurs vieux jours.

De prime abord, ce sont là des avantages, mais combien cher payés ! Quelle vie épouvantable, celle de ces hommes qui, entrant jeunes encore, dans une de ces gigantesques hiérarchies, doivent commencer par les besognes les plus infimes correspondant à une rétribution presque toujours insuffisante, et, du 1^{er} janvier au 31 décembre, se pencher sur les mêmes grimoires, rédiger les mêmes rapports, remplir les blancs des mêmes pièces, consulter les mêmes registres, tel l'écureuil tournant dans sa cage sans jamais se reposer !

Et ce *tracé au cordeau* de l'existence, qui ne permet pas un seul jour, à l'imagination, de vagabonder dans les altitudes du rêve sans que l'on retombe, forcément meurtri, sur le sol de la réalité ! cette absence d'imprévu, lequel est pourtant une des séductions les plus brillantes pour la jeunesse à la vie ignorée, médiocre, puisant la force de supporter les duretés du présent dans l'attente de l'X problématique qui, demain, apportera l'éclat et la notoriété ! Et cet écoulement monotone des jours invariés, sans autre volonté que de ne pas perdre sa place, sans autre espoir que d'obtenir de l'avancement ou une gratification, sans autre désir que de devenir vieux pour avoir droit à la retraite, sans autre certitude que de ne pas crever de faim !

Qui pourra narrer *en termes exacts*, les humiliations, les bassesses, les platitudes, les délations, les hypocrisies auxquelles se heurte à chaque instant quiconque est appelé à se mouvoir péniblement, et sa vie durant, dans les corridors, les antichambres et les bureaux des grandes administrations publiques et privées, quiconque débute comme simple stagiaire et gravit un à un les échelons de cette hiérarchie si compliquée, si dure, si rigide, les yeux fixes vers cet *idéal* : la direction d'un bureau, d'une division, d'un service.

Malheur à celui qui se permettrait de dénoncer un scandale, de signaler un abus, de s'élever contre une injustice, de flétrir une iniquité, de proposer une réforme ! Ce loyal, ce naïf, verrait immédiatement se dresser contre lui tous les vieux serviteurs de la routine, tous ceux qu'anime le ridicule « esprit de corps » décoré pompeusement de « solidarité » par les cafards et les niais ; ce serait un *haro* général de la part de tous ces ronds de cuir qui, habitués à la tranquillité de leur fromage de Hollande, craignent avant tout qu'il n'y soit fait du tapage ; ce serait un *tollé* universel de la part de tous ceux que le favoritisme a casés ou promet de faire avancer, et, contre cette formidable levée de boucliers, le malencontreux, lâché par

ceux-là même qui l'auraient poussé en avant, resterait isolé et sans défense.

Si encore, en échange de cette soumission aveugle, d'une mutilation si horrible de la volonté, d'une aussi exécration subite de toutes les routines, on assurait à ces salariés des honoraires élevés, les mettant à même de chercher et de trouver ailleurs des compensations ! mais non, ces millions d'hommes : employés de banque, d'assurances et de chemins de fer, petits fonctionnaires, instituteurs, employés de ministère, des postes et télégraphes, ces millions d'êtres chaque jour écrasés par ce mécanisme meurtrier de la hiérarchie paperassière, bureaucratique et administrative, touchant une rémunération d'une insuffisance notoire et, vivant dans la perpétuelle crainte des créanciers qui pourraient se plaindre et les faire mal noter, dans la nécessité de paraître et de tenir leur rang, mènent une existence de privations incessantes et de parcimonie douloureuse.

Oh ! la pauvreté en redingote noire, en linge blanc, en chapeau haut de forme, n'est-elle pas plus pénible peut-être que celle qui va en blouse et en sabots ?

* * *

Sont-ils moins asservis et plus heureux, les salariés du commerce et de l'industrie : acheteurs, vendeurs, voyageurs de commerce, comptables, chargés de la correspondance, de la réception et de l'expédition des marchandises, garçons de boutique ou de comptoir, gratte-papier et bazochiens, prolétaires qui ne sont pas producteurs, mais appartiennent à cette foule de corporations que nécessite le système d'*intermédiation* qui ronge notre société, gaspillant en pure perte une notable partie des activités humaines ?

Pris entre l'enclume du patron et le marteau de la clientèle, obligés de servir l'un et l'autre, astreints à prendre l'intérêt du premier et à paraître rechercher celui de la seconde, leur vie ne leur appartient pas ; obéir à l'employeur et subir les caprices du client, être obséquieux à l'égard de celui-ci, servile à l'égard de l'autre, il le faut pour monter en grade ou garder sa place.

Sans doute on peut changer de boutique ou de bureau ; mais quitter un maître pour en prendre un autre ; tourner le dos à une clientèle pour se courber humblement devant une nouvelle ; à quoi bon ?

Encore faudrait-il être sûr, en abandonnant une place, qu'on trouvera son équivalente ; et rien n'est moins certain, car par suite des applications de la science à l'industrie qui, en multipliant l'outillage mécanique et en augmentant la productivité, diminuent proportionnellement l'outillage humain, c'est-à-dire le nombre de producteurs utilisés ; par suite aussi de la diffusion de l'instruction dans les classes populaires, le prolétariat intellectuel voit ses cadres s'élargir graduellement et recruter la masse dont le salariat manuel ne veut plus.

Aussi serait-il difficile de dire dans quel monde — ouvrier ou employé — se trouve le plus grand nombre de « sans-travail ».

III. — CLASSE MOYENNE.

Le lecteur trouvera peut-être que je l'ai trop longtemps promené à travers les ruelles de cette cité misérable. Je rappellerai ici que nombre de gens dont la vie s'écoule douce et facile ne soupçonnent même pas l'existence à côté d'eux, de tels

crucifiements ; ce sont ceux-là que j'ai pris par la main pour leur faire visiter ce triste labyrinthe.

Venez, maintenant, vous qui vivez péniblement, vous dont le ventre crie souvent famine, vous qui logez dans les galetas et les chaumières, vous qui gémissiez sous le faix du travail et qui, tous, contemplez d'un œil chargé d'envie ceux qui, plus haut placés dans l'échelle sociale, vous paraissent jouir du bonheur qui vous fuit, et vous constaterez, pauvres déshérités, que, pour être plus dissimulées, les plaies de ces heureux ne sont peut-être pas moins affreuses que les vôtres ; que, pour être d'une autre nature, leur malheur ne le cède guère à celui qui vous accable.

Ils mangent à leur faim, prennent un repos suffisant, habitent un appartement confortable, possèdent un coquet mobilier, sont bien vêtus, vont au café, au théâtre, au bal, aux eaux, en voiture, ceux que je vais faire défiler devant vous ; mais ouvrez bien les yeux et il vous apparaîtra qu'ils souffrent eux aussi, pas de la même façon ni pour les mêmes motifs que vous, mais peut-être tout autant, car il n'existe pas de *pathomètre* et l'on est tout aussi inapte à mesurer la douleur que le plaisir d'autrui.

* * *

Voyez derrière cette vitrine ce petit commerçant levé de bonne heure et couché tard, sa journée se passe en ordres à donner, en surveillance à exercer, en comptes à inspecter, en acheteurs à satisfaire, en marchandises à vérifier, en crédit à trouver, en rentrées à opérer, en échéances à prévoir, en paiements à faire, en inventaires à effectuer, en bilans à établir.

Il a jeté tout son avoir et même celui de sa femme dans son petit négoce ; et, tourmenté par la crainte d'immobiliser

une trop grande partie de ses capitaux en augmentant son stock ; dominé pourtant par la nécessité à avoir en magasin de quoi satisfaire les exigences et contenter la fantaisie du consommateur ; vivant dans l'appréhension continuelle des mauvais marchés, des découverts imprudents, des traites impayées, retournées et qu'il faut couvrir, il n'a pas un jour de tranquillité.

Il n'évite un fossé que pour mettre le pied sur le bord d'un précipice ; il sort d'une échéance pour entrer dans une autre ; martyr des 15 et 30 de chaque mois. La moindre imprudence, le plus petit retard pourrait suffire à le perdre, en annulant son crédit, en démonétisant sa signature et s'il faisait la culbute, celle-ci serait saluée par les rires et les applaudissements de ses impitoyables concurrents.

Deux spectres hantent ses jours et ses nuits : la concurrence et la faillite, l'un précédant l'autre et le premier traînant presque forcément le dernier à sa suite. Cette situation est d'autant plus redoutable qu'il ne saurait échapper à l'étreinte de la concurrence : il faut chaque jour s'ingénier à faire mieux, plus grand, plus beau et moins cher ; il faut lutter contre le grand magasin qui menace, le voleur, d'emporter la clientèle et se défendre, coûte que coûte, contre les empiétements du haut commerce. Et dans une rage sourde et impuissante, les yeux s'injectent, le cœur se gonfle de colère et les poings menaçants se tendent contre ces monstres énormes dont les flancs gigantesques engloutissent tout ce qui vit du bas commerce, du petit magasin, de l'exiguë boutique.

* * *

L'industrie moyenne et la petite ne traitent pas mieux leur homme : les exigences sont les mêmes, la concurrence est aussi

désastreuse et l'écrasement non moins inévitable ³⁰.

Les travaux importants, les adjudications lucratives, les marchés avantageux, les forfaits de longue haleine, les commandes qui chiffrent, vont infailliblement à ces vastes usines, chantiers et entreprises qui disposent d'un outillage puissant et perfectionné aussi bien que d'un personnel nombreux.

La lutte peut être plus ou moins longue, mais l'issue n'est pas douteuse et c'est un grand chagrin pour le petit patron que de voir s'en aller une à une toutes ses chères illusions de relèvement et de prospérité et d'assister, impuissant, à l'écroulement de sa fortune, à la perte de son aisance, à cette ruine qui l'obligera demain à demander de l'occupation aux rivaux heureux qui ont précipité sa débâcle.

* * *

Quand une voix s'élève pour stigmatiser la scandaleuse opulence de quelques-uns et s'indigner sur la détresse du plus grand nombre, les économistes de l'école libérale croiraient manquer à leur devoir s'ils n'objectaient pas que depuis 1789, la terre arrachée à l'aristocratie nobiliaire est devenue le partage de la population rurale ³¹ et que, grâce à son morcellement, elle appartient à plusieurs millions d'individus, dont elle constitue les moyens d'existence.

³⁰ Je ferai remarquer ici qu'un grand nombre de commerçants et d'industriels qui se ruinent et cessent les affaires échappent à ta déclaration de faillite. Et néanmoins le nombre des faillites et l'importance des passifs augmentent d'une façon continue. Exemple : En 1880, faillites 2,618, passif : 123.194.000 francs ; En 1887 : faillites, 8,126 ; passif, 203.180.701 francs.

³¹ Cette population s'élève à 17.689.000 (recensement de 1886) dont 9.911.000 forment la partie qui vit du travail des 7.787.000 autres. Ces derniers comprennent : 2.431.400 prolétaires cultivateurs, 1.694.600 fermiers ou métayers, et 3.731.000 journaliers et domestiques (Fernand Maurice, *La France agricole et agraire*).

Il est parfaitement exact que relativement grand est le nombre de ceux à qui appartient une fraction quelconque du sol ; mais est-ce à dire qu'il soit heureux, le petit propriétaire, celui qui ne possède qu'un insignifiant lopin de terre ³² et même celui qui possède davantage ?

Gémissant sous le poids de l'impôt, tiraillé par les dettes contractées au cours des mauvaises années, son bien grevé le plus souvent d'hypothèques et ne lui appartenant plus que de nom, vivant dans l'appréhension perpétuelle de la grêle, de la gelée, de la sécheresse, des maladies épidémiques qui emportent ou compromettent le fruit, la vigne, la betterave, la pomme de terre, les bestiaux, etc., interrogeant, matin et soir, l'horizon pour y découvrir des pronostics, le petit cultivateur vit dans des transes mortelles.

Il y a deux ans, il fallut consentir hypothèque, et l'an dernier vendre la récolte sur pied à un de ces agents qui, de l'argent au bout de ses doigts crochus, spéculant sur la misère des paysans, accaparent les produits de toute une région. Qui sait à quoi il faudra se résoudre cette année et ce que réserve l'an prochain ?

Faudra-t-il donc voir passer en des mains étrangères, lambeau par lambeau, déchirée par l'usure, déchiquetée par les créanciers, cette terre qu'on a eu tant de mal à acquérir, ce bien au soleil, que la famille possède depuis deux générations déjà ? Oh ! malheur ! malheur ! Cette terre qu'on a si longtemps comblée des caresses rudes de sa main travailleuse et arrosée

32 Il existe en France 4.457.400 propriétaires dont 3.731.000 possèdent moins de dix hectares, soit 1/3 du sol national. Le second tiers appartient à 438.000 individus et le troisième à 72.700 personnes.

72.000 détenant trente millions d'hectares sur cinquante millions n'habitent pas leurs terres et les louent ou les afferment. (Fernand Maurice, *La France agricole et agraire*).

des larmes de sa peau, cette terre dont on a fait sa maîtresse, qu'on a fécondée sans relâche pour qu'elle donne de beaux fruits, il faudra donc se la voir arracher des bras, et passer dans ceux du voisin ou du Monsieur de la ville !

Et l'on sera le point de mire de tout le pays qui se frottera les mains, et tous ceux avec qui l'on aura été en rivalité clabauderont partout que le père X... est un imbécile et un maladroit, la femme une orgueilleuse et le fils un dépensier
Quelle fatalité !

IV. — CLASSE ÉLEVÉE.

Ainsi : servitude absolue, travail excessif, salaire insuffisant, privations, chômage, mendicité, prison, prostitution, mort par la faim ; tel est le lot du prolétariat.

Médiocrité, inquiétudes, angoisses, rivalités, faillite, ruine, déconsidération ; tel est celui de la classe moyenne.

Voilà la vie, en France, de 35 millions au moins d'individus sur 38 millions et demi d'habitants, la vie, pour ne pas exagérer, de 90 personnes sur 100 ³³.

Mais les dix autres ? Celles-là doivent ne rien connaître des douleurs sociales et, à l'abri des éventualités malheureuses,

33 « Dans les pays que nous nommons florissants, il y a à peine un riche sur cent mille habitants et il n'y a pas une personne sur mille qui jouisse d'une honnête aisance. » Horace Say, *Discours préliminaire*, page 63.

Donnons la parole à M. Thiers : « Il y a quelques riches mais en petit nombre ; un peu plus de gens aisés mais pas beaucoup encore ; enfin un nombre infini de gens qui n'ont que le strict nécessaire et beaucoup qui ne l'ont même pas. »

Enfin M. Chirac (*L'agiotage sous la 3^e République*) établit qu'en 1890 il y a sur 100 individus : quatre-vingt-trois non possédants et dix-sept possédants. Encore faut-il observer que Chirac range dans la catégorie des possédants tous ceux qui ont un avoir, pour si médiocre qu'il soit.

goûter toutes les félicités, savourer délicieusement toutes les béatitudes.

Quel nuage pourrait obscurcir ou simplement voiler un instant l'azur de leur ciel ? À elles la fortune, les honneurs, les dignités, l'influence, le respect des foules, l'admiration publique ; à elles toutes les satisfactions, toutes les joies.

Voilà ce que pensent le prolétaire et le petit bourgeois. Eh bien ! ils se trompent.

Je ne dis pas que ces privilégiés de la naissance, du savoir et de la fortune, n'échappent pas, sans lutte, à la presque totalité des souffrances qui proviennent du paupérisme matériel. Mais qui oserait soutenir que le bonheur réside dans un hôtel somptueux, un mobilier luxueux, des honneurs publics ou la domination sur les foules ?

Pour ma part, je suis convaincu que toute situation, dans notre société, comportât-elle une part considérable d'avantages, entraîne nécessairement une part importante de désagréments et si l'on admet 1° que le bonheur : *c'est pour chaque individu la faculté de satisfaire librement tous ses besoins : physiques, intellectuels et moraux, etc.*, 2° qu'il est dans la nature de l'homme, une catégorie quelconque de ses triples besoins étant satisfaits, de ressentir plus vivement la morsure des autres, et, partant, d'être éprouvé plus violemment par la résistance qu'il rencontre à les satisfaire, on n'aura pas de peine à comprendre que riches, savants, artistes et puissants du jour ne sont pas, ne peuvent pas être heureux.

Non ! il n'est pas heureux, il ne peut pas l'être celui qui tient une plume et qui ne peut la laisser courir librement sans se heurter, à chaque page, à un préjugé, à une erreur sanctionnée par l'opinion, à une iniquité glorifiée par

l'ignorance et la mauvaise foi, sans blesser de ridicules susceptibilités, sans froisser d'inconcevables pudeurs, sans contrecarrer de grotesques conventions ?

Non ! il n'est pas heureux, il ne peut pas l'être, *l'intellectuel* qui voit mutiler sans cesse la raison humaine, châtrer le cerveau, enserrer la pensée dans un réseau étroit de méthodes fausses, de procédés irrationnels !

Non ! il n'est pas heureux, il ne peut pas l'être, l'artiste qui s'indigne au spectacle de l'esthétique domestiquée, du pinceau vendu, du burin prostitué, de la lyre asservie, de la camisole de force dont est menacé tout ce qui manifeste quelque indépendance, quelque originalité, tout ce qui veut s'élancer hors de la classique ornière, se jeter hors des sentiers battus, lutter contre le mauvais goût du jour, lever contre l'orthodoxie de la vieille école le drapeau de la révolte et lancer la vie artistique sur des pistes inconnues !

Non ! il n'est pas heureux, il ne peut pas l'être celui qui, planant dans les hautes régions de la science, découvre à ses pieds la multitude grouillant dans les bas-fonds de l'ignorance et toujours prête à s'engouer des charlatans et des truqueurs ! le savant dont les découvertes les plus géniales et les idées les plus sublimes sont exposées aux acerbes critiques des confrères jaloux, à l'insolent badinage des gouailleurs, au haussement d'épaules des sceptiques, à l'éclat de rire des jocrisses, à l'entêtement incrédule de la foule routinière !

Non ! il n'est pas heureux, il ne peut pas l'être, le riche qui, se sentant l'objet de toutes les convoitises, peut constamment rouler dans sa tête, sans jamais le résoudre, le problème de savoir si l'ami qui lui serre chaleureusement la main voit en lui autre chose qu'un coffre-fort auquel, le cas échéant, il pourra frapper ; si la femme dont les lèvres

s'approchent des siennes et dont le simple frôlement fait circuler de la lave dans ses veines, si cette femme, malgré ses airs de désintéressement, ses allures d'amoureuse, et ses caresses passionnées ne songe pas uniquement à la situation qu'il lui fait, au luxe dont il l'entoure, à la fortune qu'elle rêve ; si ses propres enfants ne guettent pas l'accident, l'imprudence, l'excès, la maladie qui, en ouvrant sa succession, les mettra en possession de son bien.

Il peut donner des fêtes dans son magnifique hôtel, offrir en son château princier l'hospitalité à l'élite de l'aristocratie ; il ne connaîtra pas les fêtes du cœur, les plus douces, les plus pures, les plus profondes !

En vain parcourra-t-il les capitales et les villes de plaisir ; en vain verra-t-il se presser dans ses antichambres la foule servile des solliciteurs ; en vain son nom sera-t-il l'objet des vénération et des éloges ; en vain multipliera-t-il les occasions de réjouissances ; en vain se jettera-t-il à corps perdu dans les extravagances les plus variées, les plus dispendieuses ; il traînera sans cesse avec lui le poids de ses anxiétés intimes, poids qui ira s'alourdissant toujours parce que, se blasant au contact des jouissances, il connaîtra bien vite la satiété.

* * *

Et je ne parle pas de ces haut de cœur, de ces exaspérations, de ces accès de révolte et de dégoût que ressentent les âmes généreuses, les esprits élevés, au contact des bassesses, des coquinerie, des platitudes, des duplicités, des inégalités choquantes, des iniquités monstrueuses, des agissements scandaleux, des calomnies infâmes, des férociétés sans nombre, de l'affaîssement moral, de la dépression cérébrale, des crapuleries de toute nature qui déshonorent notre fin de siècle !

Ces consciences probes, ces intelligences larges, sont plus nombreuses qu'on le croit et se rencontrent dans toutes les classes de la société.

Je passe enfin sous silence cette compression douloureuse des besoins affectifs qui résulte d'une morale mensongère, basée sur le mépris de la chair, l'invariabilité du désir et les exigences économiques.

Si, dans ce désert aux espaces inexplorés que nous venons de parcourir en partie, il existe une oasis où l'individu puisse désaltérer son palais brûlé par la soif, calmer ses entrailles déchirées par la faim, reposer son cerveau brisé par l'anxiété, tendre ses pauvres pieds tuméfiés par la fatigue et trouver le réconfort et le bien-être, il semble, n'est-ce pas, que cette oasis doive être l'*amour* ?

Qu'on asservisse le travail, qu'on réglemente la propriété, qu'on trace entre les citoyens des lignes de démarcation, que la pensée soit bridée, l'art comprimé, la science et la richesse monopolisées, c'est déjà presque incroyable ; mais ce qui est inconcevable, c'est qu'au nom de principes dont il est aisé de renverser l'échafaudage, au nom d'une morale reposant sur une métaphysique insoutenable, au nom d'une tradition et d'habitudes portant l'empreinte de cette morale et de ces principes, on ait osé soumettre à une réglementation uniforme et codifier cette mystérieuse attirance des sexes et des individus.

Imposer au cœur une façon d'aimer, à la chair une manière de se donner, introduire dans ces phénomènes qui, le plus souvent sont *inanalysables* des questions de durée, de situation, de consultation familiale, de consécration officielle ; cela semble impossible et cependant cela est.

Et cette « *catégorisation* » des choses de l'amour en permises et en défendues, en honnêtes et en déshonnêtes est le point de départ d'une infinité de souffrances morales, chez les riches comme chez les pauvres, chez les hommes comme chez les femmes, pour les enfants comme pour les parents.

Nul n'y échappe. Depuis des siècles, l'histoire, la poésie, le théâtre, le roman se mettent en frais pour nous retracer les émouvantes péripéties des odyssées amoureuses. Les cœurs se navrent, les yeux se mouillent au récit de ces drames tissés de contraintes, de déceptions, de remords, de vengeance, de malédictions, de crimes.

Ici, ce sont deux jeunes gens que la nature semble avoir pétris pour qu'ils goûtent, l'un par l'autre, toutes les voluptés amoureuses et entre lesquels se dressent, barrières infranchissables, les conventions mondaines, les haines ou rivalités de famille, les préjugés de caste, le *veto* paternel ; là, ce sont deux êtres qui ne s'affectionnent point, ne se sont jamais aimés, ne se chériront jamais et que des combinaisons plus ou moins ignobles ont rivés l'un à l'autre, forçats du mariage ; ailleurs, c'est un amant dont la sinistre jalousie demande le sang de l'infidèle et de son complice ; ailleurs encore c'est une pauvre enfant qu'ont séduite des lèvres fleuries de fallacieuses promesses et que la sublime loi de fécondité fait rejeter au rang des flétries, des stigmatisées.

La troisième page de nos quotidiens est souillée de ces drames de l'abandon, de l'adultère, de la jalousie qui finissent par le suicide ou l'assassinat.

Tout cela pourtant n'est rien, comparé à la multitude des pleurs tombés silencieusement, des scènes intimes, des plaies au cœur que connaissent les seules victimes.

Bref dans nos sociétés modernes l'amour est une intarissable source de larmes versées et de sang répandu.

* * *

J'ai beau prendre la lanterne de Diogène et chercher un homme heureux, je ne le trouve nulle part, ni chez les patrons, ni chez les ouvriers, ni chez les possédants, ni chez les sans-le-sou, ni chez les instruits, ni chez les ignorants, ni chez les dirigeants, ni chez les dirigés.

Les maux ne sont pas de même nature partout ; ceux qui rongent les « *en haut* » ne sont pas les mêmes que ceux qui tuent les « *en bas* » ; les plaies sont : ici, à l'estomac ; là, au cerveau, et, là, au cœur ; les uns souffrent surtout à la périphérie, les autres au centre.

Nous verrons dans les chapitres suivants, si ces maux, malgré leur diversité, doivent être rapportés à une cause unique ou s'il convient de les faire procéder de causes différentes.

Pour le moment, il s'agit de constater que, de quelque côté, si haut et si loin que l'œil se promène, il ne rencontre que douleur.

J'ai lu cent fois, et mille fois, en réunion publique, j'ai entendu dire qu'avec le pouvoir et la fortune les grands se sont assuré tous les bonheurs ; implicitement du moins, toutes les revendications socialistes s'inspirent de cette opinion. Orateurs et écrivains me paraissent se tromper : la souffrance est partout ; elle visite le château comme la demeure du pauvre ; mais elle se présente sous des aspects qui se transforment à chaque instant et à travers ses incessantes migrations, elle se métamorphose à l'infini.

La vie n'est qu'un long martyre, depuis le vagissement du bébé jusqu'à l'ultime soupir du mourant, le tourment relie le berceau à la tombe : la joie de vivre n'est qu'un mot.

Un immense dégoût s'empare de l'humanité. « La vie est bête, disent les uns et ne mérite pas qu'on fasse tant d'efforts pour la conserver ». — « À quoi bon vivre, disent les autres, si c'est pour souffrir sans cesse ! »

Les premiers bâillent en promenant un peu partout leur air ennuyé, morose, lugubre ; les derniers gémissent en traînant leur carcasse délabrée, meurtrie.

Schopenhauer règne : « L'existence est un mal, le monde est l'histoire naturelle de la douleur ; toute vie est souffrance » et l'auteur de la *Philosophie de l'inconscient*, le célèbre Hartmann triomphe : « La vie est et ne peut être que souffrance ; le seul remède est dans l'anéantissement du globe et de ses habitants, par la science humaine consciemment dirigée vers ce but. »

Et les deux augures du pessimisme font entendre leurs hideux ricanements.

Vive Hartmann, vive Schopenhauer !.....

La parole de l'évangile serait-elle donc exacte ? « Le bonheur n'est pas de ce monde. » La terre ne serait-elle qu'une vallée de larmes ?

Le furieux aquilon courbe sous sa puissante haleine tous les arbres de la forêt : les grands et les petits, le chêne et le roseau.

La douleur universelle

Ainsi souffle sur la terre désolée un vent de misère matérielle, intellectuelle et morale qui ploie toutes les têtes : celle des grands comme celle des petits, celle des puissants comme celle des faibles, les fronts altiers comme les humbles.

Le marteau-pilon de la souffrance, sans jamais s'arrêter, écrase des générations ; le chancre de la douleur étend sur l'humanité ses plaies de plus en plus hideuses.

Voilà la situation en 1895.

Comme nous sommes loin du but !

La douleur universelle

CHAPITRE TROISIÈME CAUSE DE LA DOULEUR UNIVERSELLE

CAUSES FAUSSES : LA NATURE. — L'INDIVIDU.

I.— La nature. — Langage de ceux qui accusent la nature d'insuffisance. Insuffisance incontestable aux époques primitives, au temps des civilisations gréco-romaines, et même aux siècles derniers. Mais aujourd'hui, il y a suffisance.

A. *Nos richesses matérielles.* — Développement agricole : provisions alimentaires considérables ; outillage industriel formidable ; puissance de production énorme ; nombre, sécurité et rapidité des communications mondiales.

B. *Nos richesses intellectuelles.* — Progrès scientifiques : astronomie, mathématiques, physique, chimie, histoire naturelle, physiologie, anatomie, médecine, philosophie, sociologie, langage, poésie, littérature, théâtre, musique, peinture, sculpture, architecture.

C. *Quelques chiffres.* — Production agricole, excédent de cette production sur les besoins nutritifs ; production industrielle, excédent des produits industriels sur les besoins à satisfaire.

D. *Conclusion.* — La cause de la douleur universelle n'est pas dans la Nature ; considérations très importantes : pourquoi jamais été aussi urgent de résoudre le problème social.

II.— L'individu. — Acte d'accusation contre l'individu.

A. — *Questions préjudicielles.* — En quoi consiste le vice et la

vertu : Réponses contradictoires des moralistes. Ce qu'est la conscience. Libre arbitre et déterminisme. Moralistes pris dans leur propre piège. Dieu, loi, conscience ne sont que des abstractions. Définition exacte du bien et du mal. Autorités à l'appui de cette définition. L'homme, être social et sociable, n'est qu'un produit du milieu. Par nature il n'est ni bon ni mauvais, il est neutre. Mais il devient bon ou méchant en raison du nombre et de la puissance des motifs qui le portent à être ceci ou cela. Voyons donc pourquoi il est :

B. —

— (1) Paresseux.

— (2) Égoïste.

— (3) Violent.

— (4) menteur.

— (5) Cupide.

— (6) Dominateur.

C. — *Conclusion.* — L'être social est le produit nécessaire des trois facteurs suivants : hérédité, éducation, milieu. S'il est mauvais c'est qu'il a intérêt à l'être. Nombreuses citations à l'appui de cette opinion. Inutilité de la répression et des prédications moralistes. Constatation rassurante pour l'avenir.

I. — LA NATURE

Quand l'observateur a reconnu l'existence d'un mal, le penseur a pour mission d'en chercher la provenance, d'en déterminer les causes. C'est le travail auquel je vais me livrer. Car, à moins d'admettre qu'un phénomène peut se produire sans l'intervention d'une ou plusieurs causes, ce qui serait absurde, il faut se demander d'où découle ce fait étrange : la douleur universelle.

Sur ce point, ont été exprimées et circulent nombre d'opinions. Toutes peuvent en somme se rapporter à trois : la

première consiste à accuser la nature ; la seconde à incriminer l'homme lui-même ; la troisième rejette sur les institutions sociales toutes les responsabilités.

D'aucuns, usant d'un éclectisme facile vous diront qu'il existe dans ces trois manières de voir, dans chacune bien entendu, une part de vérité et que conséquemment la vérité toute entière se trouve dans un savant assemblage.

Tel n'est pas mon avis et je crois qu'en l'espèce l'éclectisme provient le plus souvent d'une certaine paresse d'esprit qui y trouve son compte ou de la crainte de prendre nettement parti dans la querelle.

Je vais procéder par élimination ; ce sera, je crois, la méthode la plus sûre.

Écoutons tout d'abord ceux qui accusent la nature. Voici leur langage :

« Jeté depuis des milliers d'années sur notre planète, l'homme a vainement couru après le bonheur, le calme, la tranquillité, l'abondance. La nature s'est constamment érigée en obstacle et tous les efforts s'y sont brisés. Les intempéries, les fléaux, les épidémies, toutes les forces aveugles du cosmos se sont coalisées contre lui. Sans doute l'humanité a su arracher à la terre quelques trésors précieux et ce serait folie de prétendre que nul progrès n'a été réalisé. Il n'est même pas déraisonnable d'avancer que dans l'interminable succession des siècles, le sol sera assez habilement cultivé et fouillé, l'industrie suffisamment développée pour que les besoins de nutrition, vêtement, habitât, soient pleinement et partout satisfaits. Mais il est loin encore ce temps idéal !

« Présentement — et toute la question est là — peut-on

soutenir que notre humanité soit assez bien pourvue de toutes choses pour que, en retour d'un travail normal, chacun ait le confortable ou même le nécessaire ? Évidemment non ! La nature est paresseuse ; l'humanité en ce qui concerne la reproduction de l'espèce, ne l'est pas assez et c'est une des causes qui aggravent l'insuffisance. Le travail excessif, les privations, la misère, la mort par la faim, sont d'affreuses calamités ; seule, la nature en est responsable.

« Répartissez aussi équitablement que vous le pourrez les produits de toute espèce, et la pauvreté matérielle au lieu d'être le lot d'une classe deviendra celui de l'humanité toute entière.

« Et puis, que savons-nous ? La nature n'est pas seulement avare de ses biens, elle l'est encore de ses secrets. Quels sont-ils, ceux que vous avez réussi à lui arracher ? Où sont-elles vos connaissances, sûres, exactes, certaines ? Elles se réduisent à bien peu de chose. Savez vous seulement en quoi consiste la vie, quel est son principe ? Tant que vous n'aurez pas d'indiscutable façon, établi le *pourquoi* et le *comment* et même le *pourquoi du pourquoi*, le *comment du comment*, vous ne saurez rien ou ce sera tout comme.

« Qu'on se plaigne de la misère physique, qu'on déplore le paupérisme intellectuel, d'accord. Mais que voulez-vous y faire ? Il y a là une fatalité naturelle devant laquelle, quelque douleur qu'on en ait, on doit s'incliner : *Sic futa volueront !* »

Voilà l'affirmation entêtée qu'on rencontre la première.

Examinons ce qu'elle vaut.

* * *

Il fut un temps où nos ancêtres vivaient dans des huttes

ou se réfugiaient dans des grottes obscures et gluantes ; ils étaient nus ou à peu près ; s'emparer et se parer de la peau d'une bête féroce passait pour du luxe ; ils n'avaient pour armes et comme outils qu'une hache, une fronde ou un arc ; ils ne connaissaient rien des trésors inestimables que le sol recèle, ignoraient les propriétés de la matière, et le moindre phénomène avait le don de les plonger dans un craintif étonnement ; ne sachant rien de l'agriculture, ne possédant pas la notion la plus élémentaire de l'industrie ; ils erraient misérablement, vagabondant à travers déserts et forêts, sans route, sans moyen de transport, incapables de s'orienter, exposés continuellement à succomber sous la fatigue, le froid, la faim, la piqure des reptiles, la dent ou la griffe des fauves qui peuplaient les territoires sans fin ; ils articulaient péniblement quelques sons pouvant passer plutôt pour des cris que pour un langage.

On s'explique sans qu'il soit utile d'insister, qu'en ces temps reculés, la vie n'ait été qu'un perpétuel corps à corps avec les difficultés naturelles, une lutte incessante contre les éléments ligués, une lente et horrible agonie.

Mais voilà des milliers et des milliers d'années que les ossements de ces générations primitives sont enfouis dans les profondeurs terrestres.

Si nous sautons brusquement à la période des civilisations égyptiennes, chaldéennes, persanes et enfin gréco-romaines, nous remarquons déjà que toutes différentes sont les conditions de la vie. Voici que des cités considérables ont été bâties, des maisons construites, des palais édifiés ; les vêtements sont taillés dans de magnifiques étoffes. Thèbes, Memphis, Sparte, Tyr, Carthage, Athènes, Rome, reines du monde, comptent des centaines de milliers d'habitants ; les plaines se couvrent de réjouissantes moissons ; l'industrie, bien qu'à ses débuts,

possède un modeste outillage ; la terre abandonne une partie de ses richesses métalliques ; le sol est sillonné de sentiers, de chemins, de routes et même de voies spacieuses qu'on admire encore ; la navigation peuple l'océan de mâts et de voiles ; des marches s'ouvrent et le commerce s'établit.

La pensée humaine secoue ses langes et hasarde ses premiers pas. Peu à peu, ses chûtes sont moins fréquentes, sa marche s'affermir.

Des écoles se fondent ; les maîtres recrutent de nombreux disciples ; on explore les régions jusqu'alors inconnues ; les investigations se multiplient ; la science n'est pas encore instaurée, mais elle est pressentie. La philosophie fait entendre ses premières et audacieuses affirmations. Les arts prennent un essor inouï et dotent l'humanité de véritables chefs-d'œuvre. Le langage suit une marche parallèle ; la poésie, l'éloquence, le théâtre brillent d'un éclat extraordinaire et dans les fêtes, représentations, et réjouissances publiques, c'est un ruissellement d'or et d'argent.

Mais on comprend encore qu'à cette époque une partie de l'humanité ait vécu dans le dénuement. On sait que ces civilisations ne pouvaient soutenir leur prestigieuse suprématie que par la mise en servitude, après conquête, des peuplades vaincues ; on sait que ces capitales étaient les gouffres dans lesquels venaient s'engloutir les richesses du monde entier ; que, le seul droit alors étant le droit de conquête, les généralissimes victorieux ne revenaient à la tête de leurs troupes qu'en rapportant un butin considérable, souvent un nombre prodigieux d'esclaves, et que les honneurs du triomphe décernés aux conquérants étaient l'occasion de fêtes extraordinaires dont les vaincus faisaient tous les frais.

Au cours des vingt siècles qui suivirent, les races

humaines se développaient toujours, laissant dans le champ de l'histoire de glorieux sillons. Marais desséchés, contrées assainies, territoires défrichés, forêts abattues, entrailles de la terre fouillées et dépouillées ; on rencontre ces choses à chaque pas.

Toute génération hérite des connaissances acquises par les précédentes, les développe, les précise, les adapte à l'agriculture, à l'industrie, à l'art, et les transmet à la génération suivante.

Les premières difficultés sont résolues, les notions fondamentales définitivement acquises ; le progrès s'avance avec une admirable rapidité. Les instruments de travail se perfectionnent, les découvertes se multiplient, les sciences appliquées font merveille.

Les transactions commerciales s'établissent, déterminant une production inattendue, une richesse sociale inespérée, reliant les peuples au-dessus des montagnes à travers les Océans.

La planète est désormais trop exigüe pour absorber l'esprit humain ; il ne suffit plus à celui-ci de jeter les yeux autour de lui, il veut voir haut et loin ; il veut maintenant voyager à travers l'incommensurable espace et pénétrer le mystère que gardent jalousement ces mondes qui roulent dans les régions infinies. Et tandis que les naturalistes, les physiciens, les chimistes se penchent, interrogateurs et anxieux, sur le globe terraqué, tandis qu'ils font effort pour induire d'une foule de phénomènes particuliers des lois d'ordre général, tandis qu'ils cherchent le secret des transformations, combinaisons, mariages et divorces de la matière, les mathématiciens et les astronomes, les yeux fixés sur le monde sidéral, étudient notre système planétaire avec une indomptable opiniâtreté.

Les uns et les autres sont peu à peu aidés dans leurs investigations par des instruments d'une précision rigoureuse et d'une puissance énorme, et tous scrutent la nature avec un tel acharnement et un si grand succès qu'ils réussissent à asseoir la science sur les inébranlables bases de l'observation réitérée, de l'expérimentation, de l'analyse.

Un volume entier ne suffirait pas à signaler un à un les stades les plus importants de ce magnifique rayonnement de l'intellect, et ce n'est point ici le lieu de glorifier longuement cette magique éclosion qui, commencée il y a des siècles, aboutit à l'éblouissant bouquet scientifique qu'a vu l'humanité d'il y a cent ans.

Dès cette époque il ne fut plus difficile aux esprits clairvoyants d'entrevoir la possibilité, dans un assez bref délai, de vaincre la misère et d'en faire à tout jamais disparaître les épouvantables suites.

Néanmoins, il y a un siècle, tout en déplorant la vie misérable d'une fraction importante de la population, tout en désirant de tout cœur que nul ne fût privé du strict nécessaire, on pouvait estimer que la somme de produits, indispensables à la satisfaction des besoins de tous, n'était pas encore assez facile à obtenir pour qu'on songeât à en pourvoir chacun.

De plus, malgré le vent d'égalité qui, depuis le commencement du dix-huitième siècle, s'était levé et, surtout à partir de la moitié du dit siècle, avait soufflé avec une extraordinaire violence, l'esprit humain était encore trop pénétré des préjugés de caste, les tendances religieuses trop fortement ancrées, la croyance aux hommes et aux races supérieures trop invétérée pour qu'il semblât révoltant que des individus vécussent dans le luxe et l'oisiveté, tandis que

d'autres croupissaient dans la pauvreté et étaient accablés de travail.

Bref, on a pu, jusqu'à nos jours, croire avec plus ou moins de raison que la terre n'est autre chose qu'un lieu d'expiation et d'épreuve, une manière de purgatoire et que dès lors, ainsi que le disent toutes les religions, il est naturel que l'homme n'y connaisse que la souffrance.

A. — NOS RICHESSES MATÉRIELLES

Mais aujourd'hui ! aujourd'hui, à moins d'être aveugle ou de parti pris, nul ne peut, sans en être ébloui, regarder en face le grandiose spectacle qu'il a devant lui.

Les générations présentes bénéficient des efforts accumulés, des élaborations successives de toutes les générations passées. Le primitif dénuement a fait place à une inexprimable abondance ; la puissance de production a atteint des proportions inespérées ; nos richesses sont telles que sont laissées bien loin les prévisions les plus optimistes.

Les territoires sans fin sur lesquels s'ensanglantaient les pieds nus des vagabonds antiques sont couverts de cités importantes ; et dans des hôtels d'une structure élégante et artistique dont la suite forme des avenues, dans des immeubles monumentaux dont l'alignement produit des rues longues et spacieuses, s'entasse une énorme population.

Dans ces splendides demeures, tout concourt au bien être : escaliers larges et tapissés qu'on monte sans effort, ascenseurs par lesquels, commodément assis, les habitants des étages levés accèdent à leur appartement ; eau, gaz, électricité dans chaque domicile ; pièces vastes, lumineuses, aérées, indépendantes ; cloisons et plafonds assez épais pour que

chacun chez soi, bien chez soi, puisse vivre à sa guise sans incommoder ses voisins, sans être dérangé par ceux-ci ; des rideaux, des tentures permettant de régler l'air et la lumière suivant l'heure, la température, la saison, le bon plaisir du moment.

Les grandes villes, véritables greniers d'abondances, possèdent une variété et une quantité de produits dont il est difficile de se faire une exacte représentation. Les magasins regorgent de marchandises de toute nature et de toute qualité, depuis celles de première nécessité jusqu'à celles de luxe, de superfluité. Les halles présentent chaque matin à l'œil de l'acheteur des montagnes de denrées alimentaires que le consommateur fait disparaître chaque soir et qui se reforment chaque lendemain. Et comme la consommation n'absorbe pas immédiatement toutes les valeurs produites, les réserves envahissent les magasins et les dépôts, formant des stocks dont l'inventaire nous plongerait dans une légitime stupéfaction. Des plantations de cannes à sucre, des rizières, des champs de betteraves, de pommes de terre, de céréales se dépouillent de leurs richesses ; des millions d'arbres et de plantes abandonnent leurs fruits ou leur sève ; une multitude d'animaux livrent leur chair, leur peau, leur toison ou leur matière textile ; le sol ouvre ses flancs au pic de l'extracteur qui s'empare des trésors qu'il renferme ; l'océan, les fleuves, les rivières cèdent aux pêcheurs leurs milliards d'habitants, et ce sont des entassements inexprimables de sucre, de riz, de café, de pâtes alimentaires, de grains, de fourrages, de conserves de fruits, de viandes, de gibier, de poisson, de vin, d'alcool, de liqueurs, un amoncellement indescriptible de soies, de cotons, de laines, de fils, de tissus, de peaux, de cuirs, de fourrures ; une incalculable provision de combustibles, de minerais, de métaux.

Et tandis que ces stocks sont tenus en réserve, le sol, sous

l'effort constant de l'agriculture aidée aujourd'hui d'une mécanique puissante, le sol enrichi par les engrais qui activent sa fécondité et reconstituent ses énergies, ne cesse pas de se couvrir de moissons ; dans les plantes et les arbres, la vie circule et monte, sève généreuse qui bientôt vivifiera nos muscles ; les animaux domestiques, grâce à la tendance prolifique de leur nature, sont abattus par millions sans que leur nombre en soit diminué ; la mer et les milliers d'affluents qui lui donnent leurs eaux, continuent à peupler nos marchés de leurs poissons et de leurs coquillages ; l'espace nous apporte la contribution de sa population ailée ; enfin le sous-sol ne s'anémie ici que pour se fortifier là, et quand l'outil du mineur a épuisé un filon, les plans de l'ingénieur et la sonde de l'ouvrier en découvrent un autre. Pas un jour ne se passe sans qu'une foule de produits soient consommés, mais aussi pas une heure ne s'écoule sans que de nouvelles richesses soient produites.

La terre est comme une colossale usine dont le travail ne s'arrêterait jamais, et dans laquelle laboreraient des centaines de millions d'ouvriers ; c'est sur la surface et jusqu'à plusieurs centaines de mètres de profondeur que le travail s'effectue. La planète fournit la matière première que les instruments de travail et le travailleur lui-même transforment, intelligemment, par l'industrie.

L'outillage mécanique, depuis un demi-siècle surtout, a pris une étonnante extension. Ce sont des moteurs d'une irrésistible force que mettent en mouvement des mécanismes dont les uns sont d'un poids énorme et les autres d'une légèreté, d'une délicatesse rares. Ici ce sont de vastes fours dans lesquels les métaux les plus résistants, passent du sombre au rouge blanc pour entrer en liquéfaction ; là des blocs de fer, de fonte ou d'acier qui, sous le choc d'un formidable marteau pilon, jaillissent en étincelles et sont aplatis comme de la pâte fraîche le serait par le bras d'un enfant ; là encore des morceaux

informes de métal chauffés à plusieurs centaines de degrés et qui sont pliés, tordus, cassés, arrondis, étendus, amincis avec une foudroyante rapidité. Ailleurs, ce sont des filatures, des carderies, des tissages, des fabriques de passementeries, lacets, rubans, velours, soieries, tulles, dentelles, où les matières textiles sont filées, tissées, nettoyées, et dont les fils se combinent mécaniquement avec une justesse et une solidité remarquables.

Dans les pays d'extraction, ce sont des puits d'une telle profondeur que descendre au fond est tout un voyage ; sur une étendue de plusieurs kilomètres carrés, la terre est fouillée dans tous les sens, des galeries se superposent, s'entrecroisent, les unes sur un plan horizontal, les autres sur un plan incliné. Des pompes d'épuisement et d'aération fonctionnent sans jamais s'arrêter ; des rails courent dans la direction des puits et sur ces rails circulent, traînés par des chevaux, des bannes et des petits fourgons que remplit à chaque instant la pelle du mineur.

Voici des verreries, des papeteries, des raffineries, des fabriques de chaussures, des chapelleries, des minoteries, des scieries à vapeur ; voici enfin ces gigantesques ateliers de construction mécaniques d'où sortent ces millions de métiers d'outils, d'appareils, de machines et d'instruments que nécessite un développement scientifique incroyable entraînant des applications industrielles d'une richesse et d'une variété croissant toujours.

Sous la poussée des sciences appliquées à l'industrie, la puissance de production s'est tellement multipliée que nul calcul ne pourrait lui assigner un maximum d'intensité.

* * *

Pour relier toutes les parties de cette colossale usine

qu'est la terre, pour assurer la rapide et facile circulation des hommes et des choses, le sol est sillonné de voies de communications et les moyens de transports sont à la hauteur des besoins.

Dans l'intérieur des villes, ce sont les fiacres, les omnibus, les tramways, les chemins de fer de ceinture. À l'extérieur, un réseau de voies ferrées s'étend sur toute la surface des continents civilisés ; le panache blanc des infatigables locomotives entraîne à sa suite des milliers de wagons contenant des millions de voyageurs et de tonnes de marchandises. Des centaines de kilomètres sont parcourus en une demi-journée ; sans sortir de son compartiment-salon, y trouvant le confortable du « home », le gentleman peut traverser l'Europe en deux fois vingt-quatre heures. Les fleuves et les canaux se joignent aux routes pour compléter le système de nos voies de communication.

Les océans ne sont plus un obstacle, et des services réguliers de steamers et de paquebots relient les continents entre eux. Plus besoin d'attendre qu'un vent favorable gonfle les voiles ; on part de quelque côté qu'il souffle et quand même il ne souffle pas. Plus à craindre la fureur des flots ; les bâtiments sont d'une solidité à tout épreuve ; la lame peut les lever à des hauteurs fantastiques, ils peuvent être précipités entre deux montagnes liquides ; l'eau balayera le pont ou l'envahira, mais ce sera tôt fait de rendre à la mer en furie ce dangereux présent et le vaisseau ne s'engloutira pas dans les flancs entrouverts de l'abîme. Ils devient de plus en plus rare que les bâtiments disparaissent, et les catastrophes ne sont pas plus à redouter sur mer que sur la terre ferme.

Les montagnes sont franchies ou perforées et les isthmes percés ; sur les cours d'eau sont jetés des ponts larges et solides : les moyens de transport ne font pas défaut.

Mais l'effort, le plus prodigieux peut-être, le résultat le plus remarquable à coup sûr que l'humanité, dans le dernier quart de siècle de son existence ait obtenu, c'est cette sûreté, cette facilité et cette vitesse avec laquelle se transmet la pensée. En quelques heures, par les câbles, on peut savoir à Paris ce qui se passe à Melbourne, et à Chicago ce qui se produit à Moscou. En quelques minutes, des avis, des ordres, des renseignements sont transmis à des milliers de kilomètres par télégraphe. Des cabines téléphoniques permettent à deux personnes placées à plusieurs centaines de kilomètres de causer d'affaires et de s'entendre comme si toute distance était supprimée.

Ainsi, escaladant les pics les plus élevés, franchissant les océans, effectuant en un clin d'œil de fabuleux voyages, l'agent électrique met en relation suivie, facile et instantanée les habitants du monde civilisé, tandis que recueillant avec avidité les moindres nouvelles, les commentant, les appréciant, les discutant, des milliers de journaux portent chaque jour aux quatre coins du monde les informations les plus complexes et les plus précises.

Voilà, présentées d'une façon bien incomplète et sans ce chaud coloris nécessaire aux tableaux d'une telle ampleur les imposantes applications de la science à la vie matérielle de la société.

B. — NOS RICHESSES INTELLECTUELLES.

Que dire de nos richesses intellectuelles ? Il est vrai que si nous comparons ce que nous savons à ce qui nous reste à apprendre, on ne peut qu'être modeste ; mais n'a-t-on pas le droit de relever la tête avec une pointe de fierté, quand, examinant le point de départ, on jette les yeux sur le terrain conquis ?

Dans l'inextricable et sombre forêt de l'ignorance, des chemins ont été pratiqués. Gloire aux héroïques bûcherons dont la hache a abattu les premiers arbres ! Des milliers, écrasés par la chute des géants chevelus, ont payé de leur vie leur audacieuse ardeur ; mais entraînés à leur suite, encouragés par leur exemple, des milliers d'autres travailleurs ont repris la cognée et, infatigables, ont poursuivi virilement la glorieuse tâche.

Les routes sont devenues spacieuses ; elles ont été activement poussées.

Ces voies pratiquées dans la forêt se relient entre elles, formant ainsi une série de belles avenues, laissant librement circuler l'air et pénétrer la clarté, et l'esprit s'y promène avec délices.

Les astronomes, géomètres et mathématiciens des précédentes générations, les Müller, Copernic, Viète, Galilée, Kepler, Descartes, Pascal, Boyle, Newton, Leibnitz, Euler, d'Alembert, de Lalande, Lagrange, Halley, Monge, Laplace, Leverrier ont laissé d'innombrables continuateurs, et sur presque tous les coins du globe s'élèvent des observatoires munis d'appareils d'une précision, d'une sensibilité et d'une puissance incomparables.

Les Toricelli, Réaumur, Herschell, Galvani, Volta, Ampère, Oersted, Schwerger, Faraday, Morse, De la Rive, Froment, Clarke, Rumkoff, Biot, Franklin, Arago, ont ouvert aux physiciens de notre époque des perspectives infinies.

Ils seraient étrangement émus et profondément heureux les Lavoisier, Cavendish, Priestley, Scheele, Liébig, Davy, Stahl, Bergman, Gay Lussac, Thénard, Robertson, s'il leur était donné

de pénétrer dans ces merveilleux laboratoires où travaillent aujourd'hui ceux qui tiennent en main le sceptre de la chimie.

Que diraient les Guy de la Brosse, les Tournefort, la dynastie des cinq Jussieu, les Buffon, Daubenton, Lacepède, Latreille, Linné, Haller, Adamson, de Saussure, Cuvier, Lamarck, Etienne et Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, s'ils avaient la joie de parcourir nos muséums, nos galeries d'histoire naturelle, où trônent leurs dignes successeurs ?

Et les Bichat, les Broussais, Cabanis, Destutt de Tracy, Maine de Biran, Dupuytren, Velaton, Alexandre de Humboldt, Flourens, Claude Bernard ? Si, dans nos cliniques, nos hôpitaux, nos facultés, nos académies, ils pouvaient se rendre compte de l'éclat prestigieux dont brillent les sciences qui leur furent chères : la physiologie, l'anatomie, l'anatomie comparée, la biologie, la médecine, la chirurgie, l'hygiène !

Que diraient-ils les Bacon, les Hobbes, Descartes, Spinoza, Locke, Liebnitz, Montesquieu, Condillac, Helvétius, d'Holbach, Kant, Volney et cette pléiade de philosophes du commencement de ce siècle : les Cousin, les A. Comte, les Jouffroy s'ils voyaient la philosophie se débarrasser enfin des formules qui la retenaient captive, des méthodes qui ralentissaient ou égaraient sa marche, de l'étroitesse d'esprit qui caractérisait les adeptes de l'orthodoxie.

Quelle serait enfin la surprise des premiers chercheurs de la science sociale et de l'économie politique, et même à ceux qui vécurent au cours de ce siècle : les Saint-Simon, Fourier, Robert Owen, A. Comte, Cabet, Colins, Pecqueur Vidal, Proudhon, et les J. B. Say, les Adam Smith, Ricardo, Sismondi, Michel Chevalier, Dunoyer, Blanqui, Bentham, Bastiat, s'ils voyaient la place considérable qu'a prise la sociologie dans les sphères scientifiques et dans les préoccupations de l'esprit humain, s'ils

pouvaient prendre connaissance des intéressants travaux signés Karl Marx, Engels, Lassalle, Tchernichewski, Spencer, Bakounine, Henry George, Emile de Laveleye, Guillaume de Greef, Agathon de Pother, Frédéric Borde, César de Paepe, Hector Denis, Elisée Reclus, Benoît Malon, Chirac, Kropotkine, Grave, Malato et de Molinari, Frédéric Passy, Courcelle Seneuil, Paul Leroy-Beaulieu, Charles Gide, Morosti, Le Play !

Profonde était l'érudition des grands philosophes et encyclopédistes du siècle dernier : les Voltaire, Diderot, Montesquieu, d'Alembert, J.J. Rousseau, Condorcet. Certes !

Mais que sont leurs travaux, comparés à ces monuments dont ont jeté les bases ou que continuent à édifier les Bescherelle, les Bouillé, les Littré, les Flammarion, les Larousse !

* * *

S'il est vrai que nous ne sachions rien et que nous soyons condamnés à l'ignorance absolue, aussi longtemps que nous n'aurons pas la certitude d'avoir découvert le « comment et le pourquoi » de toutes choses, qu'on me dise à quoi servent ces écoles, ces collèges, ces lycées qui se chiffrent par milliers et dans lesquels à des millions de jeunes gens on enseigne ce qu'on ne sait pas, puisqu'on ignore tout ? Qu'on me dise dans quel but, ces colossales bibliothèques, où des centaines de millions de kilogrammes de papier formant des millions de volumes en toutes langues et en tous caractères sont consultés chaque jour par une foule énorme de chercheurs et de studieux ; pourquoi ces musées grandioses où chaque objet est étiqueté, classé, catégorisé, mis à sa place, donnant à tous une suggestive leçon de choses et cristallisant pour ainsi dire, pour le faire présent à nos cerveaux et à nos yeux, un passé qui se perd dans la nuit des temps ?

Faut-il donc admettre, parce que la source d'un fleuve se refuse à nos investigations, que nous ne sachions rien de ce cours d'eau, que nous ne puissions l'utiliser pour les besoins de la navigation ou de l'industrie, qu'il nous soit impossible de prévenir ses débordements et d'en neutraliser les terribles effets ?

Faut-il admettre qu'il soit inutile d'explorer une chaîne de montagnes, d'en gravir quelques pics, d'en étudier la configuration, la nature et les alentours, parce que nos forces ne nous permettent pas d'en escalader les plus hautes cimes ?

Ne sait-on pas tenir un archet parce qu'on n'est pas Paganini, un pinceau parce qu'on n'est pas Raphaël, une lyre parce qu'on n'est pas Musset ? Ne sait-on pas parler parce qu'on n'est pas Mirabeau, écrire parce qu'on n'est pas Flaubert ou Renan ?

Serait-il vrai enfin que nous ne sussions rien parce que nous ne savons pas tout ?

Notre avoir scientifique est immense ; nos trésors artistiques ne le sont pas moins. Le langage articulé s'est graduellement enrichi ; nos langues modernes, douces, sonores, caressantes, musicales, expriment nos idées et nos impressions avec une précision, une clarté, un bonheur remarquables. La conversation est douée d'un charme pénétrant ; toutes les finesses de l'esprit, les enfantements imaginatifs et les nuances du sentiment sont traduits dans un verbe tour à tour vibrant, imagé, troublant, délicat, impressionnant.

Du haut des chaires et des tribunes la grande éloquence retentit, courbant les têtes sous le charme et les cœurs sous l'émotion.

La république des lettres compte, dans chaque nation des milliers de citoyens : Le souffle poétique y gonfle les poitrines ; les généreuses passions y enflamment les cœurs ; le culte du vécu et du vrai triomphe avec les maîtres du roman ; les ciseleurs de phrases poursuivent obstinément le mieux dire : les brillants et les perles de la pensée sont superbement enchâssés par les esthètes dans les lignes harmonieuses et les contours exquis.

Le théâtre tend à se débarrasser de tout ce qui est « vieux jeu », le goût public se méfie des ficelles et des trucs des anciens dramaturges ; des salles entières représentant la mosaïque des positions sociales trépignent d'enthousiasme quand la scène reproduit des situations vraies et retentit des plaintes, des indignations, des haines et des amours véritablement humaines créées, chantées ou pleurées en une langue bien rythmée, chaude, abondante et limpide.

Une mise en scène soignée, de fastueux décors complètent l'illusion et accentuent l'attrait de ces spectacles où nos cœurs s'emplissent de fortes émotions, nos yeux de larmes et nos gorges de rires.

Des théâtres, il y en a un peu partout, et c'est par milliers aussi que se comptent les artistes lyriques et dramatiques.

La musique, cette admirable mathématique du son, dispose aussi sûrement les vibrations sonores que l'autre les chiffres. Le nombre imposant des conservatoires, des salles de concert des théâtres lyriques, des sociétés de musique vocale et instrumentale, témoignent éloquentement de la place prise par cet art dans les besoins intellectuels de notre époque. Les orchestres de choix font entendre les pages magistrales de nos compositeurs ; les musiques militaires, les fanfares, les

orphéons remplissent d'harmonie nos places publiques.

La peinture jette sur la toile inanimée, avec une saisissante réalité, les sourires et les grimaces, la joie et la tristesse, la paix et la guerre, la douceur et la férocité, le calme et la tempête, la lumière et les ténèbres, l'aube et le crépuscule, la servitude et la révolte, la vieillesse et l'enfance, la vie et la mort.

La sculpture incarne dans le marbre et le bronze la légende mythologique, l'histoire des grands capitaines, des monarques puissants, des savants illustres, des législateurs renommés, les allégories mystiques, les aspirations vers l'avenir.

Et chaque ville tant soit peu importante tient à avoir ses galeries, ses musées, ses collections de tableaux, de groupes, de statues dont elle est justement orgueilleuse.

L'architecture produit des chefs-d'œuvres, elle édifie de majestueux monuments, de splendides palais qu'avec l'aide de ses sœurs : la sculpture et la peinture, elle décore magnifiquement.

L'art, en un mot, sous toutes ses formes et dans ses multiples manifestations, a atteint de vertigineuses hauteurs.

* * *

Quel admirable laboratoire que la nature ! Comme tout fonctionne, se combine, se désagrège, se transforme ! Comme tout se tient, s'enchaîne, se succède ! Pas une partie de l'Univers, si infinitésimale soit-elle, n'est vide ; partout on trouve la matière à un état quelconque, et avec elle la force, le mouvement.

Sans doute, ce merveilleux ensemble de phénomènes n'est pas particulier à notre époque, et de tout temps ont existé ces lois immuables du mouvement ; mais c'est le fait des générations modernes d'avoir réussi à comprendre ces lois et d'en avoir déduit et utilisé les irréfragables conséquences.

Sans doute encore, la terre recèle depuis des siècles déjà de formidables provisions de houille, de fer, de cuivre, d'argent, d'antimoine, de manganèse ; mais elle défendait jalousement ses richesses contre toute spoliation et, pour avoir raison de sa rapacité originelle, il a fallu une obstination héroïque de la part des humains ; et la savante perspicacité des chercheurs nous a enfin placés sur la voie des moyens propre à mettre à profit cette victoire remportée sur l'avarice du sous-sol.

Sans doute aussi, la surface solide de notre globe contient depuis bien longtemps, à l'état potentiel, les épis dorés, les vastes prairies, les riants vignobles, les forêts d'arbres fruitiers ; mais encore a-t-il fallu que des légions innombrables de travailleurs se livrent à un labeur opiniâtre pour pressentir toutes ces énergies latentes et en tirer graduellement parti.

Sans doute enfin le cerveau de nos ascendants renfermait le germe de tous les développements futurs ; mais il fallait que cet affinement fût l'œuvre séculaire des générations humaines se différenciant, de plus en plus, du reste de l'animalité, évoluant sans cesse vers une structure mieux adaptée au milieu, tendant à un idéal toujours plus large, plus élevé.

Encore une fois, nous traversons une période de l'histoire humaine appelée à recueillir le bénéfice de toutes ces patientes recherches antérieures, de ces gestations lentes et difficiles, de ces victoires se multipliant, de ces conquêtes additionnées.

Et après cette revue passée des forces dont dispose l'humanité contemporaine contre la prétendue stérilité organique de la nature ou son inconsciente rapacité, je demande à tout homme impartial ce qu'il reste de ces attaques injustifiées, de ces affirmations gratuites que j'ai résumées en quelques lignes et auxquelles il vient d'être répondu.

Mais ces rassurantes constatations d'abondance ne suffiraient peut-être pas à quelques esprits prévenus dont l'entêtement, pour se rendre, a besoin d'arguments plus décisifs et surtout plus précis. Je vais donc aligner ici quelques chiffres qui auront raison, je l'espère, de toutes les récalcitrances.

C. — QUELQUES CHIFFRES.

Ces chiffres ne sont pas d'hier il est vrai ; ils datent de 1883 ; mais outre que je n'ai pu m'en procurer de plus récents ayant un caractère aussi général, on voudra bien reconnaître que depuis dix ans, la production n'a pu qu'augmenter et j'ajoute que si déjà, en 1882, ils étaient en deçà de la réalité, il ne peuvent aujourd'hui être en delà ³⁴.

Il a fallu, bien entendu, éliminer de ces recherches tous les pays sur lesquels on ne possède pas de renseignements statistiques suffisants. Les chiffres qui suivent s'appliquent aux régions les plus connues du monde civilisé : l'Europe (sauf la Turquie, la Serbie et le Montenegro) et les États-Unis d'Amérique.

Au surplus on reconnaîtra que ces calculs s'appliquent précisément aux pays qu'il nous importe le plus d'étudier, qui

³⁴ Ces chiffres sont tirés du *Révolté* et généralement attribués au savant géographe Élisée Reclus dont tout le monde apprécie les admirables travaux scientifiques. On les trouvera également dans une petite brochure ayant pour titre : *Les produits de la Terre et de l'Industrie*.

possèdent une structure sociale à peu près identique — quant au fond — et qui, ayant atteint un égal développement matériel et intellectuel, présentent des phénomènes à peu près semblables, tout au moins similaires.

Voici tout d'abord le tableau des produits de la terre correspondant aux besoins nutritifs de l'Europe et des États-Unis comprenant une population (fin de 1881) de 368.676.000 personnes, le tout converti en kilogrammes et résultant d'une moyenne établie d'après les statistiques de 1875 à 1882, précaution nécessaire pour répondre d'avance aux objections qu'on pourrait tirer des mauvaises années.

Pain de froment	51.324.000.000 kil.
Pain d'autres céréales	122.400.000.000 kil.
Légumes divers et fruits	133.300.00.000 kil.
Sucre de betteraves (sans mélasse)	1.818.429.000 kil.
Viande de boucherie et volailles	12.464.000.000 kil.
Lait	55.400.000.000. kil.
Œufs	701.250.000 kil.
Poissons, mollusques et crustacés	3.700.000.000 kil.
Total	381.128.587.000 kil.

Si l'on divise ce chiffre énorme de *trois cent quatre-vingt-un milliards, cent vingt-huit millions, cinq cent quatre-vingt-sept mille* kilogrammes auquel s'élève le revenu alimentaire de l'Europe et des États-Unis par le chiffre de la population que comprennent ces territoires on arrive au résultat suivant :

$$381.128.587.000 / 368.676 = 1.033 \text{ kilogr. par tête.}$$

Divisées comme suit :

Pain de seigle	139 kil.
Pain d'autres céréales	322 kil.

La douleur universelle

Légumes divers et fruits	361 kil.
Sucre de betterave	5 kil.
Viandes diverses	34 kil.
Lait	150 kil.
Œufs	2 kil.
Poissons, mollusques, etc.	10 kil.
Total	1.033 kil.

Il s'agit maintenant de se demander si cette somme de 1033 kilogr. par tête et par an est suffisante.

Des importants et nombreux travaux faits sur cette question il résulte que, pour vivre normalement l'homme doit emprunter aux deux classes d'aliments physiologiques : les corps ternaires et quaternaires, une quotité quotidienne de 1.300 grammes pouvant se décomposer ainsi : 1.000 grammes d'aliments riches en carbone (pain, légumes ou autres) et 300 grammes d'aliments riches en azote : viande, fromage, œufs, légumes azotés.

Cette ration de 1.300 grammes par jour qu'il faut à l'adulte pour vivre en bonne santé représente, pour une année 365 fois plus soit : 474 kilogr. de substances nutritives diverses.

Si nous multiplions ces 474 kilogr. par le chiffre de la population soit 368.676.000 nous arrivons à un total de 174.752.424.000 kilogr ; ce qui laisse sur le total un excédent de 206.376.163.000 kilogr.

On a bien lu : *plus de deux cents milliards de kilogrammes : plus de la moitié de la production totale*, ce qui revient à dire que la terre, cette terre qu'on accuse de sordidité, produit deux fois plus qu'il ne serait besoin pour que la vie de tous fût pleinement assurée.

* * *

L'industrie étant beaucoup mieux outillée que l'agriculture et bien moins routinière que celle-ci, il n'est pas étrange que l'excédent en ce qui concerne la production industrielle soit notablement plus fort.

Voici, évaluée en francs (il ne saurait être ici question de kilogr, n'est-ce pas !) la production des divers pays dont nous nous occupons :

Grande-Bretagne	20.500.000.000 fr.
France	13.500.000.000 fr.
Allemagne	12.000.000.000 fr.
Russie	6.000.000.000 fr.
Autriche-Hongrie	6.250.000.000 fr.
Belgique	3.000.000.000 fr.
Italie	2.925.000.000 fr.
Espagne.	2.400.000.000 fr.
Hollande.	1.000.000.000 fr.
Scandinavie	925.000.000 fr.
Suisse.	800.000.000 fr.
Portugal	500.000.000 fr.
Danemark	400.006.000 fr.
États-Unis	26.000.000.000 fr.
-----	-----
	94.700.000.000 fr.

Il faut ajouter sur les 8 milliards de combustibles minéraux et végétaux que donnent annuellement les forêts et les houillères une somme (non utilisée par l'industrie) de

3.000.000.000 fr.
Soit au total
97.700.000.000 fr.

Or il existe une quantité de produits industriels qui durent et servent pendant plusieurs années, d'autres qui, consommés sous une forme, sont utilisés sous une autre et concourent à une production nouvelle. On peut donc hardiment majorer des deux tiers cette somme de produits annuels. Cette addition donne :

$$97.700.000.000 \text{ fr.} + 65.150.000.000 \text{ fr.} = 162.850.000.000 \text{ fr.}$$

Il faut de plus remarquer que cette évaluation en francs représente le prix de fabrique. Or : tout le monde sait que la production passe par une foule de mains avant d'arriver au consommateur et que, entre chaque main, il reste un bénéfice prélevé sur le prix de vente. La maison de fabrique vend à la maison de gros, celle-ci au demi-gros, ce dernier au détail. Et chaque intermédiaire vit sur son commerce qui, comme le dit Fourier, consiste à vendre six francs ce qui en vaut trois ; la marchandise livrée au consommateur se trouve en conséquence grevée d'une foule de frais, de taxes et de prélèvements et il est constant que sa valeur marchande se trouve, de ce fait au moins quadruplée ³⁵.

La valeur marchande de la production industrielle de l'Europe et des États-Unis est donc en réalité de :

$$\text{Frs. } 162.800.000.000 \times 4 = 651.200.000.000.$$

En divisant cette somme par le nombre d'habitants on

35 Par exemple : la houille qui coûte 12 francs sur la carreau de la mine, en France, se vend dans les villes de l'Europe 50, 60 ou 70 francs la tonne ; le sel, qui est évalué à 44 francs la tonne dans les statistiques minières se vend au détail 100 ou 200 francs la tonne ; la bougie vaut 1.700 francs en fabrique et 3.500 ou 4.000 chez l'épicier ; le savon 600, et 1.600 à 2.000 dans les magasins ; la plupart des tissus dont nous servons ont acquis une plus value triple, quadruple ou décuple quand nous les utilisons comme vêtements. Que dire d'autres produits, par exemple les pharmaceutiques, que nous payons jusqu'à cent fois leur valeur réelle ?

arrive aux chiffres suivants :

$$651.200.000.000 / 368.676.000 = \text{Frs. } 1766 \text{ par tête.}$$

La *ration industrielle disponible* par habitant et par tête serait donc de 1.766 fr., soit pour une famille de 4 personnes de fr. 7064.

Ici les besoins sont plus difficiles à estimer d'une façon précise ; je crois cependant qu'on peut s'arrêter à une moyenne de fr. 800 se répartissant comme suit :

— Chauffage et éclairage :	100 fr.
— Vêtements et chaussures :	500 fr.
— Dépenses secondaires :	200 fr.
— Total :	800 fr.

Je pourrais faire observer qu'il y a toute une catégorie de dépenses sur lesquelles la vie en commun permet de réaliser de sérieuses économies et que, pour les besoins industriels comme pour les besoins alimentaires, la moyenne que j'ai adoptée dépasse notablement les exigences d'une foule de personnes : enfants (environ cinquante cinq millions) vieillards, femmes, infirmes, attendu que cette moyenne est applicable aux adultes valides. Mais à quoi bon ? puisqu'il reste encore un écart considérable entre la production industrielle et les besoins à satisfaire.

Si, de 1.766 fr., somme que chacun pourrait dépenser annuellement, nous retranchons 800 fr., la différence est de 966 francs, laquelle multipliée par 368.676.000 personnes aboutit à un excédent total de Fr 356.140.916.000.

Trois cent cinquante six milliards, cent quarante millions, neuf cent seize mille francs de valeurs industrielles,

tous les besoins de chacun étant assouvis, permettant ainsi de doubler largement la quotité moyenne.

* * *

Ce que deviennent ces 206.376.163.000 kilogs de denrées alimentaires et ces 356.140.916.000 fr. de produits industriels ; comment il se fait qu'en dépit de cette incroyable différence entre les besoins à satisfaire et les ressources à disposer, il y ait des millions de pauvres êtres, manquant du strict nécessaire, vivant de privations jusqu'à ce qu'ils en meurent, je me propose de l'expliquer par la suite ; il ne saurait en être question pour le moment puisque je me borne à présenter la défense de la nature injustement accusée et que, de ces choses, la Nature ne saurait être rendue responsable.

Je n'ai pas davantage à m'occuper présentement des déplorables conditions dans lesquelles s'obtient la production agricole et des entraves que subit l'industrie, pas plus que des améliorations qui pourraient être apportées aux premières et des avantages qu'entraîneraient la suppression des secondes.

Tout le monde sait que, par suite du morcellement de la propriété rurale, de l'outillage insuffisant des petits agriculteurs et des traditions routinières en honneur à la campagne, maintes terres sont laissées incultes et que les parcelles travaillées le sont *défectueusement*.

Tout le monde sait aussi que le chômage et la mort-saison obligent à se croiser les bras des millions de travailleurs qui ne demandent qu'à produire.

Tout le monde sait enfin que certaines forces naturelles douées d'une incalculable puissance ne sont que fort peu et très maladroitement utilisées et que leur mise à profit doublerait,

quintuplerait la puissance de production.

Mais je répète qu'il ne s'agit pas ici de déterminer ce qui pourrait ou devrait être, mais uniquement *ce qui est*³⁶.

36 Jules Lemaître (Le perron de Tortoni) raconte l'anecdote suivante qui, faisant le mur du monde où l'on s'amuse, est devenue fort à la mode.

« C'était à Francfort, patrie du père du baron James de Rothschild, en 1848, à l'époque de tout ce que vous savez bien. Au plus laid moment de l'ébullition, quatre gaillards, sentant la bière et le tabac, songèrent que c'était l'heure, ou jamais, de partager avec les riches et que, tant qu'à faire le mieux était d'aller chez le plus avéré. Nos communistes se présentent donc avec des airs si déterminés que les commis jettent les hauts cris et cachent les clefs. Le vieux Samuel demande ce que c'est ; on le lui dit :

— Faites-les entrer ! s'écria-t-il - qu'est-ce qu'il y a pour votre service ?

— Il y a que vous avez des millions, que nous n'avons rien, et que ça n'est pas juste !

— Après ?

— Il faut les partager.....

Et cela disant, ces messieurs agitaient toutes sortes de vieilles armes et roulaient des yeux terribles :

— Partager ?... Je veux bien ! Combien supposez-vous que possède la maison Rothschild ?

— Mettons une quarantaine de millions de florins ! dit le plus expert.

— Quarante millions..., soit. Le partage sera bientôt fait. Il y a dans les États de la Diète quarante millions d'individus... c'est donc un florin par tête, vous êtes quatre, voilà quatre florins... Maintenant, détalez !

Et nos quatre gaillards, subjugués, filent en murmurant quelques excuses. »

De quelles lugubres plaisanteries elle a été le thème, cette historiette, nul ne le pourrait dire. Et bien qu'on commence aujourd'hui à savoir que personne *ne songe à trouver la solution du problème social non-seulement dans le partage avec quelques riches, mais même avec tous les capitalistes*, il n'est peut-être pas inutile d'opposer à ce raconter la constatation que voici et que je livre au lecteur pour ce qu'elle vaut.

D'après M. Coste (Étude statistique sur la richesse comparative des départements de la France) cité par Hamon (France sociale et politique, 1891, page 68) la fortune de la France s'élèverait à 200 milliards, valeurs en circulation non comprise.

M. A. Paul Leroy-Beaulieu l'évalue à 24 milliards. M. A. Chirac (L'Agiotage sous la 3^e République) la porte à 254 milliards et demi.

Enfin le *Moniteur des tirages officiels*, du 19 janvier 1892 dit qu'elle est de 266

D. — CONCLUSION.

Je conclus : Logement, alimentation, vêtement, tous les produits se rapportant à un quelconque de ces besoins existent en surabondance. De plus en plus et de mieux en mieux cultivé, le sol, comme en reconnaissance des soins intelligents qu'on lui donne, se montre d'une générosité croissante ; d'un formidable outillage mécanique venant en aide aux forces musculaires de l'humanité, les remplaçant même le plus souvent, sort une colossale production industrielle ; le globe solide est sillonné par un réseau considérable de voies de communications ; sur les océans comme sur les continents, voyageurs, produits, pensée circulent avec une sécurité, une vitesse et une aisance merveilleuses. Sociétés savantes, Instituts, Académies, Universités, Observatoires, Musées, Laboratoires, Collections de toutes sortes témoignent du développement scientifique de nos sociétés contemporaines.

Conservatoires, Théâtres, Concerts, Bibliothèques, Galeries de peinture et de Sculpture, Palais et Monuments attestent nos richesses littéraires et artistiques.

Les dires Malthusiens sont glorieusement infirmés ³⁷. Il y

milliards.

Si sur ce dernier chiffre divisé par 38,343.192, chiffre de la population en France d'après le recensement au 12 avril 1891 (*Journal Officiel* du 12 janvier 1892) nous nous livrions à la petite opération du père du baron James de Rotshchild nous arriverions à un quotient de six mille-neuf-cent-trente-neuf francs. Ce ne serait pas sans doute la fortune pour chaque personne prise isolément mais ce serait presque l'aisance.

En tous cas, que pensent de ces F. 6,939, ceux qui viennent vous dire : « nous sommes si peu riches, sauf quelques privilégiés, —qu'une répartition de la fortune en France donnerait à chacun tout juste de quoi faire un dîner. »

³⁷ Aux termes de la loi dite de Malthus, du nom de son auteur, un économiste anglais du commencement de ce siècle (*Essai sur le principe de la population*) : les aliments sont toujours produits suivant une progression arithmétique, c'est-à-dire selon les nombres 2, 4, 6, 8, 10, 12, tandis que les consommateurs se multiplient suivant une progression géométrique, c'est-à-dire selon les nombres 2, 4, 8, 16, 32,

a place pour tous, *absolument tous*, au banquet de vie. Les convives ont la certitude de ne manquer de rien. Quelqu'affamés que soient les estomacs, ils n'ont pas à craindre qu'il y ait insuffisance ³⁸.

Ils se trompent — car je ne veux pas admettre une hypothèse plus désobligeante pour eux — ceux qui s'obstinent à secouer la tête avec désespérance en déplorant que la nature soit irrémédiablement chiche, mais en proclamant que cette ladrerie est irréductible, fatale.

Et après une réfutation que certains peut-être trouveront un peu longue mais sur laquelle j'ai cru devoir insister avec un grand luxe de détails, vu le nombre important de personnes auxquelles elle s'adresse, je n'hésite pas à écrire :

64.

On sait aujourd'hui ce qu'il faut penser de la valeur de cette prétendue loi derrière laquelle, depuis plus d'un demi-siècle se sont abrités tous les fourbes et les féroces. E. De Laveleye (la propriété et ses formes primitives, page 31) dit que la population double :

- En 120 ans en France
- En 75 ans en Russie.
- En 50 ans en Angleterre
- En 50 ans en Allemagne.

Or, il est bien et dûment établi que grâce à la culture intensive et aux nouveaux procédés agricoles et industriels, la puissance de production croît d'une façon beaucoup plus rapide.

Voici ce qu'écrit Büchner (L'homme selon la science, page 263) :

« Tout nouveau-né est un capital qui, en augmentant la somme de travail et de consommation, est utile à l'ensemble social. Plus une contrée est dépourvue d'hommes, plus elle est pauvre et, aussi, plus ses habitants sont misérables tandis qu'au contraire, dans les régions cultivées de l'Europe, le niveau du bien-être s'élève partout avec le chiffre de la population. »

38 Les travaux scientifiques et les essais à Vincennes de M. Georges Ville, le savant professeur de physiologie végétale du Muséum, démontrent lumineusement que le sol de la France grâce à la culture scientifique et rationnelle, pourrait sans effort nourrir copieusement *cent millions d'habitants*. (Consulter à ce sujet la brochure d'Émile Gautier ayant pour titre : *Une révolution agricole*, Lecène Oudin et C^{ie}, éditeurs, rue Bonaparte, 17, Paris.

« Si une grande partie de la population est privée du strict nécessaire, ce n'est pas faute de vêtements, de substances nutritives, d'habitations. D'ores et déjà notre avoir permet l'ample satisfaction de tous ces besoins. »

« S'il existe une multitude d'ignorants et d'illettrés, ce n'est pas non plus que l'humanité soit condamnée au paupérisme intellectuel. »

« La cause de tous les maux : physiques et intellectuels n'est pas dans la Nature, il faut donc la chercher ailleurs ! »

* * *

Ici se place une considération si importante qu'il ne m'est pas possible de la passer sous silence.

J'ai dit au premier chapitre que le problème à résoudre consiste à instaurer un milieu social assurant à chaque individu tout le bonheur possible.

C'est dire, en d'autres termes, qu'il s'agit d'établir socialement un rapport constant entre les besoins et la possibilité de les satisfaire, ou encore, une sorte d'équation entre le bonheur vivable et le bonheur vécu.

Dès lors, il est évident que le malaise social trouvera sa mesure en quelque sorte mathématique dans celle de l'écart existant entre les satisfactions possibles et les privations imposées.

Il est en outre facilement compréhensible que la nécessité de résoudre le problème social sera d'autant plus impérieuse et urgente que l'esprit d'examen se sera plus développé, que les éléments d'investigations sociologiques seront plus nombreux

et que, conséquemment, il sera moins aisé de masquer ce manque d'équilibre.

Or, à aucune époque de l'histoire, l'abîme n'a été aussi large ni aussi profond ; jamais aussi catégorique et aussi général le besoin d'examen, jamais enfin plus facile à constater l'inconcevable incohérence de cette société où il pourrait y avoir de l'aisance, du savoir, du bonheur pour tous et où la douleur, l'ignorance et la misère étreignent les cœurs et les ventres.

Quand en présence de grèves, actes de révoltes ou d'indiscipline, les magistrats s'efforcent d'en faire remonter la responsabilité à de prétendus excitateurs ; lorsque les journalistes et les politiciens attribuent à l'ingérence des meneurs la fureur des revendications ouvrières, les indignations populaires, le mécontentement des foules, les protestations énergiques, les troubles, les bagarres, les émeutes, les insurrections, législateurs, journalistes et magistrats font preuve d'une triste inconscience ou d'une détestable fourberie.

Dénoncée par ces mille manifestations individuelles et collectives, l'acuité particulière de la crise que nous traversons n'a pas d'autre origine que celle plus haut indiquée.

Toutes les excitations à la révolte — excitations et révolte toujours dangereuses pour le révolté et l'excitateur — seraient impuissantes si elles s'adressaient à des êtres jouissant de toute la somme de bonheur compatible avec le progrès humain. Seule, la compression des besoins amène la colère.

Une situation éminemment révolutionnaire se dégage des faits eux-mêmes et, tous les agitateurs fussent-ils embastillés ou fusillés, elle resterait telle.

Croit-on que les affamés ne verraient plus, à la campagne,

l'abondance des produits récoltés, à la ville, les aliments entassés ? les loqueteux continueraient à s'apercevoir qu'il existe des montagnes de vêtements ; les *pieds-nus* auraient l'audace de constater que, dans les magasins, s'élèvent des pyramides de chaussures : les sans-asile auraient le mauvais goût de songer qu'on se trouve bien dans les maisons et qu'on dort mollement dans un lit. La classe moyenne n'en serait pas moins écrasée par la concurrence et refoulée par la ruine dans les rangs du prolétariat. Enfin les gens de cœur et d'esprit n'en souffriraient pas moins des iniquités sociales, des oppressions ridicules, des persécutions meurtrières.

Si la Question Sociale domine toutes les préoccupations de l'heure présente, c'est parce que, à aucun moment ne fut aussi démesurée la distance entre ce qui est et ce qui POURRAIT et DEVRAIT être.

II. — L'INDIVIDU

Voici maintenant l'acte d'accusation dirige contre l'homme lui-même :

« L'humanité est malheureuse. Il est impossible d'en disconvenir ? Mais pourquoi chercher si loin la cause de ce triste état de choses ? La bonne opinion que nous avons de nous-mêmes nous pousse à accuser la nature ou la société ; mais si nous nous livrions à un minutieux examen de conscience, nous arriverions promptement à reconnaître que l'homme lui-même, être essentiellement vicieux et méchant, est le seul auteur responsable de tous les maux qui l'accablent. C'est lui qui, de ses propres mains, tisse la robe de Nessus qui empoisonne et tue sa félicité, il porte en lui le germe indestructible de toutes les criminelles tendances. Il est paresseux, égoïste, violent, querelleur, cruel, menteur, fourbe, cupide, dominateur. Toutes les mauvaises passions s'agitent

victorieusement en lui. C'est chez lui une sorte de tache originelle si indélébile que nul traitement n'a réussi jusqu'à ce jour, nulle médication n'aboutira à la faire disparaître. La répression a été de tous temps impuissante à extirper la racine du mal.

« Cessez donc de chercher ailleurs que dans l'être humain la cause de ses malheurs. Elle est en lui et non hors de lui. La nature et la société pourraient fort bien en faire un être heureux ; c'est lui qui se refuse à son propre bonheur. Est-il capable de réagir contre le fond même de son « moi », de diminuer la somme de ses vices ? Nul n'aurait la hardiesse de répondre bien catégoriquement : « oui ».

« Au surplus cette problématique modification ne pourrait être que l'œuvre des siècles à venir ; restreignons la question aux limites du présent. Nous disons que si la souffrance étend sur la terre son voile endeuillé, c'est parce que l'homme est mauvais *par nature et irréductiblement* ; qu'ainsi l'intarissable Source de toutes les douleurs qui torturent l'humanité, jaillit des profondeurs intimes de l'individu lui-même ».

On remarquera tout d'abord que ce langage s'inspire d'un tout autre concept que celui des détracteurs de la Nature. Ces derniers ont surtout en vue les misères physiques et intellectuelles, estimant sans doute qu'elle les engendre toutes.

Ceux qui dressent contre l'homme le réquisitoire qu'on vient de lire reconnaissent implicitement au contraire que le savoir et les richesses matérielles ne manquent pas aux sociétés modernes et qu'ainsi les éléments *extérieurs* du bonheur ne leur font pas défaut, mais que l'être humain est dans l'incapacité absolue d'en bénéficier, de se les répartir avec équité, d'en jouir béatement, d'y adapter ses éléments

intérieurs, qu'en somme tout est bien du côté de la nature et de l'organisation sociale et que tout le mal vient de l'homme lui-même, de ses imperfections, de ses défauts, de ses vices, des misères morales inséparables de sa constitution organique.

Bref, toutes ces affirmations peuvent se résumer en deux lignes :

« L'humanité est malheureuse parce que le genre humain est frappé d'une fatale et incurable perversité. »

A — QUESTIONS PRÉJUDICIELLES.

Si j'avais quelque peu de malice, je pourrais me donner le plaisir d'embarrasser fortement ceux qui s'expriment de la sorte sur le compte de leurs semblables en les priant de répondre avant tout d'une façon bien claire à quelques questions de la plus haute importance.

Je leur demanderais d'abord de nettement définir ce qu'ils entendent par ces mots : « bien et mal », « vice et vertu », et par conséquent, être « bon et mauvais. »

L'un me répondrait que l'homme vertueux est celui qui conforme sa vie aux préceptes de Dieu et de ses ministres ; l'autre, que le bien consiste à mettre ses actes en harmonie avec les lois de son pays ; celui-ci me dirait que l'homme bon s'efforce de ne jamais nuire à autrui et même de lui être utile ; celui-là enfin, se croyant mieux avisé, me déclarerait que nous portons en nous une sorte de tribunal permanent, seul apte à juger de nos actes et à nous dire lesquels sont bons, lesquels mauvais ; que cette magistrature intime, c'est notre propre

conscience, que nous devons nous inspirer de ses arrêts, qu'elle nous montre la voie du « devoir ».

Mais, comme le dit l'auteur³⁹ de *Force et Matière*, la conscience du vieillard est autre que celle de l'homme fait, celle de l'homme fait n'est pas celle du jeune homme et celle du jeune homme diffère de celle de l'enfant. La conscience du riche est autre que celle du pauvre, celle du savant que celle de l'ignorant, celle du malade diffère de celle de l'individu bien portant etc. ».

J'ajouterai : l'homme d'il y a vingt-cinq siècles ne raisonnait pas, ne sentait pas comme celui d'aujourd'hui ; l'oriental ne pense pas, n'apprécie pas comme l'occidental ; l'homme du monde a son code particulier de règles, d'us, de principes tout différent des habitudes en vigueur dans la classe ouvrière.

Ce qui revient à dire que la conscience qui n'est autre chose « qu'un ensemble d'associations d'idées et conséquemment d'habitudes groupées autour d'un centre⁴⁰ » varie avec l'époque, le milieu, l'âge, la situation sociale de chaque individu, que, conséquemment, en morale, parler des aspirations et des craintes, des félicitations et des reproches, des ordres et des prohibitions de la conscience, c'est reconnaître avec Taine, le philosophe académicien mort récemment, que « la vertu et le vice sont des produits comme le sucre et le vitriol » puisque la conscience elle-même n'est qu'un effet essentiellement variable et non une cause fixe, immuable.

C'est avec ces mots abstraits de « principes, vertu, devoir, conscience », sorte de dogmes moraux chers aux écoles métaphysiciennes de tous les temps et de tous les pays, qu'on a

³⁹ L. Büchner, page 336.

⁴⁰ Marc Guyau. *L'Irréligion et l'Avenir*, page 469.

bercé notre enfance, et j'avoue que ce n'est pas sans lutte, sans vaillance qu'on arrive à se débarrasser de ce « *Jules-Simonisme* », obscur et dangereux.

Mais ce n'est pas tout, je pourrais ressusciter ici cette question qui fit, pendant des siècles, les frais d'une interminable polémique entre les partisans du libre arbitre et les déterministes, polémique qui semble épuisée aujourd'hui par suite de l'irrémédiable défaite des premiers. Mais je n'aime point piétiner sur des cadavres.

Il est désormais constant que tout fait a une cause et que tout acte, pour si inconscient qu'il paraisse, est déterminé par un ou plusieurs motifs ; que l'hésitation provient de la comparaison qui s'établit entre les influences qui nous poussent dans une direction et celles qui nous engagent à suivre une voie opposée ; que « chaque détermination est un simple chaînon d'un enchaînement de causes et d'effets qui s'étend jusqu'à l'infini dans le monde matériel ⁴¹ » et Herten ⁴² a eu bien raison d'écrire : « Dans le fond le plus intime de notre conscience, nous sentons une répulsion invincible à considérer le libre arbitre comme quelque chose de réel, comme autre chose qu'un subterfuge, destiné à masquer notre ignorance éventuelle touchant un chaînon quelconque de l'enchaînement de la causalité. »

Moleschott est des plus affirmatifs : « Il n'y a pas, dit-il, de libre arbitre, pas d'acte volontaire indépendant des influences qui déterminent l'homme à tout moment et circonscrivent l'action des plus puissants. »

Cette théorie du déterminisme contre laquelle, en droit, s'insurgent encore tant d'ignorants et d'obstinés s'impose, en

⁴¹ *Théorie du fatalisme*, page 48, par Conta.

⁴² *Physiologie de la Vérité*.

fait, tant et si bien que la chronique judiciaire nous apprend chaque jour l'acquittement de prévenus et d'accusés reconnaissant le délit ou le crime dont il leur est demandé compte.

« Quand on consulte les procès d'infanticide, dit M. Legouvé ⁴³ on y trouve ce fait vraiment terrible ; sur huit accusations prouvées d'infanticide, il y a quatre acquittements. Quatre homicides absous sur huit ! Quatre homicides prouvés, avoués. »

Et lorsque les jurés et les magistrats ne vont pas jusqu'à l'acquittement, ils entrent dans la voie de ce que l'on appelle les circonstances atténuantes, lesquelles résultent de l'examen attentif des conditions, mobiles et influences de toute nature ayant amené le crime.

Acquittement ou admission de circonstances atténuantes, l'un et l'autre sont une reconnaissance tacite du déterminisme, la condamnation formelle de ce libre arbitre, dogmatique et, en quelque sorte immatériel, en vertu duquel, abstraction faite de son origine, de son éducation, de son milieu, de toute ambiance, l'individu, agirait au gré de sa volonté entièrement indépendante, absolument autonome.

Elle est bien belle et profondément juste cette comparaison de Lavater : « l'homme est libre comme l'oiseau dans sa cage ; il peut se mouvoir dans des limites déterminées. »

* * *

Il me serait facile encore d'embarrasser mes interlocuteurs en leur demandant s'ils ont étudié la nature

⁴³ *La femme en France, au XIX siècle*, page 50.

humaine avec tout le soin et l'impartialité désirables. Ne se seraient-ils pas laissé influencer à leur insu par les allégations plus ou moins intéressées qui bourdonnent à leurs oreilles ? Sont-ils bien sûrs d'avoir sérieusement comparé les vertus aux vices, les tendances utiles aux nuisibles, les penchants bons aux mauvais, ce qui serait pourtant la seule manière d'aboutir à une conclusion inattaquable ?

Certains, même des plus décidés, avouent qu'il existe en l'individu une poussée vers le bien comme vers le mal, mais ils s'empressent d'ajouter que, tout naturellement, sans effort, l'homme cède à la dernière tandis que pour poursuivre la première, il doit lutter, être héroïque ; qu'en d'autres termes le vice est facile, la vertu malaisée.

Eh bien ! à moins d'admettre que nous agissons sans motif — théorie du libre arbitre — ceux-là se sont-ils demandé pourquoi nous sommes plus facilement portés aux mauvaises actions qu'aux bonnes et leur paraît-il démontré que ce fait soit la conséquence rigoureuse de notre constitution organique et non du milieu social au sein duquel nous devons nous mouvoir ?

Enfin si j'étais méchant, je constateraï qu'au cours des innombrables controverses que j'ai soutenues sur ce point, j'ai fait une remarque digne d'être notée. La voici : interrogés sur la question de savoir s'ils ressentent eux-mêmes à tout moment les excitations au mal, ces tendances à l'immoralité, ces irrésistibles penchants au crime qu'ils attribuent au reste des humains, ces implacables diffamateurs s'en défendent avec une irrésistible indignation. Non Non ! ils ne sont pas ainsi les esclaves d'une nature irrémédiablement vicieuse ; tout jeunes, ils ont manifesté des tendances au bien ; si par hasard il ont commis quelques actions regrettables, cet acte qu'une éclipse partielle de leur vertu, ou encore, tout comme les autres, ils

portaient en eux le germe du mal et même du crime ; mais, par une lutte acharnée et une série de victoires remportées sur eux-mêmes, il sont parvenus à s'en débarrasser tout à fait ; bref, ceux-ci, nativement bons ont été et restent vertueux sans effort ; ceux-là, doués de mauvais instincts, ont su en triompher.

Si, prenant acte de leurs propres déclarations, et à l'aide de leur auto-biographie, vous essayez de leur dire que puisqu'ils ont dès leur enfance été portés au bien, il est naturel de penser que d'autres — et qui sait combien ? — se sont trouvés dans le même cas ; que puisqu'ils sont venus à bout de leur perversité native, d'autres peuvent suivre cet exemple et aboutir au même résultat ; si, enfin, vous concluez que la nature ne nous a pas, quand même, prédestinés au mal, ou que, malgré nos prédispositions pernicieuses, il nous est possible, dans des conditions données d'éducation et de milieu, de nous bien conduire, ces vaniteux ou imbéciles lèveront les yeux au ciel, hausseront les épaules et, la bouche grimaçant un sourire de dédaigneuse commisération, ils balbutieront pour toute réponse : « mon cher, vous êtes naïf, jeune, inexpérimenté ; vous ne connaissez pas la vie ; vous vivez en pleine fantasmagorie ; en prenant de l'âge, vous reconnaîtrez que l'homme est l'être le plus faux, le plus cruel, le plus désagréable qu'on puisse imaginer. » N'insistez pas ; vous perdriez votre temps et votre salive : ces êtres à part ne sortiront pas de là.

* * *

Pour traiter ces questions comme elles méritent de l'être, il faudrait y consacrer un volume entier, et j'espère bien pouvoir le faire un jour ; car il ne faut pas s'y tromper : tout notre système éducatif et social tendant à un régime de récompenses et de châtiments, est basé sur cette hypothèse longtemps reconnue comme vérité axiomatique et encore à peine discutée

de nos jours : « L'individu est foncièrement mauvais ; le mal lui est facile, le bien difficile ; pour l'encourager à celui-ci, il est indispensable de lui promettre une rémunération qu'il touchera de son vivant ou après sa mort ; pour l'éloigner de celui-là, il est nécessaire d'établir une échelle de répressions s'exerçant avant ou après son décès ; et proportionnant le châtiment à la gravité du méfait. »

Il importerait donc de discuter minutieusement la valeur de cette hypothèse fondamentale ; d'agiter la si grave question de responsabilité avec toutes celles qui s'y rattachent : sanction, mérite, démérite, etc.

Mais il s'agit ici d'autre chose que d'un traité de morale et, dans l'état actuel de cette branche spéciale des connaissances humaines, je ne serais pas éloigné de dire avec Renan ⁴⁴ : « La morale ne fait pas de progrès. »

J'ai dû jeter un coup d'œil sur ces divers points et j'estime que ce simple regard sur des questions en quelque sorte préjudicielles était nécessaire pour asseoir la discussion.

Quelques mots seulement sur les considérations qui précèdent.

« Il est surprenant, dit Morelly, pour ne pas dire prodigieux, de voir combien notre morale, à peu près la même chez toutes les nations, nous débite d'absurdités sous le nom de principes et de maximes. »

Je suis pleinement de cet avis.

Est-il rationnel de rapporter à Dieu le principe de toute moralité ? Mais il faudrait tout d'abord prouver l'existence de

⁴⁴ Renan. *Questions contemporaines*.

Dieu et ramener ensuite à la croyance en cet Être créateur, révélateur, commencement et fin de toutes choses, une innombrable quantité de personnes qui n'ont pas la foi. On ne peut guère songer, j'imagine, à rétablir l'inquisition, à dresser les bûchers, à brûler tous les livres qui combattent l'idée de Dieu, à abolir la science, sa plus mortelle ennemie. Et alors ?...

Est-il plus logique d'adopter comme mesure le respect des lois d'un pays ? Pour que cette opinion fût soutenable, il serait indispensable de justifier l'existence des codes, d'établir un rapport constant et nécessaire entre la loi et l'idée de justice, de prouver enfin que les lois ne sont et ne peuvent être que la plus haute et la plus fidèle expression de ce qui est juste, bon et beau.

Où est le téméraire qui émettrait ce paradoxe ?

Devons-nous enfin prendre pour base les prescriptions de notre conscience, de cette *voix intérieure* dont les adeptes des religions nous vantent l'infailibilité, de cet *impératif catégorique* du philosophe Kant, cher aux abstrauteurs de quintessence, de ce phare dont l'éclat doit guider notre route à travers les écueils et nous conduire au port de la vertu ?

Dans ce cas, qu'on nous la fasse entendre cette musique interne, douce et caressante au bon, dure et sévère au méchant ; qu'on détermine clairement en quoi consiste cet « *impératif catégorique* » et qu'on nous dise pourquoi, étant si catégorique et si impératif, il est si peu obéi. Qu'on démontre enfin qu'il existe ce guide lumineux et qu'il projette sans éclipse ses bienfaisants rayons.

Dieu, Loi, Conscience, ne sont que des abstractions qui ne peuvent servir ni de substratum ni de mesure.

Eh bien ! là encore, si nous ne voulons pas nous égarer, si nous voulons connaître sûrement de la règle de conduite de l'individu, de cette règle qui marque ses droits et les délimite, il faut tout rapporter à l'individu lui-même, en se souvenant toutefois de cette définition :

« *L'homme est un être social et sociable.* »

Cette piste trouvée, pour peu qu'on se donne la peine de la suivre ; en veillant à ne pas s'en écarter, on arrive à reconnaître avec Marmontel que : « est vice ce qui nuit aux hommes, est vertu ce qui leur fait du bien », avec Helvétius ⁴⁵ que : « la vertu est tout ce qui est vraiment et constamment utile aux êtres de l'espèce humaine vivant en société ; le vice est tout ce qui leur est nuisible » ; avec Jouffroy ⁴⁶ que : « le bien pour un être est l'accomplissement de sa destinée — ⁴⁷ le mal, le non accomplissement de sa destinée ; » avec Feuerbach, que : « le bien, c'est ce qui convient à l'homme ; mal, ce qui ne lui convient pas », avec Bentham *l'utilitaire*, que : « en saine morale le devoir d'un homme ne saurait jamais consister à faire ce qu'il a intérêt à ne pas faire ; par une juste estimation, il apercevra la coïncidence de ses intérêts et de ses devoirs ».

* * *

Cela posé et étant admis, — sans conteste, je pense, — que l'individu agit sous l'influence déterminante des forces et des circonstances qui l'entourent, on voit que la question à résoudre est totalement déplacée.

Que la théorie du déterminisme soit reconnue exacte, et

⁴⁵ *Système de la Nature*, chapitre IX.

⁴⁶ *Mélanges philosophiques*, page 490.

⁴⁷ Et nous savons que c'est la satisfaction de tous ses besoins, en d'autres termes le bonheur.

l'homme cessant d'être considéré comme un organisme immobile et causal devient ce qu'il est réellement : un agrégat essentiellement modifiable, docile à tous les changements de milieu, souple à toutes les gymnastiques, apte à tous les entraînements, et la volonté n'est plus regardée comme cause, mais comme effet ⁴⁸.

L'expérience démontre que l'individu a de bons comme de mauvais penchants, des tendances utiles et d'autres nuisibles, des aptitudes au bien et des prédispositions au mal ; qu'au point de vue général, le seul qui nous occupe, ses instincts ne sont pas plus innés que ses idées.

La raison doit inférer de ces données expérimentales qu'on ne saurait admettre un seul instant le langage de ceux qui disent : L'homme naît mauvais, irréductiblement mauvais et incorrigible.

Est-ce à dire qu'avec Jean-Jacques, je sois d'avis que « l'homme naît bon, mais que la société le gâte. » ?

Quoique cette opinion soit parfaitement soutenable, pour peu qu'on veuille se rappeler les différentes définitions du *bien* que j'ai citées plus haut, elle ne me semble pas suffisamment démontrée pour que je la fasse mienne et rompe des lances en sa faveur. Au surplus, telle n'est pas la question. Je n'ai pas à établir que l'homme naît bon ; mais seulement à démontrer qu'il n'est pas mauvais de *par sa nature*.

Pour exprimer toute ma pensée je dirai seulement qu'à mon sens, l'homme, à sa naissance n'est ni bon ni mauvais ; au point de vue moral il est neutre ; mais suivant l'influence qu'exerceront sur lui les trois facteurs suivants : l'hérédité,

⁴⁸ Lire *L'homme est-il libre*, par Georges Renard. Ce petit volume très bien conçu et fort intéressant est tout à fait concluant.

l'éducation, le milieu — ces deux derniers surtout — il est susceptible de devenir ceci ou cela, d'entrer dans la voie la plus juste comme dans celle de l'inique, et, tour à tour, de s'honorer par ses bonnes ou de s'avilir par ses mauvaises actions.

Somme toute, il n'est qu'un produit et si « chaque être isolément considéré reproduit ou représente la série ancestrale qui l'a précédé ; s'il répète aux divers stades de son évolution, très brièvement, il est vrai — car l'irrésistible besoin de l'évolution le pousse toujours en avant — les phases morphologiques plus ou moins effacées traversées par les ancêtres ⁴⁹ », il représente avec une fidélité peut-être plus remarquable encore les conditions de milieu général et particulier au sein desquels il se développe ; par son adaptation à ces conditions circonstanciées, il en synthétise les avantages et les inconvénients ; il s'assimile le bon et le mauvais et tous ses actes comme ses sentiments reflètent l'éducation qu'il a reçue, s'inspirent du milieu qui l'environne.

* * *

L'homme est mauvais, dites-vous, il est porté au mal ; il est pétri de tous les vices ; il est paresseux, égoïste, violent, querelleur, cruel, menteur, fourbe, cupide, dominateur. Eh bien ! soit, je vous concède tout cela. Je ne veux même pas chercher s'il est réellement ce monstre de méchanceté. Je renonce à discuter sur ce point. L'individu de notre fin de siècle est fait de la boue de tous les vices et capable de toutes les hontes. C'est entendu.

Toute la question est de savoir, *puisque'il n'est qu'un produit*, comment il se fait qu'il se traîne ainsi misérablement dans la fange.

⁴⁹ L. Büchner, *Lumière et vie*, page 283.

Examinons froidement les motifs qu'il a, en 1895, de céder ainsi aux incitations de l'égoïsme, de la férocité, du mensonge, de l'hypocrisie, de la cupidité, de la soif de domination, plutôt que de suivre les conseils de l'activité, de l'altruisme, de la mansuétude, de la vérité, de la franchise, du désintéressement, de l'esprit d'égalité.

La question, ainsi posée — et je crois qu'elle ne saurait l'être plus clairement et mieux — se réduit à un simple calcul dont nous pouvons prévoir, d'ores et déjà, les conséquences à tirer : si la balance s'établit en faveur des raisons de nature à pousser l'homme au bien, il faudra bien reconnaître que ces motifs, quelque puissants qu'ils soient, n'arrivant pas à triompher de sa nature vicieuse, c'est que celle-ci est réellement et foncièrement mauvaise et mes adversaires triompheront, Mais si le contraire se produit, ceux-ci devront avouer que la perversité humaine s'explique sans qu'il y ait lieu d'y impliquer les impulsions inhérentes à l'individu lui-même et que, conséquemment, elle n'est qu'une résultante fatale des conditions extérieures à l'homme lui-même.

Dans le premier cas, le mal sera incurable, présentement du moins, car il n'est au pouvoir de personne de transformer brusquement la nature humaine, et une telle œuvre, si tant est qu'elle fût réalisable, ne pourrait être que celle du temps ; dans le deuxième cas, au contraire, il sera possible de guérir le malade : il nous restera à découvrir l'origine de la maladie.

Établissons notre compte article par article : notre résultat n'en sera que plus décisif. Prenons donc un à un les principaux vices dont se plaisent à nous taxer ceux qui incriminent la nature humaine. Examinons tour à tour les raisons qui peuvent faire de l'individu social un être paresseux, égoïste, violent, menteur, cupide et autoritaire, comparons-les aux motifs qui le poussent à être travailleur, altruiste, doux,

sincère, désintéressé et libertaire, et nous concluons.

B. —

(1) — *L'homme est PARESSEUX.*

S'il est une loi naturelle revêtant un caractère universel parce qu'elle répond à une nécessité existant en tous temps et en tous lieux, c'est celle qui condamne les hommes au travail.

Tout être consomme et rien ne peut être consommé que ce qui a été produit. Cette vérité semble être empruntée au répertoire du célèbre seigneur de la Palisse ; il serait logique d'en déduire que s'il est impossible de vivre sans consommer sans avoir au préalable produit, tout individu participant à l'absorption des produits, est tenu de contribuer à leur confection, sauf les cas d'empêchement : âge, maladie, infirmité. Le *qui ne travaille pas, ne doit pas manger* ⁵⁰ de Saint Paul n'a pas d'autre origine.

Eh bien, notre société est ainsi faite qu'elle se compose de deux classes de personnes : la classe qui produit tout et celle qui ne produit rien.

L'une habite les châteaux à la campagne et les beaux quartiers en ville ; elle a sur sa table la viande la plus saine, le gibier le plus rare, le fruit le plus savoureux, le vin le plus vieux ; ses salons sont parés de fleurs aux parfums subtils, de bibelots d'art, de tableaux de maîtres, de tentures de prix, de meubles de luxe ; dans la saison rigoureuse, ses membres sont couverts des étoffes les plus chaudes, aux journées estivales, des plus légères et des plus fraîches ; elle a de l'instruction ou, du moins, pourrait en avoir ; elle peuple les cabarets à la mode, les stations balnéaires, les villes d'eau, les théâtres, les salles de

⁵⁰ *Qui non laborat, non manducet.*

spectacle, tous les lieux où l'on se réunit pour goûter du plaisir ; elle roule carrosse et « fait domestiques. »

L'autre loge dans les chaumières ou se réfugie dans les malsaines demeures des quartiers excentriques ; sur sa table : de la soupe, des pommes de terre, de la piquette ou du vin frelaté ; un mobilier sommaire, les murs nus ; un accoutrement pauvre, sale, insuffisant ; pas d'instruction ni l'occasion d'en acquérir ; elle peuple les hôpitaux, les asiles de nuit, les hospices de vieillards, les morgues et les amphithéâtres ; elle a sous les yeux, dans sa propre demeure le spectacle déchirant de ses enfants qui grelottent ; elle danse... devant le buffet vide, elle ouvre les portières et fournit la valetaille.

À la première appartiennent la terre, les maisons, les récoltes, les instruments de travail, les produits ; à la seconde, rien.

Interrogé sur la question de savoir à laquelle des deux classes dont je parle sont dévolus tous les avantages, un homme sensé, mais ignorant de notre civilisation, répondrait sans la moindre hésitation : *à celle qui travaille, à celle qui produit tout*. Ces biens « ne peuvent être que la légitime rétribution de son savoir, de ses efforts, de ses peines. »

Ce brave homme se tromperait du tout au tout ; car chacun sait que ceux qui ont demeure confortable, table abondante et choisie, toilettes soignées, équipages et valets, vivent de rentes, de dividendes, de fermages, de revenus ; et que toutes ces dîmes sont prélevées sur le travail de ceux qui ont à peine le nécessaire et souvent même en manquent ; chacun sait que ceux qui peuplent les villes de plaisirs et encombre les salons ne sont pas ceux qui emplissent les usines et les magasins, cultivent la terre et fouillent le sous-sol.

En vain pour justifier un état de choses aussi extraordinaire, les princes de l'économie politique affirmeront-ils audacieusement que l'oisiveté dorée d'aujourd'hui est le résultat de l'activité du passé, la cristallisation du travail d'hier. Ce langage ne convaincra personne, *pas même ceux qui le tiennent*, et quiconque en France connaît un peu l'histoire de son pays, n'ignore pas que la richesse, monopolisée par le clergé et la noblesse dans l'antiquité et le moyen-âge, n'a eu pour origine que la captation, le vol, la rapine, la violence ; que pendant la période révolutionnaire d'il y a cent ans, elle a été accaparée frauduleusement par la bourgeoisie dépouillant nobles et prêtres ; que, depuis un siècle, elle n'est sortie que de l'exploitation de l'homme par l'homme, du mode de production capitaliste.

Le grand art de nos jours, pour arriver à la fortune, ne consiste pas à travailler soi-même, mais à faire travailler les autres ; le capital sous toutes ses formes, c'est du travail épargné, économisé, transformé ; oui, *mais du travail d'autrui*. Ce ne sont pas ceux qui édifient les palais qui les habitent ; celles qui tissent, taillent et cousent les robes de bal ne sont pas celles qui les portent.

Les produits de la mine n'enrichissent pas les houilleurs ; les dividendes des compagnies de chemin de fer ne vont pas à ceux qui construisent la voie, dirigent la machine, surveillent l'aiguillage ou transbordent les colis.

Les arguties les plus spécieuses, les raisonnements les plus subtils ne peuvent prévaloir contre la brutalité des faits ; les travailleurs n'ont qu'à ouvrir les yeux pour voir que des maçons sont sans abri, des tailleurs sans vêtement, des agriculteurs sans pain ; que la classe pauvre produit tout et ne possède rien, tandis que la classe riche gaspille, accapare, s'empiffre et ne produit rien.

En sorte qu'il continue à travailler, le prolétaire, parce que, pour si dure et si ingrate que soit la tâche, elle l'empêche de mourir de faim ; mais faut-il trouver étrange qu'il envie le sort des oisifs, pense que ceux-là sont bien heureux qui peuvent, sans travail, jouir de tous les biens, de toutes les douceurs, qu'il prenne en horreur le travail, qu'il aspire à s'y soustraire par tous les moyens ?

Non ; cela n'est pas étrange et le contraire serait véritablement prodigieux.

La conséquence de cette incohérente situation, c'est que le travail n'étant pas nécessaire aux riches, ils n'ont garde de s'y adonner et que les pauvres, en songeant aux tristes résultats que celui-ci leur confère, ne s'y soumettent que contraints et révoltés.

Si, du moins, le travail était par lui-même attractif, on s'arrêterait peut-être moins à ces résultats. Mais il n'en est rien. Le prolétaire doit travailler chaque jour durant de longues heures, sous l'œil d'un surveillant sévère, à côté de camarades qui souvent ne sympathisent pas avec lui, faire aujourd'hui ce qu'il a fait hier, ce qu'il fera demain ; et ne pas perdre un instant s'il veut tirer de sa journée un salaire normal.

Je sais bien que ceux qui vivent de leurs rentes ne cessent de glorifier le travail, que les bons livres le célèbrent à l'envi, que l'art *l'apothéose*, que le théâtre fait du travailleur *le personnage sympathique*, que le roman le comble d'honneurs, de récompenses et de réussites. Mais la vie donne chaque jour un formidable démenti à ces triomphes fictifs, à ces hommages mensongers, à ces hypocrites ovations.

Et le coup de chapeau des uns, l'attitude respectueuse des

autres, l'admiration naïve de celles-ci, le sourire engageant de celles-là, prouvent *éclatamment* à tous que la paresse élégante est vue d'un œil plus favorable que le travail.

Ainsi : richesse, plaisir, considération, voilà le lot de la classe oisive ; pauvreté, peine, fatigue, danger, mépris, tel est celui de la classe productive. Ceux qui ont la chance d'appartenir à la première n'ont qu'un souci : s'y consolider ; les autres n'éprouvent qu'un désir : s'y faire une place. Les premiers n'aiment pas le travail ; les seconds voudraient pouvoir rompre avec lui.

La paresse est comme une jolie courtisane qui sourit à ses favoris et leur prodigue ses captivantes caresses ; le travail est comme une horrible mégère qui pour sourires, n'a que de hideuses grimaces et pour baisers de cruelles morsures.

C'est à qui fuira celles-ci, à qui suivra celles-là.

L'homme de 1895 n'a-t-il pas mille fois raison ?

* * *

(2) — *L'individu est ÉGOÏSTE.*

Penser à soi ne saurait être regardé comme un vice. La perception de notre propre existence et l'instinct de la conservation nous y obligent étroitement ; aussi, en accusant l'individu d'égoïsme, n'est-il point question de lui faire un crime de songer à lui-même, de prendre souci de ses intérêts propres, de rechercher son plaisir, mais on lui reproche de n'avoir de pensées que pour soi et de sacrifier sans scrupule à ses intérêts et à son plaisir la satisfaction et le bien-être de ses semblables.

Je parle donc ici, et je le répète pour qu'on ne s'y

méprenne point, de ce vilain penchant qui porte cet être que le philosophe a appelé « l'animal pensant » à rapporter tout à soi, à ne s'inspirer que de son unité personnelle, dût-il, pour monter, grimper sur des blessés, pour vivre, faire des cadavres, pour rire, provoquer des larmes, pour jouir, imposer des souffrances.

Cet être féroce, cette bête malfaisante, il n'est que trop vrai qu'on la rencontre un peu partout et il faut avouer que, par contre, il est difficile de trouver un individu prêt à s'immoler pour autrui, consentant à payer de ses tristesses les joies de ses semblables.

Appliquons notre méthode à cet ordre de faits.

La société toute entière repose sur l'antagonisme des intérêts.

L'intérêt du gouvernant est contraire à celui du gouverné, l'intérêt du patron opposé à celui de l'ouvrier, l'intérêt du vendeur contradictoire à celui de l'acheteur. Il y a dualisme constant entre le bien du riche et le bien du pauvre. Ce n'est pas tout : il y a conflit perpétuel et forcé de gouvernant à gouvernant, de patron à patron, d'ouvrier à ouvrier, de vendeur à vendeur, de riche à riche, de pauvre à pauvre, pour me résumer, il y a guerre sans pitié non seulement de classe à classe, de catégorie à catégorie, de groupe à groupe, de famille à famille, mais encore d'individu à individu, au sein du même groupe, de la même catégorie, de la même classe. Jaloux de leur pouvoir, les dirigeants le défendent contre les empiétements des dirigés, sous la poussée des inéluctables nécessités concurrentielles, les patrons cherchent à rogner le salaire des ouvriers (qui luttent pour son augmentation) ; le vendeur en veut à la caisse ou à la poche de l'acheteur qui, naturellement, se rebiffe ; le riche veut accroître de plus en plus sa fortune et le

pauvre s'efforce de sortir de l'indigence ; entre eux les gouvernants se disputent le pouvoir, les patrons bataillent à coups de rabais sur le prix de revient de leurs produits respectifs ; les vendeurs s'arrachent la clientèle ; les riches rivalisent pour avancer dans l'aristocratie de la finance tandis que les ouvriers se querellent aux portes des ateliers pour obtenir du travail, intriguent contre ceux qui ont la chance d'en avoir, afin de le leur subtiliser et se font au besoin délateurs de leurs camarades pour être bien vus du patron et décrocher une place de contre-maître.

Partout la lutte bête, sanglante, atroce pour une bouchée de pain comme pour une ambassade, pour une place de garde champêtre comme pour une préfecture, pour la dot d'une jeune fille comme pour la conquête d'un héritage, pour une bonne place au marché comme pour une avantageuse expropriation.

Chacun se sent seul, bien seul contre tous et il sait que s'il n'aiguise pas ses dents, s'il n'acère pas ses griffes, ses implacables voisins le dévoreront. Ce n'est plus seulement « *l'homme devenu un loup pour l'homme* » le fameux « *homo homini lupus* » de Hobbes, puisque « *les loups ne se mangent pas entre eux* », c'est le tigre altéré de sang et ne songeant qu'à se repaître de la chair de sa victime, quelle que soit celle-ci.

Que cela soit horrible, monstrueux, fou ! je n'en disconviens pas, et toute protestation indignée contre un tel cannibalisme, une si inconcevable anthropophagie trouverait un écho dans mon cœur, sur mes lèvres, sous ma plume.

Mais il n'est point ici question de s'indigner, et il convient seulement de se demander s'il n'est pas fatal qu'au sein d'un aussi formidable conflit de forces antagoniques, l'individu soit ce que nous le voyons : féroce égoïste, âprement personnel.

Il y a pour lui plus qu'une nécessité d'être sur la défensive, il y a un encouragement à prendre l'offensive. S'il jette les yeux autour de lui il verra que l'égoïste partout triomphe, que c'est celui qui joue le mieux des coudes qui s'assied à la meilleure place, que, de tous les patrons, ceux-là atteignent le plus sûrement et le plus vite à la fortune qui traitent le plus durement leurs salariés ; que le personnage le plus respecté, c'est celui qui sait le mieux se faire craindre ; que le maître le mieux servi, c'est celui qui pardonne le moins, qu'enfin les arrivés sont ceux qui ne se sont jamais attardés à relever le camarade qui faiblit ou qui tombe, que les parvenus sont ceux qui ont su le mieux payer d'audace, et précipiter dans le fossé, les chancelants qui encombraient la vitesse de leur course. Et il verra aussi que les scrupuleux, les bons, les compatissants, les serviables, ceux qui songèrent aux autres de préférence à eux-mêmes, ont été payés de la plus noire ingratitude, reniés par ceux dont ils sont les bienfaiteurs, calomniés par les intrigants, foulés aux pieds par les ambitieux.

Et dans la crainte qu'il n'ait connaissance de ces monstrueuses choses que par une expérience personnelle acquise au prix de son repos, de sa fortune, de son avenir, de son bonheur, les parents enseignent à l'enfant, tout jeune encore, à ne tenir compte que de ce qui lui sert, à se mettre en garde contre les emballements de son imagination, les générosités de son cœur adolescent ; ils arrachent de cette jeune âme, toutes les végétations luxuriantes de l'altruisme, de la solidarité pour n'y laisser que les mauvaises herbes du personnelisme à outrance, lesquelles pousseront avec d'autant plus de vigueur que le terrain leur sera entièrement abandonné.

Donc, éducation, circonstances, résultats, tout, absolument tout concourt à faire de l'individu un égoïste et attendre que notre milieu social produise un être altruiste et

solidaire serait le fait d'un insensé.

* * *

(3) — *L'individu est VIOLENT.*

Les considérations que je viens de faire valoir au sujet de l'égoïsme pourraient suffire à expliquer et — je n'hésite pas à l'écrire — à justifier la violence de l'homme à notre époque.

Placé dans la nécessité de se défendre et même d'attaquer, il est on ne peut plus naturel qu'il se procure un arsenal, fourbisse ses armes et s'en serve.

Au surplus, ne fait-il pas partie d'un monde basé sur la force ? et l'ordre — ce que M. Prud'homme appelle l'ordre — est-il autre chose que la violence organisée ? Vainement les thuriféraires de l'autorité nous enseignent que la force a fait place au Droit ; les tribunaux et les prisons, les gendarmes, les policiers et les soldats montrent bien que le Droit n'est autre chose que la force masquée de sophisme et que quiconque, pour si juste que soit sa cause, a le courage de s'insurger contre la loi, doit s'attendre à voir se diriger contre sa poitrine les fusils de la force armée. C'est sans doute le nouveau mode de persuasion réservé à notre époque, mais je doute qu'on puisse trouver des gens qui en sauront apprécier les beautés et admirer les avantages.

En sorte qu'aujourd'hui comme au temps du fabuliste :

« *La raison du plus fort est ENCORE la meilleure.* »

Grincheux, querelleur, acariâtre, batailleur, violent, comment ne le serait-il pas, cet être dont la vie n'est qu'un douloureux calvaire, ce commerçant en butte aux angoisses de

l'échéance, ce rond-de-cuir obligé de supporter la mauvaise humeur de ses chefs, cet ouvrier contraint de subir les exigences du patron et les réclamations du propriétaire, ce « sans travail » frappant en vain à la porte de tous les ateliers ?

Et tous les malechanceux, les décavés, les vaincus, les meurtris, les ratés, les fruits secs, comment pourraient-ils être bons, doux, accommodants, eux qui, dans la loterie de l'existence n'ont jamais réussi à amener un bon numéro ; eux dont les déceptions et les déboires ne se comptent plus, eux qui leur vie gâchée, se tordent les mains de désespoir, parce qu'il n'est plus temps de la recommencer ; eux qui n'excitent même pas la commisération des anciens camarades ayant prospéré.

Leur cœur est plein de haine, de ressentiment et leur bouche est prompte à l'insulte, à la grossièreté.

O femmes, compagnes dévouées de ces souffre-douleurs, soyez indulgentes à vos maris et comprenez que si parfois ils vous rudoient, la faute en est beaucoup moins à leur mauvais caractère ou à la violence de leur nature qu'aux humiliations que leur ont fait accepter silencieusement l'affection qu'ils ont pour vous et la pensée des chérubins dont ils sont les soutiens uniques⁵⁰ !

Il faut aussi considérer que les luttes soutenues contre la nature par nos ancêtres ainsi que l'état de guerre incessante dans lequel ils ont vécu ont jeté dans notre sang un atavisme qui, loin d'être étouffé par le milieu social, est développé par lui. Le nationalisme arme les peuples les uns contre les autres et le militarisme ne contribue pas peu à favoriser en nous le développement des instincts héréditaires de combativité, de sauvagerie.

La bonté enfin est presque toujours réputée faiblesse et

même stupidité. Être trop bon — comme s'il était possible de l'être trop ! — est synonyme d'être trop bête ; tandis que la férocité passe volontiers pour être de l'énergie et l'homme violent et dur prend aisément le masque de la virilité.

Ne faudrait-il pas un miracle pour que, sur un terrain aussi rocailleux, s'épanouît cette fleur si délicate et si parfumée, la plus belle peut-être de toutes : la mansuétude ?

* * *

(4) — *L'individu est* MENTEUR.

Connaissez-vous un plaisir plus grand que celui de laisser sa bouche parler de l'abondance du cœur — *ex abundantia cordis* ? — savez-vous une jouissance plus douce que celle d'exprimer sans détour les sentiments qu'on éprouve ?

Existe-t-il un plus cruel supplice que celui de mettre un masque, de dénaturer ses émotions, de condamner ses lèvres à mentir ?

Pour ma part, je n'hésite pas à répondre « Non » à ces différentes questions et j'ai la conviction qu'au fond, bien peu de personnes pensent contrairement.

Et pourtant, où sont-ils ceux qui se montrent tels qu'ils sont, ceux qui parlent franc, ceux qui sont vrais ?

Tout le monde ment à quelqu'un ou à quelque chose. L'élument à son programme, le magistrat à la justice, le prêtre à sa mission, le soldat à son rôle, le mari à sa femme, l'enfant à ses parents, le domestique à ses maîtres ; le commerçant fausse ses balances ; l'industriel falsifie ses produits, tout est ruse, tromperie, duplicité. La politesse n'est le plus souvent que le

vernis flatteur qui dissimule toutes les hypocrisies, la diplomatie n'est que l'art de mentir habilement et par ces temps de démocratie, la société n'est plus qu'une gigantesque antichambre où affluent les courtisans fardés et les solliciteurs mielleux. Elle est encore comme un colossal théâtre sur la scène duquel tout est fiction, fantasmagorie, illusion, les personnages s'agitant dans des costumes d'emprunt, dans des poses étudiées et fausses, avec, sur les lèvres, des paroles convenues exprimant des sentiments factices. Malheur aux « *Saint-Jean bouche d'or* » ; leurs adversaires les persécutent et leurs amis, se défiant de leur franchise qu'ils considèrent comme dangereuse, les tiennent religieusement à l'écart.

Des vieillards vidés, blasés, impuissants, frappés d'un gâtisme incurable, se liguent au nom d'une misérable pruderie qu'ils décorent du mot de vertu, pour prêcher une morale déprimante contre laquelle s'insurgent et la nature et la raison ; et ces débris, ces ruines dont l'imagination dévergondée découvre partout des dessous et des sous-entendus pornographiques, réussissent à mettre en mouvement l'appareil judiciaire et demandent aux Magistrats de condamner, au nom de la morale outragée, l'art et la science ⁵¹.

Il est de bon ton d'afficher des sentiments qu'on ne ressent pas, des indignations qu'on n'éprouve pas, des sympathies et des ardeurs auxquelles le cœur reste fermé, des pudeurs qui n'effleurent même pas l'épiderme.

Mais ce qu'il y a de plus menteur en l'homme, *c'est la femme*. On croit volontiers que la nature de celle-ci est plus cachottière, plus astucieuse, plus dissimulée ; cela est fort

⁵¹ Le lecteur comprendra que je vise « la ligue contre la licence des rues », fondée par ces trois décrépitudes qui s'appellent Béranger, Jules Simon, Frédéric Passy et que je fais allusion au procès intenté à MM. Albert Guillaume, élève des beaux-arts, et Carré éditeur.

possible car l'hérédité — un des trois facteurs qui engendrent l'être social — peut fort bien avoir glissé chez elle des tendances particulières à la ruse, au mensonge. Depuis des siècles son infériorité sociale, les sujétions qu'on lui a imposées, les préjugés et les sophismes dont elle a été nourrie, ont dû nécessairement — le tout se greffant sur sa faiblesse physique — la prédisposer tout spécialement à l'artifice, à la fourberie ; mais l'éducation et les conventions sociales ont encore fait plus que l'atavisme.

Toute petite elle apprend ce qu'il faut dire et ce qu'il convient de taire ; ce qu'il est bien de montrer, ce qu'il importe de cacher ; jeune fille, c'est une fleur qui n'a le droit d'ouvrir ses pétales que dans certaines conditions et avec l'assentiment familial ; on lui enseigne la coquetterie, « cet art des refus provisoires et des fuites qui attirent ⁵² » ; femme, elle est prête à jouer son rôle dans la triste comédie des amours conjugales ; elle est mûre pour le personnage qu'elle doit jouer et elle le remplira en comédienne de race.

Il est cependant des natures intrépides et loyales, trop éprises de vérité et de franchise pour se plier aux exigences d'une aussi vile stratégie. Ce qu'ils pensent, ces caractères fortement trempés, leurs lèvres l'expriment ; leurs dégoûts, leurs révoltes, leurs indignations, ils les crient, comme ils énoncent leurs aspirations et leur idéal.

Ouvriers, ils sont chassés de l'usine comme des brebis galeuses qui pourrait contaminer le troupeau ; commerçants, ils perdent leur clientèle et leur crédit ; fonctionnaires, ils sont révoqués ; s'ils écrivent, on brise leur plume ; s'ils parlent, on les condamne au silence de la prison ; leurs meilleurs amis les trouvent compromettants ; leurs parents les renient ; leur propre famille ne leur pardonne pas d'avoir osé élever une voix

⁵² Marc Guyau.

vengeresse contre le mensonge socialement organisé ; et la foule, féroce, les traite de malfaiteurs, indulgente, les appelle des fous. Tartuffe est roi, il triomphe.

Adressez à votre auditoire les flagorneries les plus viles, les plus basses adulations, il vous acclamera ; dites-lui la vérité, elle lui sera désagréable et vous serez bafoué.

Et l'on s'étonne qu'au sein de l'hypocrisie universelle, l'individu soit menteur et fourbe, astucieux et rusé, diplomate et stratégiste, tacticien et dissimulé !

En l'espèce, feindre la surprise ne peut être que le comble de la duplicité. Tout pousse l'individu à tromper ses semblables, à se farder, à masquer ses batteries. Tout lui dit : « Mens et ruse ». Il ruse et il ment ; son intérêt le lui ordonne ; son éducation l'y incite, son avenir en dépend ; l'exemple est contagieux ; le courant général l'entraîne. C'est logique.

* * *

(5) — *L'individu est CUPIDE.*

J'ai connu un jeune homme dont l'esprit élevé s'était ouvert aux idées généreuses ; les veuleries et les lâchetés l'indignaient ; les iniquités l'exaspéraient ; par contre, tout ce qui portait le sceau du bon, du beau et du vrai avait le don de l'emplir d'une forte émotion, de le captiver. Sa famille ayant sans doute escompté ses futurs succès dans le monde, ne cessait de lui reprocher en termes amers, d'entrer dans une mauvaise voie, et j'ai gardé dans l'oreille la souvenance de ces objurgations que le père, un homme d'âge et d'expérience, résumait invariablement en ces quelques mots : « c'est très joli, mon enfant, de combattre pour la Justice et la Vérité, très beau de se consacrer au bonheur de ses semblables ; mais enfin, mon

« fils, *qu'est-ce que ça rapporte ?* » Et comme le jeune apôtre ne pouvait évidemment pas répondre à son père que ça rapportait des millions, le papa, croyant avoir vaincu, s'écriait : « tu vois bien que tu as tort et qu'il ne faut plus te mêler de ces affaires là. »

Dans notre siècle de mercantilisme, cette véridique histoire peut s'appliquer à tout, parce que tout y est apprécié proportionnellement à ce que « *ça rapporte* . »

Et cela se conçoit. L'or est la clef qui ouvre toutes les portes, le talisman qui confère tous les pouvoirs, donne tous les ascendants, sacre toutes les supériorités, consacre toutes les usurpations, triomphe de toutes les résistances. C'est l'aune qui sert à mesurer les actes et les intentions ; c'est l'unité de valeur à laquelle toutes choses sont rapportées.

Aussi, il va de soi que l'esprit humain soit saturé de cupidité et que toutes les relations sociales s'en ressentent.

Tout est matière à trafic : le suffrage de l'électeur, le vote du mandataire ; les sacrements et les cérémonies du culte ; le concours des ministres, l'influence des riches, la protection des puissants, la découverte du chercheur, l'idée du penseur, la beauté de la femme, la virginité de l'innocente.

Le monde est un bazar immense où chaque objet, étiqueté, classé, compartimenté, s'offre à quiconque peut y mettre le prix. Celui qui parcourt ce vaste capharnaüm, le portefeuille pléthorique, peut se payer toutes les fantaisies, satisfaire tous les caprices.

Voici un spéculateur richissime qui siège parmi nos législateurs : il a des secrétaires qui préparent ses discours et il passe pour un économiste de la plus belle école. Sa place au

parlement lui a coûté un million et il donne douze mille francs par an à ses secrétaires.

Voici un magistrat qui a requis le bain et l'échafaud contre des douzaines de miséreux dont la faim avait fait des voleurs et des assassins ; plus tard ses arrêts ont peuplé les maisons centrales et la Nouvelle ; aujourd'hui il émet un jugement proclamant l'innocence d'une bande de flibustiers qui ont volé des centaines de millions à la petite épargne ; mais demain sa complaisance lui vaudra un siège à la cour suprême, des protections toutes puissantes et un présent royal.

Voici un rastaquouère dont la boutonnière est fleurie de la rosette de l'ordre national : il l'a payée en commanditant un journal dirigé par un leader parlementaire.

Ici c'est un jeune homme bien fait, distingué, porteur d'un beau nom ; ses ancêtres se sont illustrés au temps de la chevalerie et ont tutoyé les monarques. Lui, tutoie une poupée osseuse, mal tournée, bête, vulgaire et fardée ; mais il lui a vendu le nom de ses aïeux en échange d'un million de dot.

Là, cette reine d'élégance, de cachet, de beauté, autour de laquelle papillonne une foule de vieux Messieurs graves et décorés, est une ex-ballerine dont le corps lascif s'accommode mieux des moelleux édredons que des planches de la scène. Celui-ci, celui-là et encore un tel se sont ruinés pour ses beaux yeux et c'est à qui présentera à ses insatiables quenottes une fortune à dévorer. Elle s'ennuie peut-être, mais royalement et son train de maison, ses valets, ses équipages, ses toilettes se chiffrent par un million chaque année.

Le spéculateur — économiste — législateur, le magistrat complaisant, le rastaquouère décoré, l'épouseur de dot sont publiquement respectés, considérés, flattés, sollicités, enviés, et

si la Courtisane n'est pas l'objet, *coram populo*, des mêmes respects, de la même considération, elle est, *en catimini*, l'objet de plus et mieux que tout cela, puisqu'elle est follement aimée et que des hommes se disputent, se battent et parfois se tuent pour un regard de ses yeux, un sourire de ses lèvres, un serrement de sa main, un frôlement de sa chair voluptueuse.

« Enrichissez-vous, enrichissez-vous, mes fils,... honnêtement si vous le pouvez, mais par tous les moyens possibles », c'est le cynique conseil du vertueux Guizot qui retentit aux quatre coins de l'horizon social et chacun s'élance, avide de posséder, âpre au gain, prêt à tout pour acquérir de l'or.

L'or salit tout ; il flétrit la conscience, le cerveau et le cœur ; il souille les relations les plus pures, avilit les plus belles actions, déprime les plus brillantes intelligences, dégrade les individus les plus dignes. Et c'est pourtant à la conquête de ce jaunâtre éblouissement que l'individu sacrifie ses amours et ses haines, ses espérances et ses joies, parce que l'or conduit aux honneurs, parce qu'il achète les maisons et les consciences, parce qu'il fascine les belles, parce qu'il domine les foules, parce qu'il donne intelligence, honneur, estime, réputation.

Par ces considérations, la soif de l'or s'explique, la cupidité se conçoit, sans qu'il soit besoin d'en accuser la nature humaine.

* * *

(6) — *L'individu est DOMINATEUR.*

Au sujet de la paresse, j'ai dit qu'il y a deux classes ; celle qui travaille et celle qui ne produit pas. Je puis, au sujet de l'esprit de domination, dire que la société comprend ceux qui

commandent et ceux qui obéissent. Les premiers sont ceux qui, dans toutes les branches de l'activité sociale, occupent les premiers postes et les meilleures places. Dans l'ordre politique, ce sont les gouvernants : ministres ; sénateurs, députés, préfets, hauts fonctionnaires dirigeant les principaux services, placés à la tête des administrations publiques ; dans l'ordre économique, ce sont les privilégiés de la fortune, les capitalistes, les propriétaires, les patrons. L'innombrable armée des seconds embrasse tous les autres citoyens échelonnés sur les gradins de l'amphithéâtre social, chaque gradin recevant ses ordres du supérieur et commandant à l'inférieur. De telle sorte que, plus on est haut placé, moins on a de lois à subir et plus on en a à imposer.

De telle sorte encore, que plus on est élevé, mieux on reçoit les bienfaisants rayons du soleil qui dispense la lumière et la chaleur, tandis que, à ceux qui sont placés tout en bas, ne parvient que ce que les précédents ont laissé passer.

Ce bel état de choses est ce que l'on appelle la hiérarchie.

Au temps jadis, alors que la naissance décidait de la place que chacun devait occuper, sa vie durant, et qu'entre les diverses castes de la hiérarchie sociale il existait une infranchissable distance ; alors que rien ne pouvait abaisser les uns ni élever les autres, la compétition était beaucoup moins ardente ; mais aujourd'hui que tout soldat porte dans sa giberne son « *bâton de maréchal* », que tout paysan peut devenir seigneur, que tout ouvrier peut passer patron, que tout citoyen peut occuper la magistrature suprême de la république, une incroyable soif de domination dévore nos générations.

Faut-il s'en étonner ? Certes non ! Commander, c'est non seulement suivre les impulsions de sa volonté, mais encore en imposer aux autres l'accomplissement ; obéir, c'est non

seulement renoncer à faire ce que l'on veut, mais encore consentir à exécuter ce qui répugne. L'individu qui ordonne, centuple sa personnelle énergie en utilisant celle de ses subordonnés ; l'homme qui subit une contrainte se diminue, s'affaiblit, se condamne à une sorte de suicide moral. L'un est le maître, l'autre l'esclave ; le premier tient le fouet, l'autre en est cinglé. À l'un appartiennent tous les droits, toutes les prérogatives ; à l'autre incombent tous les devoirs, toutes les charges.

Que quelque bien surgisse, le maître en a le bénéfice et la gloire ; mais qu'il se fasse quelque mauvaise action, la responsabilité et la honte en rejaillissent sur l'inférieur.

Celui-ci est à la merci de celui-là ; il ne peut rien contre son chef et le supérieur peut tout contre lui.

Il semble que sur ce champ de foire qu'est la société se dresse un énorme mât de cocagne à la cime duquel est perché, comme prix à gagner, le bonheur. — Tout autour de ses flancs sont accrochés des groupes humains ; malheur à ceux qui sont dessous ; leurs épaules meurtries doivent supporter le poids de tous ceux qui sont plus haut ; malheur aussi à ceux qui ne se cramponnent pas solidement ; on leur passe sur le corps, on leur grimpe sur la tête ; on les précipite dans l'espace et la foule hurlante, à la dégringolade, pousse des acclamations d'autant plus vigoureuses que leur chute est plus retentissante.

Such is life ! Telle est la vie !

Lorsqu'en observateur impartial et sans se demander s'il est bien ou mal, nécessaire ou pas qu'il en soit ainsi, on comprend tous les avantages attachés au commandement et toutes les déconvenues de l'obéissance, lorsqu'on compare la condition des humbles au sort des puissants, lorsqu'enfin on

envisage cette obstination invincible avec laquelle l'individu poursuit le bonheur et fuit la souffrance, on s'explique sans difficulté l'acharnement qu'il met à chercher à s'élever au-dessus de ses semblables afin de n'avoir plus à s'incliner devant eux, afin de posséder le droit et la force de faire courber les têtes devant ses injonctions.

Nature humaine, voilà encore un crime dont on voudrait te charger ; mais on n'y réussira pas ; on sait maintenant que le coupable est ailleurs ; rassure-toi, il sera trouvé.

C. — CONCLUSION.

On me rendra cette justice : que loin de m'évertuer à méconnaître les misères morales qui accablent notre humanité, j'ai peut-être, péché par l'excès contraire. Certains me trouveront bien sévère, je leur répondrai avec le poète :

« Souvent la peur d'un mal nous jette dans un pire. »

Je redoutais qu'on ne me taxât de « *Panglossisme* » intéressé et qu'on ne s'imaginât que, disposé à innocenter l'individu, j'avais à cœur de ne pas le montrer tel qu'il est. Si dans cette crainte je me suis laissé aller à un tantinet d'exagération, je ne puis que m'en réjouir, parce que mon argumentation ne peut qu'y gagner en vigueur.

Si j'ai trempé ma plume dans de l'encre trop noire pour esquisser l'être humain avec ses défauts, ses vices, ses bassesses, ses turpitudes, ses crimes, et si, néanmoins je suis parvenu à établir que s'il est paresseux, égoïste, violent, menteur, cupide, dominateur, cela s'explique sans qu'il faille tenir compte de ses penchants naturels ; si j'ai prouvé en outre, comme je me flatte de l'avoir fait, que tout concourt à le pousser dans la voie de ces vices, que rien, au contraire ne l'incite vers

les vertus opposées, n'ai-je pas surabondamment démontré que l'homme, comme tout du reste dans la Nature, s'adapte merveilleusement au milieu, qu'il en est le produit dans l'ordre moral comme dans le physique, qu'il a dû nécessairement subir, à travers les âges, toutes les modifications que comportait l'évolution, qu'il se conformera nécessairement aussi dans l'avenir aux conditions pouvant résulter d'une phase nouvelle de l'éternelle évolution ?

Je conclus : L'individu social est et ne peut être que ce que le font l'hérédité, l'éducation et le milieu. Ce serait perdre son temps que de vouloir lutter contre ce fait. Dans un milieu antagonique, violent, faux, hiérarchique, il est fatal que l'être soit égoïste, batailleur, hypocrite, dominateur.

Les conseils, les avertissements, les châtiments ne prévaudront pas contre cette fatalité. « Tous les systèmes de pénalité, dit E. de Girardin ⁵³, et tous les supplices ont été imaginés. À quoi ont-ils abouti, si ce n'est à montrer leur impuissance ? »

Il n'est peut-être pas un seul grand esprit s'étant occupé de la question qui n'ait conclu dans le même sens : Platon dit que « les crimes sont causés par le défaut de culture, par la mauvaise éducation et par la mauvaise organisation de l'État ». On lit dans la célèbre *Utopie* de l'illustre Thomas Morus : « La justice d'Angleterre et de bien d'autres pays ressemble à ces mauvais maîtres qui battent leurs écoliers au lieu de les instruire. Vous faites souffrir aux voleurs des tourments affreux ; ne vaudrait-il pas mieux assurer l'existence à tous les membres de la société, afin que personne ne se trouvât dans la nécessité de voler d'abord, ensuite d'être puni ? Vous abandonnez des millions d'enfants aux ravages d'une éducation vicieuse et immorale. Que faites-vous donc ? Des voleurs et des

⁵³ *L'Égale de l'Homme*, page 131.

assassins, pour avoir le plaisir de les pendre ! »

Dans son magnifique *Système de la Nature* (chapitre II), Helvétius déclare que : « nous ne voyons tant de crimes sur la terre que parce que tout conspire à rendre les hommes vicieux et criminels ; leurs religions, leur éducation, leurs gouvernements les poussent irrésistiblement au mal. Pour lors, la morale leur prêche vainement la vertu. »

Morelli ⁵⁴ s'exprime ainsi : « j'ai découvert que, de tous temps, nos sages, pour chercher à guérir une dépravation qu'ils ont, mal à propos, cru un fatal apanage de la condition humaine, ont été précisément prendre le poison pour le remède. Ils n'ont jamais pensé que leur morale pouvait être la cause de la corruption ; les lois humaines paraissent trop augustes pour être malfaisantes quelquefois ; ils ont préféré accuser la nature. *C'est votre éducation corruptrice et votre triste morale qui font le mal dont vous accusez la nature !* »

Jean-Baptiste Say, Say lui-même ⁵⁵ a laissé tomber de sa plume l'aveu que voici : « vous voulez un peuple vertueux, donnez-lui de l'aisance et toujours de l'aisance, car il sera toujours inutile de vous essouffler à lui prêcher la morale si vous ne savez pas rendre la vertu utile et le vice nuisible ».

« *Cendrillon-Vérité*, dit Joh Scherr, mal vêtue, mal nourrie, est chargée des gros travaux dans la maison de l'humanité ; tandis que la duplicité et l'erreur couvertes de velours et de soie, fardées et ornées de pierreries, font les grandes dames dans le monde et y sont adulées, choyées, entourées d'hommages. Aussi tout le monde ment. »

Le Comte de Cavour qui devait en savoir quelque chose,

⁵⁴ *Le Code de la Nature*.

⁵⁵ Albie (1799)

affirme que les puissants et les riches sont dépourvus d'une « moitié des idées et des sentiments du genre humain ».

L'illustre auteur de *Force et Matière* (page 499) déclare que : « le défaut d'intelligence, la pauvreté et le manque d'éducation sont les trois grands facteurs des crimes. »

Barni⁵⁶ ne craint pas d'appeler l'ignorance ; « la principale cause des vices et de tous les désordres qui troublent la société. »

Le fameux explorateur David Livingstone estime que : « la faim a une grande influence sur le caractère ; que les enfants, les sauvages et, dans certaines conditions les peuples prétendument civilisés en fournissent, de fréquents exemples et qu'elle est l'origine d'une foule de violences. »

« Le moyen le plus sûr d'empêcher la perpétuation de l'assassinat et du vol, affirme De Greef⁵⁷, c'est préalablement de supprimer la misère ; la pauvreté est bien plus destructive de l'ordre, de la famille, de la société que les idées condamnées comme subversives. »

Marc Guyau⁵⁸ est d'avis que : « ce qui démoralise les peuples, ce n'est pas tant l'affaiblissement de la religion que le luxe et la paresse des uns, la misère révoltée des autres. »

L'économiste De Molinari donne au crime un original encouragement : « un assassin de profession, écrit-il, court moins de risques de mort qu'un mineur. Une compagnie d'assurances qui assurerait des assassins et des ouvriers mineurs, pourrait demander aux premiers une prime inférieure

⁵⁶ *Morale dans la Démocratie*, page 171.

⁵⁷ *Introduction à la Sociologie*, tome I, page 175.

⁵⁸ *L'Irréligion de l'Avenir*, page 200.

à celle qu'elle serait obligée d'exiger des seconds. »

N'y aurait-il pas lieu de s'écrier avec Aurélien Scholl : « la société fabrique des criminels pour prouver son utilité en les punissant. » Et ne pourrait-on pas justement définir la société avec le fondateur de la *Philosophie de l'avenir*⁵⁹ : « une immense machine à fabriquer des coquins. » ?

* * *

Allez, prêtres, législateurs et moralistes, faites entendre votre voix : prêchez le travail, l'amour du prochain, le culte de la vérité, le désintéressement, la bienveillance, l'esprit d'obéissance et de résignation. Il est un verbe qui couvrira le vôtre, c'est celui qui sort des choses et proclame le triomphe de la paresse, du mensonge, de la cupidité, de l'égoïsme.

Exposer un homme en sueur à un courant d'air et le supplier de ne pas s'enrhumer serait ridicule ; condamner un individu à absorber coup sur coup dix litres de vin et lui enjoindre de ne pas se griser serait absurde. Espérer d'un cerisier que, dans nos climats, il portera des fleurs et des fruits en décembre, prétendre adoucir un mets avec du sel, jeter sur de la neige le plant d'un rosier, attendre de la ciguë qu'elle n'empoisonne pas, du feu qu'il ne brûle point, du soleil qu'il n'éclaire plus, tout cela serait grotesque, insensé.

Eh bien ! moralistes, vous n'êtes ni moins grotesques ni moins insensés quand vous obsédez le genre humain de vos homélies vertueuses, quand vous suppliez les hommes d'être doux et compatissants, quand vous les engagez à ne pas souiller leurs lèvres de la flétrissure du mensonge, quand vous les exhortez au travail pénible, humiliant, dangereux ; quand vous leur enseignez les bienfaits de la soumission, du renoncement,

⁵⁹ Frédéric Bordes, *Philosophie de l'avenir*, décembre 1890, page 172.

de l'abnégation.

Et vous êtes tout aussi absurdes, législateurs et magistrats, lorsque, pour éloigner l'individu des crimes contre lesquels vous sévissez, vous agitez devant lui le spectre de vos tribunaux, de vos bastilles, de vos guillotines.

Mais il est une chose qui me stupéfie beaucoup plus que l'attitude et le langage des législateurs et des prêtres — qui, après tout, dans l'universelle comédie, ne font que jouer leurs odieux personnages — c'est que, en dépit de l'atavisme, de l'éducation et du milieu, faits pour étouffer toutes les généreuses prédispositions, il se trouve encore — et bien plus qu'on ne le pense — des cœurs purs, des consciences droites, des natures élevées qui, pour le bien et la justice, bravent fièrement la pauvreté ; qui savent, à la face des maîtres, crier leurs lassitudes, leurs révoltes, leurs mépris ; qui, au sein de la corruption se préservent de tout contact impur ; qui, au milieu de la prostitution générale refusent de se rendre ; qui osent dire tout haut ce que les autres pensent tout bas ; qui remontant le courant de servilisme qui emporte notre siècle, ne se laissent pas entraîner par la contagieuse platitude des foules ; qui, sachant avec Madame de Staël que « tout comprendre, c'est tout pardonner, » ont autant d'indulgence pour les autres que de sévérité pour eux-mêmes et qui se font gloire de dire avec l'auteur d'*une morale sans obligation ni sanction*⁶⁰ : « J'ai deux mains, l'une pour serrer la main de ceux avec qui je marche dans la vie ; l'autre pour relever ceux qui tombent. Je pourrai même à ceux-ci tendre les deux mains. »

Ces protestations vivantes contre la dépravation universelle ne sont-elles pas la preuve indéniable des magnifiques élans, des tendances sublimes qui, malgré tout, persistent dans l'humanité ? Ne pourraient-elle pas servir de

⁶⁰ Marc Guyau, page 235.

réponse victorieuse à ceux qui prennent plaisir à calomnier cette dernière ?

Faut-il qu'ils soient puissants ces ressorts vers le bien pour qu'ils aient ainsi résisté à un effort séculaire !

Enfin que celui qui ne serait pas encore convaincu, écoute un dernier mot. Qu'il consente à descendre en lui-même, à se remémorer le passé ; qu'il évoque le frais souvenir de ses vingt printemps et qu'il me dise si, à cette époque de sa vie, alors que fleurissaient ses illusions, son jeune cœur ne débordait pas des généreux enthousiasmes ? Lequel d'entre-nous, à vingt ans, n'a pas ressenti la douceur des vivifiantes émotions, des élans féconds, des aspirations désintéressées, des ardeurs spontanées ; la joie infinie de tout ce qui, sans réflexion ni calcul, fait battre le cœur plus vite et circuler plus chaud le sang ?

Le spectacle de l'iniquité nous faisait bondir ; la vue d'un malheureux nous apitoyait ; le vieillard et l'enfant, par leur faiblesse, nous intéressaient. À un ami notre bourse était ouverte pour un service, comme notre cœur pour une confiance, un épanchement.

Mais, peu à peu, une à une, se sont flétries les fleurs de nos illusions, de nos enthousiasmes ; nous nous sommes aperçu qu'on riait de nos emballements et qu'on se jouait de notre « *Don Quichottisme* » nous avons constaté qu'il est fréquemment dangereux de dire ce que l'on pense, que la générosité est le plus souvent payée d'ingratitude, qu'on ne peut faire ses propres affaires qu'à la condition de nuire à celles d'autrui ; que l'existence est un terrible combat où la victoire reste au plus implacable, et insensiblement les portes de notre cœur se sont fermées ; nous nous sommes surpris à nous moquer comme d'une niaiserie, ou à rougir comme d'une faute

de tout ce qui avait enrichi le printemps de notre vie des végétations vivifiantes du Vrai et du Beau ; et nous sommes devenus, sans nous en désoler, ces animaux froids, calculateurs, féroce^{ment} personnels, profondément méchants et dépravés que nous sommes presque tous.

On prétend qu'il existe certaines natures radicalement portées au mal. Je n'en connais pas ; mais je ne nie pas le fait ; après tout, c'est possible ; il y a bien des sourds-muets, est-ce une raison suffisante pour avancer que la nature de l'homme est de ne point entendre ou de ne pas parler ?

Qu'on cesse donc désormais de nous rabâcher que l'individu est voué à une fatale perversité et que de là découlent tous ses malheurs. Nous savons maintenant qu'il n'en est rien et qu'il faut chercher ailleurs la cause de nos maux ⁶¹.

⁶¹ On trouvera peut-être que je me suis trop étendu sur la question de savoir si l'homme est, de par sa nature condamné à une incurable perversité ; mais la suite de cet ouvrage prouvera que j'ai bien fait d'insister sur ce point délicat. J'ajoute qu'il m'a paru indispensable de traiter la chose avec toute l'attention qu'elle mérite : 1^o parce qu'elle est par elle-même des plus importantes ; 2^o parce que naguère il était si constant et de nos jours encore, i ! est si généralement admis que l'homme est mauvais, que c'est un fait à peine controversé et sur lequel les plus hardis se bornent à dire : « Certes oui, l'homme est méchant et vicieux et quoiqu'on fasse, il restera vicieux et méchant ; toutefois, par une éducation attentive un code de morale intelligent et un système rationnel de répression, on peut diminuer la somme de ses vices » ; 3^o parce qu'enfin et surtout tous les systèmes sociaux se sont prévalus de cette soi-disant fatale dépravation humaine pour brider, réglementer, comprimer, réfréner et punir ; ce qui nécessite et justifie gouvernement, lois, tribunaux, prisons, en un mot tout l'appareil coercitif et répressif. Étudiez avec soin et sans parti pris l'origine et la raison d'être du système social actuel et vous verrez qu'elles se rencontrent dans cette affirmation que j'ai démontré être une calomnie intéressée : « l'homme a des penchants innés et invincibles au mal. Livré à lui-même, sans une autorité qui réfrène ses passions et au besoin en châtie les écarts, il serait plus méchant encore. » Si j'ai réussi à prouver que l'individu n'est naturellement ni bon ni mauvais, mais susceptible de devenir l'un ou l'autre, puisqu'il est un simple produit, je me flatte d'avoir entamé fortement l'idée d'une autorité nécessaire, base et principe de toute réglementation sociale.

CHAPITRE QUATRIÈME CAUSE DE LA DOULEUR UNIVERSELLE.

CAUSES SECONDES ET DIVERSES : LES INSTITUTIONS SOCIALES. — L'INIQUITÉ ÉCONOMIQUE

Les institutions sociales se divisent en : économiques, politiques, morales.

L'iniquité économique. — « Tout appartient à quelques-uns »

I. — *Appropriation individuelle du sol et du sous-sol.* — C'est le point de départ de toutes les spoliations. La légende révolutionnaire de 1789. Dangers de la fausse liberté alors proclamée. Servitude et misère du prolétariat agricole. Épouvantable existence des ouvriers mineurs. Richesse des sociétés houillères.

II. — *Appropriation individuelle des instruments de travail.* — Tout progrès augmente la misère du peuple. La division du travail : ses origines, ses tendances, ses résultats. Loi des salaires. Abaissement graduel du taux des salaires. Origine des grèves. La surproduction : comment elle se produit, ses conséquences.

III — *Appropriation individuelle des produits.* — Dépendance absolue du consommateur pour la satisfaction de n'importe quel besoin, circulation inutile et coûteuse d'une foule de produits. Chantage commercial. Intervention de la concurrence ; ses avantages, ses dangers ; sophistication des produits ; invraisemblable gaspillage, voyages, publicité, réclame.

IV. — *La Concentration capitaliste.* — Conséquence grave de la concurrence : (a) sur l'industrie : exemple de concentration industrielle.

— (b) sur le commerce : ruine de la boutique ; triomphe des grands magasins — (c) sur la propriété terrienne : quelques chiffres concluants.

Rôle de la haute finance : Condensation des capitaux. Drainage de l'épargne, accaparement de la fortune publique, statistiques probantes. Conséquence sociale de la concentration capitaliste.

V. — *Quelques autorités.* — Marmontel, Smith, Pecqueur, Stuart Mill, Adolphe Blanqui, Lamennais, Proudhon, Engels, Büchner.

Il est évident que si la cause de la douleur universelle ne se trouve ni dans la nature, ni dans l'individu, on doit la rencontrer dans l'organisation sociale. Cette opinion gagne chaque jour du terrain ; et le temps n'est pas éloigné où presque tout le monde étant d'accord sur ce point, on ne sera plus divisé que sur la façon de concevoir les maux qui découlent des institutions sociales, de rattacher ceux-là à celles-ci, de remédier à un si fâcheux état de choses et d'en prévenir à tout jamais le retour.

L'organisation sociale n'est pas, tant s'en faut, un de ces organismes tellement simples qu'il suffise de le regarder avec un peu de soin pour en bien comprendre le mécanisme. La société moderne n'est que le développement étrangement complexe et absolument logique des sociétés antérieures ; quiconque voudrait se permettre d'en juger sur un simple coup d'œil serait à peu près certain de faire erreur ; car il s'arrêterait infailliblement à la surface et, dans la recherche d'effet à cause, il attribuerait sans aucun doute à l'une ce qui appartient à l'autre.

Tout en outre se tient si étroitement, les phénomènes sont si indissolublement liés les uns aux autres, chaque chose a si bien son ricochet, sa répercussion et son choc en retour qu'il est difficile, même aux plus attentifs, de ne pas perdre leur chemin.

Aussi crois-je nécessaire, pour l'intelligence de ce qui va suivre, de dissiper le vague qui s'attache à cette expression : « la société », de détacher de cet ensemble, pour les examiner successivement, les diverses pièces qui le composent.

Je répartirai donc en trois catégories toutes les institutions sociales : *économiques, politiques, morales*. Je n'ignore pas qu'en l'espèce, la classification ne saurait être rigoureusement exacte, et je reconnais volontiers qu'étant donné l'enchevêtrement inévitable dont j'ai parlé plus haut, il sera parfois impossible d'échapper à une certaine confusion ; mais cette division aura un double avantage ; celui d'être en conformité avec le langage usuel, en sorte qu'elle sera plus facilement comprise, et celui de sérier les phénomènes suivant une méthode qui me semble la meilleure : en premier lieu, les phénomènes économiques qui sont à la fois les plus tangibles et les plus connus ; en second lieu, les phénomènes politiques, déjà plus subtils et moins étudiés ; enfin les phénomènes moraux, les plus complexes et les moins compris.

La souffrance universelle provient donc, selon moi, d'une triple iniquité : économique, politique, morale.

L'iniquité économique

Pour tous ceux qui ont étudié l'histoire des sociétés humaines, qui, conséquemment, savent que les admirables progrès réalisés sont dus à l'enchaînement ininterrompu des opiniâtres travaux de toutes les générations qui, depuis des milliers d'années, ont précédé la nôtre, c'est un spectacle étrange que celui des formes économiques du monde moderne.

Le sol a été défriché, remué, labouré, travaillé, enrichi par des millions de bras ; les arbres ont été plantés par des

générations disparues ; des races éteintes ont éclairci les forêts et y ont frayé des sentiers ; des populations innombrables de travailleurs sont descendues, intrépides, dans les profondeurs de la planète et pour doter l'humanité des richesses qu'elles contiennent, y ont enfoui leur sueurs, leur sang et même leurs os. Ce sont les efforts combinés d'une foule d'individus qui ont multiplié les voies de communication et les moyens de transport ; chaque fraction du gigantesque outillage mécanique que mettent en mouvement les forces multiples de la nature et de la science appliquée, synthétise des siècles de recherches, d'observations, d'expériences, d'essais, de découvertes successives, de perfectionnements additionnés.

Et toutes ces richesses, fruits incontestables du travail du genre humain tout entier, sont accaparées par une poignée d'individus qui, par la violence et la ruse, ont réussi à déposséder la masse du patrimoine commun : voilà ce que j'appelle l'iniquité économique.

Mais ce n'est pas seulement l'œuvre du passé qui, enfantée par tous, devrait profiter à tous ; c'est aussi celle du présent. Car pour que l'avoir social se maintienne, *a fortiori*, pour qu'il se développe, le concours de tous est indispensable : celui du paysan comme celui de l'ouvrier, celui du penseur comme celui du manœuvre, celui du savant comme celui de l'artiste ; et il existe une telle et si réciproque pénétration de tous les labeurs que nul ne saurait se passer de la collaboration d'autrui ; que toutes les manifestations de l'activité individuelle ne sont en réalité que des faits collectifs issus du passé et du présent ; qu'il est rationnellement impossible de déterminer, dans l'effort commun, la part de chacun et non moins impossible d'évaluer la part légitime de l'individu dans la production sociale.

Les calculs et les plans de l'ingénieur sont indispensables

à l'ouvrier pour jeter ses efforts dans la bonne direction et les combiner intelligemment avec ceux de ses camarades ; mais sans le concours de ces derniers, les devis du premier moisirait dans les cartons et n'auraient qu'une valeur spéculative, conséquemment nulle.

Les travaux d'un Pasteur sont fort utiles à l'humanité ; mais ce qui rend possibles les découvertes d'un Pasteur, ce sont non seulement celles d'une foule de chercheurs qui l'ont précédé et mis sur la voie mais encore les travaux de tous les savants du monde entier vivant à notre époque et s'évertuant en commun à trouver le mieux ; ce sont aussi non seulement les instruments de travail à l'aide desquels il opère ses investigations et sans le secours desquels ses efforts seraient vains ; mais encore le travail du cultivateur qui sème le blé, du meunier qui le réduit en farine, du boulanger qui le pétrit, de tous ceux en un mot, qui contribuent à nourrir, abriter et vêtir l'illustre chimiste.

En sorte que, dans cet immense tout qui embrasse toutes les branches de l'activité universelle, personne ne peut légitimement prétendre à la possession exclusive de quoi que ce soit, ce « quoi que ce soit » étant au fond, le produit d'une foule innombrable de collaborateurs aussi indispensables les uns que les autres.

Et pourtant l'air retentit de ces mots : « ceci est à moi » ; des titres de propriété consacrent cette prétention et la force publique est là pour la défendre.

Voilà ce que j'appelle l'iniquité économique.

Pour me résumer, c'est la foule violemment expropriée de tout ce qui constitue l'héritage légué par nos ancêtres et constamment dépouillée, au bénéfice d'une minorité

privilégiée, de toutes les richesses qui, chaque jour, sortent de son labeur ; c'est, pour quelques-uns constitués en classe possédante, le droit proclamé, reconnu et sanctionné, d'accaparer, à leur exclusif profit, sol, sous-sol, machines, produits, tout, absolument tout.

C'est la division fatale de la société en deux classes complètement distinctes et aux intérêts nécessairement contradictoires : la première comprend ceux qui possèdent les instruments de travail et les moyens de production ; la seconde ceux qui, n'ayant d'autres possibilités d'existence que leurs forces musculaires ou leur puissance cérébrale, sont obligés, pour vivre, de vendre l'une et l'autre aux premiers, possesseurs de capitaux, détenteurs des instruments de production, en échange de ce que l'on appelle « le salaire ».

Les salariants et les salariés, les employeurs et les employés, les capitalistes et les prolétaires, les bourgeois et les ouvriers, telles sont les appellations diverses qu'on donne à ces deux classes.

Bref, c'est la mise en pratique de cette détestable formule « *Tout appartient à quelques-uns* ».

Au point de vue qui nous occupe : cause de la douleur universelle, les conséquences de cette confiscation qu'on appelle « la propriété individuelle » sont innombrables. Je m'efforcerai, sinon de les énumérer toutes, du moins d'en indiquer le plus grand nombre et les plus saillantes.

I. — APPROPRIATION INDIVIDUELLE ⁶² DU SOL ET DU SOUS-SOL.

Depuis la maison qui nous abrite jusqu'au pain qui nous nourrit ; depuis le vêtement que nous portons jusqu'au lit sur lequel nous reposons ; depuis la machine qui façonne la matière première jusqu'au papier qui porte notre pensée aux quatre coins cardinaux, tout nous vient du sol. C'est à sa surface qu'apparaissent ou dans ses entrailles que sont enfouis tous les produits qui servent à la satisfaction de nos besoins.

À ce titre on peut soutenir que la possession individuelle du sol est le point de départ de toutes les spoliations.

Nos excellents Jacobins ont mille fois raison de flétrir l'esclavage antique qui livrait à quelques maîtres une foule de serviteurs et leur conférait le droit d'en trafiquer et d'en disposer comme d'un objet quelconque ; ils ont mille fois raison de s'insurger contre le servage du moyen âge, sorte d'esclavage déguisé qui laissait le vassal à la merci du Seigneur, de ses caprices, de ses fantaisies et qui rivait le serf à la glèbe, comme autrefois l'esclave au maître. Mais ils ont mille fois tort de « *dithyramber* » sur la nouvelle condition de ce descendant direct de l'esclave antique : le prolétaire ; sur les bienfaits de la soi-disant liberté dont il jouit depuis cent ans.

Enfiler des phrases indignées sur l'horrible situation de ces millions d'êtres humains traînés autrefois sur les marchés comme des bêtes de somme, maltraités, fouettés, mis à mort par leurs maîtres, c'est bien. Aujourd'hui surtout que nous avons une toute autre conception du droit naturel, écrire ou déclamer de ronflantes périodes contre l'oppression, l'insolence

⁶² J'entends par appropriation individuelle celle qui se fait par une personne ou un groupe plus ou moins nombreux de personnes, associées sous les vocables d'actionnaires ou d'obligataires, à l'exclusion du reste des hommes.

et les insatiables exigences de la noblesse « *moyenâgeuse* » c'est parfait ; et ce n'est certes pas en moi que ces abominations trouveront jamais un apologiste.

Mais enfin, tout en stigmatisant les horreurs du passé encore faut-il, pour glorifier les bienfaits du présent, voir en quoi consistent ces derniers et s'il sont bien réels.

« Désormais tu es libre, entièrement libre ; la loi a proclamé l'affranchissement intégral et l'égalité de tous les êtres. Tu n'appartiens plus à ton Seigneur ; tu n'es plus tenu de travailler pour son compte, de cultiver ses terres, de faire mûrir ses fruits ; tu pourras posséder ces champs fertiles, ces riantes prairies, ces vergers luxuriants, ces vastes forêts et les transmettre à ta descendance aussi bien que lui à la sienne. À dater de ce jour, tu ne relèves que de toi, tu n'appartiens qu'à toi-même ; tu n'es le serviteur de personne. Vas, tu es libre ! »

Voilà ce que la retentissante déclaration — j'allais écrire « déclamation » — des droits de l'homme a dit au serf, au vassal, au paysan. Et celui-ci, débarrassé de ses chaînes, exonéré de la dîme, de la corvée et autres redevances qui l'accablaient, a battu joyeusement des mains d'abord et s'est ensuite demandé comment il utiliserait celles-ci.

Libre, enfin il était libre ! Mais il fallait songer à profiter de cette liberté si précieuse. Sans doute, il avait des muscles habitués au travail. Elles auraient pu rendre témoignage de sa vigueur et de son habileté, ces terres au milieu desquelles il avait toujours vécu.

Mais si la nouvelle constitution lui avait donné la liberté, si elle l'avait arraché au joug pesant de la noblesse et du clergé, si elle l'avait mis théoriquement en possession des droits imprescriptibles que comportait sa qualité d'homme, imitant le

singe qui, montrant la lanterne magique, n'avait oublié qu'un seul point : celui d'éclairer sa lanterne. La Constitution républicaine n'avait oublié qu'une seule chose, mais la plus importante : de lui assurer les moyens, de lui garantir la faculté de mettre à profit son émancipation, faculté sans laquelle s'effondrait l'échafaudage tout entier.

Aujourd'hui, le prolétaire n'est plus roué de coups comme l'esclave, s'il ne travaille pas ; il est *tout simplement* laissé sans ressources et torturé par la faim ; il ne peut plus comme le serf, être vendu avec la terre à laquelle celui-ci était attaché ; on vend cette dernière et notre homme se trouve à la merci du nouveau propriétaire qui est libre, lui, de l'en expulser et d'en confier à d'autres la culture.

Enfin, il n'est plus tenu, comme le vassal, d'apporter à son seigneur une partie de ses récoltes et de son temps de travail ; mais, fermier, il paie à son *Monsieur* une redevance considérable ; métayer, il lui abandonne la moitié de ses produits ; journalier, il lui vend ses bras pour un salaire dérisoire ; contribuable, il doit l'impôt au fisc.

Les besoins de l'appropriation moderne du sol, l'aisance et la mobilité avec lesquelles ce dernier doit pouvoir passer des mains de l'un dans celles de l'autre ont forcément brisé les liens qui l'unissaient aux individus destinés à le cultiver et en faisaient pour ainsi dire, une seule et même chose ; mais cette nouvelle forme de propriété, aliénable, souple, divisible, engendre infailliblement pour quiconque est non possédant les mêmes conséquences que l'ancienne : l'esclavage, la pauvreté.

Pauvreté, esclavage, tels sont les deux pôles entre lesquels oscille, en France, la vie de plusieurs millions d'individus cultivant le sol, mais ne le possédant pas : soumis quand ils ont la bonne fortune de travailler, à la volonté absolue du

propriétaire ; exposés, quand cette chance vient à leur manquer, à vivre en vagabonds et à mourir faute de nourriture. Il n'est pas rare de voir les deux pôles se rapprocher et même se confondre. J'ai connu, à la campagne, des fermiers auxquels, une fois le propriétaire payé, il ne restait aucune ressource : j'en ai vu qui ne parvenaient seulement pas à désintéresser leur maître.

Que dire des simples journaliers ? J'en ai tracé plus haut le portrait sommaire et leur vie toute entière est un supplice si connu que point n'est besoin, je crois, d'insister.

* * *

La possession individuelle des richesses emmagasinées dans le sous-sol est, pour ceux qui travaillent à les en extraire, la source de tant de durestés et, pour les propriétaires, celle de tant d'opulence, qu'elle constitue une des iniquités qui ont le plus frappé les esprits.

Que n'a-t-on pas dit sur le sort lamentable des infortunés qui passent la moitié de leur existence à plusieurs centaines de pieds sous terre, les membres brisés par une posture supplicante, la plupart du temps vautrés dans la boue et l'humidité, en perpétuel danger de mort violente ! Eh bien, qu'on en parle encore, on n'en dira jamais trop, jamais assez !

On ne racontera jamais assez avec l'émotionnante sensation de la réalité, ces existences de forçats, commencées à l'âge de 12 ans, à l'âge auquel l'enfant ressent un impérieux besoin de grand air et de soleil, pour se continuer, désespérément monotone et douloureuse jusqu'à la vieillesse, à moins qu'un éboulement, une explosion de grisou, une inondation, un cataclysme quelconque — et ils sont fréquents — ne vienne brusquement mettre fin à cette lente agonie.

La vieillesse, du reste, ne se fait pas attendre ⁶³. À quarante ans, le mineur voûté, rhumatisant, sans souplesse, sans vigueur, ressent les atteintes de la décrépitude.

Voulez-vous savoir quelle est entre ces deux extrêmes : l'enfance et la vieillesse, la vie de ces travailleurs ? Vous qui ne connaissez de la houille que le gai flamboiement et la douce chaleur qu'elle procure, voulez-vous savoir ce qu'elle coûte aux parias du pays noir ? Écoutez Séverine ; elle va vous le dire, après avoir vu, examiné, pris en quelque sorte une leçon de choses ⁶⁴ :

« Celui qui extrait le charbon — le *piqueur* — descend dans le puits à quatre heures du matin, hiver comme été. Il y descend par la *fendue*, qui n'existe que dans les exploitations peu profondes, et qui est, comme son nom l'indique, une déclivité plus ou moins douce, plus ou moins raide ; inégale comme niveau de sol ; pleine de bosses, où l'on s'écorce le front ; pleine de trous, où l'on se déchire les pieds ; pleine, surtout, d'une eau glaciale qui tombe du plafond, fait marais par terre, gèle les épaules harassées et les pattes meurtries. Il faut quarante ou cinquante minutes de ce trajet pour arriver à la mine et entreprendre la journée.

« Ce voyage là n'est que l'apéritif du travail.

« Ceux qui ne se résignent pas à la *fendue* ou dont la besogne est située trop profond pour qu'ils puissent s'en servir, ont les cages et les *échelles*.

« Les échelles mettent à vif la plante des pieds — et si un

⁶³ Il résulte d'une statistique dressée par le docteur Popper que la vie moyenne chez les mineurs, n'est que de 33 ans.

⁶⁴ Séverine : *Pages rouges*, page 135 et suivantes.

échelon est pourri, c'est la mort ! La vie du mineur n'est faite que d'occasions de mourir.

« Une fois en bas, le *piqueur* s'engage dans le boyau qui fait communiquer les galeries (les belles, les superbes, les admirables galeries !) avec les innombrables trous où il doit séjourner.

« Ces trous là ont, en général, soixante centimètres de haut. Le mineur s'y engage à plat ventre, sa lampe au poing. Arrivé au fond de cette impasse de taupe, il se retourne, accroche son lumignon à la voûte, glisse sous sa nuque une petite planche qui empêche son crâne d'enfoncer dans la boue glacée — et, le dos, les reins, les jambes étendus tout du long dans l'eau, pique, au-dessus de sa tête, le charbon dont les blocs lui heurtent la poitrine, dont les miettes l'aveuglent, dont la poussière lui dessèche les poumons !

« Il fait ce métier là 14 heures durant, à Bessèges ; 12 à Decazeville — sauf une heure qu'il prend pour manger, et ce métier là — lui rapporte 3 fr. 29 dans les mines de Bert ; 3 fr. 80 dans la Loire, 4 fr. dans le Pas-de-calais.

« Attendez !

« Sur ce salaire il y a à payer le *boisage*, c'est à-dire cette opération qui consiste à étayer la voûte, au fur et à mesure qu'avance la trouée. Non-seulement il achète de sa poche le matériel nécessaire, que lui vend la Compagnie, mais il est tenu d'aller chercher les bois à l'entrée de la mine et de les appliquer lui-même. Or comme il travaille à la tâche, temps perdu, argent perdu !

« Comptons 50 centimes par jour, ce qui est bien minime. Sur le salaire le plus élevé : soit 4 fr. Reste 3 fr. 50.

« Sur ce salaire il a à payer le *rouleur* ; c'est-à-dire le jeune homme ou l'enfant, ou la femme qui transporte le charbon du lieu de l'extraction au lieu de l'enlèvement. Le *rouleur* gagne 1 fr. 33 par jour. Reste donc sur les 3 fr.50 précédents, 2 fr. 17 au *piqueur*.

« Sur ce salaire — ne vous récriez pas, c'est la fin ! — il y a à payer la poudre qui lui est nécessaire pour faire sauter les quartiers de roc que son pic ne peut entamer. Si bien que dans les mines du Nord, on a vu ce fait-ci : quatre mineurs, en quinze jours, avaient gagné 200 fr., et il y avait à défalquer là-dessus 180 fr. de poudre ! Cela faisait 20 fr. de résultat, soit 5 fr., par homme, POUR DEUX SEMAINES DE TRAVAIL.

« Et il faut au mineur trente ans de ce labeur — trente ans de cette misère — pour avoir sa retraite ; une retraite si minime que les employés de chemin de fer, eux-même, n'en voudraient pas.

« Mais ils sont rares les retraités de la mine !

« Et ceux qui meurent ont, à la minute suprême, cette consolation de penser que leur veuve et leurs trois ou quatre orphelins, toucheront de 40 à 50 fr. d'indemnité.

« Je n'ai parlé que du sort des hommes.

« Les femmes, là-dedans, pour des courses qui feraient reculer un cheval de fiacre, attelées à des bennes, dans la boue jusqu'aux cuisses, les reins ployés, misérables femelles ravalées au niveau des bêtes de somme, gagnent 1 fr. 33 centimes !

« Et les enfants, des pauvres petits à peine formés, avec leurs visages souffreteux, leurs membres grêles, leur rachitisme

et leur anémie, savez-vous pour le même taux, à quel régime ils sont soumis ?...

« Eh ! bien, dans les Bouches-du-Rhône, ces gamins, après avoir entassé le charbon dans des sacs de paille tressée qui s'appellent des *couffins*, passent le bridon qui s'y attache à leur col ; et, la voûte étant trop basse, s'en vont, genoux en terre et des semelles de bois sous les mains, à quatre pattes, comme des chiens, traînant derrière eux leur trop pesant fardeau ! Et le trajet est long, et ce va et vient dure douze heures — pas une de plus, pas une de moins !

« Puis, en surcroît de cette détresse, pour les femmes comme pour les hommes, pour les enfants comme pour les femmes, le grisou qui épie, embusqué derrière la paroi... et que la cupidité d'une Compagnie, la fatigue d'un ouvrier, la négligence d'un contre-maître peut, tout-à-coup, déchaîner sur la mine !

« Voilà ce que coûte ce beau feu où nous regardons scintiller nos rêveries, s'allumer nos espoirs, s'embraser nos colères. Et quand nous avons bien chaud, que nous sommes bien à l'aise, calfeutrés dans notre égoïsme d'heureux, voilà quelle est la vie de ceux qui nous donnent ce bien-être, cette flamme de chaleur et de gaieté ! »

J'ai tenu à citer le passage tout entier ; je n'aurais jamais pu dire aussi bien.

Maintenant vous plaît-il de savoir à qui servent ces tonnes de houille qui, sur tous les marchés, se convertissent en lingots d'or ?

Retenez bien ces quelques chiffres et vous serez édifiés. *Mines d'Anzin*, 28.800 titres émis à 97 fr. et valant en mars

1891, 5.200 fr. : près de 54 fois le prix d'émission. *Mines de Courrières* : 2.008 titres, émis à 600 fr. et valant en mars 1891, 44.000 fr. plus de 73 fois le prix d'émission. *Mines de Lens*, 6.000 actions émises à 300 fr. et valant à la même époque 27.025 fr, 90 fois le prix d'émission.

En sorte que, tandis que des générations de producteurs s'anémiaient dans le jeûne et l'extrême fatigue, les heureux possesseurs du sous-sol encaissaient, à chaque exercice, d'énormes dividendes et voyaient monter, chaque année, le cours de leur trésor en portefeuille.

Plusieurs centaines de millions de tonnes de houille sont arrachées annuellement aux entrailles de la terre et ils vivent chichement, et meurent à 33 ans, les prolétaires dont le pic extrait le combustible qui alimente l'industrie, met en mouvement la locomotive, éclaire nos cités, cuit nos aliments et entretient dans nos demeures une douce température.

II. — APPROPRIATION INDIVIDUELLE DES INSTRUMENTS DE TRAVAIL.

Le droit de propriété s'étend aux instruments de travail. Grâce aux applications infinies de la science à l'industrie, notre siècle est à la tête d'un outillage mécanique colossal. Et celui-ci, qui s'est développé lentement et graduellement perfectionné sous la poussée des besoins grandissant d'une population toujours plus dense, bien loin d'appartenir aux prolétaires qui le mettent en œuvre, est aux mains de quelques détenteurs particuliers appelés patrons et d'un nombre de plus en plus important de collectivités restreintes formant des sociétés anonymes, civiles ou en commandite.

Tandis que l'accaparement du sol met sous le joug et réduit à la pauvreté le prolétariat des campagnes, celui du machinisme condamne à la servitude et à la misère la population ouvrière des villes.

Lorsque, il y a seize fois cent ans, le moulin à vent en usage dans l'Orient, fit son apparition en Occident, le poète grec Antiparos chanta magnifiquement, dans la strophe suivante, l'ère de repos relatif, de loisir et de joie que semblait devoir ouvrir l'utilisation des forces naturelles :

« Esclaves qui faites tourner la meule, épargnez vos mains et dormez en paix. C'est en vain que la voix retentissante du coq annonce le matin. Dormez ! D'après l'ordre de Demeter, la besogne des jeunes filles est faite par les nymphes des champs, et maintenant celles-ci bondissent, brillantes et légères, sur la roue qui tourne. Elles entraînent l'axe avec ses rayons et mettent en mouvement la lourde meule qui tourne en rond. Vivons une vie plus joyeuse que nos pères et jouissons, sans travailler, des bienfaits dont la déesse nous comble ⁶⁵ ».

Ils sont rares, aujourd'hui, les poètes qui entonnent un triomphant *alléluia* lorsque entre en scène un de ces appareils qui, révolutionnant les conditions de la production, devraient parallèlement transformer celles du travail. La flamme de l'enthousiasme brille encore en eux : mais pour si haut que Pégase les emporte dans les enchantées régions de l'idéal, ils n'échappent jamais assez à la décevante réalité pour ignorer que toute machine nouvelle ou tout perfectionnement apporté à un outillage existant déjà peut contribuer à accroître la force d'enrichissement du possédant, mais ne diminue pas la pauvreté du non-possédant.

Que dis-je ? toute amélioration mécanique ajoute à celle-

⁶⁵ *Anthologie grecque*, t. II.

ci parce que, d'une part elle intensifie la puissance de production de la classe ouvrière et que, d'autre part, elle diminue sa puissance de consommation. Ce résultat est tellement exorbitant que la preuve en demande quelques explications.

Un exemple me fera plus facilement comprendre.

Supposons un atelier dans lequel travaillent régulièrement 200 ouvriers : chaque ouvrier produisant 1, la production sera de 200. Une machine applicable à l'industrie de cet atelier y pénètre ; elle permet d'obtenir avec ces 200 hommes une production quadruple, soit de 800 ; ou bien il suffira de 50 hommes pour produire 200 à l'aide de cette machine.

Que va-t-il se passer ?

De trois choses l'une : ou le propriétaire de l'atelier et par conséquent de la machine gardera le même nombre d'ouvriers et les fera travailler régulièrement comme par le passé ; ou bien, conservant à sa disposition le même nombre de bras mais ne voulant pas trop produire, il réduira le nombre des heures et des jours du travail ; ou bien enfin, il ne gardera plus à son service que 50 travailleurs pour produire 200 comme auparavant.

Premier cas. — Dans le premier cas, la production est quatre fois plus forte ; mais le salaire des ouvriers, salaire qui, d'après les économistes de l'ordre capitaliste eux-mêmes, « ne saurait normalement dépasser le *tantum* de subsistance nécessaire dans un temps et dans un milieu donnés, pour que l'ouvrier puisse vivre et se reproduire », le salaire n'est pas augmenté d'un centime ; donc, la condition matérielle d'un salarié ne bénéficie pas de sa productivité rendue quatre fois

supérieure. La puissance de consommation du prolétaire déterminée par son salaire n'ayant pas bougé, la production va, marche, se multiplie, et la consommation ne suit pas une marche parallèle. Alors, les produits ne s'écoulent plus ; ils s'emmagentinent, s'entassent, sont avariés souvent, dépréciés toujours ; le marché s'engorge, et la production diminue notablement, s'arrête presque totalement. Cette diminution, cet arrêt de production, c'est à brève échéance le chômage, les privations, la faim, la misère pour le monde des producteurs.

Second cas. — L'application du second cas, éminemment favorable à l'industriel, est atrocement préjudiciable aux prolétaires. Il est en effet certain que si, sous le fallacieux prétexte de répartir équitablement entre tous le travail à exécuter et de ne congédier personne, mais en réalité dans le but de conserver à sa disposition, pour les moments de presse, son outillage humain, le capitaliste ne veut cependant pas augmenter sa production autant que le permettrait l'emploi de sa machine, il sera contraint de réduire d'un quart, d'un tiers ou de moitié le nombre des heures ou des jours de travail. Mais opérer cette réduction, c'est la faire supporter aux salaires. Or, réduire le salaire des ouvriers, c'est, d'une part, les condamner aux privations de toute nature ; d'autre part, réduire dans la même proportion leur puissance de consommation. Cette puissance diminuée, c'est l'accumulation plus ou moins rapide des produits, l'engorgement du marché et, par suite, comme dans le cas précédent, le chômage et ses conséquences douloureuses.

Troisième cas. — Dans ce cas, le résultat est le même mais se fait attendre moins longtemps. Si, sur 200 ouvriers, 50 seulement sont conservés pour mettre en œuvre le machinisme introduit dans l'atelier, il est évident que les 150 autres rejetés dans la rue, privés de leur salaire, leur seul moyen d'existence, ces 150 sont condamnés fatalement à toutes les horreurs de la

plus désespérante détresse.

Mais ce n'est point assez : envahissant le marché du travail ces bras rendus inutiles par la mécanique viennent concurrencer les 50 camarades restés à l'atelier et font infailliblement baisser leur salaire.

Autre conséquence inéluctable : cette production de 200 avant l'apparition de la machine suffisait à peine à la consommation, cette suffisance nécessitant un travail constant, conjurait tout chômage ; or, avec le nouveau mode de production, ce rapport entre la production et la consommation disparaît, et voici pourquoi : chaque producteur est en même temps un consommateur, et la puissance de consommation d'un salarié est, nous le savons, déterminée par son salaire : or, dans le cas qui nous occupe, 150 producteurs sur 200 étant privés de leur travail, le sont de leur salaire, et, partant de leur possibilité de consommer. Les 50 autres leur salaire ayant baissé par suite de la quantité considérable de bras inutilisés, voient diminuer à leur tour leur puissance de consommation ; l'équilibre entre la production et la consommation est rompu ; la première est trop abondante, elle doit diminuer, peut-être s'arrêter, et les 50 prolétaires privilégiés qui dans ce second cas ont été gardés à l'atelier, commencent à leur tour, à subir les conséquences de la crise et à être réduits à l'inactivité, c'est-à-dire à la misère.

En résumé, dans les trois cas, et, pour être dans le premier moins immédiat que dans les deux autres, il n'en est pas moins fatal, le résultat est le même sur le monde des prolétaires : c'est le chômage forcé avec son cortège de conséquences terribles : gêne, privation, faim, maladie, misère sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations ⁶⁶.

⁶⁶ Si je n'ai pas voulu dans cet exemple, préciser une machine, ou déterminer une industrie quelconque, c'est parce que les applications de la science à l'industrie

Ce qu'il faut conclure de la démonstration qui précède, est que, *sous régime de propriété personnelle tout progrès est un mal !* La chose est pénible à dire, plus dure encore à constater, mais elle est strictement exacte. Que d'autres s'extasient sur les merveilleuses inventions du génie humain ; que les orateurs officiels et les publicistes bornés ou vendus se pâment devant le nombre, la puissance et le fini de nos instruments de travail, gloire de notre XIX^e siècle ; que les croyants fassent entendre un *Te Deum*, pour chanter cette étincelle divine que la « Toute-Bonté » du Créateur a jetée dans l'homme et sans laquelle sa prétendue stupidité bestiale eût été toujours impuissante à poursuivre de telles réalisations !

À cet immense concert de louanges vaines, à ces ridicules infatuations d'un spiritualisme traditionnel, je refuse catégoriquement ma voix.

Je prétends que *l'introuvable* étincelle divine aurait mieux fait d'indiquer aux hommes le moyen de faire servir au bien-être de tous, les admirables enfantements du machinisme moderne que de doter l'humanité d'un présent aussi funeste. Je dis qu'il y a plus à pleurer sur les larmes, les privations, les détresses sorties des flancs du monstre de fer, qu'à se réjouir de l'ampleur de ses proportions, de la majesté de son allure.

Je déclare enfin que sont désastreuses ces adaptations de la science à l'industrie, si elles doivent avoir pour résultat d'intensifier la misère de la classe la plus nombreuse.

Que m'importent et la facilité avec laquelle on tord, casse

ayant d'ores et déjà pénétré dans toutes les branches de cette dernière, cet exemple doit être considéré comme se produisant ou appelé à se produire partout. Les deux cents prolétaires dont je parle, c'est le prolétariat tout entier, concurrencé, exproprié, condamné de plus en plus à la misère par la science au service et au profit de la classe salariale.

et façonne le métal le plus résistant, et la régularité avec laquelle on tisse et brode la soie, et la précision mathématique qui préside au glissement, déclenchement ou engrenage de tous les rouages d'un organisme compliqué, si toutes ces merveilles ne font pas éclore un sourire de plus, ne tarissent pas une seule larme !

La bête est souple, forte, admirablement charpentée, éblouissamment belle ; et après ?... puisque de cette souplesse, elle se sert pour bondir sur sa proie, de cette force pour mordre sa victime ?

Si c'est là ce qu'on appelle les « beautés du Progrès » celles-ci me semblent hideusement laides.

Que la somme des dépenses musculaires communes à s'imposer soit en décroissance et que celle des loisirs et des satisfactions pour tous progresse, voilà ce qui me tient au cœur et voilà ce qui importe. Le progrès n'est que là. Tout pas fait dans un sens qui n'est pas celui-là constitue un recul. La prétention contraire ne repose que sur des illusions ignorantes ou des sophismes intéressés.

* * *

L'accaparement des outils de production a poussé jusqu'aux extrêmes limites la division du travail. Celle-ci se produit en deux directions bien distinctes : l'une concernant les groupes, l'autre les individus

Au premier titre, elle sépare les prolétaires en deux camps, les salariés intellectuels, les manuels.

Je n'ai pas à parler ici du premier résultat ; au deuxième titre, elle cantonne si bien chaque individualité travailleuse

qu'elle la rive à une spécialité, de laquelle il lui est difficile — je pourrais dire : presque impossible — de sortir.

Ce phénomène en partie double est la source de bien des maux. Les bras qui s'offrent sur le marché du travail sont en telle abondance que les employeurs n'ont qu'à choisir dans le nombre ; il va sans dire que leur choix se porte de préférence sur les ouvriers les plus habiles et que c'est sur le rendement — aux pièces ou à la journée — des meilleurs parmi cette élite qu'ils se basent pour l'évaluation du salaire.

Du temps de *l'artisanat*, le même homme, après un long et minutieux apprentissage, confectionnait un produit manufacturé depuis la première jusqu'à la dernière pièce ; le travail tout entier lui passait par les mains.

Aujourd'hui, il ne saurait en être ainsi, sauf quelques exceptions fort rares et qui, du reste, tendent à disparaître : la mécanique a pénétré dans toutes les industries et y a introduit un outillage si complexe et si complet que, pour parachever le moindre produit, le concours de plusieurs appareils distincts est aussi nécessaire que la collaboration d'une foule de travailleurs spéciaux.

Les dix pièces d'un même produit sont confectionnées par dix producteurs différents attachés à autant d'outils ou instruments divers, pour être ajustées ensuite par un onzième ouvrier armé d'un onzième appareil.

Les phases successives par lesquelles passe la matière première pour arriver à son point de mise en vente correspondent au même nombre de corporations ou de spécialités.

Cette division du travail s'accroît de plus en plus, parce

qu'elle entraîne pour le salariant un double et précieux avantage : celui de placer comme on va le voir, le salarié sous une dépendance chaque jour plus étroite et celui d'exiger de lui, pour le même salaire, un rendement supérieur en quantité et en qualité.

J'ai dit plus haut que la moyenne du rendement exigée par le patron est évaluée en tenant compte de la production des plus habiles. Il en résulte que, pour atteindre à cette moyenne, il faut parvenir également à un degré supérieur de vitesse au point de vue quantitatif, de dextérité au point de vue qualitatif. Eh bien, on n'y arrive qu'à la condition absolue — je ne parle pas des exceptions — de s'isoler dans une spécialité et de s'y développer sans cesse.

N'est-ce pas un horrible supplice que de faire toujours la même besogne, de tenir constamment entre les doigts le même outil ou la même matière, de condamner ses yeux à voir sans cesse les mêmes objets, ses oreilles à entendre les mêmes grincements, d'habituer son corps aux mêmes penchements ou renversements, ses bras aux efforts invariés ; de faire aujourd'hui ce qu'on a fait hier, ce qu'on fera demain ; non pas, entendez-moi bien, dix choses différentes dans la même journée, comme le Monsieur qui va à ses affaires, parle, écrit, se rend à la Bourse, au café, à son bureau, reçoit et fait des visites, non ; mais la même besogne depuis le matin jusqu'au soir, à toute heure et à toute minute du jour. Cela ne rappelle -t-il pas ces pauvres vieux chevaux auxquels on met des œillères — afin qu'ils tournent plus docilement dans le même cercle ?

Cette torture, c'est celle de presque tous les travailleurs industriels, et il devient de plus en plus difficile de s'y soustraire ; d'abord, parce que c'est en s'astreignant toujours à la même tâche que l'ouvrier conquiert et développe l'adresse expéditive qui lui assure du travail et un salaire normal ;

ensuite parce que cette spécialisation ne nécessite qu'un apprentissage relativement court et que, de ce fait comme de celui de l'abondance des bras qui s'offrent, nul n'est indispensable et quiconque perd sa place est bien vite remplacé.

Par contre, le partant ou le congédié ne trouvera pas facilement une nouvelle occupation : ayant dû, de toute nécessité se cantonner dans sa spécialité, il n'a de valeur qu'en restant dans celle-ci et, en toute autre tâche, il est frappé d'infériorité.

Enfin la division du travail a pour conséquence d'augmenter sans cesse l'aptitude professionnelle du producteur qui faisant une seule et même chose, s'y perfectionne, tandis que sous ses mains se multiplient les produits, tandis que chaque jour s'élève à son côté un tas plus gros que celui de la veille, son salaire tend plutôt à diminuer.

Étrange résultat de l'appropriation individuelle des instruments de travail ! L'ouvrier produit de plus en plus pour son patron et son salaire reste tout au plus stationnaire. Le patron qui demandait 10 il y a dix ans, 15 il y en a 5, exige 20 aujourd'hui, et ces 20, il ne les paie pas plus que les 15, pas plus que les 10 d'autrefois ; le prolétaire est fait pour rapporter le plus possible au détenteur des machines et, pourvu qu'il puisse vivre pour continuer à produire, cela suffit ⁶⁷.

⁶⁷ Quand je dis que l'ouvrier d'aujourd'hui, bien que produisant beaucoup plus que son prédécesseur, ne gagne pas davantage, je ne veux pas dire que son salaire est le même au sens absolu et que s'il gagnait 3 fr. 50 par exemple il y a 20, 30 ou 40 ans, il ne gagne pas davantage aujourd'hui. Mais il ne faut pas perdre de vue que le salaire ne doit être supputé qu'à titre tout à fait relatif en ce sens qu'il n'est pas fait pour rester dans la poche de l'ouvrier, mais qu'il a pour unique destination de procurer à celui-ci la possibilité d'acheter ce dont il a besoin. En d'autres termes, ce salaire est appelé à être chaque jour converti en objets de toute nature, depuis le logement jusqu'à la chaussure et il est évident que si le salaire ayant augmenté de 25 pour 100 par exemple les besoins de la vie ont subi une augmentation parallèle de 25 pour 100 ; on peut hardiment et justement affirmer que le salaire n'a pas

* * *

Cette navrante vérité, il n'est pas un économiste tant soit peu socialiste qui ne l'ait proclamée ; s'il fallait citer tous ceux qui se sont prononcés en ce sens, il y aurait lieu de n'en oublier aucun. Mais les pontifes de l'économie politique eux-mêmes, ont pour la plupart reconnu — tel un aveu arraché à un coupable — que normalement le salaire de l'ouvrier ne dépasse pas le tantum de ce qui lui est strictement nécessaire pour vivre et se reproduire.

Ce fait s'appuie sur de telles autorités, il est confirmé par une expérience si constante qu'on n'a pas craint d'en induire une loi dite des salaires. Cette « loi des salaires », le lecteur en trouvera la démonstration complète au chapitre premier du tome second de cet ouvrage ⁶⁸.

Il suffit, pour le moment, qu'on reconnaisse, sans même se demander pourquoi il en est ainsi et pourquoi il n'en saurait être différemment, que le taux moyen du salaire correspond à la somme indispensable à l'ouvrier pour parer rigoureusement aux besoins de son existence.

C'est là un fait d'une réalité si frappante et d'une constatation si facile que personne, j'aime à le croire, ne songera à le contester. Oui, quand il travaille, le salarié gagne tout juste sa vie ; c'est dire que, ne pouvant mettre de côté nul argent quand il a la chance d'aller à l'atelier, il se trouve dénué de toute ressource aussitôt qu'il a le malheur d'en être expulsé.

bougé puisqu'en fait, il est simplement *l'expression d'un rapport* entre les moyens de l'existence et la faculté de se les procurer et que ce rapport ne s'est pas modifié.

68 Cette première partie n'est qu'un exposé théorique ; la seconde est réservée à la pratique et paraîtra prochainement.

J'ai établi, par un exemple, que le développement de l'industrialisme pousse hors de l'usine un nombre de travailleurs de plus en plus considérable, et il faudrait méconnaître les conséquences de la loi de l'offre et de la demande pour ne pas voir que l'armée des « sans travail, » grossissant fatalement chaque jour, pèse de plus en plus lourdement sur le salaire normal et le fait nécessairement baisser.

* * *

La multiplicité, la violence, et le caractère collectif des grèves n'a pas d'autre origine. Il arrive forcément dans cette diminution graduelle du prix de la marchandise-travail que les prolétaires, contraints d'opérer la vente de cette marchandise, la seule qui leur soit laissée par la classe capitaliste, n'y trouvent plus leur compte, se fatiguent de produire de plus en plus pour recevoir de moins en moins, et plutôt que de s'incliner devant une réduction nouvelle ou de travailler plus longtemps dans d'aussi désavantageuses conditions, conviennent de déposer l'outil pour prendre en main la seule arme que leur accorde la loi : la grève.

Arme à deux tranchants, il faut bien le dire et qui, le plus souvent, blesse plus grièvement ceux qui s'en servent que ceux qu'elle semble menacer. Mais lorsque des hommes en sont réduits à un certain degré de découragement, de rage concentrée, de désespoir, et qu'ils ne connaissent qu'un moyen d'exprimer ce désespoir, d'exhaler cette rage, de manifester ce découragement, faut-il s'étonner qu'ils aient recours à ce moyen, dussent-ils en souffrir eux-mêmes ?

Car il ne faut pas s'y tromper, c'est la misère qui fait les grèves, c'est le mécontentement qui fait les grévistes.

Je sais bien qu'invariablement les gouvernants et les patrons attribuent ces mouvements de révolte aux sourdes menées de quelques agitateurs, et je n'ignore point qu'il se rencontre pas mal de gens pour les croire sur parole. Mais c'est là une odieuse calomnie et si un premier ministre ⁶⁹ a pu parler de ceux qu'il a appelés « *les professionnels de l'émeute* » — (drôle de profession tout de même et je ne vois guère le bénéfice qu'on en peut tirer —) il est aujourd'hui bien certain qu'il n'existe pas de « professionnels de la grève ».

Pour ma part je n'en connais qu'un : c'est une vieille femme à la figure hâve et décharnée, aux membres grêles, au corps efflanqué ; elle est couverte de sordides haillons ; sa voix siffle, donnant l'illusion d'un râle ; ses yeux sont ternes et hagards ; son buste se courbe sous le poids de la honte autant que sous le faix des ans. Elle a d'innombrables enfants, des bébés et des vieillards, des jeunes filles et des mères ; constamment traquée par les gendarmes et les policiers, elle comparaît chaque jour sur la sellette des accusés et ses pauvres loques suffisent à la faire impitoyablement condamner. Depuis des siècles, nouveau juif-errant, elle parcourt tous les pays du monde, mais cette femme n'a pas cinq sous en poche ; car son nom est : *Misère*.

C'est elle qui souffle la révolte, allume le flambeau de la colère et brandit le noir drapeau de la grève.

Voilà le « professionnel de la grève. » N'en cherchez pas d'autres ⁷⁰ !

* * *

Progrès à rebours, meurtrière division du travail,

⁶⁹ M. Charles Dupuy, Président du Conseil.

⁷⁰ Voir ce qui concerne les grèves dans mon prochain volume.

insuffisance des salaires, grèves de plus en plus fréquentes ; est-ce là tout le bilan douloureux de l'accaparement des instruments de travail ? Non ! Il me reste encore à parler d'un phénomène bien étrange et souvent mal compris : la surproduction.

Quand un travailleur produit 20, le salariant lui laisse 4⁷¹ ; en d'autres termes, lorsque, par son travail, il ajoute à la matière sur laquelle il fait effort une plus value de vingt francs, le patron lui abandonne quatre francs comme rétribution. Cette petite somme limite, nous le savons, la puissance de consommation du salarié ; ce dernier, alors qu'il ajoute à la production générale une quantité correspondante à la valeur de vingt francs, ne peut demander à celle-ci qu'une quantité maxima représentant une somme de quatre francs. Le rapport de sa consommation à la production est de 1 à 5 et l'écart de seize francs.

Si ces deux termes : 20 et 4 représentent par exemple, la quotité journalière, il est évident que, dans le cas où ce salarié travaillerait 300 jours par an, cet écart de seize francs par jour s'élèverait au joli total de $300 \times 16 = 4.800$ fr. par année

Il est non moins évident que, l'outillage mécanique se perfectionnant et se multipliant sans trêve, l'écart indiqué progressera dans la même proportion et que si, par suite de ce fait, la productivité du travailleur monte à 40 fr. par jour, son salaire restant stationnaire, le rapport entre les 2 termes qui nous occupent : production et consommation, deviendra de 4 à 40 fr. soit de 1 à 10 et l'excédent de production s'élèvera quotidiennement à 36 francs, annuellement à

⁷¹ Ces chiffres sont hypothétiques et le lecteur comprendra qu'ils sont forcément variables non-seulement avec la nature et le mode de production, mais encore, pour la même production, avec le temps qui améliore les outils de travail et modifie les besoins de la vie et le prix d'achat des choses.

36 X 300 = 10.800 fr.

Il ne faut pas se dissimuler que c'est dans le sens de cette progression que se produit l'évolution et que dans les industries où cet excédent n'est pas encore atteint, il ne tardera pas à l'être.

Or, il y a, rien qu'en France, des millions de producteurs, en sorte que si l'on multiplie par trois millions, chiffre approximatif des ouvriers de la grande et de la petite industrie ⁷² cette somme de 10.000 fr., on aboutit à un excédent global de trente milliards par année, rien que pour la production industrielle.

Il est vrai que s'il y a quelques millions de personnes qui, produisant 40, ne peuvent consommer que 4, il y en a d'autres qui produisent zéro et consomment 40 et plus. Mais ces dernières ne sont qu'une minorité.

En évaluant le nombre de ces consommateurs improductifs à deux millions ⁷³ auxquels j'attribuerai généreusement une dépense (produits industriels) de 10.000 fr. par tête ⁷⁴ nous arrivons à une absorption de vingt milliards sur trente.

⁷² Ce chiffre est exactement (statistique de 1891) de 3.151.581 personnes se décomposant comme suit :

Grande industrie :

— Hommes : 837.145.

— Femmes : 468.773

Petite industrie :

— Hommes : 1.024.001

— Femmes : 821.662

Ensemble : 3.151.381.

⁷³ Ce chiffre est évidemment forcé, mais je l'exagère à dessein pour donner à mon argumentation plus de force.

⁷⁴ On conviendra que je ne lésine pas.

Il est vrai également que notre industrie nationale, en quête de débouchés, s'efforce de déverser son trop plein sur les marchés étrangers, mais on n'ignore pas que cet effort n'aboutit guère qu'à environ 1.200 millions par an ⁷⁵ et l'on voit que pour aller à 30 milliards la marge est encore grande.

À première vue il semblerait que cet excès de production industrielle dût créer dans le pays un enviable état de prospérité publique, un bien-être général.

Eh bien ! grâce à la forme économique de notre société, à cet excès de richesse correspond une excessive misère. J'insiste sur ce point capital parce qu'il explique bien des choses et jette sur l'incohérence des institutions économiques de notre chaotique civilisation un jour tout particulier.

On comprend aisément qu'à ce jeu là les produits ouvrés affluent sur le marché. Les demandes du monde commercial se ralentissent parce que tout équilibre entre la production et la consommation est rompu.

La première marche à toute vapeur et la seconde se ralentit. Or, on ne produit pas pour produire, mais pour vendre. C'est l'écoulement d'une marchandise qui détermine une nouvelle création de celle-ci. Le vendeur voit les produits s'entasser dans son magasin, s'accumuler dans ses dépôts, et en présence de la stagnation de la clientèle consommatrice, il se garde bien de faire au fabricant de nouvelles commandes, avant d'avoir écoulé la plus grande partie de ses stocks.

⁷⁵ Voici les chiffres émanant des statistiques officielles pour le mouvement industriel en 1891 :
Objets fabriqués :
Exportations françaises... 1.816.033.000.
Importations - 657.728.000.
Différence : 1.159.205.000.
Onze cent cinquante neuf millions deux cent cinq mille francs !

L'industriel, à son tour, en l'absence de nouveaux ordres, ou en présence de marchés de moins en moins importants se voit contraint de ralentir sa production et d'aviser. Celui-ci ne résiste pas à la crise, liquide ou fait faillite et ferme son usine ; celui-là congédie une partie de ses ouvriers ; cet autre les garde tous, mais réduit les heures ou les journées de travail ; cet autre enfin, périodiquement, ralentit la production.

Dans tous ces cas différents, le résultat ne varie pas pour le prolétariat industriel ; c'est la diminution lente mais graduelle du salaire, c'est la morte-saison tous les deux, trois ou quatre mois ; c'est le chômage imposé ; c'est en dernière analyse, cette série de convulsions périodiques, de soubresauts, de secousses faisant passer la classe ouvrière de l'extrême *surtravail* au repos absolu, de la production fiévreuse et prolongée aux bras croisés.

L'illustre tribun du socialisme allemand, Lassalle, a merveilleusement résumé en quelques lignes ces épouvantables effets de ce que j'appelle la surproduction :

« Le travail antérieur, le capital, étouffe le travail vivant. Les propres produits du travailleur étranglent le travailleur ! Son travail d'hier se soulève contre lui, le terrasse et le dépouille de son productif travail d'aujourd'hui. »

Voilà ce qui explique la possibilité de ce spectacle à la réalité duquel on se refuserait à croire s'il ne crevait les yeux ; des bandes de va-nu-pieds, de loqueteux, d'affamés, de sans gîte, tombant d'inanition et mourant littéralement de froid et de dénuement au milieu d'un inénarrable amoncellement de richesses, fruits de leurs travaux !

Cet état de crise, considérablement aggravé par

l'extension du machinisme, est depuis de longues années pour ainsi dire permanent ; mais tous les 9 ou 10 ans, il atteint son apogée et détermine un surcroît de misère qui correspond souvent à un redoublement de grèves, de soulèvements, de bagarres, de révoltes, d'insurrections.

1804, 1810, 1818, 1826, 1830-31, 1836-39, 1846-49, 1857, 1860-63, 1871-73, 1885-86, 1891-92 sont les dates des grandes crises économiques qui, depuis le commencement du siècle, ont douloureusement convulsé l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Allemagne, les États-Unis.

III. — APPROPRIATION INDIVIDUELLE DES PRODUITS

Les détenteurs du sol, du sous-sol et des instruments de travail sont aussi propriétaires des produits de toute nature qui résultent de la mise en œuvre de ces moyens de production. Par ce fait, ils tiennent sous leur dépendance absolue la population toute entière, car s'il se trouve dans la masse un certain nombre de personnes leur échappant comme salariées, il n'est au pouvoir de personne de se soustraire aux besoins de nutrition, d'habitat, de vêtement.

Voulez vous vous abriter ? il faut vous adresser à ceux qui possèdent les immeubles et payer, souvent à un prix fort élevé et non sans se soumettre à des restrictions, des défenses et des responsabilités vexatoires, un logement exigü, sale, noir et insalubre.

Voulez-vous, dans les quelques pièces qui vous sont ainsi louées, placer les meubles nécessaires ? Il faut, argent en poche, discuter le prix de vos lits, de vos chaises, de vos tables, de votre

batterie de cuisine, de votre vaisselle, de vos « indispensables. »

Pour vous habiller, c'est la même chose : vêtements, chapeaux, chaussures, linge, tous ces objets vous sont livrés au plus haut prix possible et, pour celui-ci, de qualité aussi inférieure que faire se peut.

Pour vous nourrir, même histoire : pain, vin, viande, épices légumes, beurre, œufs, fromages, il faut, pour être moins volé, tâter, examiner, peser, compter et marchander.

Bref, tous ces mille objets dont on ne saurait se passer, depuis le plus cher jusqu'au meilleur marché sont classés, étiquetés, tarifés et, dans de petites boutiques ou d'immenses magasins, dans des docks ou des entrepôts, s'embusquent, guettant l'acheteur.

Des esprits simplistes s'imagineraient volontiers que celui qui a besoin d'un objet quelconque n'a qu'à l'aller chercher où il est récolté, cueilli, obtenu ou fabriqué.

Eh bien ! pas du tout. Dans notre société on affectionne les choses compliquées. Alors qu'il serait assez aisé d'organiser un peu partout la production agricole et industrielle, de façon à multiplier les milieux à même de se suffire ou à peu près et, par ainsi, éviter une circulation inutile et souvent préjudiciable, en tous cas coûteuse, il semble qu'on s'ingénie — autre conséquence de la division du travail que je préfère signaler ici parce qu'elle se rapporte à l'idée que je développe présentement — à élever des obstacles entre la production des marchandises et les populations appelées à s'en servir.

Dans cet ordre d'idées, la division du travail a spécialisé les régions, comme elle a spécialisé les individus.

Telle région monopolise telle industrie, centralise telle production et il faut que tous les marchés viennent s'alimenter à cette source, fussent-ils distants de plusieurs milliers de lieues. L'industrie du transport et surtout le commerce s'en trouvent bien. Que seraient celui-ci et celle-là sans cette heureuse coïncidence ! Presque rien du tout. Mais l'immense population qui consomme en souffre.

Ici ce sont des frais de douane, là des droits d'octroi, ailleurs le coût du transport, partout la majoration fatalisée par les prélèvements successifs de cette foule d'intermédiaires par les mains desquels passe la marchandise, en sorte qu'un objet qui vaut deux francs à l'usine en vaut 4, 5, 6, 10 chez le détaillant. Si encore cette plus-value se justifiait par l'addition au produit d'une qualité quelconque ! Mais c'est exactement le contraire qui arrive. Ces voyages, souvent fort longs, nuisent forcément à l'objet consommable.

Avez-vous vu parfois des fillettes et des gamins, près d'une source cristalline, s'occuper à construire de minuscules barrages en terre, à tracer des rigoles boueuses pour aller ingurgiter ensuite, maculée, indigeste, cette eau qu'ils auraient pu boire si pure, si saine, si fraîche ?

Ainsi font les hommes aujourd'hui : encore les bébés auraient-ils pour excuse que ce jeu les amuse et qu'ils gagnent en plaisir ce qu'ils perdent d'un autre côté ; tandis que je vois bien ce que le consommateur, c'est-à-dire Monsieur tout le monde, perd à la folie que je signale, mais je me demande en vain ce qu'il y gagne.

* * *

Ce qu'il y a de plus fort, c'est que les capitalistes qui tarifient toutes choses et sont seuls à en établir la valeur

marchande, abusent de ce qu'ils imposent aux pauvres diables leurs lois, comme leurs prix, pour les mettre dans l'obligation de passer par leurs fourches caudines, les traitant ainsi comme de simples naturels du Tonkin, du Dahomey ou du Siam.

« Quiconque se trouvera sans domicile sera condamné comme vagabond. »

« Quiconque s'exhibera en insuffisante toilette sera condamné pour outrages aux bonnes mœurs. »

N'y a-t-il pas là une sorte de monstrueux chantage ayant pour conséquence d'obliger les gens, sous peine de prison, à se loger et à se vêtir, c'est-à-dire à constituer des rentes aux propriétaires et des bénéfices aux commerçants ?

Quelques lecteurs souriront peut-être et prétendront non sans raison, que point ne serait besoin, pour contraindre les gens à s'abriter et à se vêtir, de les menacer de la détention, la pudeur, l'amour propre et le sentiment du bien-être suffisant largement à porter chaque individu à se procurer un couvert et un costume.

Eh bien ! soit. Mais alors, que penser de l'inique férocité de cette loi qui frappe des malheureux sans défense puisqu'ils ont pas les moyens d'éviter ses coups ?

* * *

Les possédants étant les uniques détenteurs des produits indispensables à la vie, ils pourraient, sans conteste, fixer la valeur de ces produits à des prix inabordables et condamner par suite à la plus horrible détresse une partie de l'humanité. Je n'ai pas besoin de dire que si l'on a pensé à édicter des lois contre les sans-gîte, on n'a pas songé un instant à fixer le prix

maximum de toutes choses, et la société repose sur le principe de la liberté absolue du commerce, laissant aux négociants le soin de vendre le plus cher possible et aux consommateurs celui d'acheter le meilleur marché possible ⁷⁶.

Mais la propriété individuelle des produits est comme toute médaille : elle a deux faces ; elle porte en soi son correctif. Si elle divise la société en deux classes aux intérêts en conflit, elle divise également les possédants entre eux et déchaîne la guerre aussi bien entre les unités qui composent chaque classe, qu'entre les classes elles-mêmes.

À cette lutte de tous les instants on a donné le nom de *concurrence*. Celle-ci met chaque industriel en quête de débouchés dans la nécessité d'abaisser ses prétentions, de restreindre ses bénéfices, sous peine de se condamner à voir les produits de ses concurrents préférés aux siens, partant, vendus, tandis que les siens lui resteraient pour compte. Cette même concurrence produit dans le monde commercial, un effet identique et c'est la foule consommatrice qui profite de ce combat au rabais.

Voilà l'endroit de la médaille, voyons-en maintenant le revers. Car tout s'enchaîne si rigoureusement dans cette question, il y existe une série si indissoluble de causes à effets et d'effets à causes, il s'y produit une telle pénétration mutuelle d'actions et de réactions que ce qui est l'antidote d'une chose devient le poison d'une autre, que ce qui est ici effet, là se manifeste cause.

C'est ainsi que la concurrence qui entraîne l'heureux résultat que je viens de marquer, en comporte d'autres véritablement néfastes.

⁷⁶ Il existe bien en fait quelques dérogations particulières à ce principe général, mais ces exceptions n'infirment pas la règle.

* * *

Ces résultats sont multiples ; je n'en signalerai que les plus décisifs par rapport à ce qui nous occupe : la souffrance sociale.

Je mets en première ligne la sophistication des produits et j'entends par là ces mille ruses auxquelles recourent industriels et commerçants pour tromper le client sur la valeur, la qualité et la provenance de la marchandise.

On vend des imitations pour du vrai, des copies pour des originaux, de l'imprimé pour de la broderie, du tramé coton pour du pur soie, du doublé pour de l'or, du stras pour du diamant ; on croit manger des champignons et ce sont des concombres desséchés ; on ingurgite des œufs qui sont venus sans poule ; on absorbe de la margarine pour du beurre ; de la terre glaise pour du café ; du chocolat contenant d'autant plus de farine qu'il y entre moins de cacao ; des feuilles ordinaires pour du thé, des résidus épurés pour de l'huile ; pour du lait, une mixture dont nulle goutte n'a été tirée du pis de la vache ; on croit boire du pur jus de la treille et on avale un composé malsain de sucre, alcool, tanin, acide tartrique et colorant ; on vend des vins de Bordeaux qui sont nés à Bercy et des Bourgognes qui ont vu le jour quai de la Rapée. Enfin dans les bouges où les malheureux vont se désaltérer, on débite sous le nom d'absinthes, rhums, eaux-de-vie, sirops, liqueurs etc., des boissons qui, à la longue empoisonnent la classe ouvrière.

Je n'en finirais pas si je voulais énumérer complaisamment les mille tours que jouent aux consommateurs, et surtout à ceux qui ne peuvent y mettre le prix, les trafiquants coalisés contre la santé et la bourse de leurs infortunés clients. L'imagination mercantile a trouvé là son

champ d'expérience le plus fertile, le plus étendu.

Ce vol organisé rentre, du reste, dans la catégorie de faits si connus que je rougirais de m'arrêter plus longtemps à le décrire.

Je ne me sens nulle tendresse pour les filous qui exploitent aussi indignement l'ignorance et la pauvreté populaires, mais je ne puis, non plus, les accabler de mes imprécations et je réserve tout mon mépris pour cette conséquence de la propriété individuelle : la concurrence, qui pousse irrésistiblement les cupides dans la voie de cette universelle sophistication.

Lorsqu'on se met dans les affaires ce n'est pas pour pratiquer la philanthropie, mais pour y faire fortune. Les plus habiles, lisez : les plus coquins vont à la prospérité d'un pas aussi rapide que les probes à la ruine. Il importe donc de vendre le faux au prix du vrai, le frelaté au prix du pur, la camelote au prix du beau, l'apparence au prix de la réalité. Ce faisant, on empoisonne et vole le client ; mais chaque commerçant a pour excuse que tous ses concurrents le font et qu'il faut absolument choisir entre la ruine honnête et la richesse malhonnête. L'option est tout indiquée.

* * *

Le commerce et son âme : la concurrence donnent en outre naissance à un invraisemblable gaspillage.

Si l'on additionnait les objets de consommation et plus spécialement les denrées alimentaires que chaque jour, volontairement ou sur l'ordre des inspecteurs *ad hoc*, les particuliers et les commerçants jettent ou anéantissent, on arriverait à des chiffres fantastiques. C'est par centaines de

milliers de kilog, que se comptent la viande, le poisson, le gibier, les fruits, les légumes, le lait, les œufs, etc. etc., qui, chaque jour, sont ainsi gaspillés, rien que sur l'étendue du territoire français.

Au surplus, il arrive parfois que certaines denrées qui ne peuvent se garder vendables plusieurs jours sont accidentellement en surabondance. On pourrait croire que le prix va en être abaissé proportionnellement et que le consommateur profitera de cette aubaine. Il n'en est rien, on préfère jeter, brûler, détruire, faire disparaître la quantité qui dépasse la norme ordinaire. C'est incontestablement se priver, de gaieté de cœur, d'un bénéfice immédiat ; mais le négociant calcule que ce sacrifice momentané et exceptionnel lui permet de maintenir ses cours que la surabondance des produits affaiblirait sûrement ; il comprend que, malgré sa flexibilité, la cote régulière sur laquelle l'excès aurait pesé ne se relèverait pas de suite, il comprend enfin qu'il a intérêt à jeter 5 pour garder 10 et comme sa conscience de marchand n'a pas d'autre critérium que son bénéfice, il n'hésite pas.

Et pendant que des denrées fraîches et saines sont stérilisées de la sorte, des bandes d'affamés se ruent sur de dégoûtants détritrus, cherchent, comme des chiens, leur pitance dans les balayures des halles⁷⁷ ou ramassent furtivement la croûte de pain abandonnée qui prolongera leur agonie.

* * *

Dois-je parler du gaspillage incalculable de produits et d'activités qu'entraîne la concurrence et que l'industrie et le commerce cataloguent dans leurs livres de comptabilité sous la rubrique de frais généraux — ? Envoi à domicile et distribution dans la rue de mirifiques prospectus, annonces alléchantes

⁷⁷ J'ai vu le fait aux halles centrales de Paris. Je puis le certifier.

dans les journaux, affiches superbement illustrées tapissant les murs, voyageurs colportant les produits jusque dans les coins les plus reculés etc. etc.....

Sans doute, un partisan de ce qui est objectera que ce que je signale comme une plaie, il le considère comme un bien ; que cette circulation de voyageurs, ce placardage sur les murailles, ces annonces dans les journaux, ces distributions de prospectus, ces millions de kilog. de papier imprimé jettent dans la circulation des sommes colossales et font vivre une foule de gens.

À cet adepte du *statu quo*, je répondrai que si l'on accepte le principe de la propriété individuelle, il faut en accepter toutes les conséquences et qu'à ce point de vue son raisonnement est inattaquable. Mais j'ajouterai qu'il n'en est pas moins déplorable, abstraction faite de ce principe lui-même, que tant d'activités et d'intelligences se dépensent en pure perte, puisque toutes ces énergies ne répondent à aucune utilité réelle et que cette somme inestimable d'efforts n'aboutit qu'à assurer la clientèle à Paul qui peut dépenser 100.000 fr. par an en voyages, réclame et publicité, au détriment de Pierre qui n'en peut dépenser que 10.000. J'ajouterai encore qu'il n'en est pas moins triste de constater que l'existence de tant de gens se consume dans ces occupations improductives, puisqu'elles n'ajoutent pas une gerbe de blé à la richesse sociale, alors que ces labeurs pourraient se consacrer à diminuer de moitié les heures de travail de ceux qui produisent, en doublant le nombre de ceux-ci, et à accroître prodigieusement la production totale, au bénéfice de tous.

Eh oui ! sans doute, puisque les produits sont la propriété exclusive de quelques-uns, il faut bien que ces quelques-uns qui ne peuvent les garder pour eux seuls, cherchent à les écouler aux meilleures conditions : de là, le commerce, et puisque la

concurrence existe, il faut bien aussi se soumettre à ses conséquences. Je n'ai jamais prétendu le contraire et bien fou serait celui qui s'inscrirait en faux contre la rigueur mathématique de ces déductions ; mais, encore une fois, ces conséquences sont lamentables ; elles engendrent mille maux sociaux et j'en accuse la forme de propriété.

Enfin, de la concurrence résulte une conséquence générale s'appliquant aussi bien aux détenteurs du sol, du sous-sol et des instruments de travail qu'aux propriétaires des produits. Cette conséquence est le trait distinctif qui caractérise la phase historique du développement économique des sociétés contemporaines. Elle est trop grave pour que je ne lui consacre pas quelques pages spéciales : c'est la concentration capitaliste.

IV. — LA CONCENTRATION CAPITALISTE.

La concentration capitaliste est ce phénomène en vertu duquel toute la fortune tend à se condenser, s'accumuler, se centraliser, dans des mains de moins en moins nombreuses et de plus en plus riches. Or, c'est sous la poussée toute puissante des fatalités concurrentielles que le phénomène a lieu.

Cette loi terrible de la concurrence qui, assurant la victoire aux plus forts, aux mieux armés, met les salariants, sous peine de mort industrielle ou commerciale, dans l'absolue nécessité de restreindre le plus possible le salaire de ceux qu'ils emploient, cette loi exerce d'effrayants ravages dans les rangs des capitalistes eux-mêmes.

La concurrence existait certes bien avant que les machines ne fussent inventées et utilisées ; mais il est incontestable qu'avec l'apparition et le développement du machinisme moderne, elle a revêtu un caractère inouï d'intensité et de

généralisation. À une production trop abondante pour les besoins intérieurs et que ne suffisaient plus à alimenter les matières premières récoltées dans la région, a dû correspondre une extension rapide et colossale du marché. Cette extension nécessaire a donné naissance à une série ininterrompue de transactions reliant entre elles non-seulement les diverses parties d'une nation ou d'un continent, mais les diverses nations et même les divers continents les uns avec les autres.

Le champ de la concurrence, subissant les mêmes nécessités, s'est élargi dans les mêmes proportions, de telle sorte que ce combat incessant pour la prompt fabrication, le bon marché, les moyens rapides de transport et de circulation, grâce à l'envahissement de la vapeur, de l'électricité, de l'air comprimé et des autres forces naturelles utilisées, est devenu plus meurtrier que jamais.

Ainsi la concurrence jette les uns contre les autres les capitalistes de toutes tailles, de toutes nations, de toutes races. Dans ce choc sans cesse répété et qui chaque jour devient plus violent, les vaincus sont de plus en plus nombreux et ce n'est qu'en piétinant sur des cadavres s'amoncelant sans trêve ni merci, que les « Five-Lille » et les « Creusot » pour l'industrie en France, et les « Louvre » et les « Bon Marché » pour le petit commerce parisien et même français, peuvent donner à leurs propriétaires ou actionnaires les bénéfices qu'ils attendent.

Le champ de bataille jonché de morts et de mourants reste donc à ceux qui disposent des bataillons les plus nombreux, des engins les plus terribles, des moyens de transports les plus expéditifs, des munitions les plus abondantes ; or, sur le champ de bataille de la concurrence, les munitions, les moyens de transports, les engins destructeurs et les bataillons, c'est l'agglomération ouvrière, c'est la condensation industrielle et commerciale, c'est enfin la

concentration des capitaux de toutes natures.

Et maintenant, est-il besoin de se demander quels seront fatalement les vaincus de cette lutte à outrance ?

Les petits capitalistes sont déjà condamnés ; ils disparaissent de plus en plus ; chaque jour amène la ruine d'un nombre plus grand de petits industriels et de petits commerçants : écrasés par l'impitoyable concurrence. Que peut l'intelligence, l'habileté, le travail d'un petit portefeuille contre la bêtise, l'ignorance et la paresse d'un coffre-fort crevant de bank-notes, de chèques et de valeurs ? Et pour mieux faire toucher du doigt les conséquences de l'ordre nouveau enfanté par le capitalisme, sur le monde des salariants eux-mêmes, procédons comme précédemment et étudions un exemple.

Telle industrie, la minoterie ⁷⁸ par exemple, comprend en France ⁷⁹ je suppose, dix mille industriels ; six mille ont des moulins à vent, trois mille des moulins hydrauliques et mille des moulins à vapeur.

Ces chiffres sont hypothétiques, mais qu'importe. Le raisonnement n'y perd rien et conserve toute sa vigueur.

Les possesseurs des moulins à vent sont tous de petits capitalistes dont la fortune est si restreinte qu'elle ne leur permet pas d'acheter ou de faire construire un moulin sur un cours d'eau ; les propriétaires de moulins hydrauliques sont également des industriels dont les capitaux, pour être moins

⁷⁸ Je prends la minoterie comme toute autre industrie le fer, le sucre, le coton, les tissus, la soie, la laine, le papier, etc., etc. Ce qui est applicable à cette industrie est évidemment applicable à toutes les autres.

⁷⁹ Je limite cet exemple à notre pays pour ne pas arriver à des chiffres trop élevés ou invraisemblables. Il est également évident que cet exemple doit être généralisé, et que, la concurrence étant, comme le marché, absolument internationale, ses résultats seront non pas locaux ou nationaux mais universels.

restreints que ceux des premiers, ne sont pas assez étendus pour faire face aux dépenses que nécessite l'installation d'une minoterie à vapeur ; en sorte qu'il est permis d'incarner la classe capitaliste toute entière dans cet exemple et de dire que : le moulin à vent, c'est la petite industrie ; le moulin hydraulique, c'est l'industrie moyenne ; le moulin à vapeur, c'est la grande industrie.

(A). — L'air est une force capricieuse et essentiellement limitée ; limitée aussi, quoique moins restreinte et en tous cas moins capricieuse est la force demandée à un cours d'eau. Mais que sont ces deux forces comparées à celle de la vapeur ? Celle-ci alimentée sans cesse, peut être régularisée et poussée jusqu'à la plus extrême limite. Que le vent cesse de souffler ou ne souffle que légèrement, que par un temps de sécheresse ou de pluies répétées, le cours d'eau soit trop ou trop peu abondant et le grain n'est pas changé en poudre et le minotier est réduit au chômage ; la machine à vapeur, elle, pourvu que sa ration de combustible lui soit donnée, fonctionne toujours, mettant en mouvement les meules puissantes et multiples appelées à moudre le grain.

(B). — Le moulin à vent ne pouvant mettre en mouvement qu'une seule meule, ne demande qu'un outillage élémentaire ; le moulin hydraulique réclame un mécanisme plus complexe ; mais le moulin à vapeur commande à un outillage infiniment plus compliqué, car la machine à vapeur est appelée à faire mouvoir un arbre de couche qui peut commander à une série considérable de meules et d'organes mécaniques.

(C). — Le petit meunier, n'engageant dans son installation primitive qu'un petit capital, son outillage étant peu développé, et la force dont il dispose étant relativement faible et nécessairement indocile et irrégulière, est obligé de limiter sa production à un chiffre très modeste ; le meunier qui utilise la

force hydraulique ayant mis dans son industrie un capital plus élevé, disposant d'un outillage et d'un personnel plus important, bénéficiant d'une force plus grande et soumise à des irrégularités moins fréquentes, doit atteindre une production beaucoup plus abondante ; le minotier dernier système, celui qui se sert de la force vapeur, ayant engagé dans son installation un capital qui serait une fortune, commandant à un outillage formidable et à un personnel nombreux, maître d'une force douée d'une régularité de puissance et de facilité d'extension, pour faire fructifier ses capitaux, pour utiliser son outillage, occuper son personnel et employer sa force motrice, est dans l'absolue nécessité de faire un chiffre d'affaire énorme.

Or, s'il est actuellement une vérité qui saute aux yeux et que personne ne saurait mettre en doute, c'est que, pour acheter, produire et vendre dans de bonnes conditions, c'est-à-dire avec bénéfices il faut acheter, produire et vendre en grand.

Mais pour acheter grandement, il faut de grands capitaux qui, vous permettant de payer comptant, vous mettent à même de profiter d'un cours favorable, de traiter une affaire ronde, d'accaparer un produit sur un marché ; pour produire en grand, il faut encore de grands capitaux qui seuls vous rendent maîtres d'un outillage perfectionné, quelque coûteux qu'il soit, quelque emplacement qu'il exige, quelque installation qu'il réclame ; enfin pour vendre avec profit (et n'oublions pas que l'achat des matières premières et la fabrication des produits ne sont faits qu'en vue de la vente) il faut encore de grands capitaux, tant pour conserver et ne vendre qu'à la hausse des matières ou des produits momentanément en baisse, que pour influencer les cours par l'énorme quantité de marchandises dont on peut inonder le marché et pouvoir faire à la clientèle solvable un crédit qu'on lui fait chèrement payer.

Dès lors, est-il besoin d'indiquer par le menu de quelle

façon agira, dans l'exemple qui nous occupe, l'inflexible loi de la concurrence ? Qu'il nous suffise d'ouvrir les yeux et nous constaterons (a) que les moulins à vent désertés de plus en plus n'existent d'ores et déjà qu'en nombre de plus en plus restreint ; ruinés, expropriés, refoulés dans le prolétariat des villes et des campagnes, les six mille petits meuniers qui ont voulu lutter contre leurs rivaux mieux armés, mieux outillés, c'est-à-dire plus riches ; (b). Le beau temps des moulins hydrauliques est sur son déclin ; comme ils ont dévoré les moulins à vent, ils seront engloutis par les minoteries à vapeur arrondissant de plus en plus leurs flancs ; ruinés à leur tour, abandonnés ou sur le point de l'être, les trois mille moulins que font marcher nos rivières et nos fleuves.

(C). — Alors se trouveront en présence les mille minoteries à vapeur, et la lutte, pour être circonscrite entre un nombre moindre de combattants, n'en sera que plus ardente et meurtrière. Les moins riches, les moins bien outillés, les moins bien installés, feront place, peu à peu, aux mieux installés, aux mieux outillés et aux plus riches ; jusqu'à ce que dans chaque région subsistera un de ces monstres, un seul, repu du sang de tous les autres, gavé de leurs os et gonflé de leur chair.

Or, il est de toute évidence que les nécessités de la lutte entraînent et entraîneront de plus en plus la création de ces immenses ateliers dans lesquels les masses ouvrières agglomérées accourent au son de la cloche ou au coup de sifflet de la machine. La classe prolétarienne déjà fort nombreuse voit et verra ses bataillons renforcés chaque jour par la faillite et la ruine de la petite bourgeoisie d'abord, plus tard, de la bourgeoisie moyenne.

Ce travail d'élimination des plus faibles par les plus forts, de concentration de l'outillage mécanique, d'extension des forces productives, de condensation de toutes les richesses

sociales, ce travail est précédé, accompagné et suivi de crises périodiques, de reprises et d'arrêts dans le travail, de soubresauts, de convulsions répétées, présentant les mêmes symptômes, se produisant avec une intensité croissante et engendrant les mêmes résultats que les crises dont j'ai parlé plus haut et qui, depuis plus d'un demi siècle, se reproduisent tous les dix ans environ avec une régularité désespérante.

Ces crises, qui sont de véritables combats, ont pour conséquence d'écraser encore la masse des vaincus, d'augmenter le nombre des victimes, et, par suite, de diminuer celui des vainqueurs.

Après chaque lutte le vaincu se trouve plus misérable, plus amoindri, plus exténué, plus opprimé ; le vainqueur plus fort, plus maître que jamais ; ainsi sous tous les rapports, la distance entre le capitaliste et le prolétaire devient plus considérable, le fossé grandit, se creuse et devient abîme. Toute égalité, même apparente, entre le salariant et le salarié s'efface ; l'inégalité apparaît, s'accuse, devient de plus en plus révoltante.

Et le nombre des non-possédants s'accroît tandis que celui des accapareurs diminue dans les mêmes proportions ; les chefs deviennent plus rares à mesure que plus nombreux sont les soldats ; la richesse et la puissance des maîtres grandissent en raison inverse de leurs forces numériques, et en raison directe des mêmes forces s'intensifient la faiblesse et le dénuement des esclaves.

* * *

Tout ce qui précède peut s'appliquer strictement au commerce grand, moyen et petit. La petite boutique se meurt. Le modeste détaillant attend vainement une clientèle que toutes les séductions attirent dans ces immenses magasins où le

ruissellement de l'or, le chatolement de la soie, l'installation luxueuse de comptoirs bondés de marchandises, la variété extraordinaire des produits, l'empressement des vendeurs, la gracieuseté des vendeuses, une exposition savante et sans cesse renouvelée de ces mille bibelots qu'on aime, exercent une irrésistible fascination sur le public en général et en particulier sur la femme dont la coquetterie se plaît tant aux fanfreluches et aux chiffons.

Tous les quartiers de Paris et toutes les villes un peu importantes de province sont aujourd'hui la proie de ces « mondes » commerciaux. On se croirait encore au moyen-âge, au temps où, tapis dans leur sombre manoir perché sur un roc commandant la région circonvoisine, les bandits-gentilshommes, suivis de leurs mercenaires, fondaient sur les malheureux égarés, d'aventure, dans leurs parages et, frappant d'estoc et de taille, arrachaient aux infortunés et la bourse et la vie.

Aujourd'hui les grands magasins — les bandits-gentilshommes et leurs mercenaires — leurs nombreux employés — laissent la vie aux voyageurs — le public — et se contentent de la bourse.

Tout autour de ces capharnaüms modernes, le petit commerce râle et s'éteint ; tel, nous dit la légende, le sort de ces mortels qui commettent l'imprudence de s'endormir dans le rayon du mancenillier !

Que de larmes, de ruines, de faillites, de désespoirs, de suicides représentent les deux cents millions qu'une Boucicault laisse à son décès !

* * *

Il n'est pas jusqu'à la propriété terrienne qui ne se ressente des épouvantables effets de cette concentration capitaliste.

Écrasées par l'impôt, rongées par l'usure, déchiquetées par l'hypothèque, les petites propriétés tendent à disparaître, absorbées par les vastes exploitations agricoles, les seules qui se prêtent à la culture scientifique moderne.

Les ventes se multiplient ; les études de notaires contiendront bientôt autant d'actes hypothécaires que de titres de propriété.

Rudolf Meyer et Gabriel Ardent (*Le Mouvement agraire*) donnent les chiffres suivants :

Dette hypothécaire en 1820 : 8 Milliards		
Dette	«	« 1840 : 12 Milliards
Dette	«	« 1868 : 16 Milliards
Dette	«	« 1887 : 20 Milliards

À lui seul, le Crédit Foncier détient une bonne partie de la propriété terrienne et bâtie, et l'on sait déjà que la grande propriété possède les trois cinquièmes du territoire français ⁸⁰.

80 Il est juste pourtant de remarquer que, grâce à la confiscation révolutionnaire du siècle dernier, le sol français est encore beaucoup plus morcelé que celui de la plupart des autres nations.

En Angleterre et dans le pays de Galles, 100 individus possèdent à eux seuls 4 millions d'acres de terrain (1 million 600.000 hectares environ).

En 1887, deux tiers environ de toute la richesse nationale de l'Angleterre se trouvaient entre les mains des 13% de sa population.

B. Malon (*Socialisme Intégral*, t. 1, p. 277) dit qu'en Angleterre, le duc de Northumberland, propriétaire de 186.397 acres, possède plus à lui tout seul que les 703.289 petits propriétaires.

La moitié de l'Écosse appartient à 70 propriétaires ; neuf dixièmes du sol appartiennent à 17.000 individus ; une douzaine de propriétaires y possèdent à eux seuls, 4.366.000 acres (2.000.000 d'hectares environ). Moitié du sol de l'Irlande est la propriété de 800 individus environ.

D'après M. Coste (*Étude statistique sur la richesse comparative des départements de la France*) le sol en France a une valeur d'environ 90 milliards.

Or si, d'une part, la grande propriété en accapare les trois cinquièmes, soit 54 milliards et si d'autre part, la petite propriété est grevée d'une dette hypothécaire de 20 milliards, ce qui fait qu'en réalité, jusqu'à concurrence de ces 20 milliards, la terre ne lui appartient que de nom, on voit qu'elle ne possède en fait que $90 - 74 (54 + 20) = 16$ milliards.

Que devient le lopin de terre auquel est si attaché le paysan de France... et même de partout ?

* * *

Enfin au dessus de la propriété foncière, commerciale et industrielle, et comme le vautour prêt à fondre sur sa proie, plane la haute finance. Celle-là est la condensatrice par excellence de tous les capitaux ; et, comme si les frontières la gênaient dans son œuvre spoliatrice, son cachet spécial est le cosmopolitisme.

Par le lancement de toutes les grosses affaires, par les

Aux États-Unis le spectacle est le même. Le terrain sur lequel la ville de New York est bâtie appartient à 10.000 individus seulement. New-York compte 2 millions d'habitants. A Chicago (1.200.000 habitants) la propriété du sol appartient à 5.000 personnes. D'après les chiffres officiels publiés dernièrement, la dette hypothécaire aux États-Unis dépasse 45 milliards de fr. ; les débiteurs hypothécaires sont au nombre de neuf millions, le septième de la population.

On pourrait, pour chaque pays, produire des chiffres à peu près aussi éloquentes. J'ai tenu à noter tout spécialement ce qui se rapporte à la Grande-Bretagne, et aux États-Unis, parce que ce sont les pays les plus industrialisés, ceux qui possèdent la force mécanique la plus considérable, ceux par conséquent dans lesquels la concentration industrielle et commerciale s'est le plus développée et le lecteur pourra inférer de ces chiffres que la propriété agricole, elle-même, n'échappe pas à la loi générale de concentration capitaliste.

emprunts publics, par sa participation à toutes les entreprises importantes, par l'élasticité avec laquelle elle déplace les capitaux, par la souplesse dont elle est susceptible quand il s'agit de faire volte-face ; par les intérêts énormes qu'elle domine, par la toute puissance des capitaux qu'elle peut mettre en mouvement ; par l'influence décisive qu'elle exerce sur la presse, par le prestige dont elle jouit et les mille ressorts qu'elle peut faire mouvoir, la haute Banque domine les opérations de toute nature qui marquent dans les annales de notre époque.

Ils sont quelques richissimes banquiers, grands établissements de crédit et spéculateurs effrénés, qui, se constituant en syndicats peuvent, à leur gré et sans effort, ruiner l'entreprise la plus prospère ou faire affluer des centaines de millions dans les caisses les plus louches.

Leur rôle consiste à drainer périodiquement l'épargne publique, à accaparer toutes les bonnes affaires et à se débarrasser sur les *gogos* de toutes les mauvaises.

Il consiste encore à *financiariser* toutes sortes d'opérations en multipliant les sociétés anonymes, dans le but de mettre la main sur la plupart des entreprises commerciales et industrielles, en tous cas sur les plus importantes et de se rendre maître ensuite, par le mouvement des actions et des obligations et la centralisation du papier valeur et du papier crédit, de la vie économique des sociétés humaines.

Maîtres du marché, libres d'y faire la pluie et le beau temps, y provoquer, suivant leur intérêt du moment, la hausse ou la baisse, de jeter la panique en répandant des nouvelles alarmantes, ou d'élever à des hauteurs fantastiques des valeurs sans consistance, en créant sur ces valeurs un marché fictif ou en les faisant appuyer par les journaux à leur solde, ils mettent, par ces coups de bourse, des centaines de millions dans leur

escarcelle.

C'est par ces procédés d'agiotage auxquels se laissent toujours prendre les simples et même les roublards qui n'ont pas la chance d'être dans le secret des combinaisons qui se trament, qu'une oligarchie se trouve, sans avoir jamais fait œuvre de ses dix doigts, posséder une bonne partie de la fortune publique et être maîtresse absolue de nos chemins de fer, de nos compagnies de navigation, de l'éclairage de nos cités, de nos sociétés houillères, de nos grands établissements financiers, de notre crédit.

Aussi M. le comte de Mun a-t-il pu, du haut de la tribune française, sans faire naître la moindre protestation, prononcer ces paroles mémorables ⁸¹ « Le peuple voit partout l'injustice triomphante et impunie ; les scandales financiers, la spéculation et l'agiotage élevant des fortunes scandaleuses imméritées et creusant autour d'elles des abîmes de misère ! »

* * *

Dès la première moitié de ce siècle, les précurseurs du socialisme : les Saint-Simon, les Owen, les Fourier, les Cabet, avaient annoncé en termes précis cette tendance particulière à notre époque : la division de la société en deux classes de plus en plus distinctes, la bourgeoisie et le prolétariat, l'une allant à l'extrême richesse, l'autre au dénuement extrême.

« Tous les progrès des sciences et des arts, dit Vidal, aboutissent à rendre le travail inutile, à faire accomplir la production par des moteurs inanimés, à rendre les riches toujours plus riches et le reste de la population de plus en plus misérable. »

⁸¹ Chambre des Députés. Séance du mercredi 16 novembre 1892.

À son tour Proudhon écrit : « Comme l'avouait naguère devant le parlement anglais, un illustre ministre, le progrès de la misère est parallèle et adéquat au progrès de la richesse. »

Dans son *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Engels s'exprime ainsi : « Il existe une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle façon que l'accumulation des richesses à un pôle, c'est une égale accumulation de souffrance, de pauvreté, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation du côté de la classe qui produit ».

Voici l'opinion de Lange dans son *Histoire du matérialisme* : « Accumuler à la hâte des moyens de jouissance, pour les employer, en majeure partie, non à la jouissance, mais à l'agrandissement de la fortune déjà acquise, voilà le trait caractéristique de notre époque. »

Enfin, voici celle du sympathique auteur du *Précis du Socialisme*⁸² Benoît Malon : « Le mécanisme capitaliste accélère son action dévoratrice des petits capitaux : petits patrons, petits commerçants, petits propriétaires, sont actuellement dépossédés par millions dans le rayonnement européen-américain. Le monstre les saisit par l'usure ou par la concurrence dans ses griffes de fer, les dépouille, les ruine et les jette, désespérés, dans les rangs du prolétariat de la sorte continuellement grossi et rendu toujours plus formidable et plus mécontent. »

* * *

Au point de vue que je développe en ces pages rapides, on peut admettre que le monde social se compose de trois couches superposées : en bas, la classe pauvre, le prolétariat

⁸² Pages 136 et 137.

comprenant ces millions de déshérités qui ne possèdent pas autre chose que leur intelligence ou leurs bras ; au milieu, la classe moyenne, intermédiaire entre les deux autres dont les membres ont, pour la plupart, des origines prolétariennes mais aspirent à s'élever jusqu'à la classe riche ; dans ce groupe d'individus figure tout ce qui vit de petite propriété, de petit commerce, de petite industrie ; c'est, en somme, la bourgeoisie petite et moyenne ayant un pied dans l'aristocratie financière, un autre dans la plèbe appauvrie ; enfin, en haut, la classe riche composée du gros commerce, de la haute industrie, de la vaste propriété, de la haute finance.

Le nombre des individus appartenant à chacun de ces groupes est en raison inverse de leur situation de fortune. Les pauvres sont les plus nombreux ; les riches ne sont qu'une poignée.

Le processus capitaliste a pour effet de créer à travers ces classes comme un gigantesque mouvement de pompe aspirante et foulante : tandis que les biens, les fortunes, les capitaux de toutes sortes de la classe moyenne sont pompés, aspirés par en haut, les individus sont refoulés par en bas, discrédités, faillis, ruinés.

Cette petite et moyenne bourgeoisie me fait l'effet de ces joueurs éprouvés par la déveine qui, rangés autour de l'immense tapis vert s'entêtent à ponter contre un banquier devant lequel s'entassent les monceaux d'or et les billets de banque. En vain tout leur crie qu'ils perdront jusqu'à leur dernier sou, que des cartes habilement préparées et ce que dans le monde des cercles on appelle « la force de l'argent » assurent au banquier la victoire. Un « je ne sais quoi » les retient autour du fatal tapis ; ils espèrent toujours que la chance finira par leur sourire et que quelque hasard inespéré les fera rentrer dans leurs fonds et même être en gain ; et cette espérance insensée

ne les quitte que lorsque, leur dernière mise ayant été raflée, ils retournent, une à une, toutes leurs poches, comme s'ils allaient y découvrir une dernière ressource et finalement s'aperçoivent qu'ils sont complètement décavés.

Que de découragement, que de colère, que d'exaspération et de souffrance chez ces gens qui ont connu et l'indépendance que donne une modeste aisance et la joie d'un intérieur confortable et la considération qui s'attache à tous ceux qui font bonne figure dans la société, quand, par la force des choses, malgré leur assiduité au travail, malgré leurs connaissances techniques et professionnelles, malgré l'énergie tenace qu'un indomptable espoir a su leur inspirer, ils se voient brusquement — et pour toujours — dépossédés, expulsés, saisis, ruinés, déshonorés parfois !

La voilà bien la triste réalisation de cette prophétique parole de J-B. Say : « La richesse et la misère s'avancent en ligne parallèle » ce qui signifie que tandis que les uns deviennent de moins en moins nombreux et de plus en plus riches, les autres deviennent de plus en plus pauvres et de plus en plus nombreux.

En sorte que le moment n'est pas loin, si l'on n'avise pas, où l'humanité offrira à nos regards ce spectacle étrange : d'un côté, une poignée d'individus scandaleusement riches, se torturant l'imagination à la recherche de folles extravagances pour dépenser leur argent ; de l'autre, une innombrable foule de miséreux devant lesquels se dressera, sinistre et farouche, le problème de l'existence à résoudre chaque jour : multitude formidable de désespérés qui hurleront la faim.

Oui, d'ici, et dans le calme et le recueillement qui conviennent à celui qui écrit et, de sa plume, soulève le voile qui nous cache l'avenir, mais avec cette angoisse qui étreint tout

homme de cœur en face de quelque chose de monstrueux, j'assiste à ce spectacle et je me demande si ces masses torturées par les affres de la misère, n'ayant plus devant elles la petite et moyenne bourgeoisie pour les empêcher de voir ceux qui les dépouillent, une fois face à face avec leurs détrousseurs, auront la lâcheté de courber la tête, de se croiser les bras ou le courage de se ruer sur leurs bourreaux.

V. — QUELQUES AUTORITÉS

Depuis longtemps tous ces désastreux résultats de la propriété individuelle ont été prévus, dénoncés, flétris. Il faudrait, pour les nier, être de ceux qui ont des yeux et ne veulent point voir, des oreilles et ne veulent pas entendre.

« Quiconque attend un salaire, dit Marmontel, est esclave. »

Le célèbre auteur de *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*⁸³ reconnaît que « aussitôt que la terre devient une propriété privée, le propriétaire demande, pour sa part, presque tout le produit que le travailleur peut y faire croître ou y recueillir.

« Quand, pour des raisons qu'il est inutile d'exposer ici, la domination du capital a remplacé celle des détenteurs du sol, c'est-à-dire quand le système bourgeois a remplacé le système féodal, nobiliaire — ce qui existe dans une grande partie de l'Europe — alors, ce n'est plus le propriétaire du sol qui est le maître, c'est le capitaliste et tous ceux qui n'ont rien, ou les prolétaires sont *ses esclaves*. »

⁸³ Adam Smith, économiste écossais.

Dans un ouvrage couronné par l'Institut, Pecqueur s'exprime ainsi : « La combinaison qui se pratique actuellement par toute la terre est celle qui fait des maîtres et des ouvriers, des capitalistes et des travailleurs. Ce mode est loin d'être un semblant d'association, il est bien plutôt la négation de toute association. Ici le capital est un seigneur qui engloutit tous les bénéfices et le travail un esclave qu'on force à soulever des montagnes. Ici, l'inégalité des biens et des jouissances est forcée et toujours à son maximum. Il suffit d'avoir la propriété d'un instrument de travail, la disposition ou la possession d'un capital pour s'approprier de plus en plus les instruments du bien-être et de la liberté positive. Il est d'ailleurs infaillible que dans ce mode de propriété, un petit nombre s'approprie, s'inféode presque tous les revenus. »

Stuart Mill constate que « jusqu'à présent les machines n'ont pas abrégé d'une heure le travail d'un seul être humain. »

Adolphe Blanqui, le propre frère du farouche révolutionnaire qui passa en prison ou en exil la moitié de sa longue existence, dans son *Histoire de l'Economie politique*, déclare que : « la misère publique est un grand fait social particulier aux temps modernes et qui se manifeste de plus en plus à mesure que la civilisation se répand. »

Écoutez Lamennais : « qu'est aujourd'hui le prolétaire à l'égard du capitaliste ? un instrument de travail.

« Affranchi par le droit actuel, légalement libre de sa personne, il n'est point, il est vrai, la propriété vendable, achetable de celui qui l'emploie. Mais cette liberté n'est que fictive. Le corps n'est point esclave, mais la volonté l'est. Dira-t-on que ce soit une véritable volonté que celle qui n'a le choix qu'entre une mort affreuse, inévitable et l'acceptation d'une loi imposée ?

« Les chaînes et les verges de l'esclave moderne, c'est la faim ! »

En deux lignes, Proudhon a merveilleusement caractérisé la situation : « Les machines, de même que la division du travail, sont tout à la fois, dans le système actuel de l'économie sociale, et une source de richesse et une cause permanente et fatale de misère. »

« L'esclavage auquel la bourgeoisie a soumis le prolétariat se présente sous son véritable jour dans la fabrique, » dit Frédéric Engels.

Depuis plus de 30 ans, il n'est pas un écrivain, penseur ou philosophe socialiste qui n'ait hautement proclamé que nous sommes menacés d'un retour à la féodalité par l'accumulation des richesses entre les mains de quelques-uns et la misère exténuante du plus grand nombre.

J'ai voulu garder pour la fin cette magnifique citation que j'ai détachée d'un livre qui fit naguère un bruit énorme⁸⁴ et qui émane d'un des maîtres les plus respectés du matérialisme scientifique, le docteur L. Büchner. « L'excès de pauvreté et l'excès de richesse, l'excès de force et l'excès d'impuissance, l'excès de bonheur et l'excès de misère, l'excès du superflu et l'excès du dénuement, une fabuleuse science et une ignorance fabuleuse, le travail le plus pénible et la jouissance sans effort, tous les genres de beauté et de splendeur et la plus profonde dégradation de l'existence et de l'être, ce sont là les traits qui caractérisent notre société actuelle qui, par la grandeur de ses contrastes, surpasse les pires époques d'oppression politique et d'esclavage. »

⁸⁴ *L'homme selon la Science*, page 220.

La douleur universelle

Je ne dirai rien de plus, pour le moment, sur l'iniquité économique.

Tels sont les abîmes de souffrance et de servitude dans lesquels roule l'humanité pour s'être soumise à cette exécration formule : *Tout appartient à quelques-uns !* »

La douleur universelle

CHAPITRE CINQUIÈME CAUSES DE LA DOULEUR UNIVERSELLE

CAUSES SECONDES ET DIVERSES : LES INSTITUTIONS SOCIALES (SUITE) — L'INIQUITÉ POLITIQUE

I. — *Considérations générales.* — L'iniquité politique se résume dans le mot « Gouvernement » et la formule : « tous obéissent à quelques uns ». Rapports chronologiques de la propriété et du pouvoir. Origines de celui-ci. Son histoire en France.

II. — *Le mécanisme gouvernemental.* — L'idée de Gouvernement implique l'idée de Droit et de Force. Lien nécessaire et constant de ces trois idées. Aperçu historique : Droit de la force brutale ; Droit divin ; Droit humain.

III. — *Le Droit contemporain. A. Théorie.* — Les diverses formes de Gouvernement se résument en deux types : monarchie et république. Fausseté de la liberté politique. Cette liberté est annulée en même temps que la souveraineté populaire par le système de la délégation ou représentation. Déléguer son pouvoir c'est le perdre. Réponse aux divers sophismes ayant pour objet de faire croire que la délégation n'est pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté individuelle. Identification irréalisable entre les sentiments et les idées du mandataire et des mandants. Cet accord idéal ne peut exister que sur le terrain des sciences exactes et positives. L'unanimité des convictions ne peut pas se produire sur les questions qu'un député est appelé à résoudre. Le Droit contemporain n'est donc qu'une odieuse tromperie. Le Droit actuel ne pouvant émaner de tous est censé reposer sur le plus grand nombre. Le plus grand nombre ne représente ni la science ni la vérité. L'histoire démontre la certitude du contraire. Le Droit et la justice se trouvent presque toujours du côté de la minorité. Ce qu'il faut penser de l'égalité

devant la loi. Toutes les lois sont faites au bénéfice exclusif d'une collectivité restreinte. Elles ont pour objet la sauvegarde du capital et du gouvernement. En tous cas ce serait l'Égalité dans la servitude. Toute loi a un caractère nécessairement oppressif. Incompatibilité de la loi et du Droit naturel. Différence essentielle entre les lois naturelles et les lois codifiées toutes artificielles. Nécessité de l'ignorance dans les masses populaires.

B. *Pratique*. — La loi des majorités aboutit en pratique, à la loi des minorités. chiffres probants à l'appui de cette vérité. Le système parlementaire amène fatalement le retour au Césarisme, au pouvoir personnel. Spectacle d'un pays « en mal d'élections » : Comités, agents, courtiers électoraux, manifestes et professions de foi, courbettes au suffrage universel, tournées, promesses, flagorneries du candidat, campagne odieuse de manœuvres et calomnies contre les adversaires. Après les élections : le système représentatif a pour traits distinctifs : l'absolutisme, l'irresponsabilité, l'incompétence, la stérilité, la corruption. Monographie de l'électeur. La scrutomanie.

IV. — *La Force*. — Nécessité de la force pour réprimer la révolte. Deux sortes de révolte : la révolte individuelle et la révolte collective. Contre la première : magistrature, police, gendarmerie, système pénitentiaire. Psychologie du magistrat. Le droit de juger et de condamner. Contre la seconde : l'armée. Le patriotisme n'est qu'un masque. Discipline abrutissante. Véritable rôle du soldat. Impuissance des armées permanente à sauvegarder l'intégrité des frontières. Supériorité sur ce point de la nation armée. Comment on éduque les jeunes générations dans la religion de la patrie et la haine de l'étranger. Les horreurs de la guerre. Le coût de la gloire. La politique n'est qu'une série de mensonges et d'hypocrisies.

I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

De même que l'iniquité économique se traduit en une simple expression : « la propriété individuelle », de même l'iniquité politique peut se résumer en un mot : gouvernement. La grande injustice « propriété » est celle qui a soulevé jusqu'à

ce jour et sur tous les points du globe, le plus d'imprécations parce que, d'une part les besoins du ventre sont ceux qui réclament satisfaction sous la forme la plus violente et la plus universelle ; parce que, d'autre part la tyrannie propriétaire produit les inégalités les plus révoltantes, les plus meurtrières et les plus difficiles à abriter sous un masque quelconque.

Mais pour avoir été dénoncée avec moins d'éclat, pour soulever peut-être moins de colère, l'iniquité politique n'en est pas moins la cause de maux cruels, de souffrances aussi profondes.

Grand est le tort de la foule qui se laisse lâchement dépouiller par une poignée de riches ; non moins grande est l'erreur de la masse qui se laisse dominer par une bande de despotes.

À cette formule économique : « tout appartient à quelques uns », dont je viens d'exposer les terribles conséquences, il convient d'ajouter celle-ci : « tous obéissent à quelques uns » dont il me reste à faire connaître les déplorables résultats.

Les origines du pouvoir ne sont pas plus respectables que celles de la fortune privée. On a épilogué bien longtemps et on ergote encore beaucoup sur le point de savoir sous quelle forme : économique ou politique, l'autorité a fait au sein des sociétés humaines sa première apparition. La question reste pendante. Les uns affirment que, des premières guerres contre les animaux féroces et contre les autres groupements a surgi dans chaque tribu ou peuplade l'autorité absolue que les plus forts ou les plus expérimentés se sont attribuée sous le titre de chefs ; que la conquête, faisant tomber sous la puissance tyrannique de ces maîtres primitifs les peuplades défaites et les territoires par elle occupés, ces guerriers victorieux se sont arrogé le droit de faire travailler les vaincus et de confisquer, en

même temps que leurs terres, le produit de leurs labeurs ; que par la suite, et pour que nul ne songe à leur en contester le profit, ces maîtres, avec la complicité des législateurs et des prêtres, ont peu à peu fortifié leur suprématie et consolidé les bases de leurs usurpations par des législations et des préceptes religieux.

Les autres enseignent que la propriété individuelle remonte à des origines plus anciennes que le pouvoir ; qu'aux temps antiques les hommes furent chasseurs et pêcheurs d'abord, ensuite pasteurs et agriculteurs. Que les guerres proprement dites de tribu à tribu n'eurent pour point de départ que l'état de prospérité plus ou moins avancée des peuplades voisines, la guerre n'ayant en ces époques reculées, d'autre objet que la dépossession des plus faibles et leur réduction en esclavage ; que ce développement de la culture ne saurait s'allier à l'absence de propriété privée ; que celle-ci a donc dû nécessairement précéder le pouvoir, l'engendrer par la suite, afin de trouver en lui un protecteur, un défenseur, un soutien contre les revendications suscitées par les convoitises voisine.

Or, il ne me semble pas que les uns ni les autres aient apporté à l'appui de leurs dires de décisives preuves, des faits indiscutables.

Est-ce le droit de commander qui a précédé et amené celui de posséder, ou bien est-ce le droit de posséder qui a précédé et amené celui de commander ? L'autorité s'est-elle affirmée d'abord sur les choses, ensuite sur les individus ? est-ce l'opposé qui a eu lieu ? Je ne me prononcerai pas catégoriquement sur ce fait historique vraisemblablement condamné selon moi, à rester, en l'absence de documents précis, enveloppé d'incertitude.

Mais cela n'a qu'une importance secondaire ; ce qui

résulte de l'examen minutieux de ce qui a été autrefois et de ce qui est à notre époque, ce qu'il importe d'observer, c'est que depuis une suite déjà longue de siècles, le pouvoir et la propriété marchent de front ; l'un consolidant l'autre ; que la genèse du premier ressemble à s'y méprendre à celle de la seconde ; que ces deux formes de l'autorité semblent avoir toujours cheminé côte à côte ; qu'il paraît impossible de faire du mal à celle-ci sans nuire à celle-là, qu'elles sont aujourd'hui si solidement rivées que le sort de l'une est indissolublement lié au sort de l'autre.

Ce lien est si étroit qu'on le retrouve jusque dans les diverses transformations et manières d'être du pouvoir et de la propriété. Pour ne parler que de la France, l'histoire de l'accaparement gouvernemental peut, tout comme celle de l'extension des richesses, être réduite aux trois phases suivantes :

Avant 1789 : guerre, violence, rapine, superstition religieuse, captation des cerveaux — C'est l'opinion de Guizot : « il est impossible, dit-il, de ne pas reconnaître que la force a souillé le berceau de tous les pouvoirs du monde, quelles qu'aient été leur nature et leur forme. »

Pendant la période révolutionnaire : dépossession de la noblesse et du clergé, et déchéance de la royauté, au bénéfice de la classe bourgeoise, après cette époque, sauf quelques mouvements nous ramenant par intermittence aux anciens régimes un peu modernisés ; l'exploitation de l'ignorance soigneusement entretenue par d'habiles sophismes dans l'esprit populaire.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude que je m'arrête aux deux premières phases. Ceci n'est pas un essai d'histoire mais de philosophie. Par contre, pour faire saisir

l'enchaînement qui relie l'iniquité politique au malheur universel, je dois porter tout l'effort de cette recherche sur les conditions dans lesquelles s'exerce le pouvoir à notre époque.

Cette question est, à mon sens, à peu près inconnue ou, plus exactement, fort mal comprise. Car si les économistes officiels se sont ingéniés à compliquer les problèmes si simples au fond et si limpides concernant la propriété, les politiciens — et pour cause — se sont appliqués à embrouiller et obscurcir ceux qui touchent au pouvoir gouvernemental.

Les préjugés ici pullulent, tous reposant plus ou moins sur des malentendus, de fausses interprétations et une « *mescience* » complète de ce qu'est cette machine en apparence si compliquée : un gouvernement ; je ne dis pas une royauté absolue ou institutionnelle, un empire ou une république, mais *un gouvernement tout court*, c'est-à-dire quel qu'il soit, quelles que soient sa forme et son étiquette, quels que soient *son principe et son personnel*.

II. LE MÉCANISME GOUVERNEMENTAL

L'idée de gouvernement renferme, de toute nécessité, les deux idées suivantes : Droit et Force.

À l'idée de droit correspondent les considérations de toute nature qui s'attachent au titre auquel on gouverne, à la base sur laquelle repose l'autorité, au principe au nom duquel on édicte la loi.

À l'idée de force se rattache tout ce qui assure matériellement le respect de la loi, sa stricte exécution : sa sanction si elle est violée, sa défense, si elle est menacée.

Tout ce qui a trait à l'une ou à l'autre de ces idées de force ou de droit, se groupe autour de ce centre : le gouvernement.

Il est impossible en effet de concevoir un système gouvernemental quelconque, sans avoir instantanément l'idée d'une règle de conduite imposée à tous les êtres sur lesquels il étend son pouvoir ; et il n'est pas plus possible d'imaginer cette règle des actions — quelle qu'elle soit du reste ; bonne ou mauvaise, juste ou inique, rationnelle ou fausse, indulgente ou sévère — sans songer concurremment à la nécessité de garantir, par tous les moyens possibles, l'observance de cette règle par ceux auxquels elle s'applique.

Ce fait est si évident que je ne m'y arrête pas davantage.

Or, historiquement, l'idée du droit et de la force qui caractérise tout gouvernement s'est modifiée en même temps, dans le même sens et dans la même mesure que celle de gouvernement, tant il est vrai que qui dit ceci dit cela et qu'il est absolument impossible de détacher quoi que ce soit de ce bloc.

À l'origine, le gouvernement a pour base la force brutale ; le droit est nécessairement le droit du plus fort et, le droit se confondant alors avec la force, celui-là est subi comme celle-ci. Peu ou point d'appareil législatif, judiciaire, policier. C'est par la brutalité expéditive des muscles et des armes que sont tranchés tous les différents, réprimés tous les délits, punies toutes les révoltes contre l'autorité souveraine.

Plus tard, lorsque les esprits se furent suffisamment teints de religiosité, lorsque les cosmogonies spiritualistes eurent persuadé à l'homme qu'il n'était entre les mains du créateur qu'un frêle roseau que sa colère pouvait briser sans le moindre effort, quand sur l'idée du Dieu créateur vint logiquement se greffer celle du Dieu révélateur des destinées

humaines et indiquant la voie à suivre, lorsqu'enfin la religion chrétienne se fut acclimatée dans une grande partie de notre monde civilisé, courbant les têtes sous le même dogme et les consciences sous les mêmes commandements issus d'un Être suprême se manifestant à Moïse au milieu des éclairs du Sinaï, ce jour là, le droit de la force brutale fut remplacé par le Droit divin. Le gouvernement alors, c'est la délégation sur la terre d'êtres appartenant à une race d'élection, de créatures marquées par Dieu lui-même du sceau de la puissance des maîtres, donnés aux peuples par la Providence pour leur servir de pasteurs et de guides. Leurs ordres, leurs prescriptions, leurs défenses, inspirés par le Monarque Éternel lui-même doivent être partout et par tous respectés. Quiconque méconnaît ce droit d'essence divine s'expose, de son vivant, aux pires châtiments, juste peine de la faute commise, et si la justice humaine l'épargne, le juge suprême devant lequel comparaissent tous les mortels un jour, le condamnera à des supplices éternels dont le moindre dépasse l'imagination.

À ce concept particulier du Droit, correspond un état d'esprit tout spécial, fait de crainte, de soumission et même d'amour, en tous cas de fatalité résignante. Le Droit est consenti, accepté.

C'est l'époque à laquelle la puissance des Grands revêt une allure majestueuse et s'enveloppe d'un certain mystère. Les souverains sont des êtres surhumains, auréolés d'une sorte de Divinité. Les Individus leur appartiennent comme leurs richesses. Au-dessus de ces têtes couronnées, et les dominant de toute la distance qui le rapproche du Très-Haut, le successeur de Saint-Pierre, de la ville dite Éternelle, distribue ses Bénédictions ou ses Excommunications ; sa voix de tonnerre frappe d'épouvante et ses ordres inclinent les fronts les plus altiers.

Le législateur et le savant se confondent alors avec le précepteur et le confesseur des princes. L'Église omnipotente a l'oreille des monarques et c'est sous l'inspiration de ses ministres occupant, parfois officiellement, le rang le plus élevé dans le temporel, que le Droit s'élabore et que la Loi se formule.

La Force elle-même revêt un caractère religieux ; ses muscles portent soutane ; les tribunaux sont composés de moines ; le crime le plus abominable est l'hérésie ou le schisme ; les bûchers s'allument et flambent pour le téméraire qui doute ou nie.

Gouvernement, Droit et Force, tout a une origine et des attaches surnaturelles ; tout descend du ciel, tout a une mission qui vient d'en haut.

Mais, pour que cet état de choses se maintienne le plus possible, il faut que la base n'en soit pas même discutée aussi est-il rigoureusement interdit de réfléchir, de penser, de critiquer. Le doute, le doute lui-même est une faute grave. Toute objection est mal vue ; toute affirmation contraire aux saintes Écritures est poursuivie, toute réfutation condamnée et la torture ne paraît pas une pénalité excessive pour l'audacieux qui ose s'insurger contre les textes ou la doctrine.

Mais l'esprit humain cherche malgré tout sa voie ; son invincible besoin de savoir le pousse à approfondir les problèmes ; ses aspirations naturelles vers le démontrable et « le cogniscible » l'incitent irrésistiblement à l'étude du comment et du pourquoi ; les connaissances peu à peu se développent : la matière se décide à se laisser pénétrer ; une série de phénomènes encore inexplicables est comprise ; en promenant à travers les déserts de l'espace leurs appareils d'investigations les savants ne trouvent nulle part la présence de l'âme immortelle ; la donnée matérialiste se précise ; l'esprit

philosophique intervient ; les sciences exactes disent leur mot ; la découverte de l'imprimerie, la multiplication des livres et l'extension de la presse vulgarisent rapidement l'idée nouvelle ; il se produit enfin un si colossal mouvement d'opinion que le monde, basé sur le Droit divin, en est emporté.

Alors apparaît la troisième forme du Droit ; je l'appellerai le Droit humain, par opposition à celui qui l'a précédé.

Celui-ci ne vient pas d'en haut, mais d'en bas ; il ne descend pas du ciel, il surgit de la terre ; il ne procède pas de Dieu, il émane des hommes. L'être humain n'est plus une marionnette dont le Tout-Puissant tient les fils ; il est un individu libre, pensant, raisonnable auquel appartiennent le droit et la puissance de fixer ses propres destinées et de déterminer les conditions dans lesquelles il lui plaît de vivre en société. Le gouvernement n'est plus aux mains des représentants de Dieu sur la terre, il échoit aux représentants du peuple. Du coup, la souveraineté du citoyen est reconnue, proclamée, il ne subit plus les lois édictées par le caprice d'un despote, la volonté d'un tyran ; il confectionne lui-même les lois appelées à le régir ; d'accord avec ses semblables, il discute la loi et celle-ci ne devient exécutoire qu'autant qu'elle a été élaborée en commun et consentie par tous. Le Droit est l'expression sincère, formelle et indépendante de la volonté nationale résumée en une série de codes et règlements faits par tous, applicables à tous. Tel est le nouveau concept du Droit.

La Force suit tout naturellement une parallèle évolution. Elle ne se résout plus en une troupe de mercenaires, satellites du plus fort, comme aux temps antiques ; elle ne se montre plus sous la forme d'une sanction ultravitale ; elle ne se manifeste plus par des tribunaux d'inquisiteurs secondés par le bras séculier, comme au moyen-âge. Elle s'affirme sous les espèces et apparences d'une magistrature nationale, d'une police et

d'une gendarmerie nationales, d'une armée nationale, de prisons nationales, de guillotine nationale, en sorte que gardiens de prison, soldats, gendarmes, policiers, bourreaux et magistrats ont un caractère aussi démocratique que le Droit et le Gouvernement eux-mêmes.

La souveraineté, on le voit, s'est ainsi successivement déplacée ; ayant, à l'origine, un cachet exclusivement personnel, elle s'attacha à celui dont la haute stature, la force herculéenne et la cruauté surent en imposer aux autres ; sous l'influence prépondérante de l'idée religieuse, elle s'incarna dans une caste comprenant ceux que Dieu marqua de son sceau ; de nos jours enfin, elle a perdu son caractère de privilège et embrasse l'universalité des humains.

Le guerrier, le noble, le citoyen, voilà la trilogie souveraine dans l'ordre chronologique.

Et maintenant que j'ai démontré, m'appuyant sur la raison et sur l'histoire, l'imbrisable lien qui unit l'idée de Droit et de Force à celle de Gouvernement ; maintenant que j'ai établi, irréfragablement je crois, que tout Gouvernement, quel qu'il soit : antique, moderne ou contemporain ; monarchique ou républicain ; aristocratique ou démocratique, ne peut exister sans un Droit qui le justifie et sans une Force qui le sauvegarde, je vais faire voir ce qu'il faut penser du Droit contemporain et de la Force qui l'accompagne.

III. — LE DROIT CONTEMPORAIN

A. — Théorie.

Toutes les formes du gouvernement peuvent être

ramenées à deux types fondamentaux : le type monarchique, le type républicain. Ce qui caractérise le premier, c'est le pouvoir personnel conférant à un individu le droit de faire la loi et de l'imposer à tous ses sujets. Quand une nation parvient à un certain degré de développement et que la pensée s'est affranchie de certains jougs, le pouvoir absolu du prince régnant est tempéré par celui de son peuple auquel est concédée une partie de la souveraineté. Mais il n'en reste pas moins à l'avantage du monarque quelques prérogatives qui lui assurent la suprématie.

Ce qui distingue le second, c'est le remplacement du pouvoir personnel par une ou plusieurs assemblées délibérantes composées de délégués de la nation représentant la synthèse des intérêts et des aspirations d'un pays. C'est la substitution de la souveraineté populaire, c'est-à-dire de tous et de chacun à la souveraineté d'un seul ou d'une oligarchie. Ces parlements, mandataires, en principe, du peuple tout entier ont pour rôle d'élaborer les lois et, par le gouvernement, d'en assurer l'exécution.

Théoriquement, ce régime représentatif correspond à l'idée d'un corps social se gouvernant lui-même, sans l'ingérence d'une volonté étrangère à celle de ses membres, chaque individualité étant appelée à exprimer son opinion sur toute règle de conduite, n'ayant à subir la volonté d'aucune autre, restant libre de se diriger suivant les aspirations propres de son intellect et de sa conscience, ne se soumettant, en somme, qu'à ce qu'il lui a plu d'accepter parce qu'elle l'a reconnu juste et raisonnable ; conservant la possibilité de réparer ses erreurs, de chercher le mieux, d'annuler une résolution antérieure, d'abroger une loi défectueuse, de modifier la Constitution.

De prime abord, et surtout comparé à l'arbitraire des

régimes monarchiques, ce système gouvernemental séduit. Aussi, n'a-t-on pas de peine à s'expliquer la sorte de fascination qu'exercèrent et qu'exercent encore sur les esprits simples et confiants ces expressions magiques : souveraineté du peuple, représentation nationale, république, suffrage universel.

Mais ce qui s'est passé au sujet de la liberté économique et dont j'ai parlé plus haut, s'est reproduit fidèlement au sujet de la liberté politique :

La constitution républicaine dit à chaque citoyen : « Désormais, tu es libre, entièrement libre ; la loi a proclamé l'affranchissement intégral et l'égalité de tous les êtres. Tu n'appartiens plus au roi ; tu n'es plus tenu de t'incliner devant ses caprices, de supporter ses injonctions, de payer son luxe ; cette souveraineté qu'il a, jusqu'à ce jour, exercé sans conteste, tu la posséderas dorénavant et la transmettras à tes descendants. À dater de ce jour, tu ne relèves que de toi-même ; tu n'es le serviteur de personne. Va, tu es libre ! »

Malheureusement cette Liberté a subi le sort de toutes celles qu'édicte la loi ; aussitôt reconnue, proclamée, elle a été escamotée par un habile subterfuge qui a eu pour effet de l'annuler complètement.

Voici, en effet, ce qu'ajoute la constitution républicaine :

« Le droit social résidant dans l'ensemble des êtres humains formant un groupe national, la loi qui n'en est que l'expression fidèle sera l'émanation synthétique de la volonté populaire ; mais, comme, pour sa formulation, il est impossible d'assembler sur un point unique tous les citoyens d'une même nation, de les amener à prendre part à une délibération politique et universelle, de consacrer par leurs suffrages une décision générale, les individus devront s'entendre, par région,

pour élire des délégués chargés de les représenter au sein de l'assemblée souveraine, d'y faire prévaloir leurs *desiderata*, d'y prendre part en leur nom aux délibérations, d'y exprimer par leurs votes, la volonté de leurs « électeurs ». C'est ainsi que la souveraineté individuelle ne « pouvant directement s'exercer, se pratiquera par voie de délégation. »

Du coup le gouvernement représentatif était fondé. Du coup aussi la souveraineté populaire était foulée aux pieds, violée la liberté du citoyen. Ce point essentiel demande à être expliqué. Il est de toute évidence que la représentation est et ne peut être que la négation complète de la souveraineté individuelle, un escamotage plus ou moins habile de la volonté nationale. Quiconque délègue sa souveraineté à autrui s'en dépouille. On ne peut pas plus confier à quelqu'un la mission de fabriquer des lois et garder la prétention de rester son maître, qu'on ne peut à la fois donner et conserver un objet. Celui qui nomme un mandataire avec rôle bien défini de se concerter avec d'autres mandataires à l'effet de légiférer, prend d'honneur et d'avance l'engagement de se soumettre aux volontés de ces législateurs et abdique, *ipso-facto*, tout droit à la révolte. Donc il cesse d'être libre et, bon gré, mal gré, il redevient esclave. C'est la servitude consentie, voulue, cherchée. Il y a incompatibilité absolue entre la souveraineté du peuple et la représentation de cette souveraineté.

« N'y a-t-il pas contradiction, dit Proudhon, entre tous ces termes : gouvernement, représentation, intérêts, libertés, rapports ? ⁸⁵ »

Et il ajoute ⁸⁶ : « Sur tous les points, le représentant des libertés et des intérêts est en contradiction avec la liberté, en révolte contre les intérêts, le seul rapport qu'il exprime, c'est la

⁸⁵ *Le coup d'État prouvé par la Révolution sociale*, page 269.

⁸⁶ *Idem* page 276.

servitude commune. »

En deux mots, Élisée Reclus a exprimé l'idée que je développe : « Déléguer son pouvoir c'est le perdre ». Oui, c'est le perdre, car c'est dire à celui qu'on délègue : « Je vous confie le soin de penser, de discuter, de voter et d'agir pour moi. Je m'en remets absolument à vous. Ce que vous direz sera bien dit, ce que vous ferez sera bien fait ; je le considérerai comme fait et dit par moi-même. C'est par votre bouche que ma pensée se développera, par votre suffrage que s'affirmera ma volonté. »

Et le même écrivain ajoute : « Voter, c'est s'avilir ! » Parole aussi juste que belle. Eh quoi ! l'on vous dit que vous n'êtes plus mineur, on reconnaît votre majorité avec tous les droits qu'elle comporte : celui de vous considérer comme l'égal de tous et de chacun, celui de prendre part librement aux discussions qui ont pour but de rechercher le meilleur moyen de vivre heureux en société, celui de gérer vous-même vos propres intérêts ; celui de résister à quiconque voudrait empiéter sur vos attributions d'homme libre ; celui de développer vos facultés en tous sens, de vivre à votre guise, d'arranger votre existence selon qu'il vous plaît. Et voilà que par une supercherie très subtile on vient vous proposer ni plus ni moins que de vous priver volontairement de tous ces droits si longtemps contestés, si chèrement acquis ; on vient vous engager à vous débarrasser sur autrui du soin d'étudier et de décider ce qui est le plus conforme à vos intérêts, ce qui répond le mieux à vos besoins, ce qui contribue le plus sûrement à votre bonheur, ce qui garantit le mieux le jeu de vos facultés ; on vient vous exhorter à remettre entre les mains d'un tiers le souci de tout ce qui vous concerne, vous, votre femme, vos enfants, vos biens ? Eh bien, oui ! si vous avez la faiblesse d'écouter ces exhortations, de vous ranger à ces fallacieux conseils, de vous prêter à cette perfide mystification ; si vous avez la lâcheté de consentir à jouer votre rôle dans cette indigne

comédie, vous vous avilissez ; vous cessez d'être un individu libre, vous vous plongez volontairement dans l'esclavage et vous aurez d'autant moins le courage de briser vos chaînes et la sensation des blessures qu'elles vous feront, que ces chaînes, vous les aurez forgées et vous aurez tendu les bras pour qu'on vous en accable !

Cette considération d'ordre purement philosophique peut ne pas frapper les esprits matérialistes de notre époque ; mais c'est un point trop important pour qu'on ne se donne pas la peine d'y réfléchir, et il fixe une vérité si simple que, pour qu'elle ait besoin de démonstration, il faut que l'habitude de se payer de mots et d'accepter, sans les comprendre, des expressions vides de sens, ait jeté dans nos générations de puissantes racines.

Je sais que sur ce point les essais de réfutation sont nombreux. Un des plus en vogue, c'est celui qui consiste à prétendre que le mandataire, bien loin d'être un maître qu'on se donne, n'est qu'une sorte d'ambassadeur aux gages du peuple-roi ; que l'élu, devant puiser ses inspirations dans le groupe qui le choisit, n'est qu'un porte parole, pas autre chose ; que la voie dans laquelle il doit avancer lui étant étroitement tracée par ses mandants, il n'a pas autre chose à faire qu'à y marcher résolument et, comme frayant le chemin, facilitant ainsi le passage à tous ceux qui le suivent ; que ce n'est pas sa volonté qu'il va exprimer au parlement ni ses intérêts qu'il y va défendre, mais les intérêts et la volonté des électeurs ; et ceux qui vont jusqu'au bout, ne craignent pas d'affirmer que le député n'est, en fait, que le domestique de ceux qui l'ont choisi.

À ces prétentions, je répondrai par un simple dilemme ; de deux choses l'une : ou bien c'est l'élu qui se soumet à la volonté de l'électeur, cesse de penser avec son propre cerveau, de voir avec ses yeux, d'entendre avec ses oreilles, de raisonner

avec ses intérêts, pour raisonner, entendre, voir et penser avec les intérêts, les oreilles, les yeux et le cerveau de ses mandants. Dans ce cas, il n'est plus libre et le voilà à l'entière disposition du corps électoral devenu son maître, le voilà contraint de dire même ce qu'il ne pense pas, de sacrifier ses intérêts à ceux d'autrui, de voter, au besoin, contre sa conscience. La souveraineté universelle est violée en lui.

Ou bien au contraire, sans tenir compte de ceux qui l'ont nommé, autrement que pour rester en place et assurer sa réélection, le représentant ne se soucie que de ses propres intérêts, se conduit d'après ses vues personnelles, prend pour guide sa raison, s'inspire de sa seule conscience et alors, ceux qui l'ont délégué cessent à leur tour d'être libres, ne comptent que fort peu dans les votes de l'élu et s'ils ont pour ressource ultérieure de le frapper de déchéance, ils ont pour devoir immédiat de se soumettre aux lois qu'il a faites, blessassent-elles leurs intérêts ou leur indépendance.

Je n'ai pas besoin de faire remarquer que dans la pratique, c'est de cette dernière manière que les choses se passent toujours. Mais, pour mon raisonnement, que ce soit de cette façon ou de l'autre, cela indiffère. Dans les deux cas, il y a tels individus qui commandent, tels autres qui sont tenus d'obéir ; que ce soient ceux-ci ou ceux-là, la chose importe peu ; il n'en reste pas moins certain que pour le plus petit ou le plus grand nombre, la souveraineté est supprimée.

* * *

Mais, dira-t-on, il peut, il doit arriver que le délégué soit en communion constante d'idées et d'intérêts avec ses commettants ; quand il en est ainsi, la volonté de ces derniers s'identifiant avec celle du premier, nul n'a à se soumettre à une décision de nature à choquer ses sentiments ou blesser ses

intérêts.

Je réponds :

Cette entente absolue ne saurait exister pour au moins quatre motifs : 1° parce que le nombre de ceux qui forment un même collège électoral est beaucoup trop considérable pour que tous ceux qui composent cette foule hétérogène au sein de laquelle s'agitent, parallèlement à des intérêts d'ordre général et communs beaucoup d'intérêts particuliers presque toujours contradictoires, puissent former un tout compact, uni, identique à lui-même en ses différents points. Il est matériellement impossible qu'une masse plus ou moins considérable de particuliers, ayant chacun sa nature, son tempérament, son caractère, ses affinités, ses goûts, puisse sentir, raisonner, vouloir de la même manière, et avec la même puissance. La même intensité de volition se rencontrât-elle au total, par un hasard fabuleux, chez tous ces individus, ces équivalences, tout en arrivant à se compenser, se différencieraient à l'analyse, au détail : celui-ci ayant plus de sentiment que de raison, celui-là plus de raison que de sentiment.

2° Cet accord parfait pourrait *peut-être* s'obtenir sur un point, un seul, nettement circonscrit, scrupuleusement limité. Mais qui oserait prétendre et même penser qu'il puisse se produire sur les questions si nombreuses et parfois si étrangères les unes aux autres, qu'un mandataire doit résoudre et sur lesquelles il doit se prononcer ?

3° Cette entente entre le représentant et ses électeurs fût-elle complète et absolue sur toutes les questions au moment du choix à faire, il est certain qu'elle ne saurait durer et que les divergences de vues ne tarderaient pas à éclater. Car si l'on peut admettre — ce qui déjà est incompatible avec la variété et le

contraste des organismes individuels — que le sentir, le vouloir, le concevoir soient, à un moment donné, et sur une foule de points, absolument identiques chez tous les membres d'une même agglomération humaine, il serait absurde de croire que ce phénomène pût être autre chose qu'un cas éminemment éphémère. Nombre d'impressions et de circonstances viennent à chaque instant modifier dans un sens ou dans l'autre nos besoins et nos désirs ; non seulement ces circonstances et ces sensations varient à l'infini avec l'individu, en sorte que celle qui frappe l'un épargne l'autre, mais encore la même circonstance et la même sensation agissent de façon diverse dans le même temps sur plusieurs individus et, sur le même individu, mais en des temps différents, pèsent de diverses manières.

4° Enfin a-t-on jamais rencontré dix personnes présentant physiologiquement une identité continue de formes, de traits, de taille, de force ? et croit-on que cette identité persistante se trouve plus facilement dans le monde moral qui forme les idées et les sentiments ?

* * *

Cet accord idéal des commettants entre eux d'une part et d'autre part entre les électeurs et leur chargé d'affaires, peut-il du moins être espéré ?

Je viens de démontrer que cette espérance est utopique, que ce rêve est irréalisable. Mais comme c'est sur cette donnée absolument erronée qu'est bâti le système représentatif s'appuyant sur la souveraineté du peuple, trouvant son expression dans le suffrage universel, je vais insister pour que, sur le système lui-même, sur sa valeur au point de vue rationnel, il ne subsiste aucun doute.

L'entente peut se faire entre les hommes, complète, définitive et raisonnée ; oui certes ; mais seulement sur les questions d'ordre scientifique ; et encore, dans le champ si vaste de la science, les connaissances exactes sont-elles actuellement les seules qui, par leur caractère de certitude absolument démontrable, puissent grouper autour d'elles l'unanimité des convictions. C'est du reste ce qui arrive. « Deux et deux font quatre ; la terre tourne ; les corps lancés dans l'espace s'y meuvent en chute ou en ascension suivant qu'ils sont plus ou moins denses que l'air ; pour vivre, tout animal, l'homme compris, a besoin d'aliments ; tout être organisé est périssable. »

Il y a là une série de propositions qu'on pourrait multiplier indéfiniment et que, de nos jours, personne ne songe à contester sérieusement. A-t-il fallu, pour que ces vérités groupent autour d'elles toutes les adhésions, qu'une délégation de mathématiciens, de physiciens, de physiologues se réunisse et formule ces propositions ? Qui a jamais songé à confectionner un code avec les « deux fois trois font six ; le soleil est chaud et lumineux ; la chaleur dilate les corps, le froid les contracte ; l'eau est un composé d'hydrogène et d'oxygène condensés ; l'homme voit parce qu'il a des yeux, entend parce qu'il a des oreilles ; l'eau de la mer est salée ; un bâton a deux bouts ? » etc., etc.....

S'est-il jamais rencontré quelqu'un pour proposer que soit punie toute personne osant dire qu'un bâton n'a qu'un bout, que l'eau de la mer est sucrée, que l'homme voit grâce à son estomac et entend grâce à ses cheveux ?

Évidemment non ! Et pourquoi ?

Parce que tout d'abord la réalité des faits est démontrée de façon si péremptoire qu'il ne peut s'élever sur elle aucune

contestation ; parce qu'ensuite quiconque soutiendrait qu'un bâton n'a qu'un bout ou qu'il en a trois serait considéré comme un insensé et qu'il n'y a pas lieu de réprimer la folie.

L'unanimité des convictions ne peut se faire que sur cette catégorie de questions ; elle ne se produit pas, elle ne se produira jamais sur celles qu'un représentant du peuple est appelé à résoudre.

Je n'ignore pas que d'aucuns, peut-être, trouveront oiseuse cette dissertation et, lisant ces pages, s'écrieront ; « Mais tout cela est connu, archi-connu et nul ne pense à dire le contraire. »

Parfait, mais alors concluons : Eh bien ! s'il est universellement admis qu'il n'est pas un seul point soumis aux délibérations des assemblées légiférantes, sur lequel tous soient d'accord, pas un seul qui ne donne lieu à mille opinions diverses et opposées, qu'est donc la valeur véritable de ce *Droit* ayant ses racines dans la volonté de l'individu proclamé libre et dont l'expression condensée dans la loi ne serait, pour ainsi dire, que le Verbe universel ?

Cette législation peut être l'œuvre de quelques-uns ou de beaucoup ; elle peut refléter les tendances d'une fraction plus ou moins considérable de la nation ; elle peut assurer l'exercice d'une quantité plus ou moins forte de droits et d'intérêts ; mais puisqu'elle ne répond pas, puisqu'elle ne peut pas répondre aux droits, aux intérêts et aux tendances de tous, absolument tous, puisqu'elle n'est pas et ne peut pas être l'œuvre de tous, absolument tous, il est évident qu'elle froisse certains intérêts, qu'elle viole certains droits, qu'elle heurte certaines tendances.

Où est-elle, je vous prie, la souveraineté de ces méconnus, de ces « *inécoutés* », de tous ceux à l'encontre desquels le Code

se prononce ?

Ne sont-ils pas autorisés à se dire opprimés et contraints ?
Qui donc pourrait soutenir que ceux-là sont libres ?

Pour la dernière fois je le répète : si la loi est la résultante des sentiments et des idées unanimes, elle est inutile ; inutile est aussi la représentation nationale chargée de la formuler en textes précis ; si au contraire elle n'est conforme qu'aux idées et aux sentiments d'une partie — grande ou petite, peu importe — de ceux qu'elle régit, les sentiments et les idées de tous les autres sont méconnus ; ceux-là sont astreints à subir une volonté qui n'est pas la leur ; il sont asservis, esclaves. La souveraineté nationale et la liberté individuelle sont violées en eux ; par suite, le Droit contemporain est attaqué dans son principes, miné dans sa base ; de lui il ne reste plus rien qu'une odieuse tromperie. Impossible de sortir de là.

* * *

Mais l'esprit de nos dirigeants est fertile en subtilités.

Sachant bien que l'unanimité des volontés est un beau rêve condamné à vivre toujours dans la région des séduisantes utopies, persuadé que le « *quot capita, tot sensus* », ne trouve nulle part une application aussi juste que dans les questions politiques, le Droit humain renonçant à être l'émanation de la volonté *de tous*, se contente d'être l'expression de celle du « *plus grand nombre* ».

Ce n'est déjà plus le peuple se gouvernant par lui même, se concertant, délibérant et se mettant d'accord sur tel point controversé ; c'est, au sein de la nation, *la majorité dictant la loi à la minorité* ; c'est cent individus imposant leur volonté à

quatre-vingt dix-neuf de leurs concitoyens ⁸⁷. C'est la scission fatale de la société en deux classes : celle qui ordonne et celle qui obéit.

Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets ; l'autorité économique (propriété individuelle) partage l'humanité en deux : les riches et les pauvres ; l'autorité politique (gouvernement) aboutit au même résultat : d'un côté, les oppresseurs, c'est la majorité ; de l'autre les opprimés, c'est la minorité.

Le Droit des majorités, le Droit du nombre, voilà le principe. Je ferai voir plus loin que ce principe lui-même n'est pas respecté dans la pratique et que son application aboutit précisément au renversement des deux termes. On constatera ainsi que nous nous trouvons emprisonnés dans un réseau serré de contradictions, de sophismes et de mensonges, mais puisque ces considérations ne se rapportent qu'à la mise en pratique du régime représentatif et que, présentement j'étudie le système au point de vue théorique et intrinsèque, il convient de *supposer* que le gouvernement représentatif est réellement celui du plus grand nombre et d'examiner ce que, comme tel, il vaut.

* * *

Que représente le plus grand nombre ?

Représente-t-il la science et peut-on espérer que c'est du côté des plus nombreux que se trouvent le savoir et la vérité ?

Est-il besoin de répondre longuement à une telle question ? Ne sait-on pas que le paupérisme économique entraîne fatalement le paupérisme intellectuel ? que

⁸⁷ On sait par exemple que la Constitution de 1875 qui depuis 20 ans nous régit, n'a été votée qu'à *une* voix de majorité.

l'instruction — je ne parle pas de celle qui se borne à apprendre aux enfants à lire, à écrire, à compter, mais de celle qui enseigne à l'homme ce qu'il lui importe de savoir dans la vie — ne sait-on pas, dis-je, que cette instruction qui éclaire l'individu sur la réalité des choses, dissipe ses préjugés, lui permet de discerner le juste, d'apprécier le beau, de contrôler le vrai, de ne pas se méprendre sur ses droits, ses intérêts et ses devoirs, n'est donnée qu'avec une avaricieuse parcimonie ? Cet enseignement, le vrai, le seul, au fond, qui serait utile au regard de ce que je discute ici, ce n'est pas l'Université qui le répand dans ses écoles primaires, secondaires ou même supérieures. Il semble au contraire que les instituteurs et professeurs, enfermés qu'ils sont dans un programme d'études aux tendances rétrogrades et armés d'auteurs classiques dont la doctrine ne s'éloigne pas des conceptions dûment autorisées par le gouvernement, ont à cœur de conformer les intelligences et les cœurs dont la culture leur est confiée aux idées et aux sentiments qu'un passé de superstition et d'ignorance a légués à nos générations. Il semble que le mot d'ordre est donné pour que du haut des chaires civiles et religieuses, des lèvres du professeur comme de celles du prêtre, tombent, avec l'autorité attachée par l'esprit populaire à tout ce qui vient du pouvoir terrestre ou surnaturel, des affirmations erronées, des raisonnements *à-prioriques*, des doctrines fausses, des thèses controuvées.

Et s'il se rencontre, par hasard, un esprit hardi, une conscience droite, un caractère mâle, une volonté énergique pour opposer la vérité au mensonge, la réalité à l'apparence, on a vite fait de dénoncer ce clairvoyant courageux comme un dangereux perturbateur, de condamner sans examen ses idées comme subversives, ou d'ourdir contre lui la conspiration du silence. Sa voix c'est le « *vox clamantis in deserto*. » Que peut l'apostolat de ce *réprouvé* contre la propagande aux cent mille bouches des Docteurs officiels et patronnés, porteurs de

soutanes, de robes ou de redingotes ?

Aussi le plus grand nombre ne saurait logiquement, dans l'état actuel des esprits, représenter la science ni la vérité.

Les ignorants sont légion, les instruits ne forment qu'une infime minorité. Les notions élémentaires elles-mêmes font défaut à l'immense majorité des hommes, et l'esprit de ceux qui les possèdent est si soigneusement saturé de raisonnements captieux, de préjugés perfides, qu'il leur est bien difficile, au travers de ce voile, de distinguer la vérité, et, au point de vue social, de déduire de leurs connaissances des conséquences justes.

* * *

« Comment concevoir, s'écrie Lamennais, que l'on décide à la pluralité des voix, du vrai et du faux, du juste et de l'injuste ? »

Étrange point de départ en effet dans l'appréciation d'une idée que celle qui repose sur ce fait : que, soumise à une collectivité, une proposition passe pour un article de foi, non point parce qu'il a été apporté un faisceau irrésistible d'arguments en sa faveur, mais parce qu'il a plu à trois cents imbéciles sur cinq cents individus de s'y rallier !

Une chose est vraie, une chose est juste, non parce que le plus grand nombre le proclame, mais parce qu'il en est ainsi, et, si elle est injuste ou fausse, ce n'est pas l'adhésion d'une majorité d'ignorants ou d'intéressés qui réussira à la rendre moins fausse ou moins injuste.

Si, par exemple, je dis : « Dieu n'existe pas. » Cette proposition sera-t-elle exacte parce que mille individus sur

quinze cent se seront prononcés en sa faveur ? Sera-t-elle fausse parce que le contraire se sera produit ? Non, elle est conforme au contraire, à la vérité quel que soit le nombre des voix pour ou contre.

Si je te dis : « l'acte de se prostituer est immoral » cette opinion sera-t-elle juste ou non, suivant qu'elle réunira la majorité ou la minorité des suffrages ?

L'unanimité des suffrages elle-même, dans un cas particulier, serait-elle un critérium ? Le *consensus omnium*, a-t-il un autre caractère que celui de probabilité et n'a-t-on pas vu, sur une infinité de questions, ce consentement universel s'égarer ?

Non, l'unanimité ne signifierait rien comme certitude.

Eh ! bien, prenez n'importe laquelle des questions posées au corps électoral, n'importe lequel des projets de loi soumis aux assemblées législatives. Il n'en est pas qui ne donne lieu à des réponses, interprétations ou votes contradictoires. Et c'est parce que la pluralité des voix aura adopté telle question ou tel projet de loi que cette loi devrait être conforme à la vérité, à la justice ! Quelle folie !

Folie au point de vue philosophique ! Erreur au point de vue de l'histoire !

Qu'on se donne la peine de feuilleter celle-ci et on trouvera presque à chaque page la preuve de cette erreur.

On verra que, comme toutes choses, la vérité a procédé par successifs développements ; que le progrès s'est poursuivi à travers mille difficultés, mille résistances, mille persécutions ; que la vérité, entrevue tout d'abord par quelques clairvoyants, a

été combattue avec une rage féroce par tous ceux dont elle heurtait les croyances ou choquait les intérêts. Ceux-là, les gens en place, les riches et les dirigeants formèrent toujours contre elle une sauvage coalition et il n'est sorte de calomnie et de torture qui n'ait été mise en œuvre pour la décourager ou la vaincre.

Je ne sais plus qui a dit : « Tout progrès est la négation du point de départ. » Cette assertion ne justifie pas mais explique cette guerre acharnée que le pouvoir spirituel ou temporel fit constamment à la pensée en quête de progrès et de pistes nouvelles.

Dans « l'Égale de l'homme, ⁸⁸ » E. de Girardin écrit : « Il semblerait que l'erreur seule devrait avoir des ennemis et que la vérité ne devrait compter que des amis ; or c'est le contraire qui a lieu. Les militants pour l'erreur sont aussi nombreux que le sont peu les militants pour la vérité. Cela s'explique : *la Vérité isole*. Pour la défendre, un contre des millions d'aveugles et de sourds, au risque de leur ignorance, au risque de leur intolérance, au risque de passer pour fou, au risque de sa fortune, au risque de sa liberté, au risque même de sa vie, il faut du courage, il faut de l'audace. »

Je lis dans Helvétius ⁸⁹ : « Qu'est-ce qu'une vérité nouvelle ? un nouveau moyen d'accroître ou d'assurer le bonheur des peuples. Que résulte-t-il de cette définition ? Que la vérité ne peut-être nuisible. Un auteur fait-il en ce genre une découverte ? Quels sont donc ses ennemis ?

- » 1° Ceux qu'il contredit ;
- » 2° Les envieux de sa réputation ;
- » 3° Ceux dont les intérêts sont contraires à l'intérêt

⁸⁸ Page 139.

⁸⁹ *De l'homme, son éducation*. Section IX, chapitre V.

public. »

Faye déclare que « ce ne sont pas les contemporains qui acceptent la vérité mais leurs successeurs ».

L'auteur trop peu connu de la *Science Sociale*, le fondateur du socialisme rationnel, Colins est d'avis que « plus une opinion est universelle, plus elle est stupide. »

Rien de plus facile à concevoir. Une idée nouvelle ne fait jamais bien vite son chemin dans l'opinion publique.

Avant de gagner les esprits, il faut qu'elle puisse être répandue, discutée. Or toute vérité profitable à la masse dirigée et, partant, nuisible à la minorité dirigeante, se heurte nécessairement au mauvais vouloir de celle-ci qui se sert, pour la combattre, l'étouffer et l'empêcher de se répandre, de toutes les ressources dont elle dispose : pouvoir, influence, richesse, enseignement, presse.

L'infatigable apostolat du penseur finit pourtant par faire partager ses convictions à un groupe. Ce groupe peu à peu grossit. Il n'y a plus seulement une bouche pour clamer l'idée nouvelle ; il y en a dix, puis cent, puis mille. Des cercles se fondent, des clubs s'organisent, la propagande se multiplie : lentement, mais sûrement, l'évolution se produit et finalement l'idée nouvelle triomphe. Elle se vulgarise alors avec une prodigieuse rapidité. C'est la lave qui, pendant des années, a sourdement grondé au fond du volcan, qui a produit des tressaillements de plus en plus répétés et vigoureux et qui, jaillissant enfin du cratère, vomit ses feux sur tous les alentours.

Agassiz explique que « toutes les fois qu'un fait nouveau et saisissant se produit au jour dans la science, les gens disent

d'abord : ce n'est pas vrai ; ensuite c'est contraire à l'ordre, à la religion ; et à la fin : il y a longtemps que tout le monde le savait ! »

N'est-ce pas exact ?

On peut encore dire que toute idée parcourt trois phases principales : la phase du ridicule ; chacun s'écrie « c'est insensé, ça ne tient pas debout ! » celle de l'examen, de la critique : « pourtant il y a peut-être du bon et du vrai ; voyons ; » enfin celle du triomphe ; « il y a longtemps que j'ai compris tout ça et que j'ai lutté pour le faire accepter ! »

Le malheur est que, du moins en ce qui a trait à la politique — et c'est précisément ce dont il s'agit — lorsqu'une idée a fini par conquérir les esprits et les cœurs, elle n'est déjà plus conforme au progrès qui sans cesse avance. Une idée pousse l'autre et il est à remarquer que celle qui groupe le plus d'adhésions se rattache presque toujours — on pourrait, je crois, supprimer le *presque* — à un état social moral et matériel plus ou moins ancien qui ne s'adapte plus aux exigences d'un nouveau développement, ne répond plus aux tendances du moment, ne cadre plus avec les nécessités de l'époque.

L'idée qui surgit de ce nouvel état de choses ne groupe qu'un petit nombre d'adhérents et quand elle entreprend la lutte, elle voit infailliblement se dresser contre elle tous les satisfaits ligués pour lui faire la guerre et soutenus par les endoctrinés, les inconscients ou les intéressés.

Ainsi à toute époque de l'histoire humaine, de deux idées, c'est celle qui se rapproche le plus de la vérité, c'est celle qui se conforme le mieux au développement, au progrès qui, par la force des choses, se trouve en minorité.

Comme on le voit, le jugement de l'histoire se trouve d'accord avec la simple logique pour condamner la loi du nombre au nom du progrès aussi bien que de la science, du bon sens, de la justice, et pour proclamer que c'est au contraire du côté des moins nombreux qu'il faut chercher la vérité et le progrès.

Cette loi du nombre, c'est la loi de la force bête, stupide, aveugle, insaisissable, incohérente, déraisonnable et changeante.

Que trois cent un individus sur six cents forment une majorité au sein d'un palais Bourbon quelconque et votent une loi. Que quelque temps après, sans autre raison que la mort, la maladie, l'absence ou la vénalité d'un de ces « honorables » la minorité devienne majorité, et ce qui était juste hier cesse de l'être aujourd'hui, tandis que ce qui était injuste devient équitable ⁹⁰.

Et c'est devant un Droit qui aboutit à de telles absurdités que ma raison doit s'incliner ! c'est dans un Code ainsi bâti que je dois chercher un guide et c'est d'une Loi fabriquée de la sorte que je devrais, sans me plaindre, supporter la sanction !

N'y aurait-il pas franchement, de quoi pouffer de rire s'il ne s'agissait d'un sujet moins grave ?

* * *

Ce Droit démocratique, cette Loi issue de la majorité, on a recours pour l'imposer au respect des consciences moutonnières, a un argument qui, grâce à une fausse

⁹⁰ Les journaux nous apprennent que maintes fois les parlements se sont ainsi déjugés et que ces déplacements de majorité se sont souvent produits d'un mois à l'autre, du jour au lendemain, parfois dans la même séance, entre deux scrutins.

conception de l'égalité, à un sentiment erroné de la liberté, paraît péremptoire.

Cet argument, le voici : « De quoi vous plaignez-vous, citoyen qui vivez au XIX^e siècle ? Depuis cent ans, les castes ont disparu et les privilèges sont abolis. La loi n'est plus, comme jadis, faite par quelques-uns, à leur propre bénéfice et au préjudice du peuple. Nous sommes loin du temps où la législation n'avait qu'un but : celui d'assurer, par le respect des foules, les prérogatives des castes supérieures. Elle est loin déjà l'époque où les grands se riaient du Code et, se plaçant au-dessus des lois, ne s'en servaient que pour asservir et exploiter les petits. Aujourd'hui la loi est faite par tous et applicable à tous. Elle accorde sa protection sans aucune distinction de rang social ; mais elle frappe indistinctement quiconque entre en révolte contre Elle. Tout être, quel qu'il soit, peut se placer sous son égide ; mais aussi son glaive atteint toutes les poitrines, celles des puissants, comme celles des faibles. Car en même temps qu'il a reconnu la liberté de tous, le Droit contemporain a proclamé l'égalité de tous devant la loi. »

Cette soi-disant égalité devant la Loi est une pure hypocrisie. Je vais le prouver sans grand effort.

J'affirme, avec de très nombreuses autorités, que la Loi toute entière, aujourd'hui comme autrefois, est faite au bénéfice exclusif de quelques privilégiés contre tous les autres.

Voici quelques extraits :

« Tous les États sont partagés en deux parties : celui du peuple qui ne veut être ni gouverné ni opprimé par les grands et celui des grands qui veut faire la loi au peuple et le tenir dans l'oppression. »

Ces quelques lignes datent de près de quatre siècles. On les trouve dans le livre du trop célèbre Florentin Machiavel « *Le Prince* » ; ne sont-elles pas aussi exactes aujourd'hui qu'en l'an 1500 ?

« Dans les pays policés, dit l'illustre auteur de *L'Esprit*, (Discours 1) l'art de la Législation n'a souvent consisté qu'à faire concourir une infinité d'hommes au bonheur d'un petit nombre, à tenir, pour cet effet, la multitude dans l'oppression et à violer envers elle tous les droits de l'humanité. »

Turgot — un ministre pourtant — ne craint pas de dire que « partout les plus forts ont fait les lois et ont accablé les faibles. »

Necker — un autre ministre — n'est pas moins affirmatif et il est plus précis : « En arrêtant sa pensée sur la propriété et sur ses rapports, on est frappé d'une idée générale qui mérite bien d'être approfondie : c'est que toutes les institutions civiles ont été faites pour les propriétaires. On est effrayé, en voyant le Code des lois, de n'y découvrir partout que le témoignage de cette vérité. On dirait qu'un petit nombre d'hommes, après s'être partagé la terre, ont fait des lois d'union et de garantie contre la multitude, comme ils auraient mis des abris dans les bois pour se défendre des bêtes sauvages. »

Un Necker de notre époque n'aurait pas une ligne à changer, pas un mot à retrancher de cette constatation.

Jean-Jacques Rousseau s'exprime avec sa vigueur et sa netteté habituelles : « L'esprit universel des lois de tous les pays est de favoriser toujours le fort contre le faible et celui qui a contre celui qui n'a rien. Cet inconvénient est <s *inévitabile* et il est sans exception. »

Sous une autre forme, Bentham ⁹¹ reproduit la pensée de Necker : « Je ne puis compter, pour la jouissance de ce que je regarde comme mien, que sur les promesses de la loi qui me le garantit. La propriété et la loi sont nées ensemble. Avant les lois, point de propriété ; ôtez les lois, toute propriété cesse. »

L'économiste Sismondi reconnaît que « la plus grande partie des frais de l'établissement social est destinée à défendre les riches contre les pauvres. »

Dans son « *Livre du Peuple* », Lamennais écrit : « Ce qu'il a plu aux maîtres d'ordonner, on l'a nommé Loi et les lois n'ont été, pour la plupart, que des mesures d'intérêt privé, des moyens d'augmenter et de perpétuer la domination et les abus de la domination du petit nombre sur le plus grand. »

« On voit *trop*, déclare M. Léon Faucher, que les propriétaires ont fait la loi et qu'ils l'ont faite dans leur seul intérêt. »

Je trouve dans *l'histoire de la propriété en Occident* de Laboulaye, un jurisconsulte distingué : « Les lois ne protègent pas seulement la propriété, elles la font naître. Le droit de propriété n'est point naturel, mais social. »

Voici enfin l'originale opinion du célèbre criminaliste italien Lombroso : « Toute l'œuvre de la loi n'est qu'un mécanisme en faveur des avocats et des magistrats. »

* * *

Je pourrais multiplier ces citations. Mais à quoi bon ? Pour peu qu'il veuille s'imposer la fatigue de fouiller nos codes, chacun s'apercevra bien vite que sur cent lois il en existe

⁹¹ *Traité de Législation.*

soixante-trois qui concernent la propriété, vingt-cinq qui se rattachent à l'agencement gouvernemental et une douzaine seulement qui visent la sécurité des personnes.

Or, n'est-il pas évident que les 88 lois sur 100 qui ont pour objet de sauvegarder les droits de la propriété et du gouvernement ne sont et ne peuvent être bénéficiaires qu'aux seuls propriétaires et gouvernants ? Serait-ce par hasard en faveur de ceux qui n'ont aucune propriété que seraient édictées les lois contre le vol, l'escroquerie, la grivèlerie, la mendicité, le vagabondage ? Profiteraient-elles, par aventure, aux simples citoyens, ces lois qui répriment les insultes aux magistrats, les outrages aux agents, les conspirations contre la sûreté de l'État, les incitations à la révolte, etc., etc. ?

Cette considération bien simple suffit à prouver que les neuf dixièmes de nos lois n'ont pas d'autre destination que la défense du pouvoir gouvernemental existant et de la propriété individuelle.

Belle égalité, en vérité, que celle qui place en face d'une même loi deux citoyens dont l'un est protégé par elle tandis que l'autre n'est appelé à ne connaître d'elle que le « *dura lex, sed lex* » !

En vain me dira-t-on que celui qui confectionne la loi est, tout comme moi-même, obligé de s'y soumettre, et que c'est précisément cela qui constitue l'Égalité dont il est question ! Que m'importe qu'au lieu de me dire : « Faites ceci, ne faites pas cela », le législateur me dise : « Faisons ceci ; ne faisons pas cela ? » puisqu'il s'agit, somme toute, de faire ce qui lui profite et ce qui me nuit, ce qui lui plaît et ce qui me déplaît, d'exécuter sa volonté et pas la mienne !

Oui ou non, sa servitude, sa soumission, si soumission il y

a, empêche-t-elle la mienne ? Non ! Mais tandis que la sienne est volontaire, la mienne est obligatoire et cette différence essentielle suffit à rompre l'égalité apparente qu'on cherche à établir entre lui et moi.

Au surplus cette égalité existât-elle réellement que dans la pratique, par la façon absolument scandaleuse dont la loi est appliquée par une Magistrature forcément partielle — parce que humaine — elle deviendrait un leurre.

Je pourrais ici dresser contre cette écœurante application de la loi un écrasant réquisitoire. Il me suffirait de rappeler des iniquités présentes encore à toutes les mémoires : des lenteurs judiciaires inconcevables et des précipitations impardonnables ; des « *laisser en liberté* » incompréhensibles et des arrestations arbitraires ; des non-lieu stupéfiants et des mises en jugement injustifiées ; des acquittements dérisoires et des condamnations révoltantes. Inutile de vous demander pour qui tant d'indulgence et d'égards d'une part, pour qui tant de rudesse et de sévérité de l'autre. La vieille et classique comparaison de la toile d'araignée qui laisse passer le frelon et arrête les petites mouches est et sera toujours juste.

Les magistrats sont à la fois les interprètes et les gardiens de la loi. Celle-ci est douce aux maîtres : riches et dirigeants ; dure aux asservis : pauvres et dirigés. Ne faut-il pas que les juges s'inspirent de ce fait qu'ils connaissent si bien et croyez-vous que ces Messieurs puissent oublier que *la lettre tue et l'esprit vivifie* ?

La loi n'est pas *faite pour tous*, puisqu'elle est en réalité en faveur de quelques-uns, contre tous les autres ; elle n'est pas davantage *applicable à tous*, également du moins, puisqu'elle est, suivant les individus, pour la même infraction, appliquée à ceux-ci avec une extrême mollesse, à ceux-là avec une

implacable rigidité.

Je ne suis pas, certes, un admirateur du passé et les régimes déchus sont profondément abhorrés par moi ; mais je ne puis m'empêcher de trouver étrange la prétention de nos farouches démagogues qui, après avoir proféré de violentes diatribes contre la loi monarchique, déclament de pompeuses tirades sur la loi républicaine.

Car s'il est un fait difficilement contestable, c'est que nous sommes régis par une législation qui, depuis des siècles ne s'est pas sensiblement modifiée. La façade du monument s'est peut-être bien ornée de quelques enjolivures ; mais là se sont bornées toutes les transformations.

Ce sont les mêmes lois sur la propriété, l'autorité et la sécurité des personnes ; les Révolutions ont soufflé sur nos vieux Codes ; la poussière s'en est à peine détachée ; le vieil édifice est aujourd'hui ce qu'il était sous les rois. Si donc le Code vaut aujourd'hui, il valait il y a cent ans ; mais s'il était oppressif il y a un siècle, il n'a pas pu cesser de l'être, puisqu'il n'a pas bougé.

* * *

Oppressive, la loi l'est et j'ajoute qu'elle ne peut pas ne pas l'être.

Une chose qui ne manque jamais de me plonger dans un ébahissement inénarrable, c'est l'assurance avec laquelle des hommes graves et qui paraissent avoir étudié vous disent que la loi est faite pour assurer nos libertés. On comprendrait encore un langage aussi extraordinaire dans la bouche d'un enfant, d'un pauvre d'esprit ou d'un ignorant se bornant à répéter ce qui leur a été enseigné. Mais, sur les lèvres de personnes

éclairées et ayant l'habitude de raisonner, cette assertion est inexplicable.

Et pourtant cette mission de garantir nos libertés est si généralement attribuée au Gouvernement et à la loi que toute personne qui croit avoir à se plaindre de qui ou de quoi que ce soit, ne voit guère d'autre remède à sa situation qu'une intervention du pouvoir : « on devrait faire une loi sur ce point, dit-elle ; le gouvernement ne devrait pas tolérer ceci ; il devrait encourager cela et exiger telle autre chose ! »

La loi est passée, dans l'esprit d'une foule de gens, à l'état de Providence terrestre.

Dans le cerveau bourré de préjugés de ces individus, le gouvernement est comme un protecteur naturel ayant pour mission de veiller à ce que rien ne leur manque, à ce qu'il ne leur soit fait aucun mal, à ce que tous leurs droits soient scrupuleusement respectés.

Je ne crois pas qu'on puisse imaginer une conception plus en opposition avec la réalité des faits. Le gouvernement ne saurait avoir pour rôle de veiller à ce que rien ne nous manque, ce qui supposerait qu'il est en mesure de nous donner quelque chose et que, conséquemment il produit, puisque c'est nous, au contraire, qui sommes dans la nécessité de pourvoir à ses besoins, de remplir ses caisses, d'entretenir ses fonctionnaires. Il ne nous donne rien, il ne peut rien nous donner et c'est de nous au contraire qu'il exige tout ce qui lui est nécessaire.

Quant à nos droits, à nos libertés, la vérité est qu'il n'y a pas une seule loi, même parmi celles dites de liberté, qui soit faite pour les étendre, ni même pour les garantir.

De par sa nature, toute loi est restrictive. Elle ne contient,

en fait, même sous les allures les plus libérales, que des défenses, des interdictions. Loin de supprimer des entraves, elle ne réussit qu'à les créer et maintenir.

Un droit, pour s'affirmer et s'exercer n'a pas besoin de s'appuyer sur un texte. Ce n'est pas, ce ne peut pas être la loi qui confère à un individu le droit de penser, de parler, d'écrire, de s'associer à d'autres, de manger, d'aimer, de satisfaire n'importe lequel de ses besoins. Tout besoin ressenti porte en soi le droit d'être satisfait.

Échanger des idées avec ses semblables, soit par la parole, soit par l'écrit ; s'associer à d'autres pour un plaisir ou un travail quelconque, pratiquer telle religion ou n'adhérer à aucune, s'unir à une personne d'un sexe différent, pour une heure ou pour toujours ; tous ces droits sont imprescriptibles parce qu'ils émanent de besoins inhérents à la nature humaine. En dehors de celui qui les ressent, nul n'a qualité pour les limiter ou réglementer ; tout obstacle à leur libre et entière satisfaction ne peut être qu'un abus de la force.

Cet abus, la Loi n'a pas d'autre rôle que de le légitimer et perpétuer, quoiqu'on dise, puisqu'elle ne sait que restreindre, entraver, régenter ou interdire.

Il ne faut pas aller bien loin pour trouver la preuve de ce que j'avance. On la trouve dans la Loi elle même.

Un axiome de jurisprudence nous apprend que « *tout ce qui n'est pas défendu par la Loi est permis.* » Le simple bon sens devrait en conclure que pour jouir d'une liberté quelconque, il est suffisant que la Loi soit muette. Par contre, il devrait indiquer que si elle se prononce, alors même qu'il plairait au législateur de la qualifier de « loi de liberté, » on peut être certain que c'est dans le sens de la restriction.

Exemples : *la liberté de réunion*. Pour que celle-ci existât, il suffirait que, d'un trait de plume, fussent biffés tous les articles du code réglant la matière. Alors, nul ne serait inquiet pour l'exercice de ce droit de réunion, l'autorité ne pouvant pour poursuivre s'appuyer sur aucun texte. *La liberté d'association* : pour qu'elle fût réelle, il suffirait que toutes les lois qui régissent l'association fussent purement et simplement abrogées. Alors, le législateur étant impuissant à trouver dans le Code une pénalité quelconque, il n'y aurait plus d'associations illicites et les intéressés pourraient se grouper librement sans compte d'autre chose que du but qu'ils se proposent.

Aussi longtemps au contraire qu'on se bornera à démolir ici pour reconstruire là, à biffer un texte pour le remplacer par un autre, celui-ci contiendra forcément des prohibitions, édictera des pénalités et la liberté ainsi proclamée ne sera qu'un leurre, toute législation nouvelle ayant pour conséquence inéluctable de rétablir sous une forme nouvelle, de masquer sous un nouvel article du Code, l'oppression qu'on est censé faire disparaître.

Tout cela, encore une fois, le bon sens devrait suffire à le faire comprendre ; mais ce serait beaucoup trop simple et les métaphysiciens de la politique se plaisent à embrouiller les choses les plus claires, afin d'obscurcir les cerveaux qu'ils ont intérêt à tenir enchaînés, parce que c'est le plus sûr moyen de garrotter les volontés et les consciences.

* * *

Par ce qui précède, on voit que, non seulement l'objet de la Loi n'est pas de quintessencier ni de garantir les droits naturels et impérissables de l'individu, mais qu'elle les viole forcément et qu'ainsi il y a antinomie constante et fatale entre

le Droit naturel et la Loi.

Dans son petit chef d'œuvre « *Les Ruines*, » l'illustre philosophe Volney a parfaitement expliqué que la loi n'a été jusqu'à son époque que le viol perpétuel du Droit naturel. Mais il a eu le tort de s'imaginer qu'elle était susceptible de devenir l'expression de ce Droit. C'est du moins ce qui résulte de cette opinion qu'il développe : à savoir que les bonnes lois écrites se reconnaissent au degré de similitude qu'elles possèdent avec les lois naturelles.

Or, il n'y a aucune assimilation possible entre les première et les secondes. Les lois de pesanteur, de gravitation, d'attraction, d'affinité chimique, d'évolution ont de tous temps existé. Elles n'ont pas été faites par les hommes, mais seulement découvertes et formulées. Elles sont, par elles-mêmes, indépendamment de l'interprétation qu'on leur a donnée dans le temps et l'espace ; en un mot elles sont parce qu'elles sont ; et si l'aiguille aimantée, par exemple, se dirige normalement vers le même point de l'horizon, ce n'est pas parce que l'officier de marine qui la consulte le lui ordonne, ce n'est pas davantage afin de permettre au navigateur de se diriger à travers l'immensité des plaines liquides, c'est uniquement parce qu'il est dans sa nature même de prendre cette direction. Ce genre de lois que la science a découvertes par une constante expérimentation et que, par induction elle a formulées, constitue ce qu'on appelle les lois naturelles. Point n'est besoin de les codifier : elles sont à la fois immuables et inviolables. Leur infraction constituerait un miracle et de nos jours, on sait bien que, s'il y a encore une foule de mystères que l'esprit humain n'a pas pénétrés, le miracle n'existe pas, ne peut pas exister.

Tout autres sont les lois artificielles, c'est-à-dire fabriquées par les hommes et formulées en textes précis,

résumées en des livres qu'on appelle les Codes. Celles-ci sont aussi versatiles que les Législateurs, et, de plus, forcément circonstanciées, parce qu'elles s'adaptent à une matière perpétuellement ondoyante, parce qu'elles régissent des intérêts immédiats qui se modifient avec les individus, les groupes et les développements humains. Aussi n'y a-t-il pas une seule loi qui n'ait été l'objet d'une série de modifications, pas une loi d'aujourd'hui qui ne soit la négation de celle d'hier et pas une loi de demain qui ne serait forcément la négation de celle d'aujourd'hui. C'est pour cela que, philosophiquement, la valeur de toutes les législations humaines est frappée de nullité complète ; c'est pour cela que, contrairement à la loi naturelle, la loi artificielle, codifiée est constamment violée et ne saurait exister sans répression corrélative ; c'est pourquoi, tandis que la première existe, abstraction faite de tout législateur, la seconde nécessite ce dernier ; c'est pour cela enfin que, quel que soit législateur et quelle que soit la loi elle-même, celle-ci n'a aucune valeur au point de vue rationnel et qu'elle n'a pour le citoyen aucun caractère d'obligation.

Rédigé par un seul, par quelques-uns, par le plus grand ombre et même par tous, le Code n'est en réalité qu'un document faux depuis le premier jusqu'au dernier article et on ne lui doit ni respect, ni obéissance, parce qu'il n'est que l'expression de la force aujourd'hui masquée de sophisme, de cette force ridicule, aveugle, incohérente et féroce : la force du nombre.

De quelque côté qu'on l'envisage, la Loi n'apparaît que comme une conséquence. Elle résulte nécessairement de l'idée de propriété et de gouvernement. Enlevez la propriété individuelle et toutes les lois qui se rattachent à ce principe n'ont plus aucune raison d'être. Supprimez le gouvernement et tous les textes qui se rapportent à cet agencement artificiel deviennent inutiles.

En conséquence, pour qu'un caractère respectable et légitime appartienne à la légalité, il est indispensable d'admettre au préalable que ce même caractère appartient aux institutions économiques et politiques. Condamner celles-ci, c'est immanquablement condamner celles-là.

Enfin, à ceux qui, malgré les considérations antérieures persisteraient à vouloir justifier le Droit contemporain avec son indispensable corollaire : la législation, je répondrai, au risque de paraître jaloux d'un premier ministre ⁹², en les enfermant dans ce dilemme :

Ou vos lois sont bonnes et justes et alors il n'y faut pas toucher et vos assemblées législatives sont complètement inutiles ; ou bien vos lois ne sont ni justes ni bonnes ; dans ce cas, veuillez me dire au nom de qui ou de quoi vous avez la prétention de me les imposer et de vouloir que je les respecte ?

Est-ce clair ?

* * *

Je viens d'expliquer ce qu'est le Droit contemporain, j'ai montré ses origines, son principe ; j'en ai signalé les cas rédhibitoires ; on a pu voir qu'il emprunte aux Droits qui l'ont précédé dans l'histoire tous leurs inconvénients, leurs dangers, leurs vices ; que la législation qui en découle, c'est la main mise sur toutes les libertés, c'est la négation des droits individuels ; c'est l'organisation de l'oppression, l'apparente justification de toutes les servitudes ; on a pu se rendre compte que, faite d'un bout à l'autre, en faveur de ceux qui détiennent le pouvoir et la fortune, la Loi, pour arriver à sauver les apparences et à

⁹² M. Charles Dupuy, qui, dans son discours (?) de Toulouse, enferma le socialisme dans un dilemme dont on se souvient bien.

imposer le respect et la crainte, est tenue de s'abriter derrière un plan très ingénieux de subtiles hypocrisies.

Tels ces fétiches que, dans leur stupide ignorance, adorent les sauvages, fétiches soigneusement enfermés dans des temples, entourés de mystères, et dont l'accès est défendu aux profanes ; ils inspirent aux crédules une épouvante ridicule et une foi grotesque. La foule leur attribue tout ce qui peut arriver d'utile comme tout ce qui peut se produire de nuisible. — Seuls, les initiés savent ce qu'il faut penser des fétiches et des féticheurs.

Aussi ne saurait-on prendre trop de précautions pour dérober ces arcanes aux indiscretions qui pourraient dissiper la crainte, chasser le respect, tuer la soumission.

Voltaire s'était bien aperçu de la chose quand il écrivait : « il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants..... Quand la populace se mêle de raisonner, tout est perdu. »

Lamennais ⁹³ s'écrie : « Tu te plains de ne pouvoir cultiver ton esprit, développer ton intelligence ; et tes dominateurs disent : C'est bien ! il faut que le peuple soit abruti pour être gouvernable. »

L'économiste Michel Chevalier confesse que « notre France serait ingouvernable si les paysans avaient bénéficié des mêmes enseignements qu'une certaine partie des ouvriers. »

L'opinion du célèbre fondateur de *l'École physiologique*, le Docteur Broussais est la même : « L'ignorance est nécessaire aux masses et c'est sous l'influence de la vénération que les masses sont exploitées depuis le berceau de l'humanité. »

⁹³ *Le livre du peuple.*

Eh bien ! Un Droit qui repose sur des absurdités, qui se couvre d'un voile mystérieux, qui nécessite l'ignorance de ceux qu'il est appelé à régir, ce Droit n'est ni respectable ni respecté.

« L'autorité qu'on méprise est bientôt bravée » selon la juste expression du Comte de Ségur. Le Général Cavaignac n'a pas voulu dire autre chose en affirmant que « tout gouvernement qui permet qu'on discute son principe ne saurait vivre » et Joseph Fabre a raison de penser que « la légalité ne vaut qu'autant qu'elle a pour base la Justice. »

Or, nous savons à présent qu'elle ne repose ni sur la Justice, ni sur la Raison, ni sur la Vérité, ni sur le Droit naturel.

Le lecteur peut conclure.

B.— PRATIQUE

Voilà ce qu'est le Droit contemporain ; il s'agit maintenant de voir comment il est pratiqué, comment il fonctionne.

Il est de toute logique qu'un Droit aussi radicalement vicieux et faux enfante une pratique plus vicieuse encore ; on ne saurait espérer que dans le domaine des faits, les inconvénients d'un principe fussent écartés, et si nous descendons des hauteurs d'une discussion peut-être un peu abstraite, nous n'aurons pas de peine à nous rendre compte que ces inconvénients ne font que s'accroître dans la pratique et engendrent une lamentable situation sociale.

Ce qui frappe tout d'abord dans l'examen du fonctionnement de la loi des majorités, *c'est qu'elle aboutit, tout au contraire, à la loi des minorités.*

Le suffrage universel qui est à la base de notre système démocratique, est encore une de ces duperies comme on en rencontre tant dans l'étude du Droit contemporain. Rien en effet n'est moins universel que cette consultation nationale.

Ne sont pas admis à prendre part au vote : les femmes quel que soit leur âge et leur condition sociale ; les enfants et jeunes gens jusqu'à 21 ans ; tous ceux qui de 21 à 25 ans subissent, au régiment, la loi militaire ; les faillis, ceux qui sont privés par un jugement de leurs droits politiques ou frappés d'une peine comportant ladite privation ; tous ceux, de plus en plus nombreux chaque jour, que j'appellerai « *les vagabonds du salariat* » parce que, obligés de travailler en des lieux souvent différents, aujourd'hui ici, demain là et après-demain ailleurs, ils ne peuvent avoir nulle part le temps de séjour prescrit par la loi et, conséquemment, ne figurent sur aucune liste électorale.

Si l'on tient compte de ces premières éliminations formellement stipulées par la loi, on voit que les trois quarts de la population en France sont frappés de nullité ou de déchéance électorale⁹⁴. Cela seul suffirait pour affirmer que le suffrage universel est tout ce qu'il y a de plus restreint et que « la souveraineté du peuple » est une de ces expressions vides de sens qu'on jette en pâture aux foules.

Est-ce tout ? Peut-on soutenir au moins que c'est bien cette totalité de 10 millions d'individus qui gouverne ?

Nous savons que l'accord unanime ne peut se faire ni sur les programmes qui condensent les aspirations ni sur les candidats qui représentent chaque programme. Il y a de ce fait une double élimination à prévoir : d'abord celle de tous les

⁹⁴ Sur les listes électorales dressées à l'occasion des récentes élections législatives (août 1893) figuraient 10.643.212 électeurs.

électeurs s'affirmant sur une donnée générale qui ne sort pas triomphante des urnes ; ensuite celle des votants qui, dans chaque parti, lorsqu'il y a plusieurs candidats en concurrence, accordent leurs voix à ceux qui ne sont pas élus. Il est bien évident que les uns comme les autres n'ont pas un mandataire de leur choix et sont en droit de dire qu'ils ne sont pas représentés du tout puisqu'ils ne le sont pas par qui leur plaît.

D'autres, enfin, soit qu'ils sachent à quoi s'en tenir sur la valeur du parlementarisme, soit pour tout autre motif : indolence, voyage, maladie, infirmité, absence de candidat à leur goût etc., etc... renoncent volontairement à leurs droits d'électeurs.

Bref, si l'on additionne le nombre des voix obtenues par l'ensemble des candidats élus, on aboutit à un chiffre qui ne dépasse guère quatre millions au total, ce qui permet de dire que ces quatre millions de personnes font triompher leur manière de voir, leurs conceptions, leurs tendances ou plus exactement leurs intérêts en opposition avec ceux des autres six millions d'électeurs ; que ces quatre millions d'individus (1 sur 10 environ) font la loi à tous les autres habitants de France.

Voilà ce qui résulte de la consultation dite nationale.

Mais si le peuple nomme ses représentants — dans les conditions que nous savons — ce sont ces derniers qui, seuls, font les lois et ont à s'occuper de tous les intérêts.

Or, il n'y a pas plus unanimité au Parlement que dans le pays ; on y retrouve, en réduction, la même bigarrure de sentiments et d'idées ; ce sont, en petit, les mêmes divergences, les mêmes compétitions, les mêmes hostilités.

La minorité eût-elle cent fois, mille fois raison, se heurte à

la majorité et ne peut rien contre elle. Par contre, toutes les mesures et tous les projets de loi appuyés par celle-ci ont gain acquis d'avance ; ici, comme dans le pays, le nombre, eut-il mille fois tort, l'emporte sur l'opposition qui lui est faite.

Mais il y a plus : cette majorité, à son tour, marche sous la conduite d'un certain nombre de chefs de file : roublards ou beaux parleurs, diplomates de couloirs ou vieux routiers du parlementarisme. Elle s'abandonne à la direction de ces habiles, anciens ministres, membres du Conseil en fonction ou futurs titulaires de portefeuilles, qui, à 20, 25, 30 — toujours les mêmes pendant plusieurs années — forment le gouvernement.

Cette poignée de *ministrables* subit à son tour l'influence prépondérante d'une de ces personnalités encombrantes, tapageuses, populaires, audacieuses ou supérieures, comme il s'en rencontre presque toujours, qui règnent sur leurs collègues : un Gambetta, un Ferry, un Constans, un Dupuy.

Reprenons cette démonstration. Elle est si curieuse qu'elle en vaut la peine.

Sur près de 40 millions d'individus, 10 millions seulement sont consultés ; sur 10 millions d'électeurs, quatre millions au plus ont le représentant qui leur agrée ; sur ces quatre millions, un bon tiers a pour députés des membres de la minorité dont toutes les propositions, pour peu qu'elles soient en opposition avec celles de la majorité, sont impitoyablement repoussées ; en sorte que si ce tiers d'électeurs est représenté à la Chambre, c'est absolument, au résultat, comme s'il ne l'était pas.

Voici, du reste, un tableau que j'ai dressé, après un minutieux pointage et qui donnera la physionomie de la Chambre élue en 1893.

[.../...] ⁹⁵

Le lecteur remarquera que j'ai éliminé de ce tableau des élections générales législatives de 1893 les résultats électoraux des colonies. Ne tenant compte que de la population vivant en France, cette exclusion s'imposait. Il observera en outre que les chiffres en regard de chaque député expriment le nombre de voix recueillies par celui-ci au premier tour de ce scrutin. Il est certain que l'on ne doit en réalité faire figurer que ce nombre lorsqu'on veut étudier impartialement l'expression fidèle des sentiments et des idées du corps électoral car les voix que les élus ont groupées au ballottage ne sont que le résultat d'une entente entre comités et candidats qui se combattaient au premier tour et de ce qu'on appelle « la discipline électorale » ; elles n'appartiennent au vainqueur qu'à défaut d'un rival moins favorisé au premier scrutin, et en haine d'un autre concurrent.

Voici maintenant ce qui ressort de ce tableau : Les députés formant la majorité — je les ai rangés sous la rubrique : gouvernement — ont seuls quelque chance de pouvoir réaliser les diverses parties du programme pour lequel ils ont été mandatés. Le total des suffrages qui se sont portés sur eux s'élève à environ 2.200.000. Ces deux millions deux cent mille électeurs sont en réalité les seuls qui soient représentés au Parlement, puisque, je le répète, ceux qui ont accordé la préférence à des candidats de l'opposition condamnés d'avance à l'impuissance, ne sont, en fait, par plus avancés que s'ils n'étaient pas représentés du tout.

Or, si j'établis la proportion de ces électeurs favorisés, soit

⁹⁵ [*Les Éditions invisibles*] Suivent dix-sept pages de listes de députés (Gouvernement et Opposition) avec leurs résultats, département par département. Nous avons omis ce tableau fastidieux. On peut se reporter à des élections actuelles, sans rien changer à la démonstration de Sébastien Faure.

2.200.000 par rapport à la population de la France entière soit 38.843,192, j'arrive à 5,71 %.

Ce qui signifie, en bon français, que 2.200.000 électeurs font la loi à 38.843.192 individus ou encore que sur cent personnes six seulement sont réellement représentées tandis que les quatre-vingt-quatorze autres ne le sont pas.

Lorsqu'on consent à sortir des phrases sonores et qu'on cherche à se rendre un compte exact de la réalité des choses que ces redondances expriment, voilà ce que les chiffres démontrent avec leur brutale éloquence. Sur cent personnes, quatre-vingt-quatorze obéissent à six : voilà la liberté et l'égalité. Sur cent personnes, quatre-vingt quatorze ne sont pas représentées, voilà la représentation *nationale*.

* * *

Mais il y a plus. En ce qui concerne les 2.200.000 électeurs réellement représentés, leurs intérêts confiés à environ trois cents mandataires sont comme ceux-ci, à la discrétion absolue du conseil des ministres, lequel est à la merci d'un homme d'État dont l'influence ou la popularité fait un maître.

Retournons le problème : Le Président du Conseil des ministres s'impose au Conseil tout entier. Le ministère s'impose à la majorité parlementaire. La majorité parlementaire s'impose à l'assemblée ; l'assemblée au corps électoral et le corps électoral au pays.

Qu'on parte d'en haut ou d'en bas, qu'on aille du peuple au gouvernement ou du gouvernement au peuple, le résultat ne change pas.

Qui se fût jamais imaginé que le fonctionnement de la loi du plus grand nombre aboutît au triomphe du plus petit ! Qui eût pu croire que le gouvernement de tous par tous pût amener le retour au Césarisme ⁹⁶ ! Chose étrange, en vérité et qu'on ne saurait trop méditer.

On s'est mis en révolte, on a versé des flots de sang, on a jonché de cadavres les villes et les campagnes, afin de rompre avec le pouvoir personnel, de déplacer la souveraineté, de l'arracher à quelques-uns et de la confier au peuple. Et après cent ans du régime nouveau, après un demi-siècle de suffrage universel, on arrive à constater que, bien qu'ayant pris un chemin différent, on est arrivé au même but, que rien ne s'est modifié, que tout est à refaire, que le pouvoir personnel est restauré sous une forme d'autant plus dangereuse qu'elle est plus habilement dissimulée.

Et tandis qu'on enseigne à quarante millions de français et de françaises, que la tyrannie est tombée avec la tête du fils de Saint Louis, que le despotisme et l'arbitraire des temps monarchiques ont fait place à la liberté et à la justice devenus les apanages du peuple ; tandis qu'on leur répète à l'envi que les castes ont disparu, que les classes ont été abolies, qu'avec la République, désormais inébranlable, fondée sur l'amour spontané des uns, l'adhésion intéressée des autres et le respect de tous, il n'y a plus qu'à laisser le pays, devenu maître de ses destinées, marcher vers un idéal toujours plus élevé, de liberté plus humaine, de justice plus large, par suite de cette perfidie qui est la caractéristique des classes dirigeantes et grâce à cette naïve confiance qui est le trait distinctif des foules, l'oppression,

⁹⁶ Et l'on s'étonne qu'avec un pareil système de Césarisme latent, sous la poussée de certaines circonstances, les aventuriers soient tout puissants ! C'est au contraire ce qu'il y a de plus logique.

Ainsi donc, tyrannie des minorités et retour au césarisme abhorré, voilà ce que nous pouvons marquer de suite comme résultat pratique du parlementarisme : exactement l'opposé de ce qu'il a la prétention de nous donner.

plus louche, plus tortueuse, plus vile que jamais continue à labourer de sa griffe puissante, la poitrine et le cœur des masses populaires !

Je ne connais pas de démonstration plus vigoureuse, plus irréfutable que cette preuve — *par le fait* — de cette saisissante vérité que confirme l'histoire et que je voudrais inscrire ici en caractères de feu : *Qu'il vienne de Dieu ou des hommes, d'en haut ou d'en bas, de l'usurpation ou de la délégation, de la violence ou de la persuasion ; qu'il soit exercé par un seul ou par cinq cents, par un monarque ou une assemblée ; qu'il revête la forme oligarchique ou démocratique ; qu'il porte l'étiquette monarchique ou républicaine ; qu'il ait le torse nu de la force brutale et guerrière ou que les armes le cèdent à la toge*⁹⁷ ; le gouvernement quel qu'il soit, a toujours été, est et sera toujours : pour quelques-uns, le droit de commander, pour tous les autres, l'obligation d'obéir !

* * *

Avez-vous assisté à un spectacle plus écoeurant que celui d'un pays « en mal d'élections » ?

De tous côtés se forment des comités électoraux. Le nombre des gens qui s'occupent des intérêts publics est tout d'un coup considérable. L'épicier du coin, le charcutier d'en face et le cabaretier d'à côté s'improvisent grands électeurs.

On ne se serait pas douté que ces commerçants en rupture de bocks, de jambons et de sardines fussent aussi exactement renseignés sur les besoins nationaux et locaux. Il faut les voir, gonflés de leur éphémère importance, jouer leurs personnages avec un imperturbable aplomb.

⁹⁷ «*Cedant arma togæ*»

Au besoin, ils se font diplomates pour nouer des intrigues avec les comités hésitants et conclure d'avantageuses conventions. Ils portent dans leurs balances la paix et la guerre ; la paix pour ceux qui se rallient à leur ligue minuscule, la guerre contre les récalcitrants qui leur disputeront la faveur de mener le peuple à la victoire.

Été comme hiver, que le thermomètre marque 40 degrés au-dessus ou au-dessous de zéro, c'est le printemps pour les journaux. Le pays se couvre de feuilles dont la fin de la période électorale marque la chute.

C'est aussi l'époque des générosités : entrant dans les cafés, pénétrant dans les demeures, se glissant un peu partout, les courtiers électoraux ouvrent leurs mains pleines de promesses, de petits présents — les petits cadeaux entretiennent la popularité — et, enflant la voix quand ils sont en public, la baissant à un diapason mystérieux dans le tête à tête, ils parlent avec émotion de ce que le futur Député se propose de faire en faveur de tous et de chacun.

Il naît mille métiers lors de cette époque bénie : l'applaudisseur aux mains larges, velues, vigoureuses, claquant bien, qui ponctue de frénétiques battements de mains les phrases de son candidat ; l'acclamateur : voix sonore, personnage bruyant, tapageur et audacieux qui pousse des hourras en faveur de celui à la fortune duquel il est attaché ; le siffleur qui est payé pour couvrir la voix de l'adversaire et lui faire des conduites de Grenoble ; l'escorteur qui suit le « futur législateur, » se trouve sans cesse sur son passage, pousse d'enthousiastes « Vive un Tel !, » prépare l'ovation *spontanée*, dételle les chevaux et tient toujours ses épaules prêtes à porter en triomphe « l'espoir du pays » ; enfin tout ce qui est prêt à se vendre pour n'importe quelle sale besogne, précède, accompagne et suit celui qui, dans cette comédie, joue le grand

premier rôle.

Celui-ci a régulièrement commencé par se faire tirer l'oreille... pour la forme bien entendu et comme ces gens qui croient qu'il est de bonne éducation de ne jamais accepter du premier coup une invitation à dîner, quelque envie qu'ils en aient. « Mais après avoir prié le comité de porter son choix sur un plus digne et plus apte, il a dû s'incliner devant la mise en demeure dont il a été l'objet. On a fait appel à son courage, à son énergie ; il a cru n'avoir pas le droit de refuser le concours de son nom au parti auquel il s'honore d'appartenir et... il a fini par se dévouer. »

Voilà ce que dit le Monsieur et ce que confirme son comité.

Je ne me serais franchement jamais douté qu'il se trouvât dans notre infortunée République tant d'hommes dévoués, compétents, énergiques, convaincus, sachant tout, capables de tout.

Ceux qui lancent la candidature de M. Tartempion nous l'assurent et je me demande comment on pourrait ne pas ajouter foi à la parole d'un tueur de cochons, d'un débitant de moutarde et d'un marchand de limonade, quand il a plu à ces citoyens de se réunir pour accoucher d'un manifeste et recommander quelqu'un au suffrage universel.

Oh ! comme celui-ci est flatté, dorloté, cajolé, encensé pendant ces quelques semaines ! Ouvrier qui trimes pour 50 sous, du matin au soir, tu ne te doutais pas que le monde entier fixât les yeux sur toi et attendît avec anxiété ton verdict souverain ! Et cependant rien n'est plus vrai.

Tu ne savais pas que l'avenir de la patrie et de la

République fût entre tes mains calleuses ! et néanmoins, rien n'est plus exact. Tu ne t'imaginais pas qu'il te fût si facile, pour peu que tu voulusses aller aux urnes — surtout pas d'abstention ! — d'améliorer ton triste sort ! et pourtant rien n'est plus conforme à la réalité. Encore une fois, c'est le candidat, son comité, ses journaux, ses courtiers, ses amis, ses créatures qui te l'affirment. Pourrais-tu hésiter à le croire ?

Oui, tu es souverain puisque c'est ton verdict qui assure le triomphe d'un tel et l'échec de ses adversaires ; c'est toi qui dispenses le pouvoir, toi qui fais et défais les six cents monarques appelés à nous gouverner, toi dont l'investiture peut arracher un simple travailleur à l'atelier et le faire l'égal des plus puissants ! Mais as-tu bien réfléchi, que cette souveraineté dont on te parle si copieusement dure tout juste ce que durent les roses, moins encore : une minute tous les quatre ans, le temps pour toi de jeter un nom dans l'urne ? As-tu songé enfin que toutes tes fonctions de souverain se bornent à abdiquer un pouvoir que tu n'as jamais exercé, en faveur d'un tiers qu'il te faudra supporter quatre années durant, et dont tu ne pourras te débarrasser que pour passer sous le joug d'un autre ?

Pendant que les murs se tapissent de multicolores placards où s'étalent, à côté du nom flamboyant du quémendeur de suffrages, d'alléchantes promesses, de solennels serments, un mirifique programme et un appel désespéré ; tandis que les boîtes aux lettres s'emplissent d'une profusion de papier : programmes, manifestes, convocations, bulletins de votes etc., à occuper pendant des mois et des mois toutes les usines d'Angoulême, l'aspirant député promène sa souriante figure et ses airs cauteleux et modestes à travers les villes et les campagnes. Il connaît tout le monde, serre la main au moindre paysan, pelote l'ouvrier le plus pauvre, distribue des compliments aux femmes, des sourires aux jeunes filles, des bonbons aux bébés, des sous aux enfants, des médicaments aux

malades et du sucre aux animaux ; il joue le grand air des promesses : décoration, recette générale, préfecture ou perception aux électeurs importants ; place de garde-champêtre ou de valet de chambre, bureaux de tabac, recommandations aux autres.

Le moindre petit hameau aura son chemin de fer, ses chemins vicinaux, sa maison d'école, son bureau de poste et télégraphique. « C'est une honte qu'on n'y ait pas encore songé. Il s'en charge, lui... et de beaucoup d'autres choses encore. On verra, on verra : l'or coulera à flot dans la région, chacun fera fortune et tout le monde sera heureux. Le peuple est tout : le maître, le dispensateur du pouvoir ; il ne veut, lui, qu'être le serviteur et l'ami de ses électeurs, on ne trouvera pas en lui un ingrat ! »

Les écuries, les estaminets, les préaux d'école, les salles de bal, de concert, de théâtre, sont mises à contribution. Le futur député qui a soigneusement appris son discours par cœur — revu et corrigé parfois suivant le milieu — étonne ses auditeurs par ses brillantes improvisations et son éloquence primesautière. Les bureaux sont constitués d'avance et recrutés parmi les amis de l'orateur ; des compères disséminés dans la salle posent au candidat des questions convenues d'avance ; des procès-verbaux parviennent aux journaux chantant les louanges du grand homme et chaque journal, avec une comique assurance, prédit que le nom de son favori sortira triomphant des urnes.

* * *

Mais il ne suffit pas de se faire mousser — chaque mendiant de bulletins de vote en fait autant — ; il faut abîmer son adversaire. Des sous-ordres entreprennent une odieuse campagne d'injures et de calomnies ; des amis se livrent à de

honteuses manoeuvres et mettent en circulation les insinuations les plus perfides. On laisse entendre que l'adversaire est à la solde de tel ou tel parti discrédité ; les colleurs d'affiches recouvrent celles du compétiteur.

C'est le débordement des instincts les plus bas, le soulèvement des appétits les plus vils, la tourbe soulevée des passions les plus dégoûtantes. Chacun verse sur la tête de ses rivaux des baquets d'injures, mais pousse des clameurs indignées et en appelle de semblables procédés à l'opinion publique, si les adversaires répondent aux grossièretés par des grossièretés, aux insultes par des insultes. *La simple candidature change l'homme.*

J'ai connu des hommes qui, dans la vie ordinaire, étaient doux, bienveillants, simples, dignes, honnêtes et je les ai vus, une fois candidats, devenir féroces à l'égard de leurs adversaires, plats, serviles et malhonnêtes. Commerçants, ils ont la religion de la signature ; hommes, ils ont le respect de la parole donnée et cela ne les empêche pas, quand ils sont candidats, de couvrir de leurs encouragements d'indignes procédés, de recourir à des manoeuvres infâmes et d'apposer leur signature au bas de documents où ils prennent sur l'honneur des engagements qu'ils n'ont pas l'intention et qu'ils n'auront pas le pouvoir de respecter.

Ils deviennent presque inconscients : c'est l'ambition, c'est cette guerre qui fait de l'homme le plus inoffensif et le plus digne, l'animal le plus rampant, le plus lâche et le plus cruel.

Simple aspirant, il ruse, trompe, ment sans s'en apercevoir. Comment, devenu député, ne mentirait-il pas, ne tromperait-il pas, ne ruserait-il pas plus encore ?

* * *

Les élections ont eu lieu ; le parlement est assemblé. Voyons ce qu'on y fait, ce qu'on y peut faire, comment se conduisent les Maîtres que le suffrage universel s'est donnés, à quoi aboutit la mise en pratique du régime représentatif.

Elle aboutit à l'absolutisme, à l'irresponsabilité, à l'incompétence, à la stérilité, à la corruption.

« Que le gouvernement parlementaire soit absolu, cela est incontestable. Quand une loi a été votée, lorsqu'elle a été promulguée en bonne forme ⁹⁸, qui donc aura qualité pour lui opposer un refus d'enregistrement, ou pour en faire l'objet de remontrances ou le motif d'un refus de subsides ? Personne même n'y songe. »

Il est certain que nulle puissance ne saurait s'élever au-dessus de la volonté de nos parlements, encore moins la briser. Ce qu'a décidé la représentation nationale est bien, dûment et définitivement résolu.

Il est vrai que quelques orateurs de l'opposition auront la ressource de faire entendre, en réunion privée, quelques timides protestations, mais ils auront bien soin, tout en flétrissant la loi nouvelle, de conseiller à leurs auditeurs de s'y soumettre.

Il est encore vrai qu'en réunion publique on pourra se donner le luxe de prononcer de virulentes harangues, et de voter un ordre du jour « par lequel les citoyens assemblés en nombre fabuleux dans un cirque ou un théâtre enverront au parlement l'expression de leur plus profond mépris, flétriront avec la dernière énergie l'assemblée pourrie et vendue qui nous gouverne, protesteront avec indignation contre les agissements

98 « *Le Parlementarisme, voilà l'ennemi !* », La Tour-du-Pin-Chambly.

infâmes d'un parlement de laquais », etc.⁹⁹ mais l'on ne trouvera pas un de ces beaux discoureurs qui aura le courage de se révolter ou de prêcher l'insurrection contre la loi exécrée.

Et s'il se rencontre des citoyens plus énergiques et plus conséquents qui veulent se mettre en travers de la dite loi et recourir à *l'ultima ratio*, ils auront contre eux non seulement le gouvernement avec sa police, ses gendarmes, ses fusils et ses canons, mais même ceux qui, la veille proposaient et votaient des ordres du jour de blâme, de mépris, de flétrissure, et qui, ô honte ! s'empresseront de proposer et d'acclamer de nouveaux ordres du jour de blâme, de mépris, de flétrissure, mais cette fois-ci contre les vaillants armés pour la défense de leurs droits outragés.

On s'aperçoit aujourd'hui que, de tous les systèmes gouvernementaux, le meilleur, non pour les simples citoyens, mais pour les gouvernements eux-mêmes, c'est le régime représentatif. Aussi, après avoir longtemps et vigoureusement combattu l'instauration du suffrage universel — complément indispensable au point de vue théorique, dudit régime — les gouvernants eux-mêmes en sont-ils devenus les plus chauds avocats et cherchent-ils à le faire pratiquer le plus complètement possible.

C'est en effet le seul système qui permette de dominer les foules tout en leur faisant croire qu'elles restent souveraines, d'attacher des boulets aux pieds des forçats tout en leur persuadant qu'ils marchent librement, que ces entraves ne les gênent pas, que, même, elles leurs sont utiles.

⁹⁹ Cet ordre du jour est pour ainsi dire classique. Lisez le compte-rendu de n'importe quel meeting d'indignation ou de flétrissure, et vous pouvez être certain de le voir clôturer par un ordre du jour reproduisant à peu près textuellement celui-ci. On dirait qu'il est cliché et les journaux peuvent à l'avance le reproduire sans crainte de faire erreur.

Jadis des millions d'hommes naissaient esclaves et n'avaient au cœur qu'une passion : la haine de la servitude, l'amour de la liberté, ils n'aspiraient qu'à s'affranchir. O dérision ! En ce siècle, tous les hommes naissent libres et il semble qu'ils n'aient au cœur qu'une passion : l'amour de l'esclavage, tant est grande l'ardeur avec laquelle ils se donnent des maîtres.

Il ne leur suffit plus d'être battus : ils fournissent les verges et s'interdisent le droit, ou perdent le courage de se révolter ¹⁰⁰.

100 Je n'exagère en aucune façon ce résultat pratique de la souveraineté théorique du peuple. Exemple : depuis quelques années et surtout en ces temps derniers, de honteux scandales ont éclaté. Il y a vingt ans, il y en a dix, peut-être, Paris et les grands centres provinciaux se seraient soulevés. Le mécontentement se serait traduit par des émeutes et probablement un formidable mouvement insurrectionnel.

En 1893, la presse a pu, pendant six mois, remuer la boue dans laquelle se vautraient ministres, sénateurs et députés ; on a versé des torrents d'encre mais pas une goutte de sang ; les hâbleurs de la politique ont diversement discouru ; le peuple n'a pas fait parler la poudre. Tout s'est réduit à une bataille électorale dont l'issue, le 20 août dernier, a été la réhabilitation des personnages compromis et l'éviction des dénonciateurs les plus en vue.

Autre exemple : *La petite République française*, organe officiel du socialisme sans épithète, affirme que le nombre des socialistes en France, à la date du 22 août 1893, s'élève à près de 700.000. Ce chiffre me paraît exagéré, mais je l'accepte comme exact. Or les socialistes se reconnaissent aux deux caractéristiques suivantes : (a) la haine de ce qu'ils appellent le régime bourgeois ; (b) la netteté de leur programme économique qui repose tout entier, d'une part sur l'expropriation politique et économique de la classe possédante, d'autre part sur la socialisation des instruments de production.

Or ils sont sept cent mille, disent-ils. Encore une fois je ne sais pas s'ils se vantent. Mais si je prends ce chiffre, qu'ils donnent eux-mêmes avec fierté et si je me demande pourquoi, étant si nombreux et — encore une de leurs vantardises, sans doute — si puissamment organisés, ils ne s'insurgent pas contre une organisation sociale incompatible avec la réalisation de leur idéal ; je me demande pourquoi ces centaines de milliers d'asservis et d'exploités aux yeux desquels a lui pourtant la vérité socialiste ne sont plus capables des colères magnifiques de leurs ascendants de 1831, 1848 et 1871, je ne trouve à cette question d'autre réponse que celle-ci : l'ardeur de ces salariés à se choisir des représentants leur fait perdre de vue la nécessité de se débarrasser de leurs maîtres ; et les dirigeants, avec la complicité des chefs socialistes, ont trouvé dans le suffrage universel le plus sûr

L'insurrection proclamée naguère encore le plus imprescriptible des droits et le plus saint des devoirs est considérée comme un crime, moins encore, peut-être, par les personnages dont elle briserait l'omnipotence que par les asservis qu'elle serait apte à émanciper.

Les assemblées font de la politique et la politique c'est l'ingérence de l'État dans toutes les manifestations de la vie sociale, dans tous les rapports des individus et des collectivités formant la nation.

« Aujourd'hui, écrit E. de Laveleye ¹⁰¹ l'individu est perdu au sein de la nation, idée abstraite, qui ne se réalise pour la plupart d'entre nous que sous la forme du percepteur qui réclame l'impôt et de la conscription qui impose le service militaire. »

On lit dans les « Paroles d'un Révolté » de Pierre Kropotkine ¹⁰² : « le gouvernement représentatif reçu avec de grandes espérances, est devenu partout un simple instrument d'intrigues, d'enrichissement personnel ou d'entrave à l'initiative populaire et au développement ultérieur. »

« Ce ne sont plus les prêtres ni les nobles, mais quelques avocats politicailleurs qui prédominent et au profit desquels travaillent, avec ou sans compensation, les honnêtes gens et les malhonnêtes. » Ainsi parle Lombroso ; et Spencer ¹⁰³ s'exprime en ces termes : « La grande superstition de la politique d'autrefois, c'était le droit divin des rois. La grande superstition de la politique d'aujourd'hui, c'est le droit divin des

moyen d'étouffer l'esprit de révolte et d'assurer leur absolutisme.

¹⁰¹ *De la propriété et de ses formes primitives*, p. 120.

¹⁰² Page 175.

¹⁰³ *L'Individu contre l'État*, p. 117.

parlements. »

Je crois en outre que l'autorité souveraine des assemblées nationales est d'autant plus absolue que si, de nos jours on ne rencontre que fort peu de gens consentant à être gouvernés, exprimant nettement leur volonté sur ce point, il n'en arrive pas moins que tout le monde se laisse dominer parce que chacun se persuade que, par son bulletin de vote, il se gouverne soi-même et qu'ainsi il n'obéit à personne puisqu'il s'obéit à soi-même.

* * *

Ce pouvoir absolu n'offre même aucun danger pour ceux qui l'exercent. En tant que Chambres, les assemblées n'ont qu'une existence éphémère, celle d'une législature ; les ministères, une existence plus courte encore et si l'on compare la rapidité avec laquelle se succèdent ministères et parlements aux lenteurs que comporte le règlement, aux difficultés que rencontre le moindre projet de loi avant d'arriver à bon port, aux pérégrinations que doit exécuter toute proposition d'une commission à une autre, de la première à la seconde lecture, du Palais-Bourbon au Luxembourg, on n'est pas surpris de voir que la majorité qui avait mis un beau jour la nation sous le joug d'une loi quelconque, disparaît au moment où la loi — qui reste, elle — commence à soulever le mécontentement.

Et puis, sur qui faire peser une responsabilité sérieuse ? Sur les ministres ? Ceux-ci répondront qu'ils ne sont que les serviteurs du Parlement ; sur l'une des deux assemblées ? Celle-ci rejettera la faute sur l'autre ; sur la minorité ? Elle objectera qu'elle est impuissante ; sur la majorité ? Elle dira qu'elle obéit au pays. Il serait plus facile, je crois, de trouver une épingle dans un champ qu'une responsabilité personnelle au parlement. Au surplus, autant il était plat et obséquieux alors que simple candidat, autant l'élu se montre insolent, et c'est

avec une surprenante désinvolture qu'il se dérobe à toute responsabilité, voire même à toute explication.

J'espère que, de ceux qui me lisent, nul ne songera à me faire l'injure de m'accuser de tendresse à l'égard des régimes passés ; mais, en l'absence d'une responsabilité qui se perd dans l'Océan parlementaire au point qu'on n'en pourrait pas trouver une seule petite goutte, je crois qu'on peut se demander si — à ce point de vue tout particulier — une royauté ou un empire autocratique n'est pas préférable. Alors au moins, il y a un responsable : c'est le roi, c'est l'empereur. C'est un homme : il a un cerveau, un cœur, une poitrine. Son cerveau peut être éclairé ; on peut trouver le chemin de son cœur ; et si les arguments ne le convainquent pas, si les larmes et les supplications ne le touchent point ; si la raison et le sentiment n'ont aucune prise sur lui, la crainte et la menace peuvent intervenir. La race des Ravailac, des Orsini, des Nobiling n'est pas morte ; un couteau fouille la poitrine d'un prince, une balle de revolver troue le cœur d'un roi ; une bombe fait voler en éclat le crâne d'un empereur.

Allez donc, au milieu d'une foule d'irresponsables, choisir un cerveau, un cœur, une poitrine !

Allez donc retourner 500 consciences dont le siège est fait, apitoyer 500 cœurs de marbre.

Aussi les assemblées se sont-elles toujours signalées par la férocité des répressions auxquelles elles ont présidé. Le boucher Cavaignac et le massacreur Galiffet ont été hautement approuvés par les assemblées républicaines, et jamais répression ne fut plus sanglante que celle qui, en mai 1871, convertit Paris en un gigantesque abattoir.

* * *

Si encore ce pouvoir absolu et irresponsable était au moins compétent ! Mais l'incompétence n'est pas moins que l'absolutisme et l'irresponsabilité un des caractères essentiels du régime parlementaire.

On sait que la plupart de nos honorables ne font aux aigles qu'une concurrence très timide, et s'il s'en rencontre, dans le nombre, quelques-uns dont le plumage, à une certaine distance, produit de l'effet, ce sont presque toujours des geais parés de plumes de paons.

On ne peut pas avancer qu'il n'y ait dans l'ensemble de nos législateurs aucun homme de valeur et de savoir. Ce serait exagérer. Mais on conviendra que ceux-ci sont très peu nombreux et, en ce qui les concerne, je ne serais pas éloigné de penser avec Montesquieu que les têtes des plus grands « hommes s'étrécissent lorsqu'elles sont assemblées et que là où il y a le plus de sages, il y a aussi le moins de « sagesse. »

De quelle compétence est le corps électoral lui-même ? Peut-il se guider et se reconnaître au milieu des programmes qui le sollicitent ? Peut-il être ou se mettre au courant des mille questions, les unes fort simples, la plupart très complexes, qu'on lui soumet ? quels moyens a-t-il de faire un choix judicieux ¹⁰⁴ ?

Croyez-vous, au surplus, qu'un homme de réelle valeur consente à s'abaisser au rôle de candidat, de mendiant de suffrages ? Il s'en trouve — et ce n'est pas un mince sujet

¹⁰⁴ Voici l'opinion de M. Maujan dans *Germinal* : « Eh bien, c'est jugé, c'est toisé, on a vu ce qu'il donne, ce fameux scrutin d'arrondissement. C'est le triomphe de Tartempion, Tartempion homme d'État, neveu dégénéré de Joseph Prudhomme, collectionneur de petits papiers crasseux, Tartempion qui remue la boue au lieu de remuer des idées. » Et dire que M. Maujan n'en persistait pas moins à vouloir entrer dans cette chambre des Tartempions !

d'étonnement — qui consentent à ramer dans cette galère. Il y a 99 à parier sur 100 que ceux-ci seront laissés à leurs chères études et que le suffrage universel leur préférera un médecin sans clientèle, un avocat sans cause, un journaliste sans talent, un « fils à papa » sans cervelle, bref, une de ces médiocrités qui vont grossir la foule des sous-vétérinaires du Palais-Bourbon.

Dans un livre paru récemment ¹⁰⁵, Jean Grave a fort bien expliqué le pourquoi du triomphe de la médiocratie : « tout esprit original qui ne s'occupe que de la réalisation de son idéal ne peut faire autrement que de froisser tous ceux — et ils sont nombreux — qui suivent les lois de la sainte routine ; tout le monde criera : haro sur le baudet ! Celui qui cherche la vérité et veut la faire prévaloir, n'a pas le temps de descendre aux mesquines intrigues de coulisses ; il sera sûrement battu dans la lice électorale par celui qui, n'ayant aucune idée originale, acceptant les idées reçues par le plus grand nombre, aura d'autant moins de peine, à rentrer ses ongles — qu'il n'a pas — de façon à ne froisser personne. Plus on voudra contenter de monde, plus la ligne moyenne d'idées qu'on aura adoptées devra être débarrassée des idées nouvelles et originales ; plus, par conséquent, elle se trouvera vide, terne, médiocre. Voilà tout le suffrage : une peau d'âne sonore, ne rendant que des sons sous les coups de ceux qui veulent la faire parler. »

« La Chambre, dit Spencer, est toujours inférieure à la moyenne du pays, non-seulement comme conscience, mais aussi comme intelligence. Un pays intelligent se rapetisse dans sa représentation. Il jurerait d'être représenté par des nigauds qu'il ne choisirait pas mieux. »

G. De Greef ne s'exprime pas moins catégoriquement ¹⁰⁶ : « La politique est trop souvent le refuge de toutes les nullités. »

¹⁰⁵ *La Société mourante et l'Anarchie*, p. 82 et 83.

¹⁰⁶ *Introduction à la Sociologie*, tome I, p. 29.

Et encore ¹⁰⁷ : « Presque tous les hommes politiques sont des empiriques, ne connaissant des choses que les apparences superficielles, ils n'ont d'autre science que de se tenir en équilibre sur la surface glissante et mobile des phénomènes sociaux supérieurs, d'où ils s'imaginent diriger les destinées de leurs semblables qui, à leur tour, se figurent de bonne foi recevoir leur impulsion. »

Ce qui peut nous consoler en partie de la médiocrité intellectuelle de nos assemblées, c'est cette pensée que : fûssent-elles intégralement composées de tout ce que le savoir, l'expérience, le talent, le génie même peut produire de supérieur, l'incompétence parlementaire ne serait pas moindre.

Voici pourquoi : le législateur est omnipotent, il faut donc qu'il soit omniscient : il ne doit être étranger à aucune question ; ayant à se prononcer, tour à tour, sur toutes les questions qui font la base des discussions parlementaires ; il faut, s'il veut ne pas voter à l'aveuglette, s'il a à cœur d'agir en pleine connaissance de cause, qu'il soit marin, guerrier, financier, diplomate, économiste, ingénieur, mathématicien, hygiéniste, jurisconsulte, etc., etc. Or, nul cerveau humain n'est encyclopédique ; aussi neuf fois sur dix, le législateur se prononcera sans trop savoir pourquoi et se trompera.

Kropotkine, dans une petite brochure fort bien faite, dit en termes formels : « N'est-il pas absurde de prendre au sein de la population un certain nombre d'hommes et de leur confier le soin de toutes les affaires publiques ? en leur disant : Occupez-vous en ; nous nous déchargeons sur vous de la besogne ; à vous de faire des lois sur tous les sujets. »

* * *

¹⁰⁷ *Idem* p. 217.

En supposant même que le Parlement fût composé de toutes les sommités intellectuelles et que les questions fussent sérieées de façon à ce que chacun pût arriver à les étudier et à les résoudre avec compétence, le gouvernement représentatif ne s'en porterait pas mieux ; car le quatrième caractère essentiel des Parlements, c'est l'impuissance.

J'avoue que celle-ci n'est pas faite pour me déplaire, car, sachant que les assemblées ont pour unique rôle de légiférer, et convaincu qu'aucune loi ne peut être juste et favorable au bonheur universel, je dois en conclure que rien de bon ne peut venir des Parlements et qu'en conséquence il est préférable qu'ils ne puissent rien faire. À ce titre, j'avoue que j'aime beaucoup mieux les Députés en villégiature qu'au Palais Bourbon. Je sais au moins qu'à ce moment précis, ils n'ajouteront rien à l'œuvre néfaste de la législation.

Mais ce n'est pas de mes convenances personnelles qu'il s'agit ; peu importe que je me réjouisse ou me désole d'un fait. C'est celui-ci qu'il faut étudier.

Écoutez cette historiette digne d'un fabuliste :

S'ébattant un jour dans la forêt voisine de leur village, des enfants aperçurent un de ces petits animaux à poil roux de la famille des rongeurs qu'on appelle un écureuil. Il parcourait un arbre colossal avec une prestesse, une grâce et une sûreté merveilleuses ; il exécutait de branche en branche une voltige incomparable. Émerveillés d'abord, nos jeunes spectateurs songèrent à toute la joie que leur procurerait la capture d'un aussi séduisant acrobate et ils cherchèrent à s'en emparer. Ils y parvinrent, après bien des difficultés et non sans que les dents du petit quadrupède ne se soient plusieurs fois introduites dans leur chair rose. Mais voilà que, devenu prisonnier, l'animal cessa de se livrer aux gambades qui avaient tant ébahi ses

geôliers : plus de voltige, plus de sauts périlleux. Pourtant il était sain et sauf ; nul membre n'était endommagé ; il était même encore possédé de ce besoin de mouvement, de locomotion qui caractérise ses pairs ; mais hélas ! sa forêt et son arbre lui manquaient et toute son ardeur n'aboutissait, dans son étroite prison, qu'à un piétinement sur place, imprimant à sa cage circulaire un mouvement rotatif.

Furieux et découragés, les enfants s'imaginèrent que le quadrupède se moquait d'eux ; ils retournèrent dans la forêt, rendirent à la liberté le prisonnier qui en profita pour exécuter, sans plus attendre, une série de tours de force étonnants.

Plus de doute, n'est-ce pas ? l'animal s'était joué d'eux. On serait plus heureux avec un autre.

La même histoire se renouvela dix fois, vingt fois, cinquante fois, jusqu'à ce que les enfants comprissent que l'écureuil capturé n'était pas coupable, qu'une fois dans sa prison, il ne pouvait plus tenir aucune des espérances qu'il avait inspirées ; que sa souplesse et son agilité ne pouvaient s'exercer que dans le milieu qui leur convient : la forêt.

Eh bien ! voici, en trois mots, la morale de cette fable : les enfants, ce sont les électeurs ; l'écureuil, c'est le candidat ; la forêt, c'est le milieu populaire ; la cage c'est le palais Bourbon.

Voltigeant à travers la forêt des abus, le candidat, sous l'œil émerveillé des crédules et des ignorants, saute d'une réforme à l'autre, passe d'un mal à un bien, avec une grâce, une légèreté, une souplesse incroyables.

« Oh ! si nous pouvions, dit le peuple, en faire notre député ! »

Il y réussit ; mais voici que l'élu se trouve mal à l'aise dans sa nouvelle demeure : il se heurte à des complications imprévues, des *impedimenta* de toute nature. Ses membres peu à peu, perdent de leur prime élasticité, ses muscles de leur vigueur. Le voilà lui, aussi, condamné au décourageant piétinement sur place.

Le peuple-enfant se fâche : « Il se moque de nous ! » Fatigué de ce candidat-écureuil, il retourne dans la forêt, — il y va tous les quatre ans — et fait un nouveau choix.

Depuis bientôt un demi-siècle, cette pitoyable comédie se renouvelle. Le deuxième, le dixième, le vingtième député ont trompé les espérances du peuple tout comme le premier.

Et il ne pouvait en être autrement.

Ce grand enfant : le suffrage universel commence bien à se douter qu'il est victime d'une odieuse mystification. Quand donc comprendra-t-il clairement que la faute en est au milieu parlementaire — véritable cage — qui casse bras et jambes aux meilleurs vœux, aux plus mâles énergies ? Quand concevra-t-il nettement que : assemblée représentative est synonyme d'impuissance, de stérilité ?

Pour acquérir à tout jamais cette conviction, il suffit de suivre, en spectateur désintéressé, ce qu'on nomme emphatiquement « les travaux parlementaires ; » de constater l'insignifiance des discussions à la tribune en présence des opinions faites d'avance au sein des groupes prenant parti pour ou contre le ministère ; il suffit d'être un peu au courant de ce que les gens du métier eux-mêmes appellent le byzantinisme des assemblées ou les chinoiseries législatives. Il suffit enfin de savoir que les politiciens trouvent toujours pour ne rien faire d'excellentes raisons ; ceux de la minorité se plaignent de

l'obstruction systématique de la majorité et ceux de la majorité rejettent tous les torts sur la minorité opposante.

Je dis sans ironie que ces raisons sont *excellentes* parce qu'elles sont profondément justes, ce qui revient à dire que le système lui même ne vaut rien ; car comme, dans tout parlement, il y a forcément une majorité, une minorité et des partis en lutte, comme il existe forcément le parti du gouvernement et le parti de l'opposition, l'impuissance qui en résulte est inhérente au fonctionnement du régime parlementaire.

* * *

Enfin, à tous ces vices inséparables de la représentation nationale, vient s'ajouter la corruption, sorte de couronnement de l'édifice.

Sur ce point, aux quatre bouts du monde, l'opinion est faite. Les législateurs eux-mêmes, dans des accès de franchise, dont il sied de ne pas s'exagérer la spontanéité, ont laissé entendre que la corruption règne en souveraine dans les assemblées élues. Les ministères, les salles de séance et les couloirs ont des oreilles ; malheureusement la langue, dit-on, leur fait défaut. C'est fâcheux, car ils nous en raconteraient terriblement long sur les marchandages, combinaisons et pourparlers dans lesquels sombre la conscience des élus.

J'ai dit à propos de l'incompétence des parlements qu'il est bien difficile de trouver dans les assemblées élues des hommes de réelle valeur ; j'affirme qu'on peut en faire le tour et les parcourir en tous sens sans y rencontrer une réelle probité. Un homme résolu à se garder véritablement pur et délicat, n'aurait qu'un moyen de résister à la contagion : la fuite.

Voici cinq ou six cents hommes auxquels sont dévolues toutes les affaires de l'État. Ils disposent d'un budget de près de quatre milliards ; les moindres causes comparaissent devant eux. Leur rôle est de s'immiscer dans toutes les questions qui intéressent quarante millions d'individus : Ils ont en mains un pouvoir absolu ; ils sont les dispensateurs de toutes les sinécures, de toutes les faveurs. Pétitions, requêtes, réclamations n'ont de chance d'être prises en considération que si elles portent leur estampille ; ils vivent dans une atmosphère de favoritisme et de vénalité, ils sont en butte à toutes les séductions du pouvoir. Là, sous leurs yeux, des intrigues se nouent, des alliances se concluent, des marchés se font, des offres et des mises en demeure circulent ; des coteries se forment, des rivalités surgissent, des compétitions éclatent ; des complots s'ourdissent : et l'on accorderait qu'un homme pût s'exposer impunément à un tel contact ?

Autant admettre qu'on peut, sans gagner le mal, vivre au milieu de pestiférés, qu'on peut s'enduire de phénol et sentir le patchouli, plonger dans l'eau sans se mouiller, se précipiter dans le feu sans se brûler.

* * *

Dans son livre *L'anarchie bourgeoise*, M. Laisant, bien familiarisé avec les agissements parlementaires, a fait un tableau saisissant de cette corruption des assemblées.

Le journal *Les Débats* qu'on n'accusera pas de tendances subversives, publiait récemment les lignes suivantes : Beaucoup de députés ne vivent ni de leur indemnité parlementaire ni de leurs rentes, ni du produit d'aucune profession classée ; mais ils exploitent leur influence comme on exploite un fonds de commerce. »

Dans *Le Matin*, M. Jules Simon qui a passé parmi les élus une partie de son existence, écrit textuellement au sujet des députés : « Tous ces piliers d'estaminets roulent carrosse. Ils font bâtir des hôtels, ils sont ministres ! Les places qui leur profitent le plus sont celles qu'ils ne prennent pas pour eux. Celui-ci ne fait des démarches que contre argent comptant, celui-là, quand il a placé son favori, prélève une part sur le revenu de l'emploi. »

Enfin, plus récemment encore (Juillet 1893), le *Journal* publiait sous la signature du poète académicien François Coppée, un vigoureux article d'où j'extrais cette perle : « Je ne dis pas qu'il n'y ait point à la Chambre quelques hommes de franchise et de désintéressement. Mais comptez-les sur vos doigts. Vous n'aurez même pas besoin d'ouvrir les deux mains. ¹⁰⁸ »

Coppée a raison ; il n'y a pas à la Chambre dix hommes de franchise et de désintéressement : les uns veulent de l'argent,

¹⁰⁸ Au lendemain de sa défaite électorale, M. Paul de Cassagnac écrivait dans *l'Autorité*, en parlant de son échec : « Cela m'a produit l'effet d'une dent malade à arracher.

» L'extraction, tout d'abord douloureuse, a été suivie d'un bien être immense.

» On se sent mieux de n'être plus dans cette *caverne* avec une gauche de brigands, et une droite où les vaillants se font rares.

» Je ne vois pas très clairement la politique utile que j'aurais pu y faire, placé, comme durant la dernière législature, entre une Droite qui ne veut pas marcher et une Gauche qui marche sur vous.

» Et puis, être le collègue de tous ces nouveaux plus ou moins grotesques, plus ou moins bizarres, au milieu desquels émerge la tête rutilante du bandit Wilson, n'a rien de particulièrement flatteur.

» Il y a plus d'honneur à compter parmi ceux qui sont dehors, que parmi ceux qui sont dedans.»

Sans doute, en dépit du souci qu'il prend de paraître consolé de sa déroute, M. de Cassagnac exhale sa mauvaise humeur, et vous verrez qu'il saisira la première occasion de redevenir le collègue de tous ces *bandits*, mais il n'en est pas moins intéressant d'épingler ces quelques lignes significatives et il suffirait d'un peu de travail pour se procurer ainsi une collection aussi complète que variée de témoignages importants. C'est ce qu'on pourrait intituler, « *Nos hommes d'État peints par eux-mêmes.* »

les autres du pouvoir,— presque tous l'un et l'autre — et tous entrent dans des combinaisons plus ou moins louches et suivent une voie plus ou moins tortueuse pour accéder à ce qu'ils désirent.

Quelques-uns savent se donner des airs qui font illusion et réussissent longtemps à passer pour des parangons de droiture de loyauté, jusqu'à ce que, un beau jour, on apprenne que les plus purs eux-mêmes — ou ceux qui passent pour tels — ne sont pas sans souillure.

Il faut le coup de canon d'un « Panama » pour provoquer de temps en temps un gros scandale et soulever l'opinion publique, mais la conscience populaire s'indignerait si elle était mise au courant des turpitudes de moindre importance qui éclaboussent, chaque jour, des personnages de second plan. Pas une place ne se donne, pas une adjudication n'a lieu, pas un marché ne se traite, pas un groupe ne se forme, pas un ministère ne se constitue, pas un journal politique ne se fonde, pas une campagne ne se décide, pas un vote n'a lieu, sans qu'intervienne, en dessous, quelque honteux marchandage, sans que capitule quelque conscience parlementaire.

Cette « pourriture d'assemblée » — le mot est presque classique — n'est pas particulière à un pays ; le mal ronge toutes les nations ; il n'est pas spécial à une forme de gouvernement, il n'en épargne aucune.

Aussi a-t-on pu remarquer le rôle considérable — du moins dans les programmes et les professions de foi — qu'a joué l'honnêteté dans les dernières élections législatives.

Jadis, on n'en parlait pas ; naguère on s'en inquiétait peu ; aujourd'hui, il semble que ce soit la première, la seule qualité à exiger d'un candidat.

Le fait est caractéristique et vaut une mention particulière.

Ces cinq facteurs : absolutisme, irresponsabilité, incompétence, stérilité, corruption constituent le milieu parlementaire ; nul, de ceux qui y vivent, ne se soustrait à son influence. En ce qui concerne chaque élu, c'est tantôt l'un, tantôt l'autre de ces cinq facteurs qui l'emporte. Celui-ci est plus autoritaire celui-là plus incompétent et cet autre plus corrompu. Mais l'addition donne le même résultat : un être ambitieux, dominateur, suffisant, médiocre, vénal.

* * *

Aussi je comprends qu'on se demande avec le brillant publiciste Octave Mirbeau comment il se fait qu'on trouve encore des gens qui votent et prennent au sérieux la souveraineté du peuple.

« Une chose qui m'étonne prodigieusement, écrit Mirbeau dans *le Figaro* du 28 Novembre 1888 — j'oserai dire qu'elle me stupéfie — c'est qu'à l'heure scientifique où j'écris, après les innombrables expériences, après les scandales journaliers, il puisse exister encore dans notre chère France (comme ils disent à la Commission du budget) un électeur, un seul électeur, cet animal irrationnel, inorganique, hallucinant, qui consente à se déranger de ses affaires, de ses rêves ou de ses plaisirs, pour voter en faveur de quelqu'un ou de quelque chose. Quand on réfléchit un seul instant, ce surprenant phénomène n'est-il pas fait pour dérouter les philosophies les plus subtiles et confondre la raison ? Où est-il le Balzac qui nous donnera la physiologie de l'électeur moderne ? Et le Charcot qui nous expliquera l'anatomie et les mentalités de cet incurable dément ? Nous l'attendons.

» Je comprends qu'un escroc trouve toujours des actionnaires, la Censure des défenseurs, l'Opéra-Comique des dilletanti, le *Constitutionnel* des abonnés, M. Carnot des peintres qui célèbrent sa triomphale et rigide entrée dans une cité languedocienne ; je comprends M. Chantavoine s'obstinant à trouver des rimes ; je comprends tout. Mais qu'un député, ou un sénateur, ou un président de République, ou n'importe lequel, parmi tous les étranges farceurs qui réclament une fonction élective, quelle qu'elle soit, trouve un électeur, c'est-à-dire l'être irrêvé, le martyr improbable, qui vous nourrit de son pain, vous vêt de sa laine, vous engraisse de sa chair, vous enrichit de son argent, avec la seule perspective de recevoir, en échange de ces prodigalités, des coups de trique sur la nuque, des coups de pieds au derrière, quand ce n'est pas des coups de fusil dans la poitrine, en vérité, cela dépasse les notions déjà pas mal pessimistes que je m'étais faites jusqu'ici de la sottise humaine, en général, et de la sottise française en particulier, notre chère et immortelle sottise, ô chauvin !

» Il est bien entendu que je parle ici de l'électeur averti, convaincu, de l'électeur théoricien, de celui qui s'imagine, le pauvre diable, faire acte de citoyen libre, étaler sa souveraineté, exprimer ses opinions, imposer — ô folie admirable et déconcertante — des programmes politiques et des revendications sociales ; et non point de l'électeur « qui la connaît » et qui s'en moque, de celui qui ne voit dans « les résultats de sa toute-puissance » qu'une rigolade à la charcuterie monarchiste, ou une ribote au vin républicain. Sa souveraineté à celui-là, c'est de se pocharder aux frais du suffrage universel. Il est dans le vrai, car cela seul lui importe, et il n'a cure du reste. Il sait ce qu'il fait. Mais les autres ?

» Ah ! oui, les autres ! Les sérieux, les austères, les *peuple souverain*, ceux-là qui sentent une ivresse les gagner lorsqu'ils se regardent et se disent : « Je suis électeur ! Rien ne se fait que par moi. Je suis la base de la société moderne. Par ma volonté, Floquet fait des lois auxquelles sont astreints trente-six millions

d'hommes, et Baugry d'Asson aussi et Pierre Alype également. » Comment y en a-t-il encore de cet acabit ? Comment, si entêtés, si orgueilleux, si paradoxaux qu'ils soient, n'ont-ils pas été, depuis longtemps, découragés et honteux de leur œuvre ? Comment peut-il arriver qu'il se rencontre quelque part, même dans le fin fond des landes perdues de la Bretagne, même dans les inaccessibles cavernes des Cévennes et des Pyrénées, un bonhomme assez stupide, assez déraisonnable, assez aveugle à ce qui se voit, assez sourd à ce qui se dit, pour voter bleu, blanc ou rouge, sans que rien l'y oblige, sans qu'on le paye ou sans qu'on le saouïle ?

» À quel sentiment baroque, à quelle mystérieuse suggestion peut bien obéir ce bipède pensant, doué d'une volonté, à ce qu'on prétend, et qui s'en va, fier de son droit, assuré qu'il accomplit un devoir, déposer dans une boîte électorale quelconque un quelconque bulletin, peu importe le nom qu'il ait écrit dessus ? — Qu'est-ce qu'il doit bien se dire, en dedans de soi, qui justifie ou seulement qui explique cet acte extravagant ? Qu'est-ce qu'il espère ? Car enfin, pour consentir à se donner des maîtres avides qui le grugent et qui l'assomment, il faut qu'il se dise et qu'il espère quelque chose d'extraordinaire que nous ne soupçonnons pas. Il faut que, par de puissantes déviations cérébrales, les idées de député correspondent en lui à des idées de science, de justice, de dévouement, de travail et de probité ; il faut que dans les noms seuls de Barbe et de Baïhaut, non moins que dans ceux de Bouvier et de Wilson, il découvre une magie spéciale et qu'il voie, au travers d'un mirage, fleurir et s'épanouir dans Vergoin et dans Hubbard des promesses de bonheur futur et de soulagement immédiat. Et c'est cela qui est véritablement effrayant. Rien ne lui sert de leçon, ni les comédies les plus burlesques, ni les plus sinistres tragédies.

» Voilà pourtant de longs siècles que le monde dure, que les sociétés se déroulent et se succèdent, pareilles les unes aux autres, qu'un fait unique domine toutes les histoires : la

protection aux grands, l'écrasement aux petits. Il ne peut arriver à comprendre qu'il n'a qu'une raison d'être historique, c'est de payer pour un tas de choses dont il ne jouira jamais, et de mourir pour des combinaisons politiques qui ne le regardent point.

» Que lui importe que ce soit Pierre ou Jean qui lui demande son argent et qui lui prenne la vie, puisqu'il est obligé de se dépouiller de l'un, et de donner à l'autre ? Eh bien ! non. Entre ses voleurs et ses bourreaux, il a des préférences, et il vote pour les plus rapaces ou les plus féroces. Il a voté hier, il votera demain, il votera toujours. Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne se disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais du moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des Révolutions pour conquérir ce droit. »

Il y a ainsi une foule de gens qui font mille choses — et parfois des plus importantes — uniquement parce qu'elles sont consacrées par l'usage, parce que ça se fait autour d'elles, parce que d'autres les y poussent, par entraînement, par la contagion de l'exemple, sans raisonnement, sans réflexion.

J'ai un ami qui, par quatre fois, a pris femme devant la loi. Ses quatre épouses l'ont rendu malheureux et n'ont pas été plus heureuses avec lui. La mort l'a débarrassé de deux d'entre elles et le divorce des deux autres. Depuis une vingtaine d'années, grâce à la vie conjugale, son existence n'a été qu'une suite de déceptions, querelles, contrariétés, désespoirs.

Il a quarante cinq ans, de la fortune et une vigoureuse santé. Ou pourrait croire que ses quatre essais lui ont appris à se défier du mariage et enseigné qu'il n'est pas fait pour vivre en ménage ?

Eh bien ! il n'en est rien. Non seulement il ne reconnaît pas que la vie commune demande tout au moins des concessions réciproques et qu'il y entre souvent une part plus grande de sacrifices que de satisfactions ; mais il est persuadé que le bonheur ne se rencontre que dans le mariage, qu'il ne saurait être heureux sans une épouse.

Et il en cherche une cinquième.

Il est atteint de « *matrimoniomanie* ». Je suis certain que de nouvelles leçons ne l'amenderont pas, qu'il mourra dans l'impénitence finale.

Tel est sans doute « l'état d'âme » des malheureux atteints de ce que M. Agathon de Potter, un socialiste rationnel de haute valeur, appelle le *morbis democraticus* et de ce que je nommerai, pour être mieux compris, la « *scrutinolâtrie* ». Dix fois ils ont eu la main malheureuse ; dix fois ils ont été cyniquement trompés ; ils courent une onzième fois à la recherche de cet être irréel et impossible : un bon représentant, tandis que le corps électoral tout entier se précipite à la conquête de cette terre introuvable : un bon gouvernement.

Toutefois la *scrutinolâtrie* commence à diminuer. Comme toutes les autres religions, elle s'en va. La ferveur, peu à peu, fait place à l'indifférence ; à celle-ci bientôt succédera l'hostilité.

On aura beau vouloir sous la forme d'une loi Letellier ¹⁰⁹ rétablir l'inquisition en faveur de l'idole, on ne réussira pas à attirer dans les Temples la foule indifférente et sceptique ¹¹⁰. Ce

¹⁰⁹ M. Letellier ex-député de l'Algérie a déposé récemment un projet de loi tendant à rendre le vote obligatoire et à punir quiconque ne voterait pas.

¹¹⁰ La proportion des abstentions augmente sans cesse. En 1885 elle était de 22,49 pour 100 ; en 1889 de 23,36 %. En 1893, sur 10.643.212 électeurs inscrits, 7.383.286 électeurs ont voté. Le nombre des abstentionnistes s'est donc élevé à

projet et la faveur qui l'a accueilli dans un certain monde prouvent clairement qu'on déserte les urnes.

Une seule chose pourrait attirer de nouveau vers elle les masses désabusées : établir — par des faits — leur utilité.

Mais la quadrature du cercle n'a pas encore été démontrée ; le mouvement perpétuel reste à trouver.

Or la solution de ces deux problèmes est tout aussi facile que la preuve à faire de l'excellence du système représentatif.

IV. — LA FORCE.

Qui dit loi dit délinquant. Qui dit délinquant dit policier ou gendarme qui arrête, magistrat qui condamne, gardien de prison qui enferme et bourreau qui exécute. *Tout l'ensemble ne fait qu'un.*

Admettre la loi sans admettre police, gendarmerie et administration pénitentiaire serait pure folie. Le législateur appelle impérativement la répression. Car la loi a un caractère d'obligation sociale qui ne saurait exister sans une sanction correspondante, et, comme dit Voltaire « un pouvoir qui n'est pas fondé sur la force n'est rien par lui-même. » Aussi la loi n'est-elle jamais représentée sans le glaive symbolique prêt à frapper quiconque s'insurge contre elle.

3.259.926, ce qui donne une proportion de 31 %. Il n'y avait en 1889 que 2.438.477 abstentions. L'augmentation a été de 821.449 en quatre ans, soit plus de deux cent mille par an.

Détail à observer :

Cette moyenne de 31 % d'abstentions a été notablement dépassée dans tous les départements qui contiennent de grandes agglomérations et qui passent pour les plus avancés : dans le Rhône elle a atteint 42 % ; dans la Loire, 45 % ; dans les Bouches-du-Rhône, 46 %.

La révolte contre la loi peut revêtir deux formes : la forme individuelle, la forme collective. La première est constante ; la seconde accidentelle.

Poussé par la cupidité, la jalousie ou la vengeance, un homme en tue un autre : le fait est individuel. Sous le coup d'une violente colère causée par un abus de pouvoir, un déni de justice ou la faim, une partie de la population entre en révolte ; le fait est collectif.

La police et la gendarmerie suffisent généralement à rechercher et arrêter l'individu. Mais lorsque la révolte revêt une certaine allure ou prend de l'extension, l'armée est là pour soutenir les gendarmes et les policiers qui, seuls, seraient débordés.

* * *

Cet essai de philosophie libertaire ne comporte pas un examen attentif de l'organisme judiciaire. On sait avec quelle brutalité opère la police quand elle saisit au collet un misérable ou un travailleur ; on n'ignore pas davantage les égards, les déférences qu'elle a pour le financier véreux, l'escroc du grand monde ou le politicien vénal.

La magistrature suit ces exemples et se montre aussi indulgente et polie avec les personnages importants ou riches que parfois on lui défère, que grossière et impitoyable avec les pauvres diables qu'on traîne en bande à sa barre.

Magistrats, policiers, gendarmes sont des hommes pourtant, mais la fonction fait l'individu et il est tout indiqué qu'ils s'inspirent des tendances de la loi qu'ils ont charge de faire respecter.

Le magistrat peut être un excellent père de famille, un ami sûr et délicat, voire même, dans la vie privée, un homme doux et bienveillant ; aussitôt qu'il siège et entre en fonctions, il est complètement méconnaissable.

Dans son cabinet, le juge d'instruction, tend des pièges à l'infortuné qu'il interroge, et, qu'il lui arrache, par lassitude, crainte ou promesse, l'aveu d'une faute que le malheureux n'a pas commise, ou qu'il refuse d'ajouter foi à ses dénégations indignées, l'instructeur est tenté de pousser un cri de triomphe aussitôt qu'il a réuni des présomptions de culpabilité. Homme, il se réjouirait de constater l'innocence ; magistrat, il se sent tout heureux du contraire et il serait désolé qu'un prévenu arrivât à se justifier.

Sur son siège, le président n'a pour désir que de briller aux dépens de l'accusé, de le faire tomber dans les embuscades d'un interrogatoire habilement dirigé, de poursuivre l'œuvre si bien commencée par son collègue instructeur et de le livrer abattu, morne, sans l'énergie de se défendre, au ministère public qui l'achèvera.

Celui-ci, avec une grotesque solennité et d'une voix qui veut paraître émue, à l'aide des vieux clichés qui, depuis..... toujours traînent dans les prétoires, s'acharne sur la victime affaissée par les anxiétés de la prévention, troublée par la mise en scène judiciaire, accablée par l'interrogatoire et les dépositions. Chaque parole prononcée par le « *réquisiteur* » est une insulte, un outrage, un mensonge ou une exagération.

L'horrible supplice ! L'accusé se sent perdu, ses oreilles bourdonnent, son cœur bat à peine, ses yeux y voient trouble, ses oreilles n'entendent plus.

Et le ministère public dénature ses moindres paroles, travestit ses moindres actes. C'est l'échafaud qui l'attend et le bourreau qui l'exécute, mais c'est cet homme qui parle, au nom de la loi violée, de la société menacée, de l'humanité outragée, qui l'aura jeté dans les bras du bourreau, précipité sous la lunette de la guillotine.

L'Humanité, la Société, la Loi ! Ces hommes graves en parlent beaucoup, mais une seule chose les occupe : leur carrière ; une seule les passionne : leur avancement.

Comme ce guerrier qui n'acquiert la gloire qu'en marchant dans le sang et qu'enivre la victoire — parce qu'elle lui assure le premier rang, — jusqu'à lui faire oublier les blessés qui hurlent de douleur, les agonisants qui râlent et les monceaux de cadavres qui jonchent le champ de bataille, le magistrat considère un acquittement comme une défaite, une condamnation comme un triomphe, et c'est du nombre des mois de prison ou des années de bagne qu'il a obtenu, c'est du chiffre des têtes qu'il a fait rouler dans le panier sanglant, que dépend son avenir.

Oh ! la cruelle profession que celle de pourvoyeur de maisons centrales !

Ces êtres qui voient partout des coupables, cherchent avec obstination des criminels, dont les jours se passent à découvrir dans chaque tête d'inculpé celle d'un amant à procurer aux lèvres sanguinolentes de la sinistre veuve, ces êtres sont-ils encore des hommes ?

Se demandent-ils, se sont-ils jamais demandé d'où leur vient cette audace de s'ériger en juges des autres ? On s'explique qu'autrefois, lorsque la justice terrestre n'était qu'une copie de la justice céleste, lorsque les palais de justice n'étaient que les

antichambres de la cour où trônait le juge suprême, des hommes pussent se croire des êtres à part, doués de grâces d'état spéciales, comblés des faveurs divines, et qu'ils crussent porter en eux une parcelle de l'éternelle infailibilité. Mais, à notre époque de libre examen et de critique scientifique, lorsqu'il est bien et dûment établi que tous les hommes sont pétris du même limon et soumis aux mêmes misères, aux mêmes faiblesses, aux mêmes fautes, peut-on s'imaginer que des mortels aient l'outrecuidance présomptueuse d'assumer, dans le calme de la réflexion et le sang-froid du raisonnement, la terrible mission de répartir la justice, l'écrasante responsabilité de priver un être de sa liberté, de sa vie ?

Eh quoi ! lorsqu'il s'agit de nous-mêmes, nous ne pouvons la plupart du temps discerner les mobiles sous l'impulsion desquels nous avons agi ; le concours des circonstances qui nous a déterminé nous échappe ; le lien difficile à saisir qui unit au point initial le sentiment décisif ou l'impression finale nous reste inconnu ; un mot, un regard, un souffle, un soupir, un rien eût suffi pour que nous fissions le contraire de ce que nous avons fait ; et il se trouve des hommes qui, froidement, se donnent le rôle de voir en nos organismes clair quand il y fait obscur ? Comment ! Chaque être a un système nerveux, une imagination, une pensée, un tempérament, un sang, des muscles à soi, bien à soi, rien qu'à soi et c'est un autre qui, comme un malfaiteur, s'introduira dans ce « moi » bien spécial, par cette fausse clef qui a nom justice et qui, trois ans, trois mois ou trois jours après l'acte commis, se fera fort de reconstituer cette personnalité éternellement changeante, de faire revivre la minute écoulée, de créer à nouveau des circonstances en tous points identiques et d'appliquer ensuite à cet être autonome une règle générale, fixe, absolue !

Justiciers, justiciers, vous vous attribuez un pouvoir que rien ne justifie, une infailibilité que la nature ne vous a pas

départie, une clairvoyance que vous a refusée votre qualité d'homme et que « la grâce d'état » ne saurait vous accorder. Cet homme qui a volé, savez-vous de quelles incitations il a été l'objet, de quelles influences il a été le jouet, quelles impressions il a reçues, quels exemples il a eus sous les yeux, de quelles multiples circonstances son indéchiffrable personnalité est le fruit ? Le savez-vous, le pouvez vous savoir ?

Non.

La seule chose qui vous frappe, c'est l'acte qu'il a commis, le tort matériel qu'il a fait au possesseur de l'objet volé. La seule chose que vous puissiez faire, c'est d'avoir un code, un Livre rédigé par les possédants et fait pour défendre leurs usurpations contre les revendications des éternels dépouillés, et d'en appliquer le contenu.

Ne nous parlez plus de probité, de devoir, de vertu, de Justice ; vous n'êtes que les interprètes d'une Législation hypocrite, malhonnête, et vos fonctions ne méritent pas plus la considération et le respect que le pouvoir et la richesse dont vous êtes les serviteurs rétribués.

Votre justice n'est qu'une épouvantable tragédie. Vous jouez vos rôles, avec plus ou moins d'art. Tragédie forcée, je le reconnais, rôles obligatoires, je le confesse, et voilà pourquoi, quelque soit l'artiste, le dénouement est le même. Je laisse à d'autres le soin de siffler les acteurs et de demander qu'on les change. Moi, je siffle la pièce et je dis à qui veut entendre : Tout gouvernement nécessite la Loi ; la loi implique un appareil répressif ; la répression divise la société en deux catégories de personnes : celles qui arrêtent et celles qui sont arrêtées, celles qui jugent et celles qui sont jugées, celles qui emprisonnent et celles qui sont emprisonnées. Quelles que soient celles qui arrêtent, celles qui jugent et celles qui enferment, fussent-elles

choisies parmi les plus douces, les plus indulgentes et les plus justes, elles continueront à semer les larmes et la honte autour d'elles parce que leur seule raison d'être est de mettre les gens en état d'arrestation, de les condamner et de surveiller les détenus.

L'épuration de la magistrature, l'élection des juges par le peuple lui-même, la réorganisation de la police, les recommandations faites aux gendarmes ou aux gardiens de prison, tout cela serait complètement inutile. Tribunaux, prisons et tous ceux qui en vivent sont faits pour frapper et faire souffrir. On a beau appuyer doucement sur la gâchette du fusil ; quand le coup part et qu'il est bien dirigé, la balle tue.

La répression, c'est le fusil ; la loi, c'est la balle, le condamné, c'est la victime. Dès lors, peu importe celui qui presse sur la gâchette.

* * *

Mais à certaines époques, il arrive que la révolte devient collective. Quand elle jette sur le pavé des milliers de citoyens, quand la colère gronde dans les poitrines, quand les ouvriers désertent l'atelier pour envahir la rue, quand les travailleurs quittent l'outil pour prendre les armes, les professionnels de la répression sont insuffisants. À ces flots en furie qui déferlent avec fracas et viennent battre les rochers sur lesquels sont bâtis ministères, préfectures, mairies et palais des puissants, il faut opposer une digue plus résistante.

Cette digue, le gouvernement la trouve dans les cinq cent mille soldats qu'il recrute au nom de la défense nationale.

Chaque année on arrache deux cent mille jeunes gens à leurs champs, à leurs travaux, à leur foyer, à leurs amours ; on

les enferme pendant trois ans dans une tunique de soldat ; on les soumet à une discipline de fer ; on les condamne à une vie avilissante ; on brise en eux tous les ressorts de l'initiative ; on leur enseigne à obéir aveuglément aux porte-galons, sans jamais discuter leurs ordres. Le devoir du soldat consiste à marcher quand on lui dit « marche », à frapper quand on lui dit « frappe », à tuer quand on lui dit « tue, » sans s'inquiéter jamais de savoir où il va, qui il frappe, qui il tue.

Le régiment est par excellence le noviciat de l'obéissance passive, l'école de la servitude aveugle.

L'homme de vingt ans doit y étouffer toutes les exubérances de la jeunesse apitoyable, toutes les émotions de la vie sentimentale ; il y doit devenir une machine à mitrailler ou à se faire mitrailler.

Serait-il nécessaire d'obtenir chez ces cinq cent mille hommes un tel degré de servitude, s'ils ne devaient marcher que contre l'ennemi de l'extérieur et défendre l'intégrité des frontières ?

On sait bien, au contraire, que les meilleurs soldats sont ceux qu'anime le souffle de la liberté ou la passion patriotique.

Mais il faut qu'ils en soient réduits à cet état d'inconscience, pour glisser des cartouches dans leurs fusils ou des obus dans leurs canons quand, les jours d'émeute, on leur donne l'ordre de tirer sur la foule de leurs concitoyens ; il faut que, par l'exercice d'une graduelle passivité, ils soient devenus incapables de la moindre velléité de révolte, quand, les jours de grève, on leur ordonne de labourer avec les fers de leurs chevaux le ventre affamé de leurs camarades d'atelier, ou de fouiller avec leur sabre la poitrine de leurs mères, de leurs pères, de leurs frères ou de leurs sœurs, coupables de trouver

qu'on meurt de faim ou qu'on crève de travail.

Il faut qu'ils ne se souviennent plus qu'hier encore ils étaient à l'usine ou au champ, qu'ils y retourneront demain ; il faut que, dans leur manie d'obéissance aveugle, ils ne reconnaissent plus le sein qui les a allaités, le père qui les a nourris.

Frédéric-le-Grand avait coutume de dire : « Si mes soldats commencent à penser, aucun d'eux ne restera dans les rangs. »

* * *

D'année en année, le budget des dépenses grossit. À ceux qui se plaignent de la marche ascensionnelle de l'impôt, on répond : « la plaie dont saigne la patrie n'est pas encore cicatrisée ; les fils de la génération nouvelle ont été conçus dans la douleur de l'invasion, dans la honte de la défaite. De lourdes charges datent de cette année terrible et aussi de rudes devoirs. Il est des espérances que doit concevoir toute âme haute et une revanche qu'il ne nous est pas défendu de préparer. C'est pour relever nos forteresses démantelées ; c'est pour remplir nos arsenaux appauvris ; c'est pour poursuivre une œuvre de relèvement national et reconquérir la place que la France doit occuper dans le monde ; c'est pour perfectionner notre outillage de guerre et nous trouver à la tête d'un armement invincible, que, depuis vingt ans, notre pays s'impose d'excessifs sacrifices. Faut-il que nous restions désarmés en face de l'Europe formidable et de l'Allemagne militarisée qui nous guette ? C'est pour l'honneur de la patrie que les budgets de la guerre et de la marine atteignent des chiffres aussi élevés. »

Et voici que, troublant le recueillement d'une nation qui s'applique à reprendre des forces pour reconquérir les provinces qui lui ont été enlevées par le vainqueur, la fusillade a

éclaté. Le bruit formidable en a retenti à travers plaines et monts ; les yeux se sont braqués vers la trouée des Vosges. Est-ce la lutte implacable, horrible qui va recommencer ? Est-ce le signal ? Ces râlements s'exhalent-ils de poitrines étrangères ? ce sang s'échappe-t-il de la chair entr'ouverte de l'Allemand ?

..... Ce sang est le sang vermeil et généreux de prolétaires français tués par d'autres prolétaires français convertis en soldats ; ces râles sortent de la poitrine blanche d'une jeune fille de 17 ans, Maria Blondeau, française aussi, qui portait dans sa frêle main une arme redoutable : une branche de gui, et qui, ignorante du danger qu'elle courait, a servi de cible à la première balle sortie du fameux fusil Lebel !

Serait-ce donc pour répondre par la mitraille aux revendications populaires ; serait-ce donc pour opposer les fils à leurs pères et les frères à leurs frères ; serait-ce donc pour armer une fraction de la nation contre celle qui souffre et cherche à secouer le joug des dirigeants qui l'exploitent et l'asservissent ; serait-ce donc pour réprimer les manifestations, les grèves, les bagarres, les échauffourées, les émeutes, les insurrections où les hommes libres et courageux exposent leur liberté et leur vie ; serait-ce donc pour cela que l'armée est faite ?

Serait-ce donc pour cela que la caserne se dresse en face de l'usine et que toute agglomération ouvrière un peu importante et travaillée par les idées d'émancipation est pourvue d'une garnison ?

Oui, c'est pour cela, n'en doutez pas, au moins autant que pour la défense du territoire. Dans une proclamation à l'armée des Alpes, proclamation restée célèbre, le général Changarnier a dit en termes précis : « Les armées modernes ont pour fonction, moins la défense des frontières que la défense de l'ordre contre

les émeutiers de l'intérieur. »

Mensonge ! le patriotisme, comme du reste la plupart des factices sentiments qui caractérisent notre époque, et prétextes, à toutes les institutions qui en découlent.

Ont-elles protégé le territoire, les armées permanentes en 1814, en 1815, en 1870 ? Et celles qui ont repoussé l'envahisseur ou porté sur les terres lointaines le drapeau de la France, n'ont-elle pas été des armées improvisées et faites des levées en masse ?

La Suisse et la Belgique auraient-elles besoin d'armées permanentes, s'il ne s'agissait que d'assurer l'intégrité de leurs frontières non menacées, ou de protéger leur territoire dont la neutralité est, depuis longtemps, formellement reconnue et scrupuleusement respectée ?

Ne saute-t-il pas aux yeux que, au point de vue purement national, la Patrie serait autrement mieux gardée si, chaque citoyen armé et incorporé dans des milices nationales périodiquement exercées et aguerries, le sol était couvert de défenseurs innombrables et résolus ?

Rien ne saurait dépasser la candeur de ces écoles politiques qui s'imaginent ou feignent de croire que les armées sont uniquement destinées à combattre l'ennemi du dehors, réclament ingénument, depuis des années, l'abolition des armées permanentes et l'armement général du peuple. Ces naïfs peuvent réclamer sur tous les tons la suppression des armées permanentes et la création des milices nationales, ils n'obtiendront pas plus celle-ci, que celle-là ; car il faut qu'on se persuade qu'une armée est indispensable non seulement à la patrie pour se défendre, mais encore, mais surtout, au gouvernement pour se maintenir. Si, au lieu d'être parqués

comme des troupeaux dans les étroites limites tracées par le sabre des conquérants, les peuples n'étaient pas divisés par de vaines querelles, des rivalités créées à plaisir, des haines soigneusement entretenues et développées par les *classes-dirigeantes*, ils auraient tôt fait de se tendre la main par dessus fleuves et montagnes et de se débarrasser respectivement des maîtres qui les rendent malheureux ; les sceptres tomberaient des mains débiles qui les tiennent ; les couronnes rouleraient à terre ; les trônes s'écrouleraient pulvérisés ; les dynasties s'effondreraient ; les républiques oligarchiques rentreraient dans le néant et, les barrières de peuple à peuple ayant été supprimées, l'humanité délivrée de ses maîtres et définitivement réconciliée marcherait, confiante et unie vers la terre promise du bonheur, n'ayant plus qu'une patrie : la terre ; qu'un culte : la liberté ; qu'un objectif : la félicité universelle.

Dès la fin du XVIII^e siècle, un penseur illustre, Don Deschamps¹¹¹ ne disait pas autre chose : « on parle depuis longtemps de paix universelle et c'est ce qui serait inévitablement s'il était possible que chaque prince n'eût à craindre que ses voisins ; mais il a à craindre ses propres sujets ; or, cela étant, *il lui faut des troupes qui contiennent ses sujets dans l'obéissance, mais sans qu'elles paraissent entretenues pour cet objet là.* »

Tout le monde comprend en effet que si le gouvernement avait la franchise de tenir le langage suivant : « Jeunes hommes de 21 ans, vous allez, pour trois ans, quitter tous ceux que vous aimez, renoncer à ce qui vous fait vivre, être soldats, recevoir un prêt de mendiants, faire des exercices idiots, avoir une mauvaise nourriture, et tout cela pour tirer sans pitié sur ceux que vous aurez laissés au champ ou à la manufacture, s'ils s'avisent de réclamer un peu trop vivement le droit de mieux vivre et d'être moins exténués par le travail, » bien rares

¹¹¹ *Le Système.*

seraient ceux qui se laisseraient endoctriner par un tel cynisme et bien embarrassé l'on serait de trouver un moyen de les persuader ou de les contraindre.

Aussi fallait-il recourir à un procédé digne de Machiavel. Ce procédé est connu :

On sème dans les cœurs une admiration stupide pour tout ce qui est national, un amour excessif de la patrie et surtout une haine profonde de l'étranger. On enseigne à l'enfant que, de ce côté-ci de la frontière tout est beau, bien, juste, honnête, intelligent, généreux, bon, tandis que de l'autre côté tout est mauvais, égoïste, bête, malhonnête, injuste et laid.

On lui affirme que l'étranger ne nourrit contre lui que des sentiments de répulsion et ne songe qu'à lui faire le plus de mal possible. S'il est vrai que l'amour appelle l'amour, il est peut-être encore plus vrai que la haine provoque la haine ; peu à peu, sans savoir pourquoi, l'adolescent se prend à détester des êtres qu'il ne connaît pas, qu'il n'a jamais vus, qui ne lui ont fait aucun mal.

L'amour de la gloire, une sotte vanité, une ridicule infatuation nationale, les fêtes patriotiques, les lectures, les spectacles, les chansons, les musiques militaires, les revues, les parades, les défilés, les tambours et les clairons, les sociétés de gymnastique et de tir, les bataillons scolaires font le reste.

Et à vingt et un ans, ce garçon devient un chauvin qui hurle « à *Berlin* », exècre les « *sales* » prussiens, applaudit le baryton qui pousse la romance : « C'est un oiseau qui vient de France », s'enrubanne le jour du tirage au sort et s'enthousiasme à une déclaration de guerre, laquelle précipitera les uns contre les autres, dans un heurt épouvantable, dans un choc monstrueux, des millions d'hommes qui n'ont d'autre

raison de s'entr'assassiner que les différences résultant de leur conformation, de leur langage, de la couleur de leurs cheveux, et qui, pour s'unir et s'aimer, n'auraient qu'à tenir compte de l'exploitation commune dont ils sont victimes, qu'à consulter leurs identiques souffrances

* * *

Si je me refuse à croire au patriotisme bruyant de ceux qui, comme certains personnages trop connus, s'en font une spécialité, une réclame, une industrie ; des gouvernants qui envoient les fêrus de chauvinisme à la frontière tandis que leur grandeur les attache au rivage ; des patrons qui exploitent des étrangers de préférence aux nationaux parce que les premiers coûtent un peu moins cher ; des commerçants qui vendent comme produits français des marchandises importées ; des financiers qui ne voient dans la guerre que les multiples opérations auxquelles elle donne lieu ; des officiers dont les campagnes favorisent la carrière, je reconnais qu'il se trouve des fanatiques qu'électrise la haine de l'étranger et qui sont dupes de cette épouvantable mystification.

Ces derniers sont, hélas ! nombreux encore. Ils se battent comme des héros, supportent sans se plaindre les fatigues et les privations, s'exposent stoïquement aux dangers de la lutte.

C'est d'eux que dans « *Sous les Tilleuls*¹¹² » Alphonse Karr a dit : « Arrivé à l'âge du service militaire, il faut se soumettre à des ordres non motivés d'un cuistre et d'un ignorant ; il faut admettre que ce qu'il y a de plus noble et de plus grand est de renoncer à avoir une volonté pour se faire l'instrument passif de la volonté d'un autre ; de sabrer et de se faire sabrer, de souffrir la faim, la soif, la pluie, le froid, de se faire mutiler sans jamais savoir pourquoi, sans autre compensation qu'un verre d'eau-de-

¹¹² Pages 56 et 57.

vie le jour de la bataille, la promesse d'une chose impalpable et fictive, que donne ou refuse un gazetier dans sa chambre bien chaude : la gloire, l'immortalité après la mort.

» Advient un coup de fusil, l'homme tombe blessé ; ses camarades l'achèvent presque en marchant dessus ; on l'enterre à moitié vivant, et alors, il lui est libre de jouir de de l'immortalité ; ses camarades, ses parents l'oublient ; celui pour lequel il a donné son bonheur, ses souffrances, sa vie, ne l'a jamais connu.

» Et enfin quelques années après, on vient chercher ses os blanchis, on en fait du noir d'ivoire et du cirage anglais pour cirer les bottes de son général. »

Camille Flammarion estime à 1200 millions le nombre des victimes de la guerre depuis le commencement de la période historique Asiatico-Européenne, soit environ quarante millions d'hommes par siècle, onze cents par jour, presque un par minute. « Et si, par hasard, dit-il, le couteau s'arrête vingt-quatre heures, c'est deux mille deux cents condamnés qui attendent leur tour le lendemain. »

Ceux qui veulent savoir ce que coûte la gloire d'un Napoléon — qui aboutit pourtant à Waterloo et à l'invasion — n'ont qu'à lire un récent mémoire de M. Frédéric Passy. Ils y verront que les dix années du premier Empire ont enlevé à la France 1.750.000 hommes et à l'Europe 4 fois plus.

Le même Frédéric Passy leur apprendra que les folies patriotiques de l'Europe depuis le commencement de ce siècle se chiffrent par trois cent milliards de francs engloutis dans un fleuve de sang charriant vingt millions d'hommes égorgés.

Sur le pied de paix, les armées européennes s'élèvent à

3.600.000 hommes ; sur le pied de guerre — rien que pour les cinq grandes puissances — à 21.000.000.

Quatre milliards quatre-vingt-seize millions trois cent mille francs sont inscrits chaque année aux budgets de la guerre et de la marine des cinq grandes puissances continentales de l'Europe ¹¹³.

En faveur de ces chiffres terrifiants, les plus chauds partisans du patriotisme et de l'armée ne savent apporter que de mauvaises raisons pliées dans un morceau d'étoffe tricolore

¹¹³ *L'Économiste Européen* (n° de septembre 1893, publie sous la signature de son directeur M. Edmond Théry, les chiffres suivants :

Dépenses totales (guerre et marine) en millions de francs. Année 1892-1893.

France 890,0

Russie 1107,1

Allemagne 822,7

Autriche-hongrie 421,4

Italie 855,1

Angleterre 832,0

Belgique 47,0

Espagne 180,3

Hollande 75,3

Suisse 36,7

Total 5257,6

soit cinq milliards deux cent cinquante sept millions six cent mille francs pour ces 10 puissances.

Pour arriver à une évaluation approximative de ce que coûte réellement en Europe la paix armée, il faudrait tenir compte également de l'inaction au point de vue agricole et industriel, à laquelle sont condamnés près de quatre millions de soldats, et, de ce premier fait, tripler cette somme et la porter à quinze milliards. Il faudrait enfin supputer la valeur de toute la matière première et de tout le travail enfouis dans les arsenaux, le matériel de guerre, les forteresses, les remparts, etc., etc. ; matière et travail qui pourraient être consacrés à développer la vie et le bien-être tandis qu'ils sont en vue la destruction et la mort.

Je crois qu'on peut, sans exagération, estimer que, de ce chef, l'Europe se prive d'une valeur égale à la somme ci-dessus de 15 milliards.

C'est donc, en réalité, *trente milliards* que coûte annuellement à l'Europe la folie patriotique.

Trente milliards qui, répartis entre 336.380.000 habitants donnerait à chacun près de mille francs chaque année.

Que de larmes taries, que de misères disparues, que de vies épargnées !

et entourées de phrases redondantes et vides sur le péril national, l'honneur de la patrie, la revanche, la gloire et autres calembredaines.

La gloire consisterait donc à vaincre un ennemi plus faible en nombre et moins bien outillé ? L'honneur consisterait donc à semer la mort et la ruine, à répandre le sang, à faire des veuves et des orphelins, à dévaster, piller et saccager un pays vaincu ? Triste honneur ! Triste gloire !

Mère, qui vous penchâtes anxieuse sur le berceau de votre fils ; vous qui guidâtes avec tant de soin ses premiers pas ; vous qui le suivîtes avec toute la tendresse de votre cœur au cours de ses développements ; vous qui vous promenez heureuse et fière au bras de ce grand garçon, pour vous le plus beau, le plus intelligent et le meilleur de tous, si, au nom d'un affront infligé à un ambassadeur, pour un territoire contesté, un incident diplomatique, ou en vertu d'une combinaison gouvernementale qui vous échappe, la Patrie venait arracher de vos bras ce fils adoré et si la guerre vous en privait pour toujours, la joie du triomphe et la gloire qui en rejailliraient sur les « héros morts pour la Patrie » apaiseraient-elles votre douleur ? fermeraient-elles la plaie béante qu'aurait fait à votre poitrine la balle qui aurait frappé votre enfant ?

Et vous, vieillard, vous qui l'aviez élevé et nourri, vous qui vous étiez imposé mille sacrifices pour lui épargner les luttes pénibles d'un début pauvre dans la vie, vous qui vous sentiez revivre et rajeunir en lui, dites, père, que pensez-vous de cet honneur national qui vous enlève la consolation et la joie de vos vieux jours ? Il ne sera plus là pour vous fermer les yeux ; depuis longtemps, ses os, là-bas, tout là-bas, confondus avec ceux de milliers de jeunes gens comme lui, blanchiront la plaine, que la source de vos larmes ne sera pas encore tarie.

De vieilles gens qui pleurent leurs enfants, des épouses qui sont plongées dans l'affliction du veuvage, des fiancée qui ne s'uniront jamais à l'élu de leur cœur ; des bébés sans père ; des générations décimées ; des ruines amoncelées ; des milliards gaspillés ; des torrents de sang et de pleurs ; voilà à quoi aboutit la fureur patriotique, née de la nécessité où se trouvent les gouvernements de prendre ce qu'il y a de plus vigoureux et de plus sain dans la nation pour défendre les institutions contre les foules que celles-ci meurtrissent ¹¹⁴.

* * *

L'iniquité politique est tissée de mensonges : mensonge le droit de gouverner les hommes ; mensonge l'origine du droit contemporain ; mensonges le but et l'objet de la Loi ; mensonge l'égalité devant la Loi, mensonge la liberté politique du citoyen, mensonge le régime représentatif ; mensonge la souveraineté du peuple ; mensonge la loi des majorités ; mensonges les promesses des candidats ; mensonges la compétence, le libéralisme et l'honnêteté des élus ; mensonge l'impartialité de la magistrature ; mensonge la mission des armées ; mensonge le patriotisme.

114 Le lecteur comprendra qu'une étude complète sur le «*Patriotisme*» ne serait pas ici à sa place. J'ai dû me borner à détacher de cette importante question les aperçus qui se rattachent *directement* à mon sujet. J'ai montré 1° Comment le militarisme né en apparence du patriotisme, est une institution nécessitée par l'appareil gouvernemental ayant à se défendre contre les soulèvements populaires ; 2° A quelles souffrances multiples et affreuses donne lieu le patriotisme.

Pour une critique complète du patriotisme, je renvoie le lecteur à la défense que j'ai présentée, le 23 novembre 1892, devant la Cour d'Assises des Bouches-du-Rhône qui, du reste, m'a acquitté.

Cette défense a paru sous le titre : «*La Patriotisme en Cour d'Assises*».

La douleur universelle

CHAPITRE SIXIÈME CAUSES DE LA DOULEUR UNIVERSELLE

CAUSES SECONDES ET DIVERSES : LES INSTITUTIONS SOCIALES (SUITE) — L'INIQUITÉ MORALE

I.— *Introduction à la morale sociale contemporaine* : école religieuse ; école métaphysique ; école altruiste ; école utilitaire. Leurs caractères communs et respectifs.

II. — *La morale sociale contemporaine. A. Ses affinités avec les morales précitées.* — Elle n'émane directement d'aucune des écoles précédentes ; elle a des points de contact avec chacune — Ses rapports avec la morale religieuse — Ses affinités avec l'école métaphysique. — Conséquences de la morale altruiste à notre époque ; sa fausseté ; son impuissance en face de l'antagonisme des intérêts individuels — Ce qu'il faut penser de la charité. Exposé, justification et historique de la morale utilitaire. — Soit point de jonction avec la morale altruiste. — Sa philosophie. — Son idéal.

B. — *État chaotique de la morale contemporaine.* — État d'âme de la foule. — Désorientation des consciences. — Affaiblissement, découragement, lassitude générale.

C.— *Intrusion de la loi* — La loi, base d'appréciation de la moralité des actions. — Prolongement de la législation dans la domaine psychique. — La délation érigée en vertu publique. — Servitude morale. — Type qu'engendre ce système.

D. — *Méthode de moralisation sociale.*

(1) *La religion.* — Predisposition de l'enfance à la tendance

religieuse. — Premières impressions ; leur ténacité. — Compression de la chair et de l'esprit. — Résignation et docilité aux vues insondables de la Providence.

(2) *La famille*. — Ce qu'est la famille juridique. — Vénalité matrimoniale. — Les mariages de convenance et d'inclination. — La vie commune tue la passion — Servitude, jalousie et hypocrisie dans le mariage — Souffrance des enfants, leur dépendance absolue — Devoirs, responsabilités, charges et sujétions dans la famille.

(3) *L'éducation*. — Critique de notre système éducatif : il aboutit à former d'une part des tyrans, d'autre part des esclaves. — Faussetés et erreurs de notre méthode pédagogique. — Résultats déplorables de ces procédés d'enseignement.

(4) *L'opinion publique*. — Omnipotence du « qu'en dira-t-on ». — Tyrannie et cruauté de l'opinion publique. — Rôle néfaste de la Presse au service des politiciens et des agioteurs financiers.

III. — *Conséquence de l'iniquité morale*. — Écrasement complet de l'individu et de la collectivité. — Compression douloureuse — guerre inique aux passions. — Causes de cette guerre. — Souffrance universelle.

I. — INTRODUCTION À LA MORALE SOCIALE CONTEMPORAINE

Il est impossible que l'iniquité morale ne prenne pas place à côté des iniquités précédentes : économique et politique. Il existe entre toutes les institutions d'une société une parité si étroite qu'on peut être sûr, en partant de l'ensemble, d'en trouver les moindres défauts ou qualités dans le détail, et en partant du détail d'en rencontrer les qualités ou les défauts dans l'ensemble.

Nous avons vu que sous le nom de propriété individuelle,

l'organisation économique comporte une réglementation des plus meurtrières et aboutit à un paupérisme épouvantable. Nous savons également que, sous le nom de gouvernement, l'organisation politique repose sur une hypocrite interprétation du droit humain, nécessite une écrasante hiérarchie et conduit la société à un abîme de souffrance et de servitude.

Il nous reste à étudier ce qui se passe dans le domaine moral et j'espère n'avoir pas grand'peine à démontrer que cette dernière iniquité réduit les hommes, sous le nom de *Devoir*, à une situation non moins déplorable que celle qui leur est faite par les institutions politiques et économiques.

* * *

Sans vouloir faire ici un cours d'éthique — j'ai déjà dit que je me propose de mettre au point quelque jour ce travail — je crois indispensable de dire quelques mots des diverses écoles qui se disputent la faveur de diriger nos consciences.

Elles sont nombreuses, mais en s'inspirant de leur point de départ, on peut les ramener toutes aux quatre suivantes :

La première a pour base l'amour de Dieu : c'est l'école religieuse ; la seconde, l'amour du bien en soi : c'est l'école métaphysique ; la troisième, l'amour d'autrui : c'est l'école altruiste ; la quatrième, l'amour de soi : c'est l'école utilitaire.

Pour les fervents de la morale religieuse, le bien consiste à se conformer à la volonté de Dieu ; pour les tenants de la morale métaphysique, la vertu consiste à aimer le bien pour lui-même ; pour les adeptes de la morale du dévouement ou altruiste, le devoir consiste à se consacrer au bonheur de ses semblables ; enfin, pour les partisans de la morale utilitaire ou *égotiste*, le bien consiste à rechercher son propre bonheur.

Tout ce qui est conforme à la loi de Dieu est bien ; tout ce qui lui est contraire est mal : voilà pour les croyants. Tout acte déterminé par l'amour du bien, de la justice, sans espoir de récompense, sans crainte de châtement, mais uniquement parce que la conscience le reconnaît juste et bon, tout acte de ce genre est vertueux ; toute action contraire est criminelle : voilà pour les métaphysiciens. Tout ce qui a pour but ou pour résultat le bonheur d'autrui, même et surtout au détriment de celui qui agit, est vertu ; tout ce qui nuit aux autres est vice : voilà pour les partisans de la morale altruiste. Enfin, est bon tout ce qui participe au bien-être, au plaisir, à la jouissance, au bonheur de l'individu qui agit ; est mauvais tout ce qui se chiffre pour lui par une peine ou une souffrance : voilà pour les utilitaires.

Il convient de faire tout de suite une triple remarque : la première, c'est que la morale religieuse et la métaphysique reposent forcément sur des abstractions, tandis que les deux autres ont l'avantage de se rapporter à des réalités tangibles, palpables, vivantes ; de là un caractère commun aux deux premières éthiques : l'immatérialité de leur critérium ; et aussi un caractère commun aux deux dernières : la matérialité de leur base.

La seconde remarque à faire, c'est que, parlant au nom de Dieu, de la vertu et du prochain, les écoles religieuse, métaphysique et altruiste ne comportent à proprement parler que des devoirs et se compliquent inévitablement d'une sorte de code de morale ; tandis que, s'inspirant de l'unique satisfaction du « *moi* » l'école utilitaire ne proclame, pour ainsi dire, que l'existence de droits, l'individu n'ayant à s'inspirer pour sa règle de conduite que de ses appétits, de ses besoins, de ses passions et des satisfactions que comportent les uns et les autres.

Enfin, pour les trois premières écoles, la règle des actions

émane d'un objet pris en dehors du sujet ; pour la dernière, objet et sujet se confondent, en sorte que le sujet ne relève que de soi même, n'a à consulter que sa propre personnalité. Donc seule, la morale utilitaire n'a aucun caractère d'obligation.

Je ne relèverai pas les subtilités à l'aide desquelles les moralistes de la religion ont cherché à concilier, dans le domaine psychique, les idées incompatibles de Dieu et de liberté humaine. Je ne mentionnerai pas les efforts séculaires tentés par les métaphysiciens dans le but d'harmoniser l'amour d'on ne sait trop quel bien pour ce bien lui-même avec l'amour de soi et d'autrui.

Je n'indiquerai pas davantage les innombrables sophismes employés par les partisans de la morale altruiste, à l'effet de prouver que l'amour du prochain est à la fois le sentiment le plus agréable à Dieu, la tendance la plus conforme à l'idée de la vertu immanente et absolue, et la voie qui conduit le plus sûrement au bonheur, c'est à-dire à l'amour de soi.

Enfin, je ne m'occuperai pas — pour le moment du moins — de montrer de quelle façon la morale égotiste, bien loin d'exclure l'amour du prochain, se relie à la morale altruiste.

Encore une fois, une telle étude, qui demanderait tout un volume, ne trouverait pas ici sa place.

Je n'ai pas plus à m'inquiéter actuellement de la valeur intrinsèque des différentes éthiques qu'à consacrer cent pages à une étude comparative : ce que j'ai à faire, c'est d'indiquer à quelle source s'abreuve la morale sociale contemporaine et, cela fait, de montrer les résultats qu'elle produit par rapport à mon sujet : la douleur universelle.

II. — LA MORALE SOCIALE CONTEMPORAINE

A. — SES RAPPORTS AVEC LES MORALES PRÉCITÉES

Il serait difficile de rattacher la morale sociale contemporaine, à une quelconque des quatre que je viens d'énumérer, car si elle ne s'inspire d'aucune exclusivement, elle emprunte quelque chose de chacune d'elles.

Sans doute, nous ne sommes plus au temps où l'amour de Dieu et l'obéissance à sa souveraine volonté étaient réputés la seule règle indiscutable de conduite.

De nos jours, l'indifférence religieuse s'est glissée trop fortement dans les cœurs et le scepticisme a trop saturé les cerveaux, pour que, officiellement du moins, la morale puisse s'appuyer sur d'aussi fragiles croyances.

On observera pourtant que si le Christ est sorti de la plupart de nos écoles, il est resté dans les prétoires, comme s'il était le symbole de la Justice et comme si celle-ci devait continuer à être rendue à l'ombre de la croix. On remarquera aussi que les témoins jurent « *devant Dieu* » et que le serment constitue ainsi un véritable acte de foi. On remarquera également que la nation qui a été nommée « la fille aînée de l'Eglise » est restée si longtemps et a été si profondément *christianisée* que, pour une foule de personnes encore, le *Décatalogue* contient le résumé de tous les devoirs et synthétise magnifiquement la morale.

J'ajoute qu'on retrouve dans la morale contemporaine un

des traits distinctifs de la morale religieuse : toutes les religions tenant compte, sciemment ou non, de cette irrésistible attirance de l'humanité vers le bonheur, de son invincible aversion pour la souffrance, ont attribué au respect ou à la violation de la loi religieuse un paradis de récompenses, un enfer de châtiments : la félicité éternelle et ineffable à ceux qui conformeraient leur vie aux préceptes de la religion ; le tourment sans fin et indescriptible à ceux qui les enfreindraient.

La morale d'aujourd'hui enferme dans les limites de l'existence humaine ses promesses et ses menaces ; mais — et je me hâte d'ajouter qu'il n'en saurait être autrement d'une éthique qui s'impose, d'autorité, à l'individu, faute de quoi il ne subsisterait nul motif de s'y conformer — elle n'en reste pas moins, comme sa devancière, une morale de marchand. La vertu ainsi pratiquée, n'ayant d'autre mobile que la crainte de la punition ou l'espoir de la récompense, se borne à un simple calcul d'arithmétique. Le vertueux est un être qui sait bien placer l'argent de ses bonnes actions ; c'est un bon spéculateur, un habile mathématicien et rien de plus.

Je ne prétends point qu'agir en vue d'une rémunération n'est pas humain, car « *homo sum* » et je sais, par expérience que l'attrait d'un plaisir ou l'appréhension d'une peine peut uniquement nous pousser à faire ceci et à nous abstenir de cela. Je veux simplement dire que je ne vois pas ce que la vertu vient faire dans cette occurrence. L'individu, quel qu'il soit, est à ce point de vue, adroit ou gauche, intelligent ou bête, mais moralement il est neutre.

* * *

Tout autre, beaucoup plus élevée, cent fois plus noble, est la morale métaphysique qu'on a coutume d'appeler stoïcienne et dont Zénon fut l'illustre fondateur. À travers les diverses

variations qui l'ont fait verser tour à tour dans la morale religieuse et altruiste, suivant le temps, le lieu et le philosophe — des disciples de Zénon à ceux d'Emmanuel Kant — elle a gardé fort nette son affirmation distinctive, et intacte sa tendance vers l'amour du bien absolu.

« L'être moral doit aimer la vertu non pour le bonheur qui, dans cette vie ou dans une autre, peut y être attaché, mais pour elle-même ; uniquement, parce que le juste est le seul bien, l'injuste est le seul mal. Le plaisir et la douleur ne sont rien et tout ce qui n'est ni bien, ni mal doit être absolument indifférent à l'homme vertueux. »

Voilà la doctrine. Notre siècle de critique scientifique et d'observation expérimentale, notre siècle de réalisme positif a brisé l'idole à laquelle les métaphysiciens n'avaient du reste jamais réussi à donner une sérieuse consistance. Ces nébulosités écloses dans le cerveau de penseurs spéculant sur l'absolu ont été dissipées au cours des investigations des récentes époques, lesquelles ont démontré que rien n'est absolu, que l'absolu, création platonique de l'idéalisme cérébral, n'existe pas, ne peut pas exister.

Il n'y en a pas moins une école, comptant quelques personnalités influentes, qui continue à s'appuyer sur ce postulat du bien absolu pour nous prêcher la pratique de la vertu sans récompense ni satisfaction autre que celle d'être juste et moral.

Et l'on rencontre aussi maintes personnes qui, dupes des fascinations se dégageant des apparentes sublimités de cet idéal, se sèvent de plaisir et s'imposent des peines sans autre motif conscient et avoué que le respect de principes injustifiables, de devoirs illusoires, d'une irréalité dignité, d'un honneur imaginaire.

* * *

La morale altruiste me paraît être une exagération du principe essentiellement humain : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fût fait. Fais à ton prochain ce que tu voudrais qu'il te fit. »

La principale, l'unique préoccupation de l'altruiste doit être le bien d'autrui, dût-il, pour travailler à celui-ci, compromettre le sien propre.

Le précepte est double.

Le premier est une défense : « ne pas faire de mal à autrui ; » le second est un commandement : « lui faire tout le bien qu'on désire pour soi-même. »

J'avoue que mon cœur se sent singulièrement attiré vers cette conception très haute de la morale ; mais ma raison la repousse énergiquement parce que fausse est son origine et, — qui le croirait ? — néfastes sont ses conséquences *actuelles*.

Le point de départ de cette éthique, c'est, ai-je dit, l'amour du prochain de préférence à tout autre, ce qui suppose, comme corollaire, que le bien d'autrui doit-être par chacun considéré comme plus précieux que le sien propre et doit lui être préféré.

Or, admettre que le bien de mes semblables est préférable au mien, c'est reconnaître que le sujet en est supérieur, c'est me frapper d'infériorité. Il est vrai qu'à cette infériorité vis-à-vis de moi-même correspond une équivalente supériorité vis-à-vis des autres et qu'on peut prétendre ainsi rétablir l'égalité de tous et de chacun.

C'est grâce à un raisonnement de ce genre que l'école altruiste m'engage à me sacrifier au besoin pour le bonheur d'autrui, m'affirmant qu'autrui devant à son tour s'immoler à mon propre bonheur, non seulement je ne perdrai rien à cet échange de bons procédés, mais que, encore, j'ai tout à y gagner.

Mais alors que penser de cet amour du prochain qui ne serait au fond inspiré que par l'amour de soi ? s'il en est ainsi, n'est-ce pas à tort que cette morale se pare du qualificatif d'altruiste et l'épithète contraire ne lui conviendrait-elle pas mieux ? Et s'il n'en est pas ainsi, c'est-à-dire si je dois n'avoir en vue que le bonheur de mes semblables, m'y consacrer tout entier et au besoin faire en sa faveur le sacrifice du mien, sans que, dans cette conduite, entre la certitude ou pour le moins l'espoir que je puis compter sur la réciprocité de la part du prochain, il faut avouer qu'on me propose un marché de dupe et on peut être sûr qu'il y a quatre vingt dix neuf chances sur cent pour que je ne consente pas à apposer ma signature au bas d'un si bizarre contrat.

C'est ce qui se passe.

Le cri d'amour et de paix universelle a beau retentir depuis des siècles : « *Diligite vos invicem !* » ¹¹⁵, les hommes restent sourds à ce conseil ; ils continuent à se quereller, à se calomnier, à se nuire, à lutter les uns contre les autres.

Il faut avoir le courage de reconnaître que mal en prendrait à ceux qui, dans notre société batailleuse et chaotique, seraient tentés d'adapter leur attitude aux règles de l'école altruiste. Leur vie serait un perpétuel renoncement, une constante abnégation, un véritable martyre. Seuls à se dévouer, à se sacrifier au sein d'une multitude indifférente à leurs

¹¹⁵ Aimez-vous les uns les autres.

immolations, dédaigneuse de leurs tourments volontaires, ils ne tarderaient pas à reconnaître la navrante stérilité de leurs efforts et à y renoncer sagement.

Une des formes les plus vulgaires de l'altruisme à notre époque c'est la charité, et celle-ci n'est le plus souvent qu'un cynique calcul ou une abominable hypocrisie. Calcul, de la part de ceux qui, riches à millions, donnent cent sous pour garder cent mille francs et apaiser les justes colères que peut faire gronder chez les pauvres, l'insolent étalage de leur luxe, calcul chez ceux qui, par quelques aumônes ostensiblement données, acquièrent à bon marché une réputation imméritée de bienveillance et s'entourent de l'auréole de la bonté ; calcul chez ceux qui, au cours des rigoureux hivers sortent de leurs appartements bien chauds, s'emmitouflent de fourrures et, dans des carrosses capitonnés, gagnent un lieu de plaisir où ils s'amusent, jouent, flirtent et dansent jusqu'au matin, donnant à leur amour du jeu, de la coquetterie, de la polka et du quadrille une apparence de commisération pour les infortunés qui ne savent où reposer leur tête et auxquels ils se garderaient bien d'offrir un asile ; calcul encore chez ceux qui, chrétiens ou francs-maçons, font de la bienfaisance un des plus fermes soutiens de leur influence ; calcul enfin chez ceux qui, sous le couvert d'une foule d'œuvres de charité et de secours, recueillent des êtres sans asile, sans travail, sans pitance, leur fournissent du pain et un gîte en échange d'un travail parfois excessif et, sous le masque d'une honorable philanthropie, réalisent ainsi des bénéfices sur le dos déjà voûté par le malheur des meurtris de l'existence.

Hypocrisie abominable, la charité officielle et publique qui, par le moyen des asiles de nuit, des bureaux de bienfaisance, des secours extraordinaires, des œuvres de toute nature patronnées, subventionnées et surveillées par l'État, arrachent à la voie publique la foule grouillante des loqueteux

et faméliques, la tient en laisse et la pousse tout doucement à une déprimante résignation, tandis que la misère l'aurait vraisemblablement poussée à la révolte et au pillage.

Une autre forme de l'altruisme, c'est l'amour pour nombre de collectivités plus ou moins étendues : famille, commune, patrie, au nom desquelles on exige de la part de l'individu noyé, perdu dans ces masses, des obligations, des contraintes, des efforts, des sacrifices qui vont, pour la patrie par exemple, jusqu'au sacrifice du bien le plus précieux, de celui dont la perte est irréparable : la vie.

* * *

Je ne dirai que peu de chose de la morale utilitaire. Celle-ci est le produit direct de la philosophie d'Épicure. Cette philosophie tant calomniée n'en est pas moins la seule qui soit vraiment rationnelle, franchement humaine, et réellement féconde. Elle est rationnelle non-seulement parce qu'elle ne tombe pas dans les erreurs des éthiques précédentes tant au point de vue du principe que du but, mais encore parce qu'elle prend pour *substratum* la seule réalité dont il ne nous soit pas permis de douter ; ce *substratum* pour chaque être c'est « *l'égo* », le moi, c'est soi-même. Elle est franchement humaine parce qu'elle s'inspire d'une parfaite connaissance de l'humanité, parce qu'elle part d'une constatation qui ne trompe jamais et qui, en dépit des manifestations variées et parfois même opposées auxquelles elle a donné lieu, en dépit du temps et de l'espace, peut être notée partout, constamment identique à elle-même ; qu'ainsi elle est inhérente à l'être humain, constatation que chaque individualité peut faire sur soi-même : il est dans la nature humaine de rechercher le bonheur, de fuir l'adversité.

Elle est réellement féconde parce que son adoption

conduit nécessairement au respect et à l'amour d'autrui en vertu du raisonnement bien simple que voici : Le bien pour chaque individu consiste à rechercher tout ce qui le conduit au bonheur, à s'éloigner de tout ce qui le rend malheureux, c'est entendu ; mais il est nécessaire, *l'individu vivant en société*, qu'il ne soit point amené à voir son bonheur dans le malheur des autres, qu'il ne soit pas obligé, pour être heureux lui-même, d'attenter au droit parallèle de ses semblables.

Or, c'est ce qui se produira fatalement aussi longtemps que les intérêts individuels des particuliers seront opposés à ceux d'autrui, aussi longtemps que le plaisir de l'un ne sera fait que du déplaisir de l'autre. La morale utilitaire, née de l'union féconde de la nature et de la raison invite donc actuellement tous les hommes à chercher une organisation sociale au sein de laquelle, les intérêts de chacun se concilient harmoniquement avec ceux de tous, par la suppression des causes artificielles de discorde sociale, non-seulement nul ne puisse trouver son bonheur dans le malheur d'autrui, mais encore le plaisir de chacun soit indissolublement lié au plaisir de tous et la souffrance imposée à un seul ressentie par tous, grâce au libre jeu de la solidarisation de la douleur et du contentement.

Bref, obtenir d'abord que le plaisir de qui que ce soit n'ait jamais pour résultat la douleur d'un ou de plusieurs autres ; voilà le premier point ; arriver ensuite à l'union si étroite et si indissoluble des intérêts solidarisés, que peines et joies deviennent communes à tous et qu'ainsi chacun soit tout naturellement incité à trouver son bonheur dans celui d'autrui ; voilà le second point.

La réalisation de ces deux conditions, l'une négative, l'autre positive, la première ayant pour objet d'éviter toute larme, la seconde aboutissant à multiplier — tel l'écho — le rire d'un seul, voilà l'idéal de l'éthique utilitaire. Voilà la mise en

pratique de cette belle définition de Leibnitz : « La vertu, c'est l'art de se rendre heureux de la félicité des autres. »

C'est bien, comme on le voit, la fusion des deux morales : égoïste et altruiste ; mais sans qu'il soit exigé le moindre renoncement de la part de l'individu, sans que l'utilitaire ait à faire, sur l'autel du dévouement à autrui, l'holocauste de son propre bonheur. Cette réconciliation définitive des intérêts de tous et de chacun, c'est le point de jonction naturelle de la félicité individuelle et collective.

C'est, si on le veut, la solution du problème si ardemment creusé par les altruistes : le bonheur de l'individu trouvé dans la recherche du bonheur d'autrui, mais — différence fondamentale — avec ce point de départ égotiste : « le bien consiste à se rendre heureux, soi-même », au lieu et place de celui-ci : « le bien consiste à faire des heureux parmi ses semblables. »

On ne saurait, je crois, concevoir une philosophie plus douce, plus vraie, plus foncièrement humaine, plus généreuse, plus élevée ; on ne saurait imaginer une morale plus pure. Et pourtant, il n'en est pas qui ait eu dans le passé et il n'en est peut-être pas qui ait dans le présent tant d'assauts à soutenir, de calomnies à réfuter, d'excommunications à subir, d'attaques à repousser.

C'est qu'elle est déjà fort ancienne cette morale de l'intérêt. Professée par Épicure, développée, systématisée et vulgarisée par les disciples et continuateurs de cet homme illustre entre tous ceux de l'antiquité, cette philosophie qui a la loyauté et l'audace de proclamer à la face des rhéteurs et pédagogues de la morale religieuse et de la philosophie stoïcienne, que le seul bien c'est le plaisir, la volupté, la jouissance, le bonheur, a été pendant de longs siècles en butte aux sarcasmes et aux injures des théologiens et des

métaphysiciens coalisés.

Il semblait même qu'elle eut pour ainsi dire sombré, emportant avec elle le peu qui restât de la personnalité humaine engloutie par les eaux torrentielles du christianisme mortificateur. Mais une idée aussi profondément juste peut momentanément être éclipsée ; elle ne disparaît jamais complètement et reparaît dans le cours des siècles, avec une nouvelle vigueur et brillant d'un lustre plus éclatant.

Avec la Renaissance, avec l'esprit d'examen et de liberté, les idées épicuriennes, reprennent leur force. L'Épicurisme perce dans les « *Essais* » de Montaigne ; il éclate dans le rire Rabelaisien ; il trouve son martyr dans Vanini.

Hobbes et Gassendi remirent définitivement en honneur la morale du plaisir. « Le bien, dit Hobbes, c'est ce que nous désirons ; le mal, c'est ce que nous fuyons ; tout ce qui est bon, l'est seulement par rapport à quelqu'un ou à quelque chose ; il n'y a rien de bon absolument. » Voilà la réponse faite par l'Épicurisme du XVIIe siècle au stoïcisme de l'époque. Et il ajoute : « Est-il naturel de préférer ce qui est bon par rapport aux autres à ce qui est bon par rapport à soi ? La philosophie utilitaire répond négativement et conclut que ce qui est bien, c'est ce que chaque individu trouve bon par rapport à soi-même. »

Les « Maximes » de la Rochefoucauld ne sont qu'une paraphrase très habile et souvent fort judicieuse de la morale de l'intérêt.

Spinoza fut le métaphysicien de l'utilitarisme ¹¹⁶. Il tenta la

¹¹⁶ Lire sur ce point l'œuvre très documentée et couronnée par l'Académie des sciences morales et politiques, de Marc Guyau : *La Morale d'Épicure et ses rapports avec les doctrines contemporaines*.

synthèse de l'Épicurisme, du stoïcisme, du Mysticisme et du Naturalisme dans l'idée de la raison comprenant l'éternelle nécessité qui est la nature ou Dieu, et trouvant dans cette connaissance le parfait bonheur.

Dans ses deux principaux ouvrages : « De l'Esprit » et « De l'Homme », dont le premier eut une vogue énorme, Helvétius nous ramène aux préceptes de la morale utilitaire. Il prouve avec un luxe de détails vraiment extraordinaire, avec une vigueur et une netteté peu communes, que l'intérêt est le seul moteur de toutes les actions humaines.

Avec la Mettrie, d'Alembert, d'Holbach, Saint Lambert et Volney, on trouve, marchant sous la bannière de la morale utilitaire, les plus grands penseurs du XVIII^e siècle. Mais on peut dire avec M. Guyau¹¹⁷ que « tout le dix-huitième siècle excepté Rousseau et Montesquieu, était porté par d'invincibles préférences vers ce principe de la morale. Il est même curieux de voir sur ce point l'accord presque universel des esprits. »

À notre époque, la philosophie utilitaire a trouvé ses disciples les plus nombreux et ses apôtres les plus illustres dans l'école anglaise. Bentham, le véritable fondateur de cette école qui a exercé sur le monde entier une influence prépondérante, donna à la morale de l'intérêt ses assises les plus solides. Il restaura les systèmes d'Épicure, de Hobbes, et d'Helvétius, les systématisa avec un art prestigieux et créa un mouvement intellectuel considérable.

Owen, Mackintosh et James Mill n'eurent qu'une notoriété secondaire. Mais avec Stuart Mill, la doctrine prit une envergure étonnante. Celui-ci, dans ses nombreux ouvrages s'attacha 1^o à dégager le principe de quelques obscurités primitives ; 2^o à sérier, en quelque sorte, les plaisirs et à les

¹¹⁷ *La morale d'Épicure*, page 276.

catégoriser en inférieurs et en supérieurs ; 3° à prouver que le plus sûr moyen d'arriver à son propre bonheur, « c'est de ne pas en faire le but direct de l'existence, mais de le rechercher ailleurs ; par exemple : dans le bonheur d'autrui ou l'amélioration de la condition de l'humanité ; ¹¹⁸ » 4° à établir que la morale de l'intérêt arrive à se concilier avec l'amour d'autrui ; 5° à appliquer aux sciences morales la méthode positiviste.

Grote, Bain, Bailey, Lewes, Sidgwick nous conduisent jusqu'à l'immortel naturaliste Charles Darwin qui fit en quelque sorte la genèse des sentiments moraux et détermina par quelles évolutions l'instinct social des animaux tend à se transformer en sentiment moral, et au philosophe économiste Herbert Spencer. D'accord avec Darwin, ce dernier appliqua à la morale utilitaire, la théorie de l'évolution du transformisme.

Avec ces deux maîtres, les efforts, jusqu'alors insuffisants, tentés en vue de la fusion des deux morales du dévouement et de l'intérêt, trouvèrent un solide point d'appui dans la doctrine de la transformation des sentiments égoïstes en sentiments altruistes ¹¹⁹. « Quand le changement qui s'opère sous nos yeux sera achevé, quand chaque homme unira dans son cœur, à un amour actif pour la liberté, des sentiments actifs de sympathie pour ses semblables, alors les limites à l'individualité qui subsistent encore, entraves légales ou violences privées, s'effaceront ; personne ne sera plus empêché de se développer ; car tout en soutenant ses propres droits, chacun respectera les droits des autres. La loi n'imposera plus de restrictions ni de charges ; elles seraient à la fois inutiles et impossibles. Alors, pour la première fois dans l'histoire du monde, il y aura des êtres dont l'individualité pourra s'étendre dans toutes les directions. La moralité, *l'individuation parfaite* et *la vie*

¹¹⁸ Stuart Mill, *Mémoires*, Chap. V. trad. Cazelles.

¹¹⁹ H. Spencer. *Social statics*, page 479.

parfaite seront en même temps réalisées dans l'homme définitif. »

B. — ÉTAT CHAOTIQUE DE LA MORALE CONTEMPORAINE

Je m'arrête à cette vision magique de l'homme parfaitement heureux au milieu de ses semblables également heureux et je demande pardon au lecteur de l'avoir aussi longtemps entretenu de la morale utilitaire, malgré mon avis préalable que je n'en ferais rien.

Aussi bien cette éthique est d'ordinaire si mal comprise et si diversement appréciée que cet exposé — hélas trop court encore et à coup sûr bien imparfait mais exact — était indispensable pour l'intelligence de ce qui va suivre.

J'ai dit plus haut que la morale sociale contemporaine, sans avoir conservé la pure tradition d'une des quatre écoles dont je viens d'esquisser la doctrine, est une sorte d'amalgame dans lequel entrent des éléments confus de chacune d'elles.

À cela, rien d'extraordinaire ; notre époque traverse, à tous les points de vue et à celui-là d'une façon peut-être plus accentuée, une phase de trouble et de transition qui semble devoir être décisive.

Tandis que l'homme s'essaie à s'affranchir des préjugés du passé ; tandis qu'il prend une conscience de plus en plus nette de la vie individuelle et sociale, tandis que lentement, mais sûrement, se redresse son échine longtemps ployée sous le faix des devoirs accumulés à l'envi sur sa pauvre carcasse ; tandis qu'enfin, fatigué de s'entendre assourdir par les clameurs intéressée de ceux qui lui parlent sans cesse d'obligations et de contraintes il abdique sa volonté de faire valoir ses droits, la

meute continue à aboyer autour de lui.

C'est une étourdissante cacophonie, un tintamaresque concert au milieu duquel il est impossible de s'y reconnaître. Écoutez :

« Crois en Dieu ; aime-le et respecte sa loi souveraine — Dieu n'existe pas, c'est une fiction née de l'ignorance et de la crainte, entretenue et développée par les intrigants et les exploiters, pour te mieux pressurer et asservir.

« — Écoute les conseils de la Vertu, de la Justice. La vertu seule est aimable ; seule la Justice veut que l'homme s'incline devant elle. — Vertu et Justice ne sont que *verba et voces*. Elles sont les produits d'abstracteurs de quintessence, de cerveaux malades et d'imaginations en délire. Éloigne-toi de ces austères à la phraséologie creuse, sèche et emphatique.

« Ne songe qu'à autrui ; que tous tes efforts tendent à lui faire du bien ; le dévouement est nécessaire ; c'est la plus belle des vertus ; c'est la vertu-mère ; le bonheur est dans le sacrifice. — Regarde, mais regarde donc autour de toi. Ces êtres en tout semblables à toi-même qui se gaudissent à la vue de tes souffrances, se réjouissent de tes pleurs et crèvent de jalousie au spectacle de ta prospérité ; ces êtres qui, après t'avoir jeté à terre, te passent sur le ventre pour accéder plus vite à la richesse et aux honneurs ; ne serait-ce pas folie que de te sacrifier à leur bonheur ?

« — La conscience est tout. Eh ! qu'importe le dédain des cuistres, le ricanement des imbéciles, les calomnies des envieux, les sarcasmes des fielleux, les tracasseries des méchants, les vexations des cafards, les persécutions des dirigeants, les excommunications des fanatiques, les

sentences des sectaires ! La satisfaction du devoir accompli, le témoignage intime de la conscience ; voilà le bonheur, le seul qui ne trahit pas. — Le Devoir ? La Conscience ? D'où sortent ces revenants ? Où gît le devoir ? où se trouve la conscience ? D'où dérive le premier ? Comment est faite la seconde ? Malheureux ! voilà des siècles que tu te courbes devant ces mots magiques ; devoir, conscience et on ne t'a jamais répondu clairement !

« — Fi des religions, des dogmes et des tirades sur la vertu pure de tout alliage ! La loi, la loi seule doit te servir de règle de conduite. C'est d'elle que tu apprendras ce que tu dois éviter ; c'est elle qui te marquera la conduite à suivre ! — Tourne le dos au législateur. La loi est injuste ; elle n'est faite que pour consacrer, légitimer et sauvegarder les usurpations des riches, les iniquités des grands.

« — Homme, depuis vingt lustres on a reconnu dans une retentissante déclaration l'existence des droits que la nature t'a conférés. On t'a dit qu'il importe de travailler avant tout à ta propre félicité, que la fin de l'être c'est le bonheur et que le bien consiste dans l'obtention de cette fin ; on t'a dit que l'esclavage est un mal et la servitude une honte ; tu es fait pour la liberté et le plaisir ; sache t'émanciper de toute ennuyeuse tutelle, de toute déshonorante autorité. Recherche ton plaisir, ta satisfaction. Jouir, être heureux c'est vivre et vivre pleinement ; c'est ton droit, ce serait au besoin ton devoir si l'on pouvait admettre qu'il en existât pour toi — Homme, ne prête pas l'oreille à ces détestables conseils de l'égoïsme. Vivre pour jouir, c'est se ravalier au rang de la bête, c'est *retourner à la primitive animalité*, c'est perdre toute dignité, c'est renoncer à tout noble idéal, c'est devenir l'esclave des plus vils instincts, des plus honteuses passions ».

Tels sont — et bien d'autres avec — les appels contradictoires qui se croisent dans l'air et sollicitent les humains, les tiraillant dans tous les sens ; ici, sous la forme de conseil, là sous celle de commandement ; tantôt d'une voix insinuante et douce comme une supplication, tantôt d'un ton cassant et raide comme un ordre catégorique.

Si vous vous êtes trouvé par hasard à la foire du Trône ou de Neuilly, les oreilles déchirées par les cuivres, les orgues de barbarie, les sifflets et les coups de grosse caisse faisant rage tous ensemble pour attirer le badaud ; les yeux braqués sur les parades, les exhibitions, les animaux exposés, les jongleries des baladins, le sourire engageant des danseuses en maillot clair et les peintures criardes représentant une femme colosse, un monstre, un phénomène incroyable, ou une lutte sans pitié ; la bouche ouverte aux dégoisages des forains, aux plaisanteries des paillasses, aux niaiseries des pitres, aux alléchantes promesses des barnums, n'avez-vous pas vu flotter sur la foule amusée, attirée, séduite, incrédule ou désabusée, une curieuse indécision qui la porte tour à tour devant la toile ou les planches de chaque baraque ? N'avez-vous pas vu, en présence de ces maillots, biceps, orchestres, farces et boniments qui tous leur promettent — pour la bagatelle de quelques sous — un inoubliable plaisir, un spectacle incomparable, ces milliers de personnes se demander par où elles commenceront et circuler sans savoir se décider, au milieu du tourbillon de poussière qu'elles soulèvent, les côtes meurtries par les coups de coude et les pieds blessés par les chaussures des maladroits ?

C'est exactement ce qui se passe, à notre époque, mais pour une chose autrement importante. Car si le langage des moralistes est si divers, si contrastant d'école à école, il est un point sur lequel tous du moins s'entendent à merveille : c'est que le but de la morale, c'est le bonheur. Les adeptes de la

morale religieuse le placent au delà de la tombe et nous invitent à aimer la souffrance dans cette vie périssable mais ils nous convoquent à une béatitude sans fin, juste compensation des douleurs d'ici-bas courageusement acceptées. Les affirmations des autres morales varient sur la façon de concevoir le bonheur, sur la forme qu'il revêt, le lieu où il se trouve et la route qui y conduit ; mais toutes, absolument toutes, proclament qu'il est la fin de l'individu.

Ce bonheur est-il à droite ou à gauche, au ciel ou sur la terre, dans cette vie ou dans l'autre, dans l'amour de Dieu ou celui du prochain, dans le désintéressement ou l'intérêt, dans l'épanouissement sans frein ou la répression des appétits et des passions ? Toutes ces questions, d'une importance extrême, sont loin d'être élucidées. L'esprit humain tâtonne, encore égaré dans les obscurités de l'ignorance ancestrale ; s'il commence à se méfier des décevantes illusions du mysticisme, s'il ne se sent plus soutenu par le spiritualisme d'antan, il tremble de se confier au réalisme matérialiste. Perdu dans ce sombre dédale, il interroge anxieusement les profondeurs du labyrinthe sans en pouvoir découvrir l'issue, sans réussir à trouver la route qui guidera ses pas chancelants vers les *radiosités* de la lumière.

Il passe tour à tour de l'extrême espoir à la désespérance extrême, du courage invincible au mortel abattement, du fanatisme aveugle de la foi au scepticisme intégral, de la vigueur indomptable à l'agonisante faiblesse.

Les consciences humaines, de nos jours, sont pareilles à ces feuilles desséchées et jaunies que l'automne a arrachées aux géants de la forêt et dont elle a jonché le sol. Le soleil se voile, les nuages s'amoncellent à l'horizon ; le vent souffle en violentes rafales ; la pluie tombe en abondance ; l'orage est déchaîné ; la nature semble en furie ; les éléments, ivres de

rage, se livrent à un terrifiant combat. Le feu, l'air et l'eau roulent pêle-mêle avec un énorme fracas. Pauvres petites feuilles, elles se blottissent craintivement les unes contre les autres, se réfugient apeurées contre un tertre, un obstacle, où elles semblent devoir trouver un asile : mais l'ouragan a vite fait de les en déloger ; les voilà qui flottent, éperdues, chassées dans tous les sens, désunies, froissées, déchirées, meurtries, maculées, ruisselantes, informes.

N'est-ce pas là, la saisissante image de notre époque bouleversée ? Le vent des révolutions secoue vigoureusement les arbres séculaires : religion, famille, patrie, propriété, auxquels se sont accrochées — telles des feuilles — les consciences humaines. Les luttes des partis, les rivalités des classes, les haines des nations, les antagonismes des groupes, le déchirement des familles, les conflits individuels annoncent la prochaine tourmente. Les consciences timorées se cramponnent désespérément aux rameaux qui tremblent de vétusté ; des millions en sont violemment arrachées et tourbillonnent, au son du discordant orchestre des vents déchaînés. Voici que la tempête mugit, répandant la terreur sur son passage et entassant les ruines. Où est-il, le coin d'azur vers lequel, perçant le voile qui cache l'avenir à nos yeux hésitants, les esprits s'orienteront ? Où est-il le rayon de soleil qui fera fondre les neiges de la haine et jettera dans les cœurs la chaleur vivifiante de la paix et de l'amour ?

N'est-ce pas cette désorientation de la conscience publique et cette angoissante hostilité des cœurs qui caractérisent notre génération ? Ce trouble des cerveaux, cet affolement de la pensée, cet affaissement des volontés se produisent à toutes les périodes de transition, alors que l'humanité se trouve sur les confins d'un monde qui s'en va et d'un autre qui apparaît : c'est comme l'heure matinale où l'aube commence à dessiner vaguement sur un fond resté sombre les

objets encore mal éclairés.

C. — INTRUSION DE LA LOI

Donc, la morale contemporaine est mêlée, confuse, inextricable et contradictoire, faite pour dérouter la raison et enténébrer la conscience ; cette morale sociale, issue d'une conception bâtarde qui voudrait — chose impossible — courber l'individu sous le devoir et la contrainte tout en respectant sa liberté, est impuissante à guider les intelligences, à fortifier les cœurs, à épurer les sentiments, à pousser l'humanité vers le bien, vers le mieux, vers le bonheur.

Pour être serein, l'esprit a besoin de savoir où il va ; pour être sincères, profonds et ardents, les sentiments veulent connaître bien les objets auxquels ils s'attachent ; enfin, pour être virils et tenaces, il faut que les vœux surgissent d'idées bien arrêtées, de conceptions bien nettes. Le flambeau de la pensée ne projette ses rassurants rayonnements que si la raison le porte ; la flamme généreuse et féconde n'étincelle dans les cœurs que si la passion a su l'allumer.

Or tout conspire à étouffer la passion, à éteindre la flamme, à pervertir la raison, à briser le flambeau.

Aussi l'humanité est en proie à un découragement sans borne, à une lassitude inexprimable. Non seulement rien ne vient lui communiquer l'impulsion salvatrice ; mais il semble qu'elle serait incapable d'obéir à celle-ci, si elle se produisait.

Elle ne croit plus en Dieu, et n'y croira plus jamais ; elle n'escompte plus les félicités éternelles, ne redoute plus les infernales tortures. Au sein de la douleur devenue comme la raison d'être de la vie elle-même, elle se demande si le bonheur existe, s'il est fait pour elle, s'il ne lui est pas interdit d'y

atteindre ; elle vagabonde, sans orientation, dans des régions qui ne donnent point asile à la raison et ses pieds meurtris se heurtent à la foule des préjugés, des erreurs, des absurdités des contradictions qui cailloutent son chemin.

Où sont-ils et combien sont-ils, de nos jours, ceux qui, agissant, s'interrogent pour savoir s'ils font mal ou bien, s'ils ont tort ou raison de faire ou d'omettre telle action ? La presque totalité des hommes vit sans but, sans idéal, sans autre désir que celui de s'empiffrer, d'amasser de l'or, d'émerger au dessus de la foule pour la domestiquer.

Et les rares individualités conscientes et réfléchies qui descendent en elles-mêmes pour discerner le motif et le but de leurs actions n'y trouvent le plus souvent que le vide.

Ce vide, nos moralistes ont cherché à le combler et ils n'ont trouvé rien de mieux que.... Je vous le donne en cent, je vous le donne en mille..... la Loi. Oui, comme critérium de la moralité, la Loi dont j'ai montré plus haut les origines, la raison d'être, les tendances !

C'est le législateur qui, se mettant dans la peau du moraliste s'arroge le droit de diriger nos consciences. Il s'est dit : je légifère bien sur ceci et sur cela, pourquoi ne légiférerais-je pas sur la morale ? Je codifie tout ce qui concerne les besoins physiques et intellectuels des citoyens ; pour quel motif ne codifierais-je pas tout ce qui a trait à leurs besoins moraux ? J'ai pleine autorité sur l'être matériel par la propriété ; pleine autorité sur l'être cérébral par le gouvernement, pour quelle raison n'aurais-je pas même autorité sur l'être psychique ? Je réglemente les appétits et les aspirations et pourquoi pas les sentiments et les passions affectives ? J'ai réduit en servitude les ventres et les cerveaux ; ne dois-je pas asservir les cœurs ?

Cette conséquence naturelle des premières codifications était inéluctable et elle a, pour les dirigeants, un double avantage : ils embastillent ainsi l'individu tout entier, des pieds à la tête, en sorte que rien n'en reste qui soit en dehors de leur action dominatrice ; et, modelant sur le code les consciences circonvenues, les bourreaux trouvent dans leur propres victimes des complices de leurs usurpations.

Ce prolongement de la Législation dans l'ordre moral, c'est le respect de la Loi assuré d'une manière moins coûteuse, moins brutale pour tous et peut-être plus certaine pour un grand nombre. C'est comme un *gendarme spirituel* placé auprès de chaque individu pour l'empêcher d'enfreindre la loi tandis que le Pandore temporel est chargé de l'arrêter quand il l'a violée : c'est la sauvegarde *avant* comme *après* de la Loi, c'est-à-dire de la fortune des riches, de l'autorité des gouvernements.

Voler n'est plus seulement un attentat contre les Lois du pays, un acte passible d'une pénalité édictée par le Code ; c'est encore une action vile, honteuse, déshonorante, immorale, coupable. Conspirer contre le pouvoir établi, n'est plus seulement un fait réprimé par les tribunaux ; c'est encore une mauvaise action, flétrie par la conscience publique, répudiée par la saine morale et plaçant son auteur au ban des braves gens, des personnes honnêtes.

Ce n'est pas tout : la Loi nous prescrit de quelle façon il est bien ou mal d'aimer ; elle stipule la forme sous laquelle la calomnie appelée diffamation est punissable, par conséquent coupable, et indique aux langues venimeuses ou aux plumes agressives les moyens d'attaquer sans que « trop parler nuise », la réputation d'un ennemi. Elle invite les citoyens, au nom de l'intérêt général, à dénoncer à qui de droit ceux qui commettent des actions prévues et punies par le Code. Par la voix de ses

magistrats, elle couvre d'éloges publics les délateurs qui viennent témoigner à la barre, convertit ainsi en une nation de mouchards une race originellement chevaleresque, et, par ce moyen, ajoute aux deux gendarmes dont j'ai parlé des millions d'argousins.

L'individu est bien gardé ; par exemple, il n'a ni cœur, ni jugement, ni bon sens ; pour apprécier un acte, il ne consulte ni la raison, ni la justice ; il interroge le code. C'est ce volumineux in-folio qui est sa conscience.

Il trouve moral qu'un agioteur gagne cinquante millions dans un coup de bourse qui ruine mille familles ; mais il s'indigne contre le « sans argent » qui vole 250 grammes de pain à un boulanger ; il se pâme devant un industriel qui amasse une fortune rapide en faisant travailler mille ouvriers douze heures par jour pour deux francs soixante centimes, mais il fulmine solennellement contre ceux-ci s'ils menacent de faire grève pour obtenir une légère augmentation de salaire ; il applaudit le ministre à poigne qui rétablit « l'ordre » en faisant mitrailler dix mille personnes : mais il ne décolère pas de quarante-huit heures si son journal lui apprend qu'on a tenté de se venger d'un bandit couronné ou d'un exploiteur. Il sourit complaisamment aux fredaines du jeune bourgeois qui a séduit une gentille ouvrière ; mais il est plein d'un vertueux mépris pour cette « fille perdue ».

Ce type extrêmement fréquent ne sent rien, ne veut rien, ne pense rien, ne comprend rien, ne sait rien, ne désire rien, n'aspire à rien ; il ne connaît qu'une chose : la Loi. Ce que celle-ci défend est mal ; ce qu'elle ne défend pas est bien ; ce qu'elle ordonne est sublime. Je vous le dis : cet être n'est plus un homme ; c'est un code ambulante, dormant, parlant, buvant, mangeant, urinant.

D — MÉTHODE DE MORALISATION SOCIALE.

On se demande comment un individu peut en arriver à ce degré d'abdication, par suite de quelle gymnastique particulière, il en vient à se désarticuler si complètement qu'il ne conserve plus aucune forme humaine ; par quelle série graduée d'entraînements successifs, il lui est possible de ne plus raisonner avec son jugement, de ne plus sentir avec ses nerfs, de ne plus sympathiser avec son cœur.

C'est ce que je vais essayer d'analyser.

On s'explique sans trop d'efforts que, tout en proclamant la parfaite légitimité de l'amour de soi et de la recherche du plaisir en conformité avec la nature humaine, les dirigeants, dans leur manie de réglementation outrancière et, par une de ces perfidies dont ils ont le secret et qui rappellent leurs procédés politiques et économiques, se soient appliqués à contrecarrer, contrarier, restreindre cet amour de soi et du bien être qui aurait eu pour effet de pousser les déshérités à l'assaut du capital et les citoyens à l'abolition ou à la conquête du pouvoir ; mais on se rend compte aussi de l'impuissance de la Loi seule en face d'une aussi formidable tâche.

On sait l'inutilité de la répression et le Législateur moraliste lui-même n'a qu'une confiance fort relative dans l'efficacité des moyens dont il dispose. Il connaît la vigueur formidable des passions et des aspirations ; mais il n'ignore pas que, par une méthode savamment pratiquée, cette puissance peut être graduellement diminuée, sinon tout à fait terrassée, et il a le secret des ressorts qu'il faut faire jouer pour atténuer progressivement la fréquence et l'énergie des révoltes de la chair et de l'esprit. Il a trouvé et développé habilement dans le milieu social des agents qui lui facilitent merveilleusement la

mission qu'il s'est attribuée : vaincre les suprêmes résistances de la nature, émousser ses appétits, prévenir ses rébellions, brider ses passions, pour faire enfin de l'individu un être dépouillé de toute indépendance, de toute volonté personnelle.

Ces gens sont nombreux ; je n'en citerai que quatre, que je considère comme les plus importants : la religion, la famille, l'éducation, l'opinion publique.

1° LA RELIGION

Ces quelques considérations relatives à l'influence religieuse, familiale, éducative ne constituent pas une étude sur la religion, la famille, l'éducation et l'opinion publique à un point de vue général. Elles ont pour unique objet de montrer comment se concertent ces diverses forces pour agir et peser sur l'être moral, le comprimer, le réduire, le mettre et le garder en servitude, toutes choses qui, ayant pour résultat de le tyranniser sans cesse, l'arrachent au véritable bonheur, lequel consiste, ainsi que nous l'avons vu au cours du chapitre premier, dans la faculté, pour chaque individu, de satisfaire librement tous ses besoins : physiques, intellectuels, *moraux*.

Par son ignorance des phénomènes les plus simples, par sa turbulente curiosité, par son amour du merveilleux, l'enfant rappelle les premiers anneaux de la chaîne ancestrale ; c'est le même étonnement craintif et téméraire devant le spectacle des incessantes transformations de la nature ; c'est le même besoin de savoir, de comprendre, de pénétrer le secret du « quand » du pourquoi, du « comment » ; c'est la même tendance, en face de l'inexpliqué, à faire intervenir un acteur surnaturel.

Aussi cette fleur encore en bouton est-elle admirablement disposée à bien recueillir la rosée des dogmes religieux, On n'a pas manqué de s'apercevoir qu'il est aussi facile de gagner les

intelligences enfantines aux séduisantes illusions de la foi que malaisé de faire la conquête des esprits cultivés, des imaginations positives ; et c'est avec un art infini, que le Christianisme, dans notre pays, a su tirer parti de cette judicieuse observation.

Avec l'intéressante figure de l'enfant Jésus, la confiante soumission du Dieu apprenti, la fière et pauvre assiduité au travail de l'homme-Dieu, l'infatigable apostolat du Christ et de ses apôtres choisis parmi les plus obscurs plébéiens ; avec la surprenante épopée des miracles semés sur sa route : malades rendus à la santé, infirmes devenus valides, morts rappelés à la vie, pêche miraculeuse, multiplication des pains, marche sur l'Océan tempétueux ; avec l'éloquente simplicité de ses paraboles et la saisissante impression de son langage symbolique ; avec les émouvantes péripéties de ce drame empoignant qui se termine sur le Golgotha, après un jugement inique, des tortures sans nom et des humiliations infâmes ; avec la grandiose image du Fils de Dieu, Dieu lui-même, sortant du tombeau, et remontant au Paradis pour s'asseoir à la droite du Père ; avec cette imposante croix reliant la terre au ciel et étendant ses bras comme pour réunir les habitants de la terre entière aux pieds du divin crucifié ; avec ses touchants appels aux humbles et aux petits, ses menaces fulgurantes contre les pharisiens, les puissants et les riches, enfin avec son épouvantable cauchemar d'un enfer éternel réservé aux méchants et sa radieuse vision d'une éternelle et paradisiaque béatitude réservée aux justes, la légende du Nazaréen et la doctrine biblique sont bien faites pour capter les cerveaux débiles, les cœurs ardents, les imaginations poétiques, les volontés molles.

Mais il est nécessaire d'épier les premiers balbutiements du bébé, de prendre sa menotte et de guider ses premiers pas, de saisir les premières lueurs de sa vacillante raison.

« Ferme les yeux, cher bébé, ton ange gardien veillera sur toi. Demain quand tu t'éveilleras, le petit Jésus te sourira. » Ainsi parle la jeune maman qui se rappelle, confusément parfois, les recommandations qui entouraient son propre petit lit et se croit tenue de les transmettre au chérubin qu'elle a mis au monde.

L'enfant grandit et la joie ou les pleurs de Jésus et de l'ange gardien font partie du bagage que les mamans traînent avec elles en même temps que les bonbons ou les fessées et qu'elles promettent et distribuent pour punir ou récompenser.

Puis viennent les prières, le catéchisme, les cérémonies au temple ou à l'église, la première communion — le plus beau jour de la vie, disent les parents chrétiens — et à chacun des grands événements qui marquent l'existence : naissance, mariage ou décès, l'Église intervient pour baptiser, unir ou enterrer. Ainsi, la première chose que l'enfant apprend à réciter, c'est une prière ; trop jeunes pour comprendre et savoir, le garçonnet et la fillette s'habituent à la fonction quasi-mécanique de croire ; leur petit être se sature progressivement de religiosité ; chaque développement intellectuel et physique, correspond à une pénétration plus profonde de la foi ; à chaque pas décisif, il entre dans l'Église, et les chants sacrés, la musique imposante des orgues orchestrales, le parfum de l'encens, l'allure majestueuse des voûtes ogivales, l'éblouissement de l'autel où brûlent des cierges à profusion, l'ombre discrète que combat faiblement la lumière du jour filtrant à travers d'artistiques vitraux ; ces cérémonies qui, à chaque époque saillante de sa vie et de l'existence de ceux qui l'entourent, impressionnent son cœur ému, son esprit trouble et le ramènent aux pieds du Créateur des mondes, finissent par envelopper ses idées et ses sentiments d'un voile mystique qu'il lui sera, par la suite, quelque effort qu'il fasse, bien difficile de déchirer.

Il emporte et garde dans sa pensée le souvenir de suaves musiques, de célestes parfums, de têtes courbées sous le doigt bénissant du ministre de Dieu, de foules agenouillées et abîmées dans la supplique au Très-Haut, d'émotions vagues, indéfinissables et pourtant profondément troublantes, de visions radieuses et inoubliables.

Le plus souvent ces primes sensations creusent des traces si profondes qu'elles ne s'effacent jamais complètement et si la bouillante impétuosité de la jeunesse et la puissance fouguese des passions de la virilité semblent parfois dissiper ces vestiges, ils reparaissent presque toujours avec la maturité ; ces impressions sont comme ces sillons tracés dans un champ, qui disparaissent sous les eaux d'une pluie torrentielle et qui, l'orage passé, semblent creusés plus fortement encore.

Le croyant se sent bien petit sous l'œil du Tout-Puissant qui dirige les astres dans leur course, gouverne les éléments et dispose à son gré de la santé ou de la mort. Comme la vie lui semble peu de chose ! à peine un rapide passage, moins qu'une seconde, et c'est de cette seconde que dépend une éternité de souffrances ou de félicités ineffables ! Que servirait de réfléchir, de chercher, de savoir, de lutter, de combattre, de se révolter ? Cela est-il indispensable au saut de son âme ? À quoi lui serait-il bon de gagner l'univers s'il venait à perdre celle-ci ? L'amour, l'amitié, le plaisir, la jouissance, le monde n'est rien ; une seule chose importe gagner le ciel en plaisant à Dieu, conformer sa vie à la morale évangélique.

Or, celle-ci, qu'enseigne-t-elle à l'homme ? L'invite-t-elle à profiter pour éclaircir les problèmes de la vie, des merveilleuses facultés que le Créateur lui départit ? L'exhorte-t-elle à donner libre cours aux nobles et généreuses aspirations que Dieu jeta en lui ? L'incite-t-elle à laisser librement s'épanouir cette

magnifique fleur de passion que l'Être suprême sema en abondance dans le parterre de son cœur ?

Loin de là ; elle ne cesse de lui répéter ces désolantes paroles : « Fais à tes passions une guerre implacable ; interdis à ta pensée de sonder les problèmes du commencement et de fin des choses. Dieu seul peut et doit être *l'alpha et l'oméga*. Foule aux pieds toutes aspirations qui ne seraient pas vers ton Dieu et pourraient t'éloigner de lui. Cette dépouille périssable qui enveloppe ton âme immortelle est ta perpétuelle ennemie, soumets ton corps aux jeûnes, aux mortifications ; sois sans pitié pour ta chair ! »

Compression, abstinence, macération, toute la morale évangélique est là. La vie doit être pour le chrétien un renoncement constant, un sacrifice de toutes les minutes. Les sentiments les plus naturels lui sont imputés à fautes ; les aspirations les plus légitimes doivent être refoulées ; les besoins les plus irrésistibles comprimés et le mérite consiste à mâter les passions les plus saines, les plus fécondes.

Au nom d'un Dieu bon et miséricordieux qui, conséquemment devrait se réjouir du bonheur de ses créatures et s'affliger de leurs infortunes, on condamne des millions d'individus à un martyre qui ne prend fin qu'avec la vie.

Alors que tout murmure à son oreille charmée des paroles d'amour, la jeune fille s'accuse des rêves qui se glissent dans sa poitrine gonflée de tendresse ; elle rougit, comme d'une faute grave, de l'émoi qu'elle a fait naître ou qu'elle a ressenti ¹²⁰ ; l'adolescent qui se fait homme regarde comme contraire à la

120 « Le christianisme a trop confondu la chasteté avec la pureté. La vraie pureté est celle de l'amour..... Un eunuque ou un séminariste peut n'avoir rien de chaste ; le sourire d'une fiancée à son amant peut être infiniment plus virginal que celui d'une nonne. » Marc Guyau, *L'Irréligion de l'avenir*, page 256.

pureté les révoltes involontaires de la virilité qui s'éveille. Des milliers d'hommes jeunes, ardents, dont le sang charrie le désir, prennent des engagements qui les lient jusqu'au tombeau, tandis que des vierges, devenant les chastes épouses du Seigneur, jurent solennellement de laisser pour toujours sommeiller dans leurs flancs la fécondité dont la nature a gratifié la femme pour les moissons maternelles.

Et les uns et les autres, revêtus d'un costume qui témoigne des engagements contractés, arrachent de leur cœur les sentiments qui les riveraient à la terre, couvrent leur corps du cilice, meurtrissent leurs reins sous les lanières de la discipline et imposent à leur estomac des jeûnes fréquents et prolongés ¹²¹.

Mais ce n'est point assez que le cœur du chrétien s'interdise toute affection purement terrestre ; il ne suffit pas que la chair soit domptée, il faut aussi, il faut surtout que son cerveau soit complètement soumis ; il faut que son intellect se garde de contrôler, de discuter, d'examiner, de comparer. Il faut que sa pensée s'entoure de murailles hautes et épaisses qu'elle ne franchisse pas ; il faut que son œil se voile devant tout ce qui n'est pas le ciel, que son oreille se ferme à toutes les voix qui n'émanent pas de Dieu ; il faut que prospérités et infortunes soient acceptées comme venant de la Providence dans un même sentiment de reconnaissance, bénédictions et épreuves étant le témoignage de la sollicitude paternelle de la Divinité ; il faut enfin que l'injustice humaine trouve toujours un résigné et un soumis, puisque toutes choses viennent d'en haut et que nul ne peut connaître les mystérieux desseins de Dieu sur ses humbles créatures.

¹²¹ En France, cent trente mille personnes (130.000) des deux sexes sont astreintes au célibat par la vie religieuse. Dr Lagneau, *Remarques démographiques sur le célibat en France*.

2° LA FAMILLE

L'individu a soif d'affection ; l'isolement lui est contraire. L'être en apparence le plus froid aussi bien que l'égoïste qui semble être indifférent à tout ce qui n'est pas soi, éprouvent le besoin de s'attacher, d'aimer. Au milieu des plus denses agglomérations humaines, chacun, par suite de l'antagonisme des intérêts en jeu, se sent comme plongé dans une pénible solitude et irrésistiblement enclin à se grouper. À cette poussée née sans doute d'une tendance naturelle à la sociabilité et constamment développée à travers les générations, vient se joindre cette instinctive nécessité de rapprochement sexuel qui assure la reproduction de l'espèce.

Je ne crois pas me tromper en attribuant à ces deux circonstances la formation des premiers groupes familiaux.

Ceux-ci, organisation minuscule au sein de l'organisation générale, ont passé par toutes les phases traversées par cette dernière, et la famille, de nos jours, reproduit en infiniment petit la société toute entière. Le philosophe y retrouve tous les traits distinctifs de celle-ci ; il y voit comme la photographie en miniature du milieu social et des institutions qui en dérivent. C'est le même « faux individualisme » s'étendant à la petite association d'intérêts que forment le père, la mère et les enfants ; c'est la même âpreté au gain ; c'est le même souci d'enfermer dans les frontières du « moi familial », devenue une sorte de petite patrie, les affections, les élans de générosité et les efforts de tous les membres du groupe ; c'est l'idée de Gouvernement-Providence s'incarnant dans la personne du chef de famille et lui conférant des droits presque illimités ; c'est le contrat de mariage reflétant le contrat social tout entier et stipulant les devoirs, les droits, les intérêts des conjoints et de leurs héritiers ; c'est cet « esprit de famille » étroit et mesquin, sorte de solidarité microscopique pleine d'indulgence

pour ceux qui sont de la combinaison et de férocité pour tous les autres ¹²² ; solidarité exigüe qui rappelle l'esprit de corps ou le patriotisme de clocher ; ce sont, au sein même de la famille, les jalousies, les rivalités, les haines, les drames qui déshonorent et ensanglantent l'histoire humaine, tant il est vrai que mêmes causes produisent toujours mêmes effets et que même organisation enfante mêmes résultats.

Dans la pensée du plus grand nombre, la famille est comme une sorte d'arche de Noé sur laquelle la blanche colombe de nos tendresses et de nos félicités trouve à reposer son aile immaculée ; et lorsque j'avance que notre institution familiale bien loin d'être cette arche protectrice destinée à recevoir tout ce qui échappe à l'engloutissement universel, contribue au contraire à précipiter le naufrage définitif de toutes nos joies, je n'ignore pas qu'on va m'accuser d'être un détracteur systématique.

Il n'en est rien pourtant. La famille placée d'un commun accord au-dessus des controverses des partis politiques et des sectes religieuses, apparaît à la foule comme une chose sainte que le respect doit soustraire à l'examen, à la critique ; aussi n'est-elle guère discutée ; mais, pour peu que le lecteur veuille bien s'arracher quelques instants à cette sorte de fascination inconsciente, pour peu qu'il consente à fermer momentanément son cœur à la suggestion d'une sentimentalité irréfléchie ; pour peu qu'il fasse abdication de tous ses préjugés en l'espèce — et j'espère qu'il sera capable d'un tel effort — j'aime à penser qu'il verra comme moi dans ce rouage social qui ne nous quitte pas une minute du berceau à la tombe, la cause de bien des maux, de beaucoup de souffrances. Car la famille n'est pas la réunion volontaire et toujours transitoire d'êtres que la sympathie aurait

¹²² Je connais des mères qui consentiraient à devoir le salut de leur propre enfant à la mort de tous les autres et n'éprouveraient, dans l'exclusivisme de leur amour maternel, qu'une insignifiante pitié pour les autres mères en deuil.

groupés et dont les cœurs se seraient spontanément choisis ; elle est une obligatoire et perpétuelle association issue des hasards aveugles de la naissance et des combinaisons de l'intérêt.

Dans nos civilisations *monogamiques*, la famille est constituée par un homme, une femme et les enfants nés de leur union. À notre époque, elle a pour préface ¹²³ indispensable le mariage.

Celui-ci est-il la conséquence d'attirances réciproques ayant jeté deux êtres dans les bras l'un de l'autre ? Est-il la suite d'un mouvement spontané né de la mystérieuse loi d'attraction des sexes entre eux ? attirance et mouvement qui, puisant dans la possession des éléments nouveaux de désir et de passion, ont amené d'abord une série de rapprochements, ensuite une union stable, permanente, librement consentie ?

Chacun sait que le mariage n'est, dans la plupart des cas, qu'une association d'intérêts dans laquelle l'amour n'entre pas même pour la plus petite part. Souvent le mariage est projeté, parfois aussi décidé en principe avant que les futurs époux, complètement étrangers l'un à l'autre, se soient une seule fois rencontrés. On n'a pas consulté les intéressés, mais la situation de fortune, les conventions sociales et les préjugés mondains étant d'accord, il sera toujours temps de demander, d'obtenir

123 Je ne fais mention ici que des familles constituées en conformité avec la loi, non seulement parce que celles-ci sont beaucoup plus nombreuses que les irrégulières, mais encore parce que dans une étude sociologique, je ne puis envisager une institution que sous la forme qu'elle revêt socialement et légalement. Toutefois, je tiens à faire observer que, à mon sens, les mêmes inconvénients résultent des unions illégales, des ménages irréguliers. Ces unions ne sont en définitive que de véritables mariages auxquels fait défaut la sanction civile et religieuse ; car la cohabitation, la communauté des intérêts, les habitudes ancrées et surtout la naissance des enfants par les responsabilités et les devoirs qu'elle impose au père et à la mère, créent à la longue, entre ceux-ci, des liens moraux tout aussi forts que les chaînes forgées par la Loi ou l'Église.

et, au besoin, de violenter peu ou prou, le consentement des futurs conjoints.

Le viveur qui a laissé aux buissons de la route la toison de ses tendresses, le noceur blasé, vidé, vieillard avant l'âge, se marie pour faire une fin, pour se ranger, se poser dans le monde et, qui sait ? peut être aussi dans le croustillant espoir de retrouver quelque tressaillement endormi, quelque chatouillement voluptueux auprès des abandons naïfs, des curiosités troublantes et des pâmoison charmées d'une vierge de dix-sept ans qu'il initiera à la délirante vibration des sens.

Mille et mille autres prennent femme jeune ou vieille, laide ou belle, intelligente ou bête, pure ou tarée, pour, avec la dot de celle-ci, acheter une étude, une charge ou une pharmacie, devenir industriels ou commerçants, exercer la médecine ou l'éloquence.

La jeune fille tenue jalousement à l'écart de tout ce qui pourrait l'instruire des exigences que comporte l'intimité conjugale, ne voit, le plus souvent, dans le mariage qu'un moyen de tremper ses lèvres gourmandes à la coupe amoureuse, et dans le mari qu'un adorateur perpétuellement aux petits soins, un sujet dont elle sera la souveraine et dont l'unique occupation consistera à subir ses caprices et à prévenir ses désirs.

Si elle est pauvre, mais intelligente, jolie et distinguée, on lui donnera à entendre que tous ces avantages valent bien une dot et que, n'en ayant pas, elle doit se garder d'accorder tant de charmes..... et le reste à un de ces jeunes gens beaux, intelligents et distingués, mais pauvres comme elle, vers lesquels la portent ses aspirations ; que le mariage, étant l'action la plus importante de la vie, ne comporte ni passion, ni emballement, et on le lui fera peu à peu envisager comme un

contrat parcheminé dont les articles sont tout et le signataire rien ou à peu près.

Dans les mariages ouvriers, le notaire joue un moins grand rôle, parce que l'apport des deux époux est le plus souvent nul ; mais le mobile de l'union est, au fond, identique ; l'ouvrier qui a un bon métier et l'ouvrière qui gagne une bonne journée sont à peu près les seuls auxquels il soit possible de faire un *bon* choix ; les autres s'accouplent tant bien que mal. On pourrait renforcer cette vérité en disant que, même quand il s'agit de mariages d'inclination, il n'est pas une jeune fille qui consentirait à épouser si elle n'avait au préalable l'assurance que son futur mari subviendra à ses besoins.

Ainsi, neuf fois sur dix, le mariage, n'est, à proprement parler, qu'une forme spéciale et respectée de la prostitution ¹²⁴, puisque, au lieu de se donner sans condition, sans calcul, sans arrière pensée, suivant l'impulsion naturelle des affinités instinctives, chacun des deux conjoints compare ce qu'il vend à ce qu'il achète, et ne consent à donner qu'à la condition de recevoir.

* * *

Il est vrai que fût-il la simple légalisation d'une idylle commencée et poursuivie en vertu du seul amour, le mariage n'aurait pas de moins néfastes conséquences.

Qu'il soit de convenance ou d'inclination, il est suivi, un

¹²⁴ «Toute alliance entre homme et femme en vue d'une situation matérielle ou d'autres avantages est de la prostitution ; peu importe que cette alliance soit conclue avec le concours d'un employé de l'état civil, d'un prêtre ou seulement, d'une ouvreuse de loges au théâtre.»

Max NORDAU

«*Les mensonges conventionnels*». «Se marier pour une dot, dit Michelet, c'est se diminuer».

peu plus tôt, un peu plus tard, de désillusions pleines d'amertumes, de regrets cuisants : les mariages de raison constituent une véritable *folie* jointe à une criante immoralité, et les mariages d'amour eux-mêmes ne sont ni moins fous ni moins coupables parce que ceux-ci comme ceux-là consacrent des engagements insensés, en absolue contradiction avec notre nature mobile, inconstante, capricieuse.

On ne peut pas plus répondre de son cœur que de sa santé. Notre « moi » se transforme sans cesse, nous ne sommes jamais identiques à nous mêmes ; chaque année, chaque jour chaque minute apporte à notre individualité d'imperceptibles mais très réelles modifications et il ne serait pas déraisonnable de garantir solennellement la fixité de nos sentiments qui ne sont, après tout, que des manifestations spéciales de cette individualité changeante ¹²⁵ ?

Il n'est peut-être pas, au contraire, un sentiment plus versatile que l'amour et s'il est vrai que celui-ci nous domine pendant de longues années, il est non moins exact que son objet varie fréquemment.

La nature, essentiellement électrique, ne saurait se plier aux rigides exigences d'un contrat de longue haleine ; la nouveauté, toujours attrayante, nous séduit par ses inconnus chargés de grisantes promesses. On aime toute sa vie, les tempes grisonnent, les cheveux s'éclaircissent, le visage se sillonne de rides, et le cœur reste jeune ; je n'en disconviens pas ; mais on n'aime pas à trente ans avec la poésie et les enthousiastes lyrismes de la vingtième année ; on n'aime pas à cinquante ans avec la fougue passionnée des trente-cinq ans. La

¹²⁵ Voici comment Lamartine définit le cœur humain : «un instrument qui n'a ni le même nombre, ni la même qualité de cordes dans toutes les poitrines et où l'on peut découvrir éternellement de nouvelles notes pour les ajouter à la gamme infinie des sentiments et des cantiques de la création».

divine fleur de l'amour parfume tout notre existence, sans doute ; mais ce ne sont pas les rayons des mêmes prunelles qui la tiennent épanouie et il est extrêmement rare que ce soient les doigts chéris de la même enchantresse qui la cueille à chaque renouveau.

Rien ne tue plus sûrement l'amour que le mariage ; la certitude de la possession d'une part, et l'obligation de la vie commune d'autre part, ont vite fait de l'empoisonner.

Le désir ne s'alimente que de variété et la passion ne vit que de désir. Or le mariage est pour celui-ci une sorte de condamnation à mort ; il *prosaïse* et *monotonise* tout. Les palpitations de cœur des premières entrevues sont remplacées : pour la ménagère, par la peur de laisser brûler son rôti ; pour le mari, par la crainte d'arriver en retard et l'ennui de laisser des amis au café..... ou ailleurs.

Entre époux, les conversations roulent sans charme sur les domestiques, les affaires, le loyer, les enfants, les achats à faire, les comptes à payer, les mesures à prendre. La femme, comme si elle n'avait plus besoin de plaire, se néglige et perd, dans son intérieur, ce piment de coquetterie raisonnée qui sied si bien aux charmes féminins ; le mari n'ayant plus à cacher ses soucis ne dissimule pas sa mauvaise humeur et, de fiancé galant et attentionné, devient époux bourru ; et si, le soir, Monsieur se souvient parfois encore des serments d'amour qui, naguère jaillissaient pressés, tendres, ardents, de ses lèvres avides de baisers, il récite sans ferveur cette prière à laquelle Madame s'unit, en femme qui a le devoir de se prêter à ce qui peut être exigé d'elle. L'indifférence d'abord, la satiété ensuite, le dégoût enfin se glisse dans les mêmes propos, baisers, caresses, enlacements, aux mêmes heures et dans le même décor.

Les « fonctionnaires » du mariage s'en aperçoivent ;

chacun d'eux sentant qu'il n'aime plus commence à penser qu'il pourrait bien aussi être moins aimé. Les défiances naissent, la jalousie se met de la partie, incriminant les moindres retards, les sorties les plus courtes, les plus insignifiantes démarches, les paroles les plus anodines, les plaisanteries les plus innocentes, les plus naturelles relations ; car le mari n'a pas seulement juré d'aimer la même femme, il s'est interdit le droit de désirer les autres que son mariage a plongées dans une sorte de veuvage, puisqu'il est comme mort pour elles ; la femme n'a pas seulement promis d'appartenir toujours au même homme, elle a pris aussi l'engagement de se refuser à tous les autres pour lesquels ses charmes doivent ne pas exister. La vie commune devient un perpétuel mensonge, une hypocrisie, sans fin ; il faut rivaliser d'astuce et de fourberie pour se tromper mutuellement ; rire quand le cœur est angoissé, paraître triste quand l'espoir d'un prochain rendez-vous fait retentir à l'oreille de joyeuses fanfares ; et, devant le monde, jouer la froideur pour l'être aimé et stimuler la tendresse, pour l'indifférent.

Les malheureux alors sentent toute la lourdeur des chaînes qu'ils se sont données ¹²⁶ ; ils comprennent que la vie heureuse est finie pour eux, que le salut serait dans la séparation ; mais mille liens les rivent l'un à l'autre : l'intérêt, les parents, la considération, les enfants. Les enfants surtout !

* * *

Et pourtant, ces derniers souffrent aussi de la famille. À l'âge de toutes les turbulences, des folles étourderies, des caprices et des enfantillages, ils sont obligés de se soumettre à une sorte de discipline qui varie avec la tradition de famille, et le caractère des parents, la situation de fortune et mille autres

126 «Si la monogamie place une personne dans le servage d'une autre, elle est la plus monstrueuse iniquité.» — Jules Thomas, — Professeur de philosophie. — *Principes de philosophie morale.*

circonstances, mais qui n'en occasionne pas moins dans ce petit monde de grosses déceptions, de grands chagrins.

À douze ans, l'enfant est mis au collège ou en apprentissage suivant qu'il est né riche ou pauvre. Placé ici ou là, sans que, du reste il soit tenu compte de ses goûts, de ses aptitudes, parfois même de ses forces, il faut qu'il se soumette encore à un règlement d'école ou d'atelier ; il faut qu'il prenne des habitudes de régularité et de soumission qui meurtrissent ses instincts invincibles de liberté ; il faut que pendant de longues heures, il reste immobile devant un livre, un bureau ou une machine, lui dont les membres sont assoiffés de locomotion.

N'ayant rien, ne pouvant rien avoir à lui, ne disposant pas même de ses propres facultés autrement qu'il plaît à ceux dont il est dépendant, jeté dans la société sans aucune ressources que celles qu'il puise dans sa famille, l'adolescent est à la merci de ses parents auxquels il doit, avec le plus profond respect, la plus aveugle obéissance.

Ce système d'autorité qui le place dans une dépendance absolue produit nombre de résultats désastreux. Je n'en citerai que deux : le premier, c'est que l'adolescent s'accoutumant à suivre, sans examen, la voie qu'on lui trace, à faire, sans discussion ni explication, tout ce qu'on lui ordonne, à exercer ses aptitudes dans le sens qu'on lui indique, à développer ses facultés de la manière qu'on lui enjoint, perd toute initiative en même temps que toute volonté. Il ne sait ni penser ni vouloir ; il n'en a nul besoin, sa famille pensant et voulant pour lui. Quand il devra se guider, lui-même, prendre une résolution et l'exécuter, il en sera tout-à-fait incapable ; son point d'appui venant à lui manquer, il sera le jouet du premier intrigant venu et restera pour toujours dans l'impossibilité de se conduire sainement.

Le second résultat de ce système d'éducation familiale c'est de jeter fatalement l'enfant sur la pente de l'hypocrisie. Voici comment : obligé souvent de faire ce qui lui déplaît et de renoncer à ce qui lui convient, l'enfant consacre une partie de ses facultés imaginatives à trouver le moyen de tourner la difficulté et dépense le meilleur de son énergie à vaincre celle-ci ; son esprit trotte pour dépister la surveillance paternelle ou maternelle ; son cerveau s'ingénie à soustraire ses intentions et ses actes à l'attention de ses parents. Il y réussit toujours plus ou moins, car on ne castre jamais complètement la nature ; mais comme il ne peut penser ni agir au grand jour, il est tenu de se cacher et prend insensiblement la répugnante habitude du mensonge, de la fourberie ; se sentant contraint de mentir et « d'hypocrisier » il ne trouve dans sa conscience aucun reproche, aucune révolte et finit par regarder comme tout ce qu'il y a de plus naturel, parce que nécessaire, la dissimulation.

Un jour l'adolescence fait place à la jeunesse. Voici l'âge des floraisons amoureuses. Les parents ne s'habituent pas à voir grandir leurs enfants ; ou plutôt cette croissance physique, ce développement moral s'opérant sous leurs yeux, ils ne s'en aperçoivent pour ainsi dire pas. Pour eux, la jeune fille de dix-huit ans joue encore à la poupée et ils sont presque surpris de ne plus la voir avec ses robes courtes ; le jeune homme de vingt ans est toujours le gamin tapageur, étourdi, turbulent et candide qui jouait « aux barres » et dont il ne faut pas perdre de vue les imprudences.

Pourtant, l'oiseau est impatient d'essayer ses ailes ; il lui tarde de les déployer dans ces immenses espaces qui s'ouvrent devant lui et que son avide curiosité aspire à parcourir. Il commence à trouver bien étroite la cage familiale ; il se blesse aux barreaux qui le retiennent captif, maudit sa détention et, n'étaient le respect et l'affection que lui inspirent les geôliers, il

les maudirait aussi.

Tout semble à la jeunesse préférable à la tutelle familiale, parce que tout lui apparaît sous les prestigieuses couleurs de la délivrance. Elle se sent mal à l'aise dans ce cadre exigü dont les contours bien dessinés semblent dire à sa soif d'inconnu, de nouveauté et d'indépendance : « tu n'iras pas plus loin. »

Se marier, fonder une nouvelle famille, cette seule pensée la grise, beaucoup moins par les voluptés qu'elle en attend que par l'énumération des contraintes auxquelles, par ce moyen, elle compte se soustraire. Et ce n'est pas une des considérations qui pèsent le moins sur la légèreté avec laquelle, jeunes gens et jeunes filles se marient, sans bien se connaître, souvent sans s'aimer. Il faut du reste consulter les parents, obtenir leur consentement, et si nous ne trouvons pas scandaleusement abusive l'intrusion de ceux-ci dans un acte aussi important et pour l'accomplissement duquel les convenances des intéressés devraient seules être décisives, c'est que, habitués depuis des siècles à un tel spectacle, nous côtoyons cette iniquité — comme tant d'autres du même genre — sans nous en apercevoir !

* * *

L'individu ne franchit une prison que pour entrer dans une autre ; il ne secoue le joug *parental* que pour prendre le conjugal et recommencer ainsi une nouvelle odyssée de servitude. Il ne quitte un cercle familial que pour en fonder un autre qui l'assujettira tout autant que le premier, bien qu'en sens inverse.

Fils, époux et père ; fille, épouse et mère, les étapes se succèdent, les rôles changent, mais le résultat est le même : une subition permanente de devoirs, de responsabilités, de charges, de sujétions.

Je ne fais ici le procès ni des parents, ni des enfants, ni des époux : il s'en rencontre, je le sais, qui ne trouvent dans la famille que joies, consolations et tendresses ; mais ce bonheur ne provient ni des liens du sang, ni de l'organisation familiale elle-même ; il est le produit de circonstances et de rencontres exclusivement attribuables aux individus eux-mêmes et qui existent non pas grâce à la famille, mais malgré celle-ci. C'est, du reste, un fait exceptionnel ; la vérité est que l'immense majorité des humains souffre de cette institution ; la vérité est que celle-ci opprime l'être à tous les âges de son existence, depuis les premiers pas de l'enfance jusqu'à l'ultime chute, sans lui laisser un instant de répit, qu'elle tue en lui la force de l'initiative, brise la spontanéité et exige une sorte de continuel renoncement ; la vérité est enfin que si l'on veut, en toute impartialité, regarder derrière le voile poétique dont les moralistes et les sentimentaux couvrent la famille, on y aperçoit des êtres veules, égoïstes, cupides, hypocrites, asservis et malheureux.

3° L'ÉDUCATION

On est assez généralement porté à établir entre l'éducation et l'instruction une distinction marquée. À la première, dit-on, le soin de former les sentiments, les manières et les mœurs ; à la seconde, celui de former les idées ; l'une aurait pour champ spécial d'expérimentation le cœur, l'autre le cerveau.

Cette distinction, en fait, n'existe pas ; non seulement, parce que la conscience ne s'abstrait pas de l'intellect chez le même individu ; mais encore et surtout parce que si, comme le dit Moleschott : « il n'y a rien dans notre entendement qui n'y soit entré par la porte des sens ¹²⁷ », il n'y a rien non plus dans

¹²⁷ *Nihil est in intellectu quod non fuerit in sensu.*

notre cœur qui n'y soit entré par la porte de notre entendement. Les sentiments ne sont en effet que la conscience réfléchie et le reflet habituel des idées qui peuplent notre intelligence.

C'est pourquoi j'ai cru préférable de ne pas me conformer à cette distinction et j'ai compris dans le seul terme « éducation », aussi bien ce qui a rapport à l'instruction que ce qui touche à l'éducation proprement dite ¹²⁸.

Ainsi comprise, l'éducation doit se proposer : d'une part de combattre le développement des tendances nuisibles à l'individu et à l'espèce, d'autre part de favoriser celui des tendances contraires. Tout autre système, ne saurait, au point de vue social, trouver la moindre justification.

Ainsi : étudier attentivement la nature humaine, épier les aptitudes de l'enfant, examiner le parti qu'il est capable d'en tirer, atténuer ingénieusement l'effort et la fréquence des mauvaises poussées auxquelles il peut être enclin, arracher de sa petite cervelle les idées fausses pour y introduire des conceptions saines ; extirper de son jeune cœur les sentiments mauvais pour y jeter à profusion la semence des bons ; fortifier par une méthode large et souple la rectitude de son jugement et la droiture de sa conscience : tel doit être à mon avis, tout l'objectif — et le seul — de l'éducation.

Or, qui oserait prétendre que notre méthode éducative s'inspire de cette manière de voir et surtout s'y conforme ¹²⁹ ?

128 Le lecteur trouvera dans mon «*Bonheur universel*» un plan d'éducation et d'instruction contenant mes vues sur ce point fort important. Encore une fois, je n'envisage ici que les vices de l'éducation moderne et les conséquences qui en découlent.

129 « Donner des préjugés aux enfants, c'est, n'est-ce pas, toute l'éducation ? Les préjugés qu'on impose à nos enfants dans nos écoles et ailleurs contredisent leur façon de sentir. De là leur malaise ». *L'ennemi des lois*, pages 5 et 6. Maurice BARRÈS.

Tient-on un compte suffisant de la délicatesse ou de la vigueur physique de l'enfant ? de sa nature, de son tempérament, de son caractère ? S'applique-t-on à provoquer la libre manifestation de ses tendances particulières ? Recherche-t-on les moyens de découvrir d'abord, de favoriser ensuite ses aptitudes ? Veille-t-on à ce que son cerveau ne donne pas asile aux préjugés qui l'assiègent ; prend-on garde que ne se glissent dans sa conscience les pires sentiments d'égoïsme, de domination, de cupidité, de jalousie, de haine ?

Cette attentive culture de la jeunesse qui doterait l'humanité de fleurs parfumées, de fruits savoureux, paraît ignorée de nos horticulteurs officiels. Elle semble tout au moins ne les préoccuper que médiocrement. L'important de nos jours, ce n'est pas d'accoutumer l'enfance à la franchise, de lui faire aimer la vérité, de développer ses dispositions à la dignité, de l'habituer à se regarder comme une unité égale à chacune de celles qui forment le grand Tout humain ; de la pousser, à élargir sans cesse le cercle de ses sympathies, de favoriser le rayonnement de l'esprit de solidarité ; de lui communiquer les fécondes impulsions vers la bonté universelle, vers l'amour spontané ; d'encourager en elle l'initiative et l'originalité ; de stimuler ses goûts artistiques ou d'exciter ses curiosités intellectuelles.

Non, non ! À quoi serviraient de telles propulsions ? Il ferait beau voir les jeunes gens s'amuser à perdre de vue le souci de leur avenir, et rêver d'harmonie universelle, d'égalité ou d'esthétique ! Les pères de famille n'entendent point de cette oreille ; ils ne veulent pas que leurs enfants deviennent des songe-creux, des utopistes. Ils exigent qu'on en fasse avant tout des hommes *pratiques, sérieux* et aptes à suivre la carrière qu'on leur indiquera. Il importe avant tout et même uniquement de réussir. Le succès confère dignité, vertu,

intelligence, talent ; il tient lieu de tout.

Or le bon vouloir de l'éducateur s'alliât-il aux secrets désirs du jeune homme ne tiendrait pas longtemps devant l'entêtement du père. L'un et l'autre dépendent de ce dernier parce que c'est lui qui paie.

Élever la jeunesse, l'initier aux choses de la vie, lui enseigner les premières notions de la science, est un métier. Celui qui vend de l'instruction est un simple marchand et sa situation exige qu'il ne tienne dans sa boutique que des produits qui plaisent à la clientèle. Celle-ci vient acheter chez lui les moyens de réussir, de faire son chemin ; qu'on les lui débite ou elle se plaindra !

Réussir ! C'est-à-dire intriguer pour obtenir les meilleurs emplois, se prêter à toute combinaison dont on espère tirer parti pour un avancement. *Faire son chemin* ! c'est-à-dire gagner de l'argent, sortir de l'obscurité et s'asseoir sur les gradins élevés de l'amphithéâtre social.

Voilà le but. L'atteindra-t-il, celui dont l'esprit élevé, dédaigneux des flatteries intéressées des uns, des méchancetés calculées des autres, sera habitué à planer dans les sphères sereines de la pure intellectualité ?

L'atteindra-t-il, celui dont la conscience ferme et probe ne saura s'abaisser ni aux avilissants marchandages, ni aux compromissions où s'effondre la dignité ?

L'atteindra-t-il, celui dont le cœur largement ouvert à la pitié, à la générosité, ne saura contenir ni ses mépris, ni ses indignations, ni ses révoltes ?

Pour avoir une réponse, il suffit de jeter un regard sur les

arrivés, les *parvenus*. Ceux-là sont les fruits directs de l'éducation contemporaine. Pour savoir quels principes leur ont été inculqués, quelles habitudes leur ont été communiquées, quels sentiments on leur a inspirés, quelles opinions on leur a fait partager, il n'y a qu'à voir comment ils ont vécu, ce qu'ils ont dit, ce qu'ils ont fait, quels moyens ils ont employés, quel chemin ils ont suivi.

Ce sont là, les exemples qu'on montre aux jeunes gens ! voilà les modèles qu'on les encourage à imiter : des êtres sans conscience ni moralité, prêts à servir toutes les causes, n'ayant en vue que la richesse ou le pouvoir ; disposés à immoler sans hésitation le monde entier à leur orgueil ou à leur bien-être ; ne s'inclinant que devant le succès ; pleins d'insolence pour ceux qu'ils dominent de leurs écus ou de leur situation ; d'une déférence servile pour ceux dont ils ont à craindre ou à espérer quelque chose : cœurs secs, crânes exigus, consciences cyniques et lâches.

* * *

C'est à ces mœurs déplorables, à ces résultats fangeux qu'aboutit la brillante éducation qu'on distribue avec largesse aux privilégiés de la naissance.

Ces enfants nés dans un berceau de dentelles, ces jeunes hommes : futurs négociants, industriels, propriétaires, financiers, médecins, avocats, magistrats, fonctionnaires, officiers, dirigeants, sont destinés à se disputer l'hégémonie de la richesse et du pouvoir ; l'éducation se propose de les armer pour la lutte, elle les rend féroces et despotes ; elle leur arrache tout sentiment de pitié stérile ou dangereuse ; elle leur montre dans leur entourage des épaules à escalader pour mieux dominer ; elle surexcite leur ambition jusqu'au paroxysme ; elle flatte leur vanité et laisse croire à leur révoltante fatuité que le

sang qui coule dans leurs veines est plus noble, plus précieux et plus pur que celui qui circule sous la peau des hommes du peuple.

Il ne faut donc pas s'étonner que ces fruits d'une fausse culture intellectuelle et morale portent la tare de celle-ci. Il serait extraordinaire que des hommes éduqués de cette façon fussent compatissants, généreux, animés du souffle de la solidarité, épris d'égalité sociale ou capables de servir une cause avec désintéressement et conviction.

Ils sont faits pour commander, ils le savent ; on le leur dit, ils le croient ; les maîtres ne sauraient être les pairs des serviteurs, les gouvernants les égaux des gouvernés. Toute tête qui ne plie pas devant leur autorité est celle d'un révolté, d'un mauvais citoyen, d'un malfaiteur, d'un criminel.

La multitude de ceux que la naissance a déshérités est faite pour ployer les genoux devant eux ; les ouvriers sont créés et mis au monde pour travailler toujours et ne posséder jamais ¹³⁰ ; eux, les riches, sont prédestinés à prélever la totalité des rentes, des bénéfices, des revenus, des fermages, et à transmettre à leurs oisifs descendants les droits dont ils auront joui eux-mêmes au cours de leur existence ; et comme cet état de choses est très favorable à leurs intérêts, à leurs plaisirs, à leur orgueil, il est naturel qu'ils y habituent sans effort leur pensée, considèrent et traitent comme un fomenteur de désordre quiconque pense et parle contrairement.

130 Il y a un abîme entre le bourgeois d'une part, le paysan et l'ouvrier de l'autre. Le bourgeois ne sent rien de commun entre lui et le prolétaire. Il est convenu de regarder ce dernier comme une machine qu'on loue, dont on se sert et que l'on paie tout juste pendant le temps qu'on en a besoin. De même, aux yeux d'un grand nombre de prolétaires, le bourgeois est un ennemi dont on n'accepte la supériorité que parce qu'il est le plus fort. Il y a des hommes juxtaposés ; il n'y a pas de sentiment commun si ce 'est peut-être la haine de ce régime auquel l'ouvrier est astreint.»

Voilà ce que dit un bourgeois des plus bourgeois : l'économiste *Michel Chevalier* !

* * *

Mais s'il faut que l'éducation prépare les uns au pouvoir, à la richesse et les cuirasse contre les « coups de cœur ou de tête » qui pourraient compromettre leur prestige ou leur fortune, il est non moins indispensable qu'elle leur facilite la besogne en préparant un troupeau d'esclaves dociles.

Aussi inculque-t-on aux pauvres l'amour du travail, la résignation dans la misère, le respect de la propriété et au peuple l'admiration pour les puissants, le culte des grands hommes, l'obéissance à la loi, la soumission aux représentants de l'autorité.

On farcit les cerveaux de préjugés ; on truffe les consciences de devoirs.

« La propriété est le fruit du travail, de l'intelligence, de l'économie. Un gouvernement est nécessaire pour assurer aux citoyens l'exercice de leurs libertés, faire régner la justice, établir la balance entre les droits de chacun, empêcher les conflits, prévenir et châtier les crimes, protéger les faibles contre les forts, les petits contre les grands, les pauvres contre les riches. La patrie est le patrimoine commun ; la défendre est un devoir sacré, mourir pour elle, une gloire et un bonheur. Le Capital est comme un Dieu qui a droit à une sorte de culte. Voler est une action déshonorante, quelque chose comme un sacrilège. Les riches sont les bienfaiteurs de l'humanité ! S'ils n'avaient la générosité de faire travailler les pauvres diables, comment vivraient ceux-ci ? Du reste, il faut qu'il y ait des pauvres et des riches ; il y en a toujours eu, il y en aura toujours ; etc., etc.... »

Voilà le chapelet qu'on fait réciter aux enfants des classes

laborieuses et que leurs mains finissent par égrener si machinalement, qu'ils en arrivent à ajouter loi à de telles absurdités.

Les affinis qui vivront dans les heureuses sociétés de l'avenir auront quelque peine à croire que de si tristes aberrations aient pu prévaloir ainsi sur des générations vivant au siècle de la vapeur et de l'électricité. Leur étonnement ne se dissipera que s'ils retrouvent dans les bouquins vermoulus de leurs bibliothèques et les œuvres anciennes de leurs musées, la preuve que la littérature, la poésie, le théâtre, le journalisme, la peinture, la sculpture, bref, la pensée humaine sous toutes ses formes était, à la même époque, imprégnée des mêmes préjugés, imbibée des mêmes erreurs.

Ils auront alors la clef du mystère et comprendront, qu'assiégée dès l'enfance par la savante coalition de telles forces, la conscience des foules ait capitulé ; ils s'expliqueront qu'une éducation ainsi faussée, soutenue par la complicité de toutes les ambiances intellectuelles, imaginatives et esthétiques, ait dévoyé les esprits à un point qui, de prime abord, passerait pour invraisemblable. Ils concevront enfin qu'étant donné la scission de la société en deux classes aux intérêts antagoniques : les maîtres et les esclaves, l'éducation ne pouvait aboutir qu'à préparer d'un côté des tyrans sans cœur et sans scrupule, de l'autre des serviteurs soumis et résignés.

* * *

Notre système pédagogique ne vaut pas mieux : il est du reste archi-jugé par les professionnels eux-mêmes de l'enseignement.

Alors que la nature se plaît à donner le spectacle d'une indicible variété dans la conformation cérébrale des êtres

humains, la méthode pédagogique revêt un désespérant caractère d'uniformité. Le programme d'études, dressé pour l'ensemble, ne saurait tenir compte des aptitudes, des tendances, du tempérament de chacun ; c'est une toise sous laquelle tout élève doit passer. Par suite, les plus belles facultés sont laissées souvent en friche, les dispositions les plus heureuses privées de leur développement normal, quand les unes et les autres ne sont pas complètement annihilées.

L'originalité, cette fleur si belle mais si délicate, s'affaisse insensiblement jusqu'à l'intégrale flétrissure ; c'est dans chaque spécialité d'enseignement une moyenne d'une lamentable médiocrité. Nos procédés d'examen et de concours ne contribuent pas peu à ce déplorable résultat. Les programmes sont ainsi dressés — en conformité du reste avec l'ensemble de la méthode pédagogique elle-même, — que dans la presque totalité des branches de nos connaissances littéraires et scientifiques, le sentiment, l'imagination et le raisonnement sont sacrifiés à cette faculté presque mécanique : la mémoire.

Aussi, les meilleurs élèves, les plus *forts*, ceux qui excellent dans leurs classes brillent dans les distributions de prix, et priment dans les examens et les concours, sont-ils invariablement ceux qui, sous le rapport de cette dernière faculté, sont le plus heureusement doués.

Celle-ci, certes, est un don précieux ; et je trouve fort bien qu'on veille à l'exercer, à l'accroître ; mais il est à craindre, qu'en lui consacrant trop de soins, on ne néglige des facultés au moins aussi indispensables et dont le développement est nécessaire à la santé de l'esprit.

C'est en effet ce qui arrive et je n'étonnerai personne en avançant que la plupart de nos bacheliers et lauréats ne sont que de remarquables perroquets ayant appris à bien réciter,

suivant la méthode universitaire, un certain nombre de classiques « *Jacquot, as-tu déjeuné ?* » ou encore d'ingénieux automates, montés par un habile mécanicien, à l'effet de tracer sur le tableau noir telle figure géométrique ou telle formule mathématique, de traduire tel passage de Tacite ou d'Ésope ; de réciter telle tirade d'« *Athalie* » ou de « *l'art poétique*. »

Sortez ces automates des tours de force qu'on leur a enseignés, ces perroquets des airs qu'on leur a serinés, et ils restent incapables de faire quoi que ce soit par eux-mêmes.

Pour que ces jeunes gens, qui pourtant ont fait leurs études, répondent bien à une question, pour qu'ils résolvent un problème, il faut que question et problème soient posés dans les termes qui leur sont rendus familiers par la mnémotechnie de nos lycées et collèges.

En dehors des chemins qu'ils ont cent fois parcourus, ils ne savent se conduire, et pour peu qu'ils se soient égarés il ne leur est pas possible de retrouver leur voie ; il suffit qu'une même question se présente à eux sous une forme nouvelle pour qu'ils soient tout à fait déroutés.

La mémoire leur montre cette question sous un certain aspect et leur jugement moins exercé n'est pas apte à la leur faire reconnaître, sous un autre travestissement, parce qu'ils n'ont pas été accoutumés à comparer, à réfléchir, à raisonner.

L'histoire, pour nos écoliers, n'est que l'enregistrement brutal d'une foule de faits et de dates sans autre cohésion que l'ordre chronologique ; mais nul ne songe à montrer aux enfants le grandiose et nécessaire enchaînement de ces faits, pas plus que d'en dégager devant eux la philosophie en rattachant à une idée générale la filiation des siècles.

La géographie se borne à l'aride pointage, sur une toile colorée, des mers, des villes, des fleuves, des montagnes ; mais qui songe à faire voyager les jeunes imaginations sur les immensités de l'océan, à promener leur inquiète curiosité à travers les accidents que présente la croûte terrestre ? Qui songe surtout à les entretenir de la fatale corrélation existante entre la configuration topographique d'une région, son climat, ses produits, et les mœurs, les facultés, les tendances de la population qui l'habite ?

La chimie n'est, sauf quelques rarissimes exceptions, qu'une barbare nomenclature, incapable de guider l'adolescent au sein des affinités, des combinaisons, des analyses et des synthèses qui rendraient si attrayante l'étude de cette science fondamentale.

La physique n'est qu'une succession sèche de lois et de formules, inhabile à suggérer aux enfants l'idée de ses merveilleuses applications. L'histoire naturelle, cette étude passionnante de la faune et de la flore, aboutit à une manière de catalogue sec et sans commentaires.

Il n'est pas jusqu'à l'étude des lettres qui, se présentant à l'imagination ardente des jeunes gens sous les traits d'Homère ou d'Euripide, de Virgile ou de Cicéron, de Bossuet ou de Boileau, ne soit une âpre déception pour les jeunes amants de la poésie, de l'éloquence ou de la littérature.

Dans les lycées universitaires, pas plus que dans les collèges libres, rien, non, rien, n'est fait pour communiquer aux premiers éléments de l'art et de la science, cette attractive saveur qui leur manque, rien pour donner libre essor au désir de savoir qui ronge fréquemment les intelligences naissantes ; rien pour favoriser l'expansion des indiscretions naturelles qui sont, le plus souvent, la marque des imaginations en travail ;

rien enfin qui provoque ou développe les goûts studieux.

Sous l'œil du professeur austère et rigide les interminables colonnes d'élèves suivent sans entrain, sans plaisir, la longue voie qui mène au terme du voyage : le concours, l'examen, les grades. Toute fugue à travers les sentiers voisins, si attirants, si fleuris, si pittoresques, est une perte de temps qui compromet le succès en mettant en retard. Et les enfants, se traînent péniblement sur cette route, suant, surmenés, fourbus, s'efforçant néanmoins de cacher l'endolorissement de tout leur petit être et de ne pas rester en chemin dans la crainte des pensums, des piquets, des retenues et des mauvaises notes.

Incapable d'inspirer à l'écolier l'amour de l'étude en rendant celle-ci attrayante, l'éducateur maladroit se voit dans la nécessité de sévir contre le dégoût qui conduit fatalement à la paresse ; tel le législateur commençant par rendre le bien impraticable et s'armant de prison et de bagne, dans l'impossible espoir d'empêcher le mal.

Enfin, sous couleur d'émulation, on sème comme à plaisir les rivalités, les compétitions ; les cœurs s'habituent au spectacle des inégalités. Chacun rêve de la première place, des prix à obtenir, des couronnes à ceindre ; la vanité enfle les uns, l'envie torture les autres ; les premiers font « l'orgueil et la joie » des parents et des maîtres ; les seconds en font « la honte et le désespoir ».

Le collège apparaît ainsi comme une copie du champ clos social avec sa déprimante concurrence. Les passions s'agitent et se choquent dans ce petit monde où les favorisés sont encensés et chéris, tandis que les autres se heurtent au dédain, à la méchanceté.

Voilà la récolte en herbe, que peut-elle produire en gerbe ?

4° L'OPINION PUBLIQUE

En ce qui concerne l'opinion publique et sa délétère influence, je serai bref. Son œuvre vient parachever celle de la religion, de la famille et de l'éducation.

Tandis que ces trois premières forces agissent surtout sur l'enfance et la jeunesse, la dernière exerce plus particulièrement ses ravages sur l'être arrivé à son complet développement.

Qui pourra jamais trouver une langue assez vigoureuse pour flétrir, comme elle le mérite, cette exécration et quasi toute-puissante influence ? Qui racontera en termes suffisamment expressifs les bassesses, les vilenies, les lâchetés qu'engendre la peur du « qu'en dira-t-on ? » Qui décrira convenablement l'intensité de la sujétion que l'opinion publique fait peser sur les sentiments et les actes des individus ?

Monsieur « tout le monde » résume tous les ridicules, toutes les hypocrisies, tous les préjugés, et cette réduction, bien loin d'atténuer les hideurs et les difformités, a pour conséquence de les exagérer de par la dissémination des responsabilités.

Ce qu'un particulier n'oserait pas dire, ce qu'il rougirait de faire, la foule inconsciente, à l'abri de la déconsidération, puisque admiration ou mépris vient d'elle-même, ne craint pas de le faire, de le dire.

La contagion de l'exemple est si vive et si mince la force de résistance de l'individu, que l'omnipotence de la cohue paraît aux dessus de toute contestation.

Elle est toute puissante en effet cette opinion qui peut, en vingt-quatre heures, porter un homme au faite de la grandeur ou le précipiter dans l'abîme de la décadence, faire les plus enviabiles réputations ou jeter dans les déchéances irrémédiables.

Elle est si pleine d'indulgence pour les misérables qui la savent flatter et de férocité pour les vaillants qui la bravent, qu'il serait impossible de dire si cette cruauté fait plus de lâches ou cette bienveillance plus de courtisans.

Et où puiserait-il le courage de résister à la peur du ridicule, à la crainte du discrédit, celui dont la conscience cherche partout un point d'appui, sans le pouvoir trouver ? Dans la débâcle morale qui déshonore notre époque et dont je me suis efforcé, au cours de ce chapitre, de signaler les causes, la conscience n'est qu'une épave emportée par la tourmente et qu'entraîne le torrent irrésistible de l'opinion.

L'enfant n'a-t-il pas appris à *hurler avec les loups* ?

N'est-il pas, conséquemment, disposé à opiner du bonnet, à applaudir aux iniquités quand c'est la masse qui s'en rend coupable et s'en glorifie ?

* * *

Une seule puissance serait en état de résister et même de vaincre : ce serait la Presse.

Désabuser la foule, assainir son jugement, élever sa pensée, l'arracher aux funestes engouements, la préserver des entraînements irréfléchis, la mettre en garde contre des jugements hâtifs ; lui dévoiler les dessous louches, les

combinaisons malhonnêtes, les desseins pervers ; oh ! la noble tâche, la féconde mission qu'aurait pu se donner la Presse !

Pour cela, il faudrait qu'elle fût indépendante ; ce qui, en temps de capitalisme et de gouvernement, est impossible.

Celui qui tient une plume peut comparer sa profession à un sacerdoce et son rôle à un apostolat ; mais il n'est pas à espérer qu'il prenne jamais son propre dire au sérieux. Son journal est une usine dans laquelle on bâtit ou démolit des ministères, dans laquelle on attaque ou soutient des opérations financières. La Politique et la Bourse, c'est toute la Presse.

Et s'il arrive parfois qu'un penseur, dévoré du désir de faire du prosélytisme, entre dans la rédaction d'un grand quotidien, avec l'espoir d'y apporter ses aspirations, ses projets, ses sympathies et ses haines, et de les véhiculer ainsi aux quatre points cardinaux, il n'est pas long à connaître les déceptions et les disgrâces. Est-ce que la Presse est faite pour soutenir des idées généreuses et une ligne de conduite en concordance avec celles-ci ? s'il a cru que le journaliste doit être un convaincu et un lutteur, il s'est trompé. Celui-ci est un homme qui sait écrire bien ou mal et qui préfère, comme moyen d'existence, la rédaction d'un article bon ou mauvais à celle d'une lettre commerciale ou administrative : pas plus, pas moins.

Un journal est une entreprise de réclame politique et de publicité financière ; il y a donc nécessité à soutenir la politique qui rapporte le plus et les spéculations qui paient le mieux. Intrigues, fausses nouvelles, complots, calomnies, campagnes de dénigrement ou d'admiration : tels sont les moyens employés. L'honneur, la probité, la justice, la vérité, tout cela n'emplit pas la caisse et ne s'escompte pas chez le banquier.

En résumé, la Presse est un merveilleux instrument

d'exploitation entre les doigts crochus des écumeurs, d'asservissement entre les mains des dirigeants, des chefs de parti, des groupes politiques qui se disputent le pouvoir.

Le journal ne réforme pas l'opinion publique, c'est lui qui la fait. Il est plus que le complice des turpitudes, des crimes, des bassesses de celle-ci ; il en est l'instigateur, l'auteur principal.

* * *

III. — CONSÉQUENCES DE L'INIQUITÉ MORALE.

On voit que, comme notre organisation économique et politique, nos institutions morales, par un travail incessant de compression lente et douloureuse, arrivent à un écrasement complet de l'individu et de la collectivité.

Soumise, depuis sa plus tendre enfance jusqu'à la décrépitude, aux influences combinées de la législation, de l'idée religieuse, de la famille, de l'éducation et de l'opinion publique, la personnalité humaine se dépouille peu à peu de ses attributs les plus nobles ; graduellement s'opère une épouvantable mutilation.

Se heurtant sans cesse à des réglementations de toute espèce, la nature meurtrie se laisse aller à un progressif affaissement et les passions contrariées perdent de cette fougue qui, seule, enfante les choses sublimes, de cette spontanéité qui, seule, communique l'ardeur et l'opiniâtreté.

Les préjugés les plus stupides livrent à la pensée un formidable assaut et, mal défendue, la pensée succombe.

« Or, dit Hobbes, quand les hommes ont une fois acquiescé à des opinions fausses et qu'ils les ont authentiquement enregistrées dans leur esprit, il est tout aussi impossible de leur parler intelligiblement que d'écrire lisiblement sur un papier déjà brouillé d'écritures. »

Il semble que nos moralistes patentés se soient donné la tâche de ne pas laisser un seul instant l'individu faire ce qui lui plaît, céder aux sollicitations de ses appétits naturels, aux appels de ses besoins. Que chacun s'examine et jette ses regards autour de soi : il verra que par suite de la contrainte qui frappe le choix des carrières et du profond mépris qui règne sur le discernement des aptitudes et des prédispositions, personne, ou peu s'en faut, ne se trouve à la place qu'il devrait rationnellement occuper.

Toute la morale — la science du bien et du mal, du bon et du mauvais, de l'utile et du nuisible, du bonheur et du malheur — se condense en une série terriblement longue de corvées, d'obligations, d'impératifs et de prohibitions qui font constamment pièce aux passions jusqu'à ce que celles-ci soient plus ou moins supprimées à la longue.

« Détruisez dans un homme la passion qui l'anime ; vous le privez au même instant de toutes ses lumières ; il semble que la chevelure de Samson soit à cet égard l'emblème des passions ; cette chevelure est-elle coupée ? Samson n'est plus qu'un homme ordinaire. L'absence totale des passions, si elle pouvait exister, produirait en nous le parfait abrutissement ; on approche d'autant plus de ce terme qu'on est moins passionné. Les passions sont en effet le feu céleste qui vivifie le monde moral ; c'est aux passions que les sciences et les arts doivent leurs découvertes et l'âme son élévation ¹³¹. »

¹³¹ Helvétius. *De l'Esprit*. Discours III, chapitre 8.

Je suis pleinement de l'avis d'Helvétius. Les passions font la vie, la vraie : mouvementée, joyeuse, saine et féconde. Sans elles, l'humanité se traîne misérablement, rampant dans la basse médiocrité, incapable d'élever son vol. Les époques les plus belles ont été les plus passionnées ; l'amour, la haine, l'esprit de justice et d'indépendance, le sentiment du beau et du vrai ont, seuls, fait les grandioses épopées.

Qu'on feuillette l'histoire ; qu'on y choisisse n'importe quelle action grande, généreuse, héroïque ; qu'on y cueille au hasard le nom d'un de ces hommes qui se sont signalés par un service rendu à l'humanité, qui ont illustré une époque, incarné une science, personnifié un art, et l'on peut tenir pour certain non seulement que cet homme fut animé de la passion de l'art, de la science, de l'humanité, mais encore que c'est le souffle ardent de celle-ci qui lui inspira ses actes et ses œuvres.

C'est pourtant ce soleil de toutes les clartés, ce foyer de toutes les incandescences : la passion, que la morale sociale contemporaine dénonce comme le souverain mal et qu'elle s'applique à noyer sous un déluge de mots emphatiques et vagues : vertu, devoir, honneur, conscience, sorte de fausse monnaie que notre atavisme religieux et les *blaguesspiritualistes* de notre éducation nous font accepter sans en contrôler ni le poids ni le titre.

Je sais bien qu'elle ne poursuit pas ouvertement ce but ; elle n'a pas cette franchise ; elle se borne à préconiser une *sage* compression des appétences et des aspirations ; mais il n'empêche que, dans la pratique, elle n'aboutisse à une servitude telle des instincts et des passions que, ces dernières, réduites au pire esclavage, n'ont plus la force de se donner libre carrière.

« L'homme est ce qu'il est ; ses passions sont aussi éternelles que légitimes ; il ne s'agit que de savoir les employer à son propre bien-être et au bien-être général ¹³². »

Législateurs et moralistes n'ignorent pas cette vérité. Mais qu'advierait-il de leur rôle dans la société, et que resterait-il des systèmes d'oppression économique et politique s'il s'accréditait que l'homme peut légitimement manger quand il a faim, boire quand il a soif, travailler quand il lui plaît, se reposer quand il lui fait plaisir, aimer comme il lui convient, en un mot suivre la pente de ses besoins et de ses passions et que tout le progrès consiste à instaurer un milieu social en adaptation avec cette fin, de telle sorte que les mouvements de chaque individu s'harmonisent avec ceux de ses semblables au lieu de les combattre.

N'est-il pas plus commode et surtout plus avantageux, moralistes immoraux, d'entretenir les erreurs du passé et de dire que, l'homme étant naturellement paresseux, l'appât de la propriété, le désir de posséder en propre lui est un stimulant nécessaire, à défaut duquel il croupirait dans le plus triste dénuement ? Ne vaut-il pas mieux affirmer que la perversité naturelle à l'individu nécessite gendarmes, tribunaux et prisons, sans lesquels les atrocités et les crimes se multiplieraient ?

Vous n'êtes pas sans vous apercevoir que ceux qui travaillent sont ceux-là mêmes qui croupissent dans la misère ; vous savez bien que tous vos systèmes coercitifs et répressifs n'empêchent pas une mauvaise action et en provoquent une foule ; mais votre morale ne s'en offusque pas ; elle se meut à l'aise au sein de cette organisation qui confère à quelques-uns

¹³² Ces lignes sont de Fourier.

tous les droits et courbe tous les autres sous le *Devoir*, parce que vous comptez au nombre des premiers et vous comprenez que les privilèges de ceux-ci ne doivent leur salut qu'au respect, à la soumission et à la résignation inconsciente de la foule.

Et tandis que la morale n'a pas de raison d'être si elle ne se propose de faire l'humanité heureuse, vous en avez fait l'instrument par excellence de la douleur universelle, de l'immolation sans frein.

Ouvrez les yeux, contemplez votre œuvre, ô vous qui faites métier de moraliser vos semblables :

L'être que la nature dote de volonté, d'énergie, d'indépendance, de sympathie, de confiant abandon, d'élans, d'aspirations, d'instincts, de passions, vous vous attachez à le dépouiller, un à un, de tous ces attributs et vous greffez sur lui un être purement artificiel : pusillanime, servile, incapable de concevoir fortement, de vouloir virilement, ne voyant dans ses semblables que des ennemis, altérant la vérité sans scrupule, insolent avec les « plus bas », plat à l'égard des « plus haut » que lui, se méfiant de ses aspirations, de ses élans, sans enthousiasme, sans ardeur, sans conviction, un être dont toutes les passions pour me servir des paroles de La Rochefoucauld « se perdent dans le vil intérêt comme les fleuves dans l'Océan. »

Dans ce perpétuel « qui vive », à l'égard de ses sensations, de ses idées, de ses sentiments, de ses attractions, qui peut goûter la paix du cœur ? Qui peut se sentir bon, généreux, dévoué, fort ?

Qui peut jouir de cette douce et tranquille sérénité que donne seul le calme de la conscience et que ne peut connaître « l'état d'âme » inquiet, agité, anxieux de notre époque ? Qui

peut être véritablement heureux ?

Les moralistes traitent la passion comme un chien à l'attache et le molosse mord, rendu hargneux et féroce par la chaîne qu'on lui impose.

Les passions sont comme ces fleuves qui roulent des ondes abondantes et rapides. Il est dangereux de vouloir barrer le lit qu'ils se sont creusé. Sous l'effort des eaux accumulées, des fissures se produisent ; il s'opère un lent travail de désagrégation et quand, avec des mugissements de tempête, le fleuve emporte la digue impuissante, ses montagnes liquides qui eussent irrigué et fertilisé les terres voisines, inondent la plaine, renversent tout sur leur passage, entraînent maisons, récoltes, troupeaux et gens et sèment la mort et la désolation là où, livrées à leur cours régulier, elles eussent fait naître l'abondance et la vie.

Moralistes, les crimes, les monstruosité sont la brutale revanche des passions que vous vouliez endiguer et dont vous fatalisez le terrible déchaînement :

Réfléchissez !

CHAPITRE SEPTIÈME CAUSE DE LA DOULEUR UNIVERSELLE

CAUSE UNIQUE ET PREMIÈRE : LE PRINCIPE D'AUTORITÉ

I. — *Il y a une cause unique.* — Coup d'œil récapitulatif. — Ce que j'ai appelé l'iniquité économique, politique, morale. — Rapport de cause à effet entre les institutions et la douleur universelle. — Illogisme de ceux qui rattachent la souffrance sociale aux institutions et ne veulent pas qu'on touche à celles-ci autrement que pour y apporter d'insignifiantes modifications. — Erreur des moralistes, des politiciens, des économistes. — D'où vient cette erreur. — Une transformation sociale est nécessaire, les institutions ne sont que les causes dérivées d'un principe unique cause première. — Accord du monde socialiste sur ce point et sur la nécessité d'en finir avec l'organisation actuelle.

II. — *Quelle est cette cause unique ?* — Division au sein du socialisme. — Deux courants absolument opposés : le courant autoritaire ou étatiste et le courant libertaire. — Origine véritable de cette division fatale et insuppressible. — Désaccord sur la cause unique de la douleur universelle. — Le socialisme étatiste prétend que c'est la propriété individuelle. — Le socialisme libertaire affirme que c'est le principe d'autorité. — Les Étatistes sont dans l'erreur : comment et pourquoi. — Les libertaires ont pleinement raison. — Démonstration en allant des effets à la cause et de la cause aux effets. — Épreuve concluante, décisive.

III. *Le principe d'Autorité.* — Tableau allégorique. — Tant que subsistera un seul article de loi, la douleur ne sera pas supprimée. — Objection et dernier argument : bonheur et autorité sont deux termes qui s'excluent. — Il faut opter. — Philosophie de l'histoire : l'évolution se produit dans le sens de la liberté contre l'autorité. — L'homme s'est affranchi du joug de la nature et de l'ignorance. — Ne saura-t-il pas

s'émanciper socialement ? — Le vent est à la liberté. — Accord entre la théorie et les faits. — Le principe d'Autorité doit totalement disparaître de la société. — Avec lui s'évanouira la douleur universelle.

I. — IL Y A UNE CAUSE UNIQUE

Arrivé à ce point culminant de ma démonstration, j'estime qu'il ne sera pas superflu de jeter un regard sur le chemin parcouru. Ce coup d'œil récapitulatif guidera nos pas vers la source empoisonnée qui verse à l'humanité la souffrance et dont la recherche fait l'objet de ce volume.

Toutes les forces de l'individu tendent au bonheur, ai-je dit, et cette proposition est si *axiomatique* et si formellement reconnue par tous que je n'ai pas hésité à la prendre pour point de départ. J'ai ajouté que le problème consiste à instaurer un milieu social qui assure à chaque individu toute la somme de bonheur adéquate, à toute époque, au développement progressif de l'humanité.

J'estime que c'est là encore une façon de poser les termes de la question à résoudre, de manière à les rendre acceptables par tous.

J'ai donc étudié notre époque et j'ai eu le regret de constater que nos civilisations donnent le spectacle de la souffrance universelle, que nulle part on ne rencontre la paix, le bien-être, la joie.

Toutes les causes auxquelles on attribue un tel état de choses pouvant se rattacher à l'une des trois suivantes : la nature, l'individu, l'organisation sociale, j'ai opéré par élimination et fait justice tout d'abord du procès que l'on intente à la nature et à l'individu.

Non ! ce n'est pas la nature qui, à notre époque, peut être taxée d'avarice et le mal ne provient pas d'une prétendue insuffisance. Celle-ci n'est pas et, existât-elle, rien ne serait plus facile que de la conjurer, grâce aux magnifiques progrès réalisés dans les sciences appliquées à l'agriculture et à l'industrie.

Non ! ce n'est pas la soi-disant incurable perversité de l'être qui condamne ce dernier à un irrémédiable malheur, puisque cette dépravation essentiellement variable ; *progressible* ou réductible suivant l'époque et le lieu, n'est que la résultante de conditions et influences externes et, en conséquence, ne peut être prise rationnellement pour cause initiale.

Restent les institutions sociales. Recourant à une classification qui, je le reconnais, a l'inconvénient d'être artificielle — car il se produit au sein de ces institutions un tel enchevêtrement d'actions et de réactions qu'il est impossible de les bien séparer les unes des autres — mais qui a l'avantage d'être usuelle et classique, j'ai étudié successivement les phénomènes sociaux d'ordre économique, politique et moral.

* * *

L'appropriation individuelle du sol, du sous-sol, des instruments de travail et des produits met aux mains de quelques privilégiés, détenteurs de toutes les richesses, les capitaux et valeurs de toutes sortes, accumulés par les efforts successifs des générations disparues et le travail des producteurs modernes ; elle engendre une classe de salariés tenue sous la dépendance absolue de la classe salariante ; elle crée une division du travail et un système concurrentiel gros de conséquences meurtrières ; elle donne naissance à un commerce voleur et empoisonneur ; elle aboutit à une

concentration capitaliste formidable dont le résultat est de condenser la fortune dans des mains de moins en moins nombreuses et de livrer la multitude à une épouvantable détresse ; voilà ce que j'ai appelé l'iniquité économique.

Le régime gouvernemental : monarchie ou république, droit de la force, droit divin, droit humain correspond fatalement à la scission de la société en deux catégories opposées : les maîtres, et les esclaves ; la délégation est incompatible avec la souveraineté du citoyen ; la loi des majorités est absurde ; la législation aboutit forcément à la servitude de tous ceux qu'elle vise ; le régime du plus grand nombre conduit à la domination d'une infinie minorité et constitue un retour au Césarisme ; le spectacle d'un pays en mal d'élections est écœurant ; le gouvernement représentatif est synonyme d'absolutisme, d'irresponsabilité, d'incompétence, de stérilité, de corruption ; le pouvoir, *quelles que soient sa forme et son étiquette*, s'appuie fatalement sur la force pour réprimer la révolte individuelle et collective et sur un écrasant appareil coercitif comprenant tribunaux, police, gendarmerie, prisons, armées permanentes ; l'État dispose sans conteste de la liberté et même, sous couleur de patriotisme, de la vie des citoyens ; voilà ce que j'ai nommé l'iniquité politique.

L'éthique sociale contemporaine, incohérente, détraquée, incapable d'éclairer les esprits et de guider les consciences ; cherchant sa voie, sans pouvoir la trouver, au milieu des données contradictoires des diverses morales ; obligée de recourir à la législation pour formuler la règle des actions ; se coalisant avec l'idée religieuse, l'institution familiale, l'éducation et l'opinion publique pour enfermer l'individu comme en un étau ; contrariant l'expansion humaine au lieu de la favoriser ; étouffant les passions et les appétences sous le poids des contraintes et des obligations, terrorisant les cœurs par les préjugés, tyrannisant les cerveaux, domptant la chair,

convertissant l'existence en une suite ininterrompue de devoirs ; voilà ce que j'ai qualifié d'iniquité morale.

* * *

On s'accorde très généralement à reconnaître le rapport de cause à effet qui existe entre cette triple forme de l'iniquité sociale : économique, politique, morale et la souffrance humaine. L'opinion que celle-ci est la conséquence de celle-là a désormais acquis droit de cité dans l'esprit d'une foule de personnes et, de toutes celles qui étudient attentivement la *Question Sociale*, pas une ne songe à nier ce rapport. Toutefois, ce dernier apparaît sous plusieurs aspects. Alors que l'accord parfait règne sur ce premier point : « L'organisation de la société — imparfaite, disent les uns, foncièrement mauvaise, disent les autres — est l'origine des maux qui accablent l'humanité », la plus grande diversité d'opinions surgit sur toutes les questions qui font naturellement suite à ladite proposition.

Le second volume de ma « philosophie libertaire » a pour objet d'étudier minutieusement ces différentes opinions. Je me bornerai donc à les énumérer ici et à indiquer ma conviction personnelle à l'appui de laquelle j'apporterai des considérations probantes.

* * *

Tout d'abord apparaît la foule bavarde et prétentieuse des êtres superficiels dont l'esprit paresseux et routinier ne s'impose jamais la fatigue d'approfondir un problème qui présente quelque aridité.

J'entends par là ceux — et ils sont légion — qui, tout en reconnaissant que nos institutions sont défectueuses et

nécessitent une transformation notable, émettent la prétention de leur enlever toute nocuité par de simples modifications de détail, mais se gardent bien de porter une main sacrilège sur ces institutions elles-mêmes dont ils affirment, sans être en état de la démontrer, la nécessité sociale.

Voici par exemple le moraliste qui parcourt le monde, tonnant d'une voix indignée contre l'indifférence religieuse, l'éducation, le relâchement des mœurs, l'entraînement des passions ; fulminant contre les affirmations de la science matérialiste et déplorant l'affaissement des consciences. Il clame : « soyez sincères, désintéressés, bons et compatissants » à des êtres que tout conspire à rendre faux, cupides, méchants et exclusifs. Il va prêchant une morale impossible à pratiquer et même à justifier. Mais, essayez d'élever la plus timide contestation sur la légitimité de cette morale, sur le bien fondé de ces institutions : religion, famille, gouvernement, propriété, patrie qu'il veut sacrées et qu'il rêve simplement de purifier sans se demander si elles sont *épurables* ; et cet homme qui exhorte ses frères à la tolérance, à l'amour, vous fera une guerre implacable dans laquelle la calomnie le disputera à la méchanceté.

Voici encore le législateur : celui-ci daigne confesser que son œuvre n'est pas parfaite, mais il prétend qu'elle est perfectible et que, telle qu'elle est, elle mérite tous les respects et a droit à toutes les soumissions. Il place la loi au dessus du droit à la révolte, et le suffrage universel à l'abri des discussions et des rivalités de parti. Un gouvernement, affirme-t-il, est chose si indispensable qu'il faut être un bandit ou un fou pour songer à en combattre le principe.

Si vous priez ce politicien-législateur d'établir, autrement que par le droit de la force, le caractère d'obligation et de sanction de la Loi ; si vous le conjurez de vous dire ce que « le

plus grand nombre », a de commun avec la raison, la justice, la science, le progrès ; si vous l'interrogez sur l'utilité effective de cet appareil social parasitaire qu'on appelle « un gouvernement », ce pontife bredouillera, vous tournera le dos et, à la première occasion — qu'il saura du reste provoquer au besoin — jettera sur vous la meute de ses policiers, sans doute pour vous faire comprendre que ceux-ci sont utiles, à lui du moins.

Voici enfin l'économiste, le disciple des J. B. Say, des Bastiat et des Leroy-Beaulieu. Il proclama longtemps que tout est pour le mieux sous le bienfaisant régime du libéralisme économique. Mais l'expérience a révélé les défauts de la cuirasse ; il a fallu reconnaître que le Pactole dont l'hypocrite « laissez faire, laissez passer » de l'école devait enrichir les classes laborieuses ne roule sur celles-ci que des eaux bourbeuses, et, aujourd'hui, ce bon apôtre pousse la condescendance jusqu'à avouer « qu'il y a *quelque chose* à faire » pour atténuer les rigueurs du système.

Cependant, que Messieurs les capitalistes, propriétaires et patrons se rassurent : le droit de conserver et d'accroître leur avoir ne leur sera pas contesté. Ce droit est un principe naturel, imprescriptible, indispensable. Il est le corollaire du principe de la liberté, hors duquel il ne saurait y avoir que souffrance et pauvreté. Tout doit donc se limiter à presque rien : une légère réduction des heures de travail — dont on enrayera les effets par un outillage perfectionné — ; une insignifiante hausse des salaires — compensée par une équivalente majoration du prix des choses — ; un impôt sur le capital ou le revenu — que rentiers et capitalistes se borneront à avancer et qu'ils sauront bien, en sous main récupérer — ; des caisses de secours et de retraites — qu'alimenteront les retenues ouvrières et les versements volontaires des travailleurs. —

Ces gens-là ne vont pas plus loin ; ils paraissent même effrayés de leur propre audace. Quant à discuter avec eux sur le principe même de la propriété individuelle, du salariat, de la concurrence, il n'y faut pas songer sérieusement.

* * *

On comprendra sans peine l'illogisme du raisonnement que voici : « des institutions sociales provient la douleur universelle ; le but est de conjurer celle-ci ; néanmoins, il ne faut pas toucher à celles-là ; il suffit de chercher à en tirer le moins mauvais parti possible ».

C'est de l'imbécillité chez les uns, de la mauvaise foi chez les autres, de la lâcheté chez les derniers et les trois choses réunies chez le plus grand nombre.

De l'imbécillité, parce qu'il est inapte de songer à supprimer l'effet en conservant la cause ; de la mauvaise foi parce que, cette absurdité reconnue, il est malhonnête de s'en faire le défenseur ; de la lâcheté, parce que c'est être pleutre que de reculer devant les conséquences finales d'une constatation aussi formelle.

Sans doute, il n'est pas au pouvoir de tout individu de se débarrasser aisément des mille préjugés qui lui dérobent le véritable caractère de nos institutions sociales ; mais lorsqu'on a une fois compris qu'à ces dernières est attribuable l'infortune que nous subissons, il est puéril de songer à vouloir rendre bienfaisant ce qui est nuisible quand même. Qu'on améliore le bon, soit ; mais on ne saurait bonifier le mauvais ; on ne peut que le supprimer.

J'avoue également qu'il est besoin d'une grande sincérité chez ceux que favorise — en apparence et comparativement

— notre organisation sociale, pour qu'ils reconnaissent franchement que celle-ci est nuisible et que les efforts des réformateurs doivent tendre à une complète transformation ; mais n'est-ce pas un acte de mauvaise foi que de se faire l'avocat d'une cause quand on la sait mauvaise, malhonnête ?

Je reconnais enfin qu'une certaine vaillance est nécessaire à ceux qui partent en guerre contre des institutions ayant pour elles l'autorité d'un passé séculaire, le prestige de services — réels ou fallacieux — rendus aux développements antérieurs, le respect de l'innombrable multitude, l'attachement de tous les favorisés et l'imposant appareil d'une force colossale. Mais le courage consiste-t-il à lutter contre plus faible que soi ? Et la mesure de la bravoure n'est-elle pas au contraire dans la différence entre les forces en opposition ?

Pleutrerie, malhonnêteté et pauvreté d'esprit, tel est le cas de ces âmes sensibles qui trouvent des accents émus pour pleurer sur les malheurs sociaux, que révoltent parfois l'injustice et l'inégalité, mais dont l'horizon se borne à une timide protestation, à l'espoir d'un mieux-être problématique, ou à une lamentation résignée, parce qu'elles n'ont pas l'énergie de dénoncer et de combattre la cause de ces malheurs sociaux, de cette injustice, de cette inégalité.

* * *

Par bonheur, le nombre de ces individus superficiels, inconséquents et couards, diminue tous les jours. L'étude, la réflexion, la discussion et aussi le panorama des événements sociaux suggèrent l'idée de plus en plus précise que le mal est plus profond qu'il n'apparaît au premier aspect et qu'il tient à des causes plus générales.

Tous ceux qui se piquent de socialisme n'hésitent point à

reconnaître qu'il n'y a pas lieu de chercher à réparer l'édifice social ; que, pratiquer des ouvertures par ci, ménager des escaliers de service par là, donner de l'air et du jour ailleurs, n'empêcherait pas l'humanité d'être logée à fort mauvaise enseigne et qu'il est nécessaire de jeter le monument sur des bases absolument différentes et de le construire en conformité d'un plan entièrement nouveau.

C'est que les socialistes ¹³³ se rendent bien compte que nos institutions portent en elles mêmes le germe de toutes les afflictions humaines, qu'elles en sont la cause immédiate et que ce serait folie que d'espérer enrayer le mal sans en extirper les racines. Ils ne disputent pas aux prédicateurs de probité, de vertu, d'honneur, le désavantage de perdre leur temps à vouloir moraliser les masses, tout en défendant l'organisme social qui engendre le vol, la prostitution, le mal, le crime ; car ils n'ignorent pas que l'individu étant la microscopique image des institutions au sein desquelles il se meut, il restera ce qu'il est aussi longtemps que le domineront celles-ci, sans que les objurgations, si éloquentes soient-elles, puissent le modifier sensiblement.

Les adversaires de la société d'argent n'ont pas l'enfantillage de rêver une impossible conciliation entre capitalistes et prolétaires, employeurs et employés, le dualisme des intérêts respectifs de ceux-ci et de ceux-là interdisant forcément toute entente. Ils savent les premiers fatalement exploiters, les seconds fatalement exploités.

133 De nos jours, tout le monde est ou du moins se dit «socialiste». Naguère encore cette épithète était considérée comme insultante, aujourd'hui il n'est pas jusqu'au plus enragé conservateur qui ne se flatte de la mériter.

Mais il est bien entendu que je prends ce qualificatif dans le sens de «partisan de la *socialisation* des moyens de production». Les autres, malgré leurs fanfaronnades intéressées, ne sont, au fond, que des conservateurs honteux, des «bourgeois» déguisés en socialistes.

Enfin pénétrés de cette vérité que tout homme n'est que ce que le fait la personnelle fonction qu'il exerce dans la hiérarchie sociale, c'est à cette dernière qu'ils s'en prennent et non aux individus qui n'en peuvent mais, des injustices qui se commettent, des atrocités qui se perpètrent.

De ces diverses considérations, les socialistes infèrent que le contrat social contient des clauses souverainement iniques, que son caractère draconien le frappe de nullité ; qu'il n'en peut sortir que misère et oppression ; que, conséquemment, c'est ce pacte lui-même qu'il faut déchirer.

* * *

On ne peut se dissimuler que cette conviction gagne chaque jour du terrain, et le nombre des personnes conscientes de la nécessité d'une transformation si fondamentale serait d'ores et déjà suffisant pour mettre à exécution cette indispensable résolution de refonte sociale, si l'union régnait parmi elles.

Malheureusement cette entente si désirable n'existe pas, et *j'ajoute qu'elle ne peut pas exister.*

Voici pourquoi :

Quand des hommes se proposent le même but et que les divergences de vue n'éclatent entre eux que sur la question des voies et moyens, l'accord est parfois long et difficile à se faire, mais il reste toujours possible et, à la faveur de certaines circonstances imprévues ou cherchées, il se réalise fréquemment. Mais lorsque cette divergence de tactique provient de la différence du point de départ et du but à atteindre, l'union, ne peut se produire ; car sur quelle base s'assoirait-elle ?

Imaginez un troupe d'individus devant effectuer le même voyage, c'est-à-dire partant du même lieu et se proposant d'arriver au même endroit : il pourra surgir des discussions sur l'heure du départ, l'itinéraire à suivre, le moyen de transport à employer, mais il est à espérer qu'ils finiront par se mettre d'accord sur ces diverses questions et faire route ensemble.

Tandis que si vous supposez des personnes ayant à effectuer non seulement des voyages différents, c'est-à-dire n'ayant ni le même point de départ, ni le même point d'arrivée, mais encore des voyages en sens inverse — les uns se dirigeant vers le nord et les autres vers le sud — , il est de toute évidence qu'elle n'arriveront jamais à suivre la même voie.

Or, dans le grand mouvement socialiste qui caractérise notre fin de siècle, les divergences de vue sont nombreuses ; quelques unes sont de minime importance, mais d'autres tout-à-fait fondamentales.

Les dernières ont créé deux partis bien distincts, absolument opposés l'un à l'autre, n'ayant pas la moindre affinité réelle et stable, malgré des *extériorités* qui, pendant quelques années, les ont fait se ressembler beaucoup et, même aujourd'hui, les font parfois confondre, en dépit des solennelles mais bien inutiles excommunications récentes¹³⁴. Ces deux partis correspondent à deux courants symétriquement opposés : le courant libertaire ou anarchiste et le courant autoritaire ou étatiste, entre lesquels toute conciliation est parfaitement irréalisable et dont je ferai connaître tout à l'heure l'origine.

¹³⁴ On sait que la plupart des derniers congrès et manifestes collectivistes ont répudié toute tendance anarchique. Cette précaution était superflue, mais il y a déjà plusieurs années que les anarchistes ont stigmatisé le système et les procédés collectivistes.

Quant aux divergences de détail, elles ont amené au sein du parti autoritaire, des querelles, querelles de personnalités qui, se disputant l'avantage de diriger ledit parti, et de faire peser sur lui comme une dictature, ont fondé plusieurs chapelles dans lesquelles chacun de ces grands Prêtres officie à son aise—, mais disputes qui n'empêchent pas parfois une entente momentanée, petite guerre qui comporte de fréquents armistices et qui peut — quand l'orgueil des *leaders* déposera — se terminer par un bon traité de paix.

Par contre, entre les étatistes et les libertaires la conciliation est impossible. Les hostilités ne peuvent aller qu'en s'intensifiant et ne prendront fin que par l'écrasement complet, définitif de l'une des deux masses belligérantes.

Ici, il n'y a pas seulement divergence de vues, de tendance, d'idéal, il y a opposition et celle-ci amène *nécessairement* l'antagonisme des procédés, de la tactique.

Aussi longtemps que ces deux partis ont été réduits à une poignée d'hommes, à une insignifiante action, à un prosélytisme que j'appellerai préparatoire, parce qu'il avait seulement pour but de recruter des combattants, de les incorporer, de les mobiliser, ce dualisme a pu rester à l'état latent. Mais à dater du jour où, les bataillons levés contre la vieille société « *bourgeoise* » étant prêts et réunis, la bataille s'engagea terrible, implacable, sanglante, le conflit éclata entre les socialistes autoritaires et dociles et les socialistes libertaires et *indisciplinables*.

Il ne pouvait en être autrement. Ces éléments ne sont pas faits pour marcher de concert.

Pourquoi ? Je vais essayer de le démontrer simplement,

nettement, clairement.

* * *

II. — C'EST SUR LA VÉRITABLE, L'UNIQUE, LA PREMIÈRE CAUSE DE TOUS LES MAUX SOCIAUX, QUE NE S'ENTENDENT PAS LES SOCIALISTES.

La lutte vient de là.

Libertaires et autoritaires disent volontiers les uns et les autres que cette cause, c'est *l'organisation sociale* ; mais ce terme est extrêmement vague ; il y a cent façons — parfois contradictoires — de le comprendre et c'est lorsqu'on sort de cette banale généralité que le désaccord naît soudain.

Quand, afin de mieux étudier le corps d'un animal, le naturaliste en examine une à une chaque partie isolément, — comme si elle pouvait se séparer de l'ensemble — le fait ne peut se produire qu'à l'aide d'une abstraction qui n'existe que dans la pensée de l'opérateur mais que dément la réalité des choses. C'est par un procédé du même genre que j'ai pu analyser successivement nos diverses institutions sociales ; mais il est bien certain que, en fait, les unes et les autres font partie d'un tout complètement homogène et dont il est impossible, autrement que par la pensée, de détacher les multiples éléments.

Si les institutions économiques pèsent principalement et directement sur les besoins matériels de l'individu ; si les politiques atteignent plus spécialement ses besoins intellectuels ; si les morales frappent plus particulièrement ses besoins psychiques, l'indissoluble lien qui unit tous ces besoins

chez l'être social, se retrouve dans ces diverses institutions.

C'est que, au fond, et malgré ces adjectifs de distinction : économique, politique, morale, l'iniquité est *une* comme l'individu est *un*.

L'agencement social est extrêmement complexe ; il comporte un outillage et des proportions gigantesques ; il peut-être comparé à un colossal chantier comprenant les machines les plus diverses et les produits les plus variés. Ici, l'on travaille le fer ; là, le bois ; ailleurs, les tissus. De formidables arbres de couche, reliés par des milliers de courroies, de tubes, d'axes, de cylindres, d'engrenages, à une multitude de mécanismes ; communiquent le mouvement à ces derniers. Chaque appareil semble distinct, séparé, et pourtant tout se tient, se commande, s'enchaîne. La force motrice est une ; c'est elle qui distribue la vie à tous ces ouvriers métalliques. Que le moteur éclate et le silence se fera, le repos se produira.

Assourdi par le vacarme, distrait par la variété du spectacle qui s'offre à sa vue, perdu dans le nuage de poussière et de fumée qui l'enveloppe, le visiteur oublie facilement, dans cette inquiétante complexité, que tous ces appareils obéissent à la même force. Mais qu'il sorte de cette fournaise, qu'il graviisse la montagne voisine et là, dominant toute la région travailleuse, il sera frappé par cette admirable unité au sein d'une diversité dont les merveilles l'auront, une à une, ébloui.

De même, pour bien envisager l'immense laboratoire où se prépare la souffrance humaine, il faut que le penseur fasse l'ascension ; qu'il s'éloigne du fracas, s'isole, et se recueille après avoir vu et examiné.

Ainsi regardées de haut et se présentant d'ensemble, les choses se simplifient étrangement. Le philosophe, alors,

acquiert la certitude que l'organisation d'une société n'est que le développement nécessaire d'un principe primogéniteur ; qu'elle est la réalisation, dans le domaine des faits sociaux, d'une *idée-mère* ; que les diverses institutions reposent sur cette base unique ; qu'elles en dépendent en tout et pour tout ; que ce premier principe est aux institutions sociales ce que la force motrice est aux divers ateliers d'une usine, ce que le principe vital est aux organes d'un animal ; qu'en un mot c'est lui et *lui seul* qui les anime, les développe, les mouvemente, les met en action ; qu'il en est la raison d'être ; que, sans lui, elles se pulvériseraient.

* * *

Observateur et doué d'une logique pénétrante, le monde socialiste a compris cette vérité ; il a constaté qu'ainsi, les institutions de toute nature : économiques, politiques, morales, ne sont en réalité, par rapport à la souffrance universelle, que des *causes dérivées* ; qu'il faut chercher, au dessus, la cause *première* de cette organisation ; que, cette cause maintenue, toute la structure sociale garderait l'empreinte des mêmes vices ; que le seul moyen de remédier au mal, c'est d'en dénoncer l'origine et d'attaquer résolument celle-ci.

L'élément socialiste autoritaire voit cette origine dans le principe de la « propriété individuelle » ; l'élément libertaire la découvre dans le principe d'« autorité. »

Ma conviction est que cette dernière opinion est fondée.

Je vais donc indiquer d'abord où gît l'erreur ; je justifierai ensuite mon appréciation.

Cette question est de premier ordre, car c'est de sa solution que dépend tout le problème.

Je répète les termes de celui-ci : L'humanité souffre, elle est accablée par la douleur. Quelle est la source de ce fleuve d'infortune ? C'est la *Propriété individuelle*, parce qu'elle fait « les uns riches et les autres pauvres » disent les socialistes autoritaires, et les libertaires de répondre : « c'est *l'Autorité*, parce qu'elle engendre toutes les servitudes, s'oppose à la « libre satisfaction de tous les besoins : physiques, intellectuels et moraux, satisfaction qui constitue pour chaque individu, le bonheur, tout le bonheur ! »

Telles sont les deux réponses ; voyons quelle est la bonne ; examinons qui a tort, qui a raison.

* * *

Malgré les obscurités dont on semble s'être plu à envelopper cette question, il est assez simple d'y apporter la lumière. La cause réelle, première, unique de la mondiale adversité se reconnaît au caractère « *d'Universalité* » qu'elle doit nécessairement revêtir. Toute cause qui ne portera pas ce trait distinctif devra être repoussée ; seule devra être acceptée pour telle, celle qui présentera ce « signe de reconnaissance. »

Mais comment distinguer ce cachet « d'universalité » ?

En soumettant la cause présumée aux deux épreuves suivantes : 1° examiner si les souffrances humaines se rattachent *toutes* à cette cause et multiplier les expériences dans le domaine physique, intellectuel et moral pour arriver à une certitude en remontant *de l'effet à la cause*.

2° Contrôler le résultat de cette première constatation par la preuve inverse, c'est-à-dire *en descendant de la cause à l'effet* pour savoir si, en l'absence de la première, le second

disparaît.

On voit que rien n'est plus simple ni plus concluant.

Ce critérium admis — et il me semble impossible de le contester — expérimentons en premier lieu sur la Propriété individuelle.

L'observation établit que la forme actuelle de la propriété — ce que j'ai appelé l'iniquité économique — donne naissance aux inégalités les plus choquantes, à des compétitions sans nombre, à un épouvantable paupérisme. J'ai énuméré et décrit trop complaisamment ces plaies sociales pour que vienne à l'esprit du lecteur la pensée de me reprocher d'avoir celé quoi que ce soit de ces tortures. J'ai déjà eu l'occasion de dire, et je ne saurais trop le répéter, qu'étant donné la chaîne que forment les diverses institutions sociales, il est facile de trouver en chacune d'elles le stigmate de toutes les autres. Aussi n'éprouves-je aucune difficulté à convenir que notre système du « *tout appartient à quelques-uns* » pèse tant directement qu'indirectement d'un poids énorme sur les destinées de l'individu.

Mais peut-on, quelle que soit la souffrance examinée et quel qu'en soit le sujet, soutenir que c'est l'application de cette unique formule qui la détermine ?

Si l'individu n'avait que des besoins économiques à satisfaire, si pour être et se sentir heureux, il suffisait de posséder bonne table, bon gîte, bon vêtement, si le plaisir se bornait aux jouissances dites matérielles, on pourrait hardiment répondre par l'affirmative.

Sans doute, tout cela, c'est du bonheur ; c'est une partie du bonheur, je ne le nie pas ; mais ce n'est pas tout le bonheur.

L'homme n'est-il qu'un ventre ? N'est-il donc qu'un estomac qui digère ? N'est-il qu'un composé de sens qui jouissent ou souffrent ? Est-il heureux par le fait seul qu'il mange lorsqu'il a faim, boit quand il a soif, se repose lorsqu'il est fatigué, dort quand il a sommeil et... aime quand il est en rut ?

L'être social du XIX^e siècle ressent, parallèlement à ces besoins de nutrition, de vêtement, d'habitat, de reproduction, toute la gamme des besoins cérébraux et affectifs.

Il pense, il sait, il veut, il aspire, il sympathise, il affectionne.

Si la suppression du travail excessif, de l'excessive privation et de l'insécurité du lendemain suffit à la joie de vivre ainsi que semblent le croire les anti-propriétaires, comment se fait-il qu'ils ne soient pas parfaitement heureux, ceux qui, vivant dans l'opulence et à l'abri des coups de la fortune, peuvent ne rien refuser à leur tube digestif, à leur sens, à leur amour du bien être, du confortable, du luxe ?

Pourtant ces privilégiés connaissent, eux aussi, la douleur. Ils ignorent les angoisses des estomacs affamés, des membres grelottant de froid, des bras tombant de harassement, c'est vrai ; mais ils sont en proie aux affres de la jalousie, aux déceptions de l'ambition, aux inquiétudes de la conscience, aux morsures de la vanité, aux tyrannies du « qu'en dira-t-on », aux sujétions du convenu, aux obligations familiales, aux exigences mondaines ; ils se débattent au sein des écoëurements, des dégoûts, des indignations, des révoltes.

Ceux-là ne souffrent point, n'est-ce pas de la forme propriétaire, puisqu'ils en accaparent tous les avantages ? Et

pourtant ils sont malheureux aussi !

Voilà donc que sur le premier point nous trouvons en défaut la propriété individuelle considérée comme cause première et unique.

* * *

Il est vrai que les dialecticiens anti-capitalistes, ne sont pas embarrassés pour si peu. Ils répondent que ceux dont je viens de parler ne souffrent pas *directement* de l'organisation économique, que tout au contraire, ils en bénéficient ; mais qu'ils en pâtissent *indirectement* parce que c'est la susdite organisation qui a fait naître et qui nécessite les institutions politiques et morales dont ils ont à se plaindre et qui jettent tant d'ombre dans la clarté de leur existence.

Eh bien ! si l'on admet cette hypothèse — je me sers du mot hypothèse parce que cette opinion, même historiquement, n'est nullement démontrée — il suffit d'examiner si la transformation de la seule organisation économique suffirait à faire disparaître les tourments dont il est question. Si oui, c'est que la propriété individuelle est bien réellement la cause première et unique de tous les maux, puisque celle-ci supprimée, la souffrance universelle est conjurée. Si non, c'est que cette cause est ailleurs.

C'est précisément le second point de ma démonstration.

Or, les socialistes qui dénoncent la propriété individuelle comme l'unique cause de la douleur sociale, sont partisans de l'autorité. Ils n'entendent en aucune façon briser toutes les entraves, toutes les contraintes. Croyant la réglementation nécessaire, ils se proposent, le pouvoir conquis de le faire servir à l'application de leur système et de rétablir, sous l'euphémisme

d' « administration des choses, » un système étatiste — le quatrième État, l'État socialiste, l'État ouvrier — dont le rôle sera de gérer la richesse sociale et, pour cela, d'élaborer des lois, de prendre des décisions d'ordre général et, conséquemment, de les faire respecter.

Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, cette conception particulière d'une société socialiste est la continuation de notre système gouvernemental. Car, pour être en mesure d'assurer l'exécution d'une décision quelconque et à *fortiori* d'un ensemble de décisions simultanées et successives embrassant la totalité des manifestations de la vie individuelle et collective, il est indispensable d'employer la force. C'est donc le maintien fatal de ce formidable appareil répressif qui nécessite police, tribunaux et prisons ; c'est l'obligatoire perpétuation de cette écrasante hiérarchie qui va du pouvoir suprême au plus humble représentant du fonctionnarisme ; c'est enfin non moins forcément la compression douloureuse de tous les besoins intellectuels et psychiques pour que les individus ne soient pas tentés d'enfreindre la règle ¹³⁵.

Seraient-ils heureux, ceux qui comparâtraient devant ces tribunaux et seraient plus ou moins longtemps détenus dans les nouvelles bastilles ; ou encore condamnés par la magistrature socialiste aux plus durs travaux ?

Les rivalités s'exerceraient-elles moins violemment qu'aujourd'hui, entraînant à leur suite leur hideux cortège de haine, de rancune, d'envie, de calomnie, de bassesse, de flatterie, lorsque le champ commercial, industriel et financier leur étant fermé, elles se livreraient bataille pour les premières

¹³⁵ On trouvera dans le deuxième volume de cet ouvrage un examen minutieux des divers courants socialistes qui s'inspirent du principe d'Autorité. Dans ce premier volume qui a pour objet de rechercher la cause unique des maux sociaux, je ne puis qu'effleurer la question.

places dans la hiérarchie administrative ?

Aurait-il plus que de nos jours, la possibilité de satisfaire tous ses besoins, c'est-à-dire, de goûter le bonheur, l'individu dont tous les appétits seraient, comme aujourd'hui, plus qu'aujourd'hui, peut-être, incessamment prévus, réglementés et mesurés ?

Il est facile de concevoir une société dans laquelle n'existerait plus la propriété individuelle et survivraient pourtant, avec toutes leurs conséquences, les institutions politiques et morales de notre époque.

La transformation de l'organisation propriétaire n'amènerait pas le moins du monde la suppression des iniquités politiques et morales. Ceux qui sont victimes du « tous obéissent à quelques-uns » continueraient à être torturés. Donc, les socialistes autoritaires, une fois de plus, ont tort.

Dans une œuvre admirablement documentée, Émile de Laveley — une de leurs autorités — en étudiant « *La propriété et ses formes primitives* » démontre que l'appropriation privée est de date relativement récente et que, en tous cas, elle a été, dans tous les pays, précédée d'une appropriation plus ou moins commune.

S'il était exact que le malheur social provint du seul « *Tout est à quelques-uns* », il faudrait conclure que les peuples primitifs durent connaître la vie heureuse. Or, l'histoire, la tradition et la science établissent qu'il n'en fut rien.

L'erreur des socialistes autoritaires gît dans ce fait que, exaspérés par l'iniquité qui accable le plus grand nombre et opprime les besoins les plus universels et les plus urgents à satisfaire : l'iniquité économique, ils n'ont vu que celle-là et,

étudiant ses rapports avec les deux autres, constatant son évidente ingérence dans le domaine politique et moral, ils l'ont prise — à la légère — pour le point de départ de tous les crucifiements.

Ce qui a contribué, plus que toute autre chose, à les faire verser dans cette ornière, c'est l'influence décisive de l'école socialiste allemande et des écrits de Karl Marx considérés comme l'Évangile du Parti, bien que sur mille membres de celui-ci, il n'y en ait pas cinquante qui les aient lus, pas cinq qui les aient compris.

Je conclus en disant que les socialistes autoritaires se trompent : en prenant la propriété individuelle pour la cause unique de la douleur universelle, ils ont simplement pris la partie pour le tout.

Examinons maintenant la réponse des libertaires qui accusent l'Autorité de tout le mal, et procédons comme pour la propriété privée.

* * *

Ici, j'ouvre une large parenthèse, car il me semble nécessaire de dire comme Voltaire : « définissons ! » afin de bien savoir de quoi nous parlons.

L'Autorité, considérée comme principe de l'organisation sociale, ne correspond pas seulement à l'idée de gouvernement. Il est évident qu'elle doit être envisagée ici dans son acception la plus large, et comme conséquence, dans ses résultats les plus variés.

Le système gouvernemental n'est qu'une modalité particulière de l'Autorité, comme la propriété privée en est une

autre, comme aussi la morale obligatoire. Propriété, gouvernement, morale, telles sont, au point de vue social, les trois grandes manifestations du principe d'Autorité. Celui-ci s'exerce plus particulièrement sur les besoins matériels de l'individu sous la forme « propriété individuelle ; » plus spécialement sur ses besoins intellectuels sous la forme « État » et plus directement sur ses besoins psychiques sous la forme « Morale. »

Ce sont comme les doigts de fer d'une seule et même main : tantôt c'est l'un, tantôt c'est l'autre qui pénètre plus avant dans les chairs meurtries de la pauvre humanité, attaquant tour à tour l'estomac, la tête et le cœur. La propriété tyrannise le ventre ; le gouvernement opprime le cerveau ; la morale broie la conscience.

L'Autorité, c'est la servitude, la contrainte pour le corps social ; non pas la servitude partielle comme celle qui peut résulter de l'iniquité économique seulement, mais totale, absolue, permanente ; celle qui saisit l'être tout entier, l'empoigne au berceau, le suit partout sans jamais lui laisser un instant de répit, substituant à sa volonté une volonté étrangère, faisant qu'il ne s'appartient plus et lui enlevant tout espoir d'émancipation possible. C'est la manie et — il faut bien le reconnaître — la nécessité, une fois le principe admis, de tout réglementer, d'indiquer en toutes choses ce qui est permis et ce qui est défendu ; de protéger ce qui est autorisé, de poursuivre et de condamner ce qui est interdit, d'exiger ce qui est prescrit.

La propriété n'est pas autre chose, en fait, que l'autorité sur les objets, c'est-à-dire le pouvoir d'en disposer — *jus utendi* et *abutendi* — ; le gouvernement et l'éthique obligatoire ne sont pas autre chose, en réalité que l'autorité sur les *personnes* c'est-à-dire le pouvoir d'en disposer souverainement, d'en user et d'en abuser.

Ne dispose-t-il pas souverainement de l'individu, l'État qui en fait simultanément ou successivement un citoyen, un contribuable, un soldat ? Ne dispose-t-elle pas arbitrairement de la conscience, cette Morale qui dicte à chacun ce qu'il doit faire ou éviter, séduisant les cupides par le miroitement de ses promesses, épouvantant les lâches par la crainte de ses menaces ?

Et qu'on m'entende bien : l'Autorité, ainsi conçue, est un principe absolument indépendant — au point de vue qui nous occupe — des personnalités qui le représentent.

Que celles-ci soient religieuses ou athées, républicaines ou monarchistes, opportunistes, radicales ou socialistes, l'Autorité peut changer de mains constamment ; mais elle reste identique à elle même. Elle est ce qu'elle est, ses conséquences sont ce qu'elles sont, *toujours et quand même*.

Que nos monuments et nos actes publics portent en tête : « Empire Français » ou « République Française », il n'importe nullement comme résultat. La grosse erreur de notre démocratie consiste à croire qu'il suffit de changer les hommes pour transformer les institutions ou en supprimer les duretés. Il n'en est rien.

Un exemple choisi entre mille : que n'a-t-on pas dit contre M. Constans lors du massacre de Fourmies ? Je comprends et partage la colère et l'indignation qui soulevèrent alors contre cet abominable attentat une partie de la nation. Mais tandis que l'exaspération du plus grand nombre allait au ministre de l'Intérieur et demandait simplement sa déchéance, la mienne s'adressait au principe social d'autorité, lequel nécessite un ordre basé sur la force, un ministre de l'intérieur chargé de maintenir cet ordre et une armée *ad hoc*.

Supposez qui vous voudrez comme ministre de l'Intérieur. Ce *qui vous voudrez* eût fait *nécessairement* comme M. Constans. Il eût donné les instructions que comportait la situation, la troupe eût été mobilisée et l'*Ordre* eût été assuré ou rétabli à tout prix. *Tout ministre de l'Intérieur qui n'eût pas fait cela eût manqué à ses devoirs* .

On n'a pas oublié de dire que ces procédés rappelaient ceux de l'Empire et nous ramenaient aux plus mauvais jours de ce régime ; on a eu raison ; mais on aurait dû comprendre que les procédés de l'Autorité sont fatalement les mêmes, que les régimes se suivent et se ressemblent forcément et qu'il en sera *nécessairement* ainsi, aussi longtemps que, par le principe d'Autorité, il y aura d'une part, des gens qui ordonnent et d'autre part des personnes qui doivent se soumettre, quelles que soient celles-ci et celles-là ¹³⁶.

* * *

On peut maintenant porter ses regards sur n'importe quel point de l'enfer social, on peut examiner le cas de n'importe quelle victime, il est certain que partout et chez toutes on retrouve l'estampille de l'Autorité : Propriété, État ou Morale.

D'où vient toute souffrance ? D'un besoin privé de

¹³⁶ Je prie le lecteur d'observer que je n'ai aucunement l'intention de me faire l'avocat de M. Constans, pas plus que de justifier sa conduite, car rien ne l'obligea jamais à être ministre de l'intérieur et c'est cette circonstance qui établit sa culpabilité personnelle. — Je démontre simplement que dans cette douloureuse affaire, tout a été d'une rigoureuse logique, que cette fusillade n'a été que la reproduction de toutes celles qui l'ont précédée et la conclusion pratique à tirer de cet aperçu, c'est que le seul moyen d'éviter les «*Fourmies*» dans l'avenir, c'est de renoncer à la force armée, aux ministres de l'Intérieur, à l'ordre par le fusil, à l'Autorité, de quelque nom qu'elle s'affuble. Il y aura des «*Fourmies*» tant qu'il y aura un ministre de l'Intérieur, un ordre social garanti par la force, tant que nos institutions reposeront sur le principe d'Autorité. Voilà la vérité.

satisfaction ! D'où vient cette privation ? D'une loi, d'un règlement, d'une menace, d'une contrainte matérielle ou morale ! D'où vient cette pression morale ou matérielle ? de l'Autorité.

C'est simple comme deux et deux font quatre ; mais, dit Grove « la conception la plus simple d'une chose est souvent celle qui s'impose la dernière à la raison. »

Un être a faim : des fruits pendent aux arbres de la campagne ; des montagnes de denrées encombrant les magasins de la ville. Pourtant, il ne mange pas. Pourquoi ? parce que sa conscience lui représente que ces fruits et ces denrées ne lui appartiennent pas et qu'il serait mal de se les approprier : contrainte morale ; ou bien parce que la crainte de l'agent de police, du magistrat, de la prison l'emporte sur le besoin de se nourrir : contrainte matérielle.

Un citoyen sent toute la dureté de la loi qui, pendant trois ans, l'enferme à la caserne, néanmoins, il fait son service militaire. Pourquoi ? parce qu'on lui a enseigné que tout homme valide doit apprendre le métier des armes pour contribuer à la sécurité ou à la grandeur de ce qu'on nomme Patrie : contrainte morale ; ou bien parce que des conseils de guerre appliquent un code d'une sévérité féroce à tout coupable d'insoumission ou de désertion : contrainte matérielle.

Deux jeunes gens sont pris d'un désir fou de se donner l'un à l'autre et ils se refusent ce bonheur. Pourquoi ? Parce que, malgré les éloquents appels de la nature en feu, ils s'imaginent qu'il serait contraire à *l'honneur* de passer outre au mariage : contrainte morale ; ou bien parce que le consentement des parents leur étant refusé, on ne veut pas les unir : contrainte matérielle.

Pourquoi la prostitution ? parce que de pauvres créatures sont poussées par l'intérêt ou la nécessité à trafiquer de leur corps.

Pourquoi la jalousie ? Parce que nous introduisons dans les choses de l'amour l'idée de durée, d'obligation, de propriété, de contrat, d'exclusivisme ¹³⁷.

Pourquoi l'hypocrisie ? Parce que nous sommes poussés à dissimuler ceux de nos actes et de nos sentiments qui sont en contradiction avec la règle établie.

Pourquoi la cupidité ? Parce qu'il est besoin d'argent pour se procurer l'objet le plus indispensable aussi bien que le plus superflu ; parce que la richesse confère tous les mérites et que la pauvreté les enlève tous.

Pourquoi la guerre ? Parce que les peuples sont élevés dans la haine les uns des autres, qu'ils obéissent à leurs dirigeants qui les contraignent à s'égorger mutuellement.

Pourquoi les prisons ? parce qu'il y a des lois, que celles-ci sont perpétuellement violées et que toute infraction à ces lois nécessite une répression.

Pourquoi le crime ? Parce que la passion trop et trop longtemps comprimée se satisfait à tout prix, même par le meurtre, même par l'assassinat. C'est la revanche de la nature outragée.

¹³⁷ Il est d'usage prétendre que la jalousie est un sentiment naturel inhérent à la nature humaine et que rien ne saurait faire disparaître. Le lecteur trouvera dans le troisième et dernier volume de cet ouvrage, tout une étude sur la jalousie, étude dans laquelle j'établis que ce sentiment est purement artificiel, qu'il dérive de certaines circonstances *suppressibles* et que conséquemment il est *éliminable* lui-même.

Pourquoi l'aplatissement de tout un peuple devant un tyran couronné ou un aventurier de la politique ou de l'armée ? Parce qu'on a tellement infusé dans nos veines le respect idiot de la force, que nous la subissons quand elle se montre dans la personne d'un gendarme ou d'un commissaire de police, et que nous l'acclamons lorsqu'elle se manifeste sous la forme d'un monarque, d'un ministre ou d'un général.

* * *

Je pourrais multiplier les points d'interrogation à l'infini, évoquer tous les morts, interroger tous les vivants, à tous demander le pourquoi de ce qu'ils ont souffert ; tous feraient entendre un « *parce que* » qui aboutirait à un scrupule, à un devoir, à une obligation, à une nécessité, à une servitude.

Je défie qui que ce soit de découvrir une seule douleur qui ne découle pas d'une loi ou d'un préjugé, qui ne se rapporte pas à une tyrannie quelconque, qui ne corresponde pas à une contrainte, en un mot, qui ne puisse, en fin de compte, se résumer comme suit : « Je ne fais pas ce qui me plaît ; je suis obligé de faire ce qui ne me convient pas. »

La société ressemble à un immense bain ; les individus n'y circulent que les membres brisés par les chaînes, alourdis par les entraves. Ils sont comme emprisonnés dans un de ces instruments de torture qu'on utilisait au temps de la question. Le corps y est étreint tout entier, les pièces diverses de l'appareil se rapprochant alternativement, serrant tantôt la tête, tantôt les pieds. Quel que soit le tourment subi, il vient de l'instrument de torture. Celui-ci n'est-il pas l'image de l'Autorité ?

Aussi, quand je vois des populations entières n'interrompre leurs gémissements que pour demander de

nouvelles lois, il me semble que ce sont des condamnés à la question qui supplient le bourreau de se montrer doux et compatissant ou encore le conjurent d'écraser un peu moins l'estomac, dût-il se rattraper sur les jambes et le crâne.

Insensés ! vous réclamez des lois, comme s'il en manquait ! Ignorez-vous donc que, depuis cent ans, vos maîtres ont confectionné plus de deux cent mille lois, décrets et ordonnances, deux mille annuellement, plus de cinq par jour ¹³⁸ ?

Compulsez-les toutes : prenez-les une à une et vous n'en trouverez pas une seule qui n'afflige un certain nombre d'entre vous.

Le sort d'une loi, quelle qu'elle soit, est de porter la douleur avec elle et si la souffrance est partout c'est que la législation a tout envahi, tout réglementé, tout codifié. Elle a donné à toutes choses une allure méthodique et obligatoire qui leur enlève tout attrait quand elles en ont, et ajoute à leur

138 Depuis le fameux décret du 4-11 août 1789 proclamant Louis XVI *restaurateur de la liberté française* (!), jusqu'au décret du 22 prairial an II (21 mai 1793) constituant le tribunal révolutionnaire, il a été rendu 1210 actes de gouvernement, soit une moyenne annuelle de 300 actes. Du 31 mai 1793 à la fin de la première République, le total des lois et décrets a été de 8.615 (moyenne annuelle 718).

Le premier Empire a donné 10.572 lois, sénatus-consultes, décrets (moyenne annuelle : 1057)

Les lois et ordonnances royales publiées sous Louis XVIII ont été au nombre de 18.648 (2.072 par an).

Sous Charles X, les lois, actes et ordonnances ayant atteint le nombre de 15.810, la moyenne annuelle est montée à 2.535.

Sous Louis-Philippe, il a été publié 37.192 actes officiels (moyenne annuelle 2.066).

Sous la seconde République, 12,386 décrets ont paru au «*Moniteur*», soit une moyenne de 2.477 par an.

Le second empire en a donné 45.589, la moyenne est de 2.533.

Enfin depuis le 4 septembre 1870 jusqu'au 31 décembre 1892, la troisième République a rendu 58.834 lois ou décrets, ce qui porte à 2.675 la moyenne annuelle.

désagrément lorsque, par avance, elles sont pénibles.

Ignorez-vous donc que, comme le dit Rousseau, « *toujours* ces noms spécieux de justice et de subordination serviront d'instruments à la violence et d'armes à l'iniquité ? »

Vous revendiquez plus de bonne foi, plus d'équité dans le contrat social ? mais il y a plus d'un siècle que Condorcet a écrit : « Quelle est l'habitude vicieuse, l'usage contraire à la bonne foi, quel est même le crime dont on ne puisse montrer l'origine, la cause première, dans la législation, dans les institutions, dans les préjugés ? »

De nouvelles lois ? Mais, malheureux, ne vous rendez-vous pas compte que ces nouvelles lois engendreront de nouvelles infractions, et celles-ci de nouvelles incarcérations ? Or, dit Esquiros ¹³⁹ : « la liberté n'est pas conquise tant que les prisons seront debout. Il faudra les renverser et en jeter la clef dans l'abîme, quand on voudra qu'elles ne s'emplissent plus des douleurs du peuple. »

Surtout ne dites pas que c'est *tant pis* pour ceux qui ne respectent pas la loi et s'attirent les sévérités de la magistrature. Les prisons sont une menace pour tous. Nul ne peut affirmer qu'il ne se produira jamais de circonstances qui l'y fassent entrer. Elles s'emplissaient naguère de républicains ; ceux-ci se chargent aujourd'hui d'y envoyer leurs adversaires. Je plains celui qui peut regarder ces édifices en se disant : « je ne serai jamais enfermé dans ces murs ! » Celui-là ne peut avoir ni dignité, ni passion, ni courage, ni conviction. Il est le plat valet des oppresseurs, prêt à se faire oppresseur lui-même.

Donc, dans l'ordre économique comme dans le politique et le moral, il n'est pas une affliction qui ne découle directement

¹³⁹ *Les martyrs de la Liberté*, page 237.

d'une servitude, qui ne soit, par conséquent, le fait du principe d'autorité.

Voilà pour le premier point. L'examen est concluant si l'on va des effets à la cause. Il nous reste à tenter l'épreuve en sens inverse, c'est-à-dire en allant de la cause aux effets.

* * *

Cette épreuve, n'est, à la vérité que le contrôle de la précédente. Lorsque, quelques pages plus haut, nous avons eu constaté que la propriété individuelle n'est pas la cause unique de toutes les adversités, nous n'avons eu aucune difficulté à reconnaître que la disparition de cette seule iniquité n'entraînerait pas celle de toutes les autres.

En ce qui concerne l'autorité, s'il est admis que tous les tourments de la vie individuelle et sociale se greffent sur ce tronc unique, il va de soi que, celui-ci sapé, il ne restera rien de l'arbre néfaste, rien de ses feuilles, rien de ses fruits, qu'un amas de matières putrides bien vite dispersées par le souffle libertaire.

Que disparaisse le principe autoritaire et aussitôt s'effondrent toutes les lois, conventions, règlements et préjugés qui, dans la société moderne, meurtrissent la personnalité humaine. Les passions cessent d'être contrariées et trouvent ouvert devant elles l'horizon infini des saines satisfactions ; les appétences se donnent libre cours ; les facultés, rationnellement cultivées, se développent normalement ; les besoins trouvent dans le grand Tout matériel, intellectuel et affectif les assouvissements désirables ; les attractions et les répulsions se classent, se sérient, circulent à l'aise, associant ici, désagrégeant là.

Les groupements se forment, se multiplient, se fédèrent, sans autre lien que l'intérêt général étroitement et indissolublement confondu avec les intérêts particuliers ; l'humanité prend sa place dans la nature, combinant harmoniquement hommes et choses, suivant les seuls principes de la force et du mouvement, sans autres entraves que celles afférentes à chaque être, à chaque état, à chaque âge.

Un individu a faim et il mange ; parce qu'il a conscience que le droit de se nourrir ne peut lui être contesté : plus de contrainte morale ! et, parce que l'arbitraire du tien et du mien n'existant plus, il n'a plus à redouter la sentence d'un magistrat : plus de contrainte matérielle !

Deux jeunes gens s'aiment et ils cèdent sans scrupule, aux désirs qui les jettent dans les spasmes enivrants ; pourquoi ? Parce qu'ils n'ont à appréhender ni les reproches d'une conscience bêtement timorée, ni la déconsidération publique, ni les conséquences d'une heure de volupté, parce qu'ils savent au contraire que le plaisir est bon par lui-même et qu'il devient vertu lorsqu'en s'en procurant, on en donne à un autre : plus de contrainte morale ! et parce que, n'ayant à subir l'autorité de personne ni d'aucune loi, il leur semblera on ne peut plus naturel et facile de disposer d'eux-mêmes comme il leur plaît : plus de contrainte matérielle !

Il est impossible d'imaginer qu'une seule des infortunes signalées au cours de ce livre puisse survivre à la suppression du principe d'Autorité.

Dans une société privée des lois qui attribuent la richesse aux uns et laissent la misère aux autres, dépouillée de la force qui sanctionne l'accaparement des premiers et la détresse des seconds, peut-on concevoir des hommes manquant du nécessaire à côté d'êtres gorgés de luxe ?

Je ne le pense pas !

Dans une humanité débarrassée de l'outillage tyrannique des monarchies, des républiques parlementaires, des États, conséquemment des tribunaux, des prisons, des casernes, peut-on imaginer des maîtres qui commandent et des esclaves qui obéissent ?

Pas davantage !

Peut-on enfin supposer, dans une société qui n'a pour toute règle de morale que le « fais ce que veux » de l'immortel Rabelais, des individus dépensant leur énergie à dompter la nature, à châtier leurs passions, à vivre dans les transes d'une conscience terrorisée, à résister aux propulsions de la chair, aux turbulences inquiètes de la pensée, au désir de chercher et de savoir ?

Évidemment non !

* * *

Et la prostitution ? Et le vol ? Et la violence ? Et la guerre ? Et l'hypocrisie ? Et la cupidité ? Et la soif de domination ? Ces fléaux de notre époque mercantile et hiérarchique, n'est-il pas certain qu'ils disparaîtront plus ou moins rapidement quand ils ne trouveront plus à s'alimenter ?

Pourquoi la femme se prostituerait-elle, si elle ne trouvait aucun intérêt à se vendre et si rien, ni loi, ni famille, ni opinion publique, ni éducation, ni morale, ne lui reprochait de se donner ?

Pourquoi volerait-il, celui qui n'aurait qu'à prendre *au tas*

tout ce dont il aurait besoin ? Et si atteint de cleptomanie, quelqu'un dérobaît un objet à l'usage d'un autre, quel tort ferait-il à ce dernier qui pourrait remplacer l'objet soustrait, avec beaucoup moins de peine et d'ennui qu'il n'en prend aujourd'hui pour saisir d'une plainte le commissaire de police, déposer devant le juge d'Instruction et témoigner en justice ?

Pourquoi la guerre, en l'absence de patries, c'est-à dire d'agglomérations plus ou moins étendues vivant sous le même gouvernement et les mêmes lois, gouvernants et législateurs ayant été emportés avec l'Autorité qui les crée ?

Il n'y aurait plus alors qu'une seule patrie : l'univers, et France, Allemagne, Angleterre, Russie, États-Unis, seraient de simples expressions géographiques représentant une partie de la planète, comme Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux sont aujourd'hui des expressions géographiques servant à désigner, en France, des points spéciaux.

Pourquoi l'hypocrisie, lorsque la vérité n'aurait rien à perdre, la fourberie rien à gagner ? Qui donc consentirait à se souiller *sans profit* du mensonge ? Qui donc s'affublerait d'un masque pour le seul plaisir d'en être incommodé ?

Pourquoi la rapacité, alors que billets de banque, actions et obligations ne seraient que de vulgaires chiffons de papier, et que, le commerce n'ayant plus sa raison d'être, point ne serait besoin, pour se procurer les choses utiles ou agréables, de posséder de l'or ou de l'argent ?

Que deviendrait la soif de domination, parmi des hommes libres dont nul ne consentirait à obéir ; et dans une société dont seraient brisés à jamais tous les rouages hiérarchiques ? Faute d'aliment, l'ambition de commander mourrait.

Ici encore, je pourrais remplir des pages et des pages de points d'interrogations de ce genre ? À tous la réponse serait identique.

Par elle-même la propriété individuelle n'est rien autre chose qu'une fiction. Elle ne devient réalité — et hélas réalité douloureuse ! — qu'en s'appuyant sur la Législation qui stipule les conditions dans lesquelles il est permis d'accaparer une part de l'avoir commun, d'en tirer profit, et sur la force armée, mise au service de cette législation tout en faveur des riches.

Intrinsèquement, la morale n'est qu'un mythe et, malgré dogmes religieux, famille, éducation, bien faible serait son pouvoir sur les consciences si toute dérogation au « *Devoir* » n'était punie par le législateur et sévèrement jugée par l'opinion publique.

Il n'y a de réel, de tangible, de redoutable dans ces expressions : capital, gouvernement, morale, que le principe qui les anime et les fortifie : le principe d'autorité, lequel se traduit par des obligations et des entraves qui mettent les individus et les groupes dans la nécessité de renoncer à faire ce qui leur convient.

Ainsi, les deux épreuves auxquelles nous avons soumis le principe d'autorité se corroborent pleinement. De la première, il découle que toutes les affections humaines se rattachent directement à une quelconque des applications sociales du principe d'Autorité. De la seconde, il résulte que, ce principe abandonné, toutes les contraintes disparaissent et, avec elles, la douleur universelle.

J'insiste : je reprends et résume cette démonstration :

A. — *Des effets à la cause* : l'homme est un composé de besoins extrêmement variés. La compression de ces besoins, voilà la douleur. J'aperçois clairement que la cause immédiate de cette compression — atteignant une partie quelconque de l'individu : ventre, cerveau ou cœur, organes correspondant à l'une quelconque des catégories de besoins matériels, intellectuels ou moraux — est une quelconque de nos institutions sociales. Or, malgré la complexité de ses organes, l'individu est *un*. J'en infère que en dépit de la variété corrélative de ses institutions, le superorganisme social pourrait bien être *un* également. Je cherche où peut se trouver cette *unité* et je la découvre dans un principe, un point, une base : l'Autorité.

B. — *De la cause aux effets* : J'intervertis la marche de mes observations. Je constate que le principe « Autorité » comporte des organismes « manifestations » ; que ceux-ci, causes dérivées, s'affirment par des sous-organismes qui agissent enfin directement sur le patient : l'individu.

Induction d'abord, déduction ensuite : les deux méthodes aboutissent au même résultat concluant, décisif, inattaquable : *l'Autorité cause unique et première de la douleur universelle !*

Le principe d'Autorité ! voilà donc le virus qui empoisonne toutes les institutions, tous les rapports humains, toutes les relations sociales !

Voilà, pour employer le langage du jour, le microbe qui engendre toutes les maladies dont agonise notre génération !

III. — LE PRINCIPE D'AUTORITÉ.

Nous la tenons enfin, cette cause unique et première. J'aime à penser que, dans l'esprit du lecteur impartial, la conviction est faite sur ce point.

Cette vérité, que je n'ai pas la prétention d'avoir découverte, que beaucoup d'autres ont vue et signalée avant moi, mais à la démonstration de laquelle j'ai cru indispensable de consacrer ce volume, parce qu'elle projette une éclatante lumière sur l'étude de la question sociale, parce que, à cette seule lueur peut s'éclairer l'avenir, cette vérité je voudrais que, sous une forme simple et saisissante, elle fut constamment présente à la pensée des hommes qui luttent pour un monde de paix, d'amour, d'harmonie, de bonheur.

Voici un tableau allégorique qui, je l'espère, remplira ce but ¹⁴⁰.

* * *

Ainsi le tronc de l'arbre représente le principe « Autorité », point de départ de toutes les institutions. Cette souche donne naissance à trois principaux tronçons qui figurent les trois grandes iniquités : économique, politique et morale. C'est sur ces ramifications importantes que se greffent les branches secondaires. Sur la « Propriété individuelle » : le salariat, la division du travail, le commerce, la sophistication, le gaspillage, la concurrence, la centralisation capitaliste, l'agiotage ; branches dont les feuilles et les fruits s'appellent exploitation, faillite, chômage, grève, misère, cupidité,

¹⁴⁰ Voir à la fin de l'ouvrage.

prostitution, vagabondage, mendicité, vol, suicide, dépopulation.

Sur le tronçon « Gouvernement » : le parlementarisme, la législation, le fonctionnarisme, la magistrature, la police, la gendarmerie, les prisons, le militarisme, et comme feuilles et fruits : l'oppression, le mensonge, la corruption, l'injustice, la haine, la guerre, l'insurrection.

Sur le tronçon « Morale » : la religion, la famille, l'éducation, l'enseignement, l'opinion publique, la presse, avec, pour feuilles et fruits, les préjugés, la compression passionnelle, l'hypocrisie, la jalousie, les crimes.

Toute cette frondaison, touffue, inextricable, tant est grand l'enchevêtrement des branches et l'enlacement des rameaux, dans laquelle j'ai jeté quelques clartés pour la rendre visible, voilà la douleur universelle.

Il importerait peu d'élaguer par-ci, de tailler par-là ; l'arbre fatal ne ferait qu'y gagner en robustesse : il serait inutile de porter la hache sur quelques parties de l'arbre, la sève empoisonnée se répandrait plus vigoureuse dans les branches épargnées.

La cognée du bûcheron doit attaquer le tronc lui-même, pour abattre le géant ; son pic doit pénétrer jusqu'aux profondeurs du sol pour en jeter au feu les racines, afin que disparaisse à jamais ce colosse végétal à l'ombre duquel, depuis tant de siècles, s'étiolèrent les générations éteintes et dépérit notre race.

* * *

Prenez un homme au hasard, prenez en cent, prenez-en

mille : riches et pauvres, patrons et ouvriers, propriétaires et commerçants. Vous n'en trouverez pas un seul qui n'ait à se plaindre d'une loi, d'un règlement, d'un usage, d'un abus ; pas un qui ne se prétende victime de quelqu'un et de quelque chose, pas un qui ne trouve que la législation est à refaire sur tel point ou sur tel autre. Il va sans dire que cette partie de la législation que chacun incrimine est précisément celle qui le lèse le plus dans ses intérêts personnels. Chacun d'eux se borne à réclamer dans le sens qui lui est propre — *prima sibi charitas !* — et à se débarrasser de ce qui le gêne.

La philosophie, qui sait que l'organisation sociale n'est qu'une synthèse des conditions politiques, économiques et morales, tire de cette constatation la conclusion suivante : que, le problème social ne devant pas être résolu seulement pour quelques-uns ni même pour le plus grand nombre, mais pour tous, il ne saurait être question de se soucier uniquement de ce qui blesse tel individu, telle corporation, telle collectivité ; que si dans tout le Code il n'est pas un seul article qui ne s'oppose au bonheur de quelqu'un, il est nécessaire de supprimer la législation toute entière ; que, cela fait, chacun débarrassé de ce qui l'opprime, vivra à sa guise, c'est-à-dire connaîtra le bonheur.

Le bonheur ! N'est-ce pas le but incessant des moindres mouvements humains ?

Penser, boire, manger, dormir, se mouvoir, lutter, haïr, aimer, les mille manifestations de la vie ont pour point de départ la fuite d'une souffrance ou la recherche d'un plaisir, elles émanent d'un appétit qui se fait jour, et le bonheur, à travers les formes multiples qu'il revêt, n'est pas ailleurs que dans la satisfaction d'un besoin que ressent notre « moi ».

Pour mes yeux, le plaisir est de contempler un attrayant

spectacle ; pour mes oreilles, d'entendre une suave harmonie ; pour mes narines, de respirer un subtil et délicat parfum ; pour mon palais altéré, de boire une froide liqueur ; pour mon estomac en appétit, d'absorber des aliments sains et bien préparés ; pour mes membres gourds de fatigue, de goûter un repos réparateur ; pour mon intellect, de saisir une idée, de l'examiner sous toutes ses faces ; pour mon cerveau de coordonner des idées, les classer, les sérier et en former un faisceau qui constitue une pensée, une opinion, une doctrine ; pour mon imagination, de vagabonder dans le rêve en évoquant la sensation de la réalité ; pour mon cœur épris d'affectuosité, de suivre mes affinités instinctives ou mes inclinations naturelles.

Et cette matière organisée que je suis, douce de chaleur, d'électricité, de mouvement, n'éprouve des sensations de bien-être que lorsque chaque molécule se meut à son aise dans le sens qui lui est propre, lorsque chaque parcelle de mon être exerce librement la fonction pour laquelle elle est structurée.

La joie de vivre est là, pas ailleurs. Tout le reste n'est que macération de la chair ou de l'esprit et par conséquent souffrance physique ou douleur morale.

Cela est tellement vrai que si une créature ayant faim, soif ou sommeil, je lui interdis le boire, le manger ou le dormir, si je condamne à l'immobilité un homme désireux de se mouvoir, ce dernier est, à juste titre, considéré comme une victime et moi, je suis avec raison, traité de bourreau.

Victime cet être humain, parce qu'il est empêché de faire ce qu'il lui plaît ; victime, parce que la volonté d'un autre se substitue à la sienne ; victime en un mot, c'est-à-dire malheureux, parce qu'il est esclave.

Bonheur et liberté sont en quelque sorte synonymes, puisque pour être heureux il est indispensable et il suffit d'être libre.

Il est de toute évidence que l'individu étant antérieur à la société — car celle-ci est le nombre et celui-là l'unité — le bonheur social ou collectif sera mathématiquement déterminé par le bonheur individuel ; et, pour que la joie rayonne au sein d'une collectivité humaine, il faut qu'elle s'épanouisse en chaque personnalité.

Les humains ne se sont du reste agglomérés et constitués en société que poussés par le besoin de combattre les fléaux naturels, de s'unir pour produire mieux et plus vite, de pratiquer cette tendance invincible à la sociabilité qui est le point de départ de toute agrégation, en un mot pour tirer avantage de cette association.

Donc, normal, rationnel est un organisme social, au sein duquel, loin de s'amoindrir et de se sacrifier, l'être humain se développe et intensifie son bonheur.

Illogique, au contraire, incohérente, criminelle, une organisation qui, à tout instant, fait pièce au bonheur de ses membres, et diminue leur part de félicité.

En sorte que, notre esprit pût-il concevoir une liberté illimitée (si tant est que quelque chose soit absolu) on pourrait également concevoir un bonheur sans limite.

* * *

« Vivre à sa guise ! va-t-on s'écrier, ne recevoir d'ordre de personne, ne s'incliner devant aucune tyrannie, ne subir aucun joug, ne rien connaître des entraves que le despotisme apporte

au développement naturel, s'abandonner à la pente douce ou rapide de ses passions, suivre la voix enchanteresse du désir, s'engager sans scrupule et sans crainte dans les sentiers fleuris du caprice de la fantaisie, faire ce qui plaît, tout ce qui convient, rien que ce qui fait plaisir. Et pourtant se sentir plus fort par la vigueur même de toutes ses passions ; plus digne, par le rayonnement même de toutes ses facultés épanouies, meilleur par l'affinement même de ses sentiments affectifs ; plus responsable, par la spontanéité des actes commis ; oui, certes ce serait le bonheur dans toute la signification élevée de cette sublime expression. Mais cela ne se peut ! »

Je n'en disconviens pas : notre actuelle organisation qui toute entière repose sur la suprématie des uns et la soumission des autres ne peut admettre une telle solution.

Il est parfaitement exact que dans une société composée de capitalistes et de prolétaires, d'oisifs opulents et de producteurs pauvres, de gouvernants et de gouvernés, cette intégrale indépendance soit irréalisable.

Mais cette objection — irréfutable aussi longtemps qu'on se cantonne dans une société autoritaire — est la preuve la plus éclatante et la plus simple que bonheur et autorité sont deux termes qui représentent deux ordres d'idées et de faits inconciliables, que tout accouplement entre eux est rendu impossible par l'incompatibilité de leurs caractères respectifs ; qu'il faut donc se prononcer pour celui-ci ou pour celui-là, mais qu'on ne peut opter en faveur de l'un qu'en renonçant définitivement à l'autre.

Être pour l'Autorité et la douleur universelle contre la Liberté et le bonheur pour tous, ou bien pour la Liberté et le bonheur universel contre l'Autorité et la douleur pour tous, telle

est l'alternative ¹⁴¹.

Il faut choisir.

* * *

L'humanité, elle, depuis un temps immémorial a fait évolutionnellement son choix. Inconsciemment au début, puis d'une façon de plus en plus raisonnée, elle s'est prononcée contre le principe d'Autorité, c'est-à-dire contre la servitude, contre le malheur, en faveur de la Liberté, c'est-à-dire de la vie heureuse.

On comprend que les premiers échantillons de la race humaine qui parurent sur le globe durent être soumis à toutes sortes de servitudes.

À peine sorti de l'animalité, faible et grossière ébauche de l'homme des civilisations avancées, l'être primitif se trouva sous la dépendance absolue de la nature.

Exposés aux intempéries, à la fureur et aux caprices des éléments, incapables de s'orienter au travers des inextricables fourrés des régions vierges, arrêtés à tout instant par des cours d'eaux, des montagnes, des ravins, luttant parfois corps à corps avec les animaux féroces, sans autre nourriture que celle qu'ils réussissaient à se procurer par une chasse et une pêche souvent dangereuses et toujours exténuantes, victimes des maladies et des fléaux, nos premiers ancêtres durent connaître toutes les

¹⁴¹ Je démontre longuement dans le troisième volume de cette série que la liberté engendre aussi rigoureusement le bonheur que l'Autorité le malheur. N'est-il pas permis, du reste, de dire, d'ores et déjà que, rationnellement deux principes symétriquement opposés donnent naissance à des résultats symétriquement contraires ? On pourrait, je crois, établir le rapport suivant:

Autorité : douleur; liberté : bonheur.

Cette proportion serait juste.

horreurs d'une existence passée à se défendre contre des forces aveugles, irrésistibles, mystérieuses. Terreur perpétuelle, déchirement de la faim, brûlure de la soif, morsure du froid, ignorance complète, tel fut le lot de l'humanité dans l'enfance.

Ce qu'on a appelé « l'état de nature », la liberté primitive, fut donc en réalité une épouvantable servitude. Servitude *matérielle* à l'égard de la nature, servitude *intellectuelle* à l'égard de la science, l'être tout entier fut dans un état de complet esclavage.

Mais peu à peu, avec des lenteurs dont notre siècle de rapidité ne peut se faire une idée précise, les liens se relâchèrent. Avec une opiniâtreté incroyable, l'homme mesura ses forces contre la nature. Les premiers spécimens se dégrossirent et se multiplièrent.

Enhardi par quelques succès et en possession de quelques outils rudimentaires, le genre humain s'appliqua à utiliser les produits naturels et chercha à en assurer la régulière production. La vie cessa d'être une perpétuelle et douloureuse pérégrination à travers les espaces inexplorés. Des groupements se formèrent, un langage se fonda, des idées s'échangèrent, des relations s'établirent. Le cerveau se dégagea peu à peu des originelles épaisseurs ; il y entra quelques lueurs indécises qui contenaient en puissance les clartés futures.

Sans plan préconçu, sans méthode préméditée, par la seule force des choses, par le seul jeu des organes de mieux en mieux exercés, les facultés se développèrent.

* * *

Mais pendant que l'homme se soustrayait insensiblement à la tyrannie de la nature, le despotisme de l'homme sur

l'homme faisait son apparition.

Ce ne fut plus seulement la guerre de l'individu contre les forces coalisées de l'univers ; ce fut encore la lutte des individus entre eux, des collectivités entre elles.

Des populations entières furent condamnées à l'esclavage. Des castes et des classes divisèrent l'humanité, les unes dépouillant et opprimant les autres.

La servitude sociale vint s'ajouter aux servitudes antérieures et il serait difficile de dire si les avantages que l'humanité remporta sur le globe et les progrès qu'elle réalisa dans le domaine scientifique compensèrent les inconvénients de ce nouvel état de choses.

Je n'ai pas à relater longuement les efforts faits, les conquêtes obtenues, les admirables développements de l'esprit humain. D'autres ont raconté, mieux que je ne saurais le faire et avec une compétence qui me fait défaut, les étonnantes péripéties de cette lutte séculaire de l'homme contre tous les écrasements antiques.

Aujourd'hui — nous l'avons vu dans le cours de ce volume ¹⁴² — les conditions respectives de l'humanité et de la planète sont interverties. Ce n'est plus celle-ci qui domine celle-là, c'est le contraire.

Le sol est cultivé, le sous-sol livre ses richesses, les forces naturelles sont utilisées, les maladies vaincues, les ravages épidémiques atténués, les fléaux en partie conjurés, les éléments domestiqués, la matière asservie, l'homme n'est plus le jouet de l'Univers. Il a posé sur celui-ci un pied vainqueur et s'y est assuré désormais la première et la meilleure place : la

¹⁴² Chapitre III.

servitude *matérielle* ou pauvreté sociale n'existe plus et tous les maux qu'elle faisait naître sont ou peuvent être supprimés.

L'homme n'est plus cet être grossier, craintif et ignorant que le moindre phénomène étonnait. Il ne sait pas tout sans doute, mais il est mille choses qu'il n'ignore plus. Et les connaissances dont son cerveau s'est enrichi sont assez étendues, sûres et variées, pour que non seulement il échappe aux tourments de l'ignorance, mais encore goûte les joies du savoir : la servitude *intellectuelle* ou ignorance sociale n'est plus qu'un triste souvenir et les douleurs qu'enfanta l'ignorance ancestrale font désormais partie de l'histoire du passé.

Reste la servitude *sociale*.

Après la double victoire que je viens de rappeler, sera-t-il dit que l'homme ne voudra pas ou ne saura pas s'affranchir de l'homme ? et qu'après avoir brisé les chaînes que la nature avait forgées contre lui, il ne pourra pas se débarrasser des entraves artificielles que lui imposa la force ou que consentit son ignorance ?

Que de luttes pourtant, que d'héroïsmes, que de sang versé, que d'existences sacrifiées pour ce seul mot « Liberté » !

Tendance instinctive d'abord, aspiration vague par la suite, poussée nette, précise et formidable de nos jours, l'amour de la Liberté a, depuis des siècles, fait battre des milliards de cœurs et armé des milliards de bras. Il semble, tant est grande la force d'expansion et de résistance de cet esprit de liberté, que celui-ci se soit accru de toutes les oppressions et que cette soif d'indépendance ait augmenté chez les asservis dans la même proportion que l'amour de la domination chez les maîtres.

L'histoire — non pas cette comédie dans laquelle

monarques, ministres et grand capitaines sont seuls acteurs, mais ce drame d'un intense intérêt qui raconte la vie des peuples, leurs aspirations, leurs révoltes — l'histoire n'est que la lutte séculaire du principe de liberté contre le principe d'autorité.

Il est dans la nature de celle-ci de chercher toujours non seulement à garder les positions acquises, mais encore à en conquérir de nouvelles : cette tendance n'est pas moins dans la nature de la Liberté, et comme le domaine de l'une ne peut s'étendre qu'au détriment de l'autre, l'essence même de ces deux principes diamétralement opposés est de se livrer un perpétuel combat.

Or toute la vie humaine depuis l'antiquité jusqu'à notre siècle est contenue dans les deux termes que voici : élimination progressive du principe d'autorité, affirmation graduelle et correspondante du principe de liberté. Chaque conquête de celle-ci est une défaite pour celle-là.

* * *

L'immense cri de « Liberté ! Liberté ! » retentit à travers les âges. Toutes les révoltes, toutes les revendications, toutes les révolutions ont ce mot d'ordre. Lisez la profession de foi de tous les candidats, parcourez le programme de tous les partis politiques : vous ne trouverez pas un manifeste qui ne revendique plus de liberté, pas un politicien qui ne se réclame du principe libertaire !

C'est que tout le monde sent et sait que sans liberté, il n'y a pas de bonheur, que, comme le dit L'Hôpital : « Perdre la liberté ! Après elle que reste-t-il à perdre ? La Liberté, c'est la vie ; la servitude, c'est la mort ! » que, suivant la belle parole de Proudhon : « La perfection économique est dans

l'indépendance absolue des travailleurs, de même que la perfection politique est dans l'indépendance absolue du citoyen. » Pour être complet, Proudhon aurait dû ajouter que la perfection morale est dans l'indépendance absolue des consciences dégagées de tous préjugés, de tous dogmes.

Émile de Girardin n'a-t-il pas écrit ? : « Dans l'avenir, le progrès sera de rétrécir de plus en plus le cercle des lois positives et, au contraire, d'élargir de plus en plus le cercle des lois naturelles. Toute loi naturelle est un principe qui se vérifie par la justesse de ses conséquences. Toute loi positive est un expédient qui se trahit par ses complications. »

« On n'élève pas les âmes sans les affranchir, » dit Guizot dans un accès de franchise.

En un langage d'une suave poésie, Marc Guyau, prédit le prochain triomphe de la liberté : « Dans l'avenir, l'homme prendra de plus en plus l'horreur des abris construits d'avance et des cages bien closes. Si quelqu'un de nous éprouve le besoin d'un nid où poser son espérance, il le construira lui-même brin par brin, dans la liberté de l'air, le quittant quand il en est las, pour le refaire à chaque printemps, à chaque renouveau de sa pensée. »

Guillaume de Greef s'exprime ainsi : « le principe, aujourd'hui, n'est plus contestable : la société n'a que des organes et des fonctions ; *elle ne doit plus avoir de maîtres* . »

« La tendance pratique du matérialisme, dit l'éminent auteur de *l'homme selon la science*, est aussi simple, aussi unitaire, aussi claire et nette que sa théorie ; et tout son programme pour l'avenir de l'homme et de l'humanité, peut s'exprimer en quelques mots contenant tout ce que l'on peut et doit, théoriquement et pratiquement, revendiquer pour cet

avenir. Les voici : *Liberté*, instruction et bien être pour tous ! »

Il est étrange de trouver les lignes que voici sous la signature d'un écrivain qui fut député c'est-à-dire « *fabricant de lois* » et qui le serait encore si les électeurs de Neuilly l'eussent voulu ; mais les politiciens, comme la politique sont pleins de ces contradictions : « *nulle dépendance*, écrit M.. Barrès, une vie aisée, l'entière harmonie avec les éléments, avec les autres hommes et avec notre propre rêve ; voilà quel besoin m'agite et le satisfaire c'est toute ma conviction. »

Voici enfin comment s'exprime un des savants les plus estimés, M. Letourneau dans « *L'Évolution politique* » : « Au point de vue sociologique, ce qui est particulièrement intéressant dans les républiques des fourmis et des abeilles c'est le parfait maintien de l'ordre social avec une *anarchie complète*. Nul gouvernement ; personne n'obéit à personne et cependant tout le monde s'acquitte de ses devoirs civiques avec un zèle infatigable ; l'égoïsme semble inconnu ; il est remplacé par un large amour social. »

* * *

Assez de citations. Ce qu'il faut retenir de ces extraits, c'est que, de l'avis d'une foule de penseurs non moins que de la constatation des faits, il ressort que c'est dans le sens de la liberté que l'évolution se produit.

C'est là une vérité en quelque sorte banale, tant elle est évidente par elle-même ; car nul ne peut supposer que l'humanité puisse se mouvoir dans le sens de la servitude. Je n'ai insisté sur ce point que pour montrer l'accord existant entre la théorie et les faits, et prouver que, si une étude impartiale et minutieuse de l'organisme social nous conduit à reconnaître que le principe d'Autorité est la cause unique de la

souffrance qui nous étreint, l'humanité a, depuis longtemps compris — inconsciemment, souvent même sans qu'il paraisse — que le mal vient de là, puisque depuis des milliers d'années, elle cherche à s'affranchir et ne cesse de combattre les sujétions multiformes qui la brisent.

Dans le domaine naturel et cosmique, l'élimination de servitude ne sera jamais complète ; à ce point de vue, donc, la liberté humaine n'existera jamais à l'état absolu, il s'agit simplement de restreindre à son minimum la servitude et de pousser l'émancipation à son maximum.

Mais la domination de l'homme sur l'homme, l'exploitation de l'homme par l'homme, en un mot, l'esclavage social, d'ordre entièrement artificiel et transitoire peut et doit être entièrement aboli. Pas de bonheur *espérable* sans ce préalable « *delenda carthago* ». En dehors de la liberté sociale conquise par l'abolition de l'Autorité sociale, c'est la misère, l'oppression, la contrainte, la douleur, sans qu'il y puisse être porté remède. À ce point de vue, *l'élimination complète du principe d'Autorité, d'une part, l'affirmation intégrale du principe de Liberté d'autre part, voilà l'idéal !*

Voilà, en même temps, le terme fatal de l'évolution à laquelle nous assistons, terme vers lequel nous marchons avec une vertigineuse rapidité.

L'esprit d'indépendance n'est plus aujourd'hui une aspiration nuageuse vers un Droit platonique ; il n'ignore plus que l'exercice de la liberté est incompatible avec celui de l'Autorité.

Tandis que les assoiffés de pouvoir, les inconscients et les peureux qu'affolent les symptômes du prochain bouleversement social rêvent de remettre à l'État la clef de

toutes choses ; celle des intérêts économiques comme celle des affaires politiques, il se forme, avec une vigueur qui fait présager les succès futurs, une humanité de plus en plus nombreuse, écoutée, résolue et consciente, bien décidée à laisser à l'État le moins de clefs possibles et même à le supprimer pour ne point lui en laisser du tout.

Ceux que les vicissitudes présentes plongent dans l'admiration du passé ne cessent de répéter que la propriété privée, le gouvernement, la religion, la famille, la patrie ont rendu à l'humanité les plus grands services ; à les entendre, se sont ces principes et ces institutions qui firent naître et assurèrent tous les progrès réalisés.

Que cette opinion soit exacte ou erronée, il importe fort peu. Faudra-t-il sous prétexte que de petits souliers préservèrent les pieds mignons de l'enfant, emprisonner ceux de l'homme fait dans les mêmes chaussures ?

L'observation établit que tout évolue. Propriété, gouvernement, patrie, religion, famille et toutes les institutions qui en découlent ont eu leur heure dans l'histoire. Adaptées aux développements de jadis, elles l'ont été, elles ont dû l'être nécessairement. Est-ce une raison pour qu'elles soient conformes aux développements d'aujourd'hui ? Le vêtement qui habille un enfant ne saurait être porté par un adulte.

L'humanité fut cet enfant : Elle vagissait intuitivement vers la liberté. Aujourd'hui elle est adulte. Faudrait-il donc qu'elle supportât encore et toujours le maillot et les langes, sous prétexte que ceux-ci lui furent utiles autrefois ? Ses chairs sont fermes, ses membres robustes, ses muscles solides ; elle veut marcher seule, aller ou bon lui semble, circuler selon sa fantaisie. Elle ne veut plus de maître, plus de tyran ¹⁴³.

¹⁴³ Quant à ceux qui invoquent la justice (!) et déclarent que propriété individuelle et

Elle entend faire sa volonté, rien que sa volonté, toute sa volonté. Elle est majeure et elle déclare une guerre implacable à quiconque veut entraver sa marche.

Le cœur débordant de passion, la tête forte d'un enthousiasme raisonné, les yeux perdus dans la contemplation des splendeurs qu'elle entrevoit, elle se dirige, irrésistible, vers la Terre promise où chacun pourra vivre dans la paix de son cœur et de sa conscience, aimant et aimé, sans contrainte ; et sans haine, sans envie, sans entrave, dans le rayonnement bienfaisant des passions satisfaites, dans l'affinement vigoureux des facultés décuplées, dans l'épanouissement fécond des originalités et des caprices, dans la suave caresse des rêves et des aspirations vers le sublime et l'idéal, les sens apaisés par les fêtes de la chair réhabilitée, le cerveau élargi par la science fortifiée, l'oreille bercée par l'harmonique vibration des choses, le cœur gonflé de l'amour d'autrui.

gouvernement sont des choses justes, il suffit, pour les réduire au silence, de les prier de vouloir bien s'expliquer clairement sur ce caractère de justice qu'ils attribuent bénévolement à ces institutions.

On peut au contraire établir que ce qui est favorable au bonheur universel étant *seul juste*, en matière sociale, ces principes de propriété privée et de gouvernement, eussent-ils été cent fois, mille fois plus conformes dans le passé aux règles de justice, ils cessent de l'être, dans le présent, puisqu'ils sont, aujourd'hui fatalement nuisibles au bonheur universel.

